

Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 20 MARS 1926

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 20TH MARCH, 1926

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la Gazette Officielle voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion, 15c. par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c. par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction, 50c. par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemplaire, 30c.

Feuilles volantes, $1.00 par douzaine.

Un acompte par chèque accepté ou mandat couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publi-

TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

PARTIES sending advertisements to be inserted in the Official Gazette will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES.

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rate.

Translation, 50 cents per 100 words.

Official Gazette, 30 cents per single number.

Slips, $1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance by accepted cheque or money order. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication,

cation, qui sera cancellée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la Gazette Officielle du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, $7. par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
Ls.-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement. 1063

which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the Official Gazette of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription, of $7. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

Ls. A. PROULX,
King's Printer.

Government House. 1064

Lettres patentes

"A. Cohen and Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de mars, 1926, constituant en corporation: Howard-Salter Ross, avocat, 11 avenue Grey, Eugène-Réal Angers, avocat, 260 avenue Monkland, Montréal, Jean-Chrysostôme Martineau, avocat, 334 avenue Outremont, Outremont, pour les fins suivantes:

Faire affaires comme importateurs, exportateurs, manufacturiers et commerçants de vêtements de toutes sortes pour hommes et garçons, et acheter et vendre des tissus de toutes sortes et de toute description et agir comme agents, commissionnaires ou représentants pour les fins de telles affaires et acheter et vendre en gros et en détail tout article ou chose que la compagnie croira de nature à favoriser l'exploitation des dites affaires;

Payer à même les fonds de la compagnie la totalité ou aucune des dépenses connexes à sa formation et à son organisation et employer des courtiers, agents à commission et agents de change, passer des contrats avec eux et pourvoir à leur rémunération, lors de toute émission d'actions, obligations, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre), qui pourrait être exercée convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses

Letters patent

"A. Cohen and Company".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the lieutenant-governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of March, 1926, incorporating: Howard Salter Ross, barrister, 11 Grey Avenue, Eugene Réal Angers, barrister, 260 Monkland Avenue, Montreal, Jean Chrysostome Martineau, barrister, 334 Outremont Avenue, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as importers, exporters, manufacturers and dealers in boys' and men's garments of all kinds, to buy and sell textile fabrics of all kinds and descriptions and to act as agents, commission merchants or representatives for the purposes of such business and to buy and sell at wholesale and retail any article or thing which the company may think conducive to the carrying on of the said business;

To pay out of the funds of the company, all or any of the expenses incidental to the formation and organization thereof, and to employ, contract with and provide for the remuneration of brokers, commission agents and underwriters, upon any issue of shares, bonds, debenture stock or other securities of the company;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the

semblables, conférant aucun droit limité, exclusif ou non exclusif, d'utiliser toute invention ou tout secret ou autre renseignement relatif à aucune invention qui paraîtra susceptible de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis en ce qui les concerne ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour d'autres fins, avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce, genre d'affaires qu'elle peut exercer ou auxquels elle peut s'adonner, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie et prendre ou autrement acquérir des actions et des valeurs de toute telle compagnie, aussi les vendre, détenir, réémettre avec ou sans garantie ou autrement les négocier;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie, ou l'une quelconque desdites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirables, et exécuter, exercer cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Etablir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds, fidéicommis et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie (ou leurs prédécesseurs en affaires) ou ceux dont ils sont les soutiens, et à cet effet accorder des pensions, payer des primes d'assurances pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance, ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété foncière et personnelle et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie et en particulier toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

Prêter de l'argent aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle personne;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats, ou autres instruments négociables ou transférables;

like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter into any arrangement with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit the employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business) or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any real and personal property, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant and stock-in-trade;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of lading, bills of exchange, warrants and other negotiable or transferable instruments;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour le prix que la compagnie trouvera convenable, et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation, aucun autre corps public peut accorder, et les payer, aider et contribuer à leur donner effet, attribuer aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans tout procès ou poursuite;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune autre compagnie et corporation, et garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation, par une ou plusieurs autres personnes avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations commerciales;

Pour faire connaître les produits de la compagnie, adopter les moyens que l'on jugera à propos, et particulièrement annoncer dans les journaux, par circulaires, par achat et exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par publication de livres et périodiques, octroi de prix, récompenses et dons;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou en une autre qualité, et soit seuls soit conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "A. Cohen and Company", avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cents piastres ($49,900.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) actions ordinaires de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de mars, 1926.

Le sous-secrétaire de la province,

1341 C.-J. SIMARD.

"Agence Générale des Pêcheurs, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de mars 1926, constituant en corporation: T.-Napoléon Bédard, négociant, Joseph-Isaac Gourdeau, voyageur de commerce, et Gaudiose Plamondon, comptable, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Faire, conformément aux lois et usages du pays, le commerce de gros, de détail, de poisson, de bois,

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise any other company or corporation and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or by any other person or persons with whom the company may have business relations;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "A. Cohen and Company", with a total capital stock of forty nine thousand nine hundred dollars ($49,900.00), divided into four hundred and ninety nine (499) common shares of the par value of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of March, 1926.

C. J. SIMARD,

1342 Assistant Provincial Secretary.

"Agence Générale des Pêcheurs, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of March, 1926, incorporating: T. Napoléon Bédard, trader, Joseph Isaac Gourdeau, commercial traveller, and Gaudiose Plamondon, accountant, all of the city of Quebec, for the following purposes:

To carry on, in accordance with the laws and customs of the country, the wholesale and retail

de fourrures, de nouveautés, d'épiceries, de grains, provisions, des huiles, de quincaillerie, de matériaux, de tous produits, naturels, manufacturés ou non manufacturés dont le commerce libre n'est pas prohibé;

Faire le commerce comme marchand général, marchand à commission, courtier ou agent pour la vente, l'achat, l'échange de tout ce qui peut faire l'objet des commerces ci-dessus mentionnés;

Acquérir, posséder, exploiter des magasins, agences, pêcheries, entrepôts frigorifiques et autres, droits, privilèges, lettres patentes, licences, contrats, avantages, biens meubles et immeubles, moyens et véhicules de transport (autres que des chemins de fer) et généralement toutes choses et accessoires nécessaires ou utiles aux susdits commerces ou entreprises;

Acquérir des actions dans d'autres compagnies, sous le nom de "Agence Générale des Pêcheurs, Limitée", avec un capital total de dix mille piastres ($10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau chef de la compagnie sera à Québec, au No 231 rue Saint-Paul.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de mars 1926.

Le sous-secrétaire de la province,

1343 C.-J. SIMARD.

business of fish, lumber, fur, novelties, groceries, grain, provisions, oil, hardware, materials, any raw, manufactured or unmanufactured products the free dealing in of which is not prohibited;

To carry on the business of a general merchant, commission merchant, broker or agent for the sale, purchase, exchange of anything that may be the object of the hereabove mentioned businesses;

To acquire, hold, operate stores, agencies, fsheries, cold storage warehouses and other, rights, privileges, letters patent, licenses, contracts, advantages, movable and immovable property, means of and transportation vehicles (other than railways) and generally any things and accessories necessary or useful for the aforesaid businesses or undertakings;

To acquire shares in other companies, under the name of "Agence Générale des Pêcheurs, Limitée", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at No. 231, Saint Paul Street, Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifth day of March, 1926.

C. J. SIMARD,

1344 Assistant Provincial Secretary.

"Corporation de l'Institut de Radium de l'Université de Montréal et de la province de Québec".

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de mars 1926, constituant en corporation, sans capital-actions: Monseigneur Vincent-Joseph Piette, protonotaire apostolique, Docteur Ernest Gendreau, médecin, professeur en sciences, Docteur Louis de Lotbinière Harwood, médecin-chirurgien, Docteur Télesphore Parizeau, chirurgien, Docteur Albert Lesage, médecin, Docteur Georges Baril, médecin, Monsieur Arthur Léveillé, professeur, tous de la cité de Montréal, et Monsieur Louis de Gaspé Beaubien, financier, de la ville d'Outremont, dans les buts suivants:

Recherches et traitements par les radiations et hospitalisations, sous le nom de "Corporation de l'Institut de Radium de l'Université de Montréal et de la province de Québec".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $25,000.00.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de mars 1926.

Le sous-secrétaire de la province,

1345 C.-J. SIMARD.

"Corporation de l'Institut de Radium de l'Université de Montréal et de la province de Québec".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of March, 1926, incorporating without share-capital: Monseigneur Vincent Joseph Piette, apostolic prothonotary, Doctor Ernest Gendreau, physician, professor of sciences, Doctor Louis de Lotbinière Harwood, physician-surgeon, Doctor Télesphore Parizeau, surgeon, Doctor Albert Lesage, physician, Doctor Georges Baril, physician, Mr. Arthur Léveillé, professor, all of the city of Montreal, and Mr. Louis de Gaspé Beaubien, financier, of the town of Outremont, for the following purposes:

Research and treatment by radiation and hospitalization, under the name of "Corporation de l'Institut de Radium de l'Université de Montréal et de la province de Québec".

The amount of the annual revenue from the immoveable property which the corporation may possess is limited to $25,000.00.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourth day of March, 1926.

C. J. SIMARD,

1346 Assistant Provincial Secretary.

"Edifice Bédard, Incorporée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de février 1926, constituant en corporation: Gaudiose Plamondon, comptable, 214 rue du Roi, Antoine Cloutier, comptable-licencié, 338, 2ème Avenue, Trefflé Auclair, commis, 7 rue Ancien Chantier, tous de Québec, dans les buts suivants:

Faire affaires comme propriétaire, possesseur, locataire ou occupant d'immeubles de rapport,

"Edifice Bédard, Incorporée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Provnce of Quebec, bearing date the twenty second day of February, 1926, incorporating: Gaudiose Plamondon accountant, 214 King Street, Antoine Cloutier, licensed accountant, 338, 2nd Avenue, Trefflé Auclair, clerk, 7 Ancien Chantier Street, all of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as proprietor, holder, tenant or occupant of apartment houses, stores

magasins, entrepôts, garage, maisons, logements ou autres constructions quelconques, en acquérir, en ériger, les entretenir, les louer ou sous-louer, les vendre ou autrement aliéner, émettre, pour en acquitter le prix d'acquisition en tout ou en partie, des actions acquittées ou partiellement acquittées du capital-actions de la compagnie;

Souscrire et acquérir par achat, échange ou tout autre titre légal, et posséder, soit comme propriétaire absolu ou comme garantie collatérale ou autrement, vendre, garantir la vente, céder, transporter ou autrement disposer, faire le commerce d'obligations, bons, actions ou autres valeurs ou preuves de créances, de tout gouvernement, corporation municipale ou scolaire, fabrique, ou de toute banque ou de toute compagnie ou corporation d'utilité publique, ou compagnie ou corporation minière, manufacturière, commerciale ou industrielle;

Importer, exporter, manufacturer, vendre des marchandises, des produits et effets de toutes espèces;

Promouvoir, organiser, gérer toute corporation, compagnie ou entreprise;

Agir comme agents et courtiers en assurance;

Agir comme agents et courtiers pour l'achat, la vente, l'administration de toutes propriétés, industries et entreprises;

Solliciter, exercer, mettre à exécution et se prévaloir de tout statut, ordonnance, ordre, licence, pouvoir, autorité, concession, droit ou privilège que tout gouvernement ou tout autre pouvoir public, municipal ou autre, ou toute corporation ou compagnie peut avoir le pouvoir de mettre en vigueur, faire ou accorder, et attribuer toute partie des actions, obligations ou actif de la compagnie en paiement et règlement de frais, charges, dépenses nécessités par les affaires de cette compagnie;

Solliciter et acquérir toute patente, licence et autres privilèges semblables, accordant le droit exclusif ou limité d'en faire usage, ou toute information ou secret au sujet de toute information que la compagnie pourrait utiliser pour ses affaires ou dont l'acquisition pourrait être d'un avantage direct ou indirect à la compagnie, et utiliser, employer, développer, accorder des licences ou tirer partie des droits ou informations acquis de la manière précitée;

Acquérir, posséder, louer, vendre, échanger ou autrement aliéner les actions, obligations ou autres valeurs de toute compagnie ou corporation, et spécialement de toute corporation ou compagnie faisant des affaires en tout ou en partie semblables à celles de la présente compagnie;

Placer de l'argent de la compagnie de la façon qu'elle le jugera à propos;

Emettre et céder des actions en partie ou totalement acquittées de la compagnie, en paiement total ou partiel de toute affaire, franchise, entreprise, propriété mobilière ou immobilière, pouvoir, privilège, permis, licence, actions, obligations ou autres biens ou droits que la compagnie peut acquérir, ou en paiement total ou partiel de tous services rendus ou qui pourront être rendus à cette compagnie; émettre et céder des obligations aux mêmes fins;

Louer, vendre et autrement disposer des propriétés ou entreprise de la compagnie, en tout ou en partie, pour la considération que la compagnie jugera à propos, et notamment, pour des actions, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie;

Distribuer parmi les actionnaires de la compagnie, en nature, toute propriété de la compagnie, notamment toutes actions, obligations ou autres valeurs dans d'autres compagnies

warehouses, garages, dwelling houses or other structures whatever, to acquire, erect, maintain, lease or sublet, sell or otherwise alienate same, to issue in payment of the purchase price thereof, in whole or in part, fully or partly paid up shares of the capital-stock of the company;

To subscribe for and acquire by purchase, exchange, or any other legal title and to own, either absolutely as owner, by way of collateral security or otherwise, sell, guarantee the sale of, assign, transfer, or otherwise dispose of and deal with bonds, debentures, shares or other securities or evidences of indebtedness of any government, municipal or school corporation, fabrics or of any banks or other public utility, companies or corporations or of any mining, manufacturing, commercial or industrial companies or corporations;

To import, export, manufacture, sell merchandise, products and goods of every kind;

To promote, organize, manage any corporation, company or undertaking;

To act as insurance agents and brokers;

To act as agents and brokers for the purchase, sale, management of any property, business or undertaking;

To apply for, exercise, carry out and take advantage of any statute, ordinance, order, license, power, authority, concession, rights or privileges which any government or any other municipal or other public power or any corporation or company may have the power to grant, make or put into force, and appropriate any part of the shares, bonds or assets of the company to the payment and settlement of the costs, charges, expenses necessitated by the business of this company;

To apply for and acquire any patent, license and other similar privileges, conferring any exclusive or limited right to use or any information or secret as to any information which the company may utilize for its business or the acquisition of which may seem calculated to directly or indirectly benefit the company, utilize, use, develop, grant licenses in respect of or otherwise turn to account the rights or information so acquired;

To acquire, possess, lease, sell, exchange or otherwise alienate shares, bonds or other securities of any other company or corporation, and especially of any corporation or company carrying on business in whole or in part similar to that of the present company;

To invest the moneys of the company in such manner as it may think proper;

To issue and assign shares partly or fully paid up of the company, in full or part payment for any business, franchises, undertakings, movable or immovable property, powers, privileges, permits, licenses, shares, bonds or other property or rights which the company may acquire, or in full or part payment for any services rendered or to be rendered to the company; to issue and assign bonds for like purposes;

To lease, sell, and otherwise dispose of the property or undertakings of the company, in whole or in part, for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, bonds or other securities of any other company;

To distribute among the shareholders of the company, in kind, any property of the company, especially any shares, bonds or other securities of other companies belonging to the

appartenant à la compagnie ou dont elle a le droit de disposer;

Placer et transiger avec les fonds dont la compagnie n'a pas un besoin immédiat, dans telles valeurs et de telle manière que la compagnie le jugera à propos;

Faire toutes les choses utiles ou nécessaires ou jugées à propos pour atteindre l'un ou plusieurs des buts énumérés aux présentes ou qui pourront être en tout temps jugées utiles, nécessaires ou à propos pour le bénéfice ou la protection de la compagnie, soit comme propriétaire de tout bien, ou y ayant quelque intérêt;

Faire toutes choses et affaires permises par la Loi des compagnies de Québec, se rapportant aux objets de cette compagnie et ne requérant pas un acte spécial de la Législature, sous le nom de "Edifice Bédard, Incorporée", avec un capital total de dix-neuf mille neuf cents piastres ($19,900.00), divisé en cent quatre-vingt-dix-neuf (199) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de février, 1926.

Le sous-secrétaire de la province,

1347 C.-J. SIMARD.

"Etablissements Vermette, Incorporée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de mars 1926, constituant en corporation: Antonio Vermette, pharmacien-chimiste, Francis Proulx, étudiant en loi, et Joseph-Paul Vermette, comptable public, tous demeurant en la cité et le district de Montréal, dans les buts suivants:

Faire affaires comme manufacturiers, marchands ou négociants, en gros et ou en détail de toutes espèces d'effets, denrées, produits ou provisions, marchandises, aussi comme entrepositeurs généraux de toute manière, et généralement faire commerce de et trafiquer tous produits, matériaux et marchandises de toutes descriptions, et plus spécialement faire affaires comme commerçants, importateurs, fabricants et vendeurs en gros et ou en détail d'instruments de chirurgie, articles de laboratoires, de toilette, des instruments d'optique et leurs accessoires, des articles qui doivent être fournis aux pharmaciens, dentistes, médecins, et de tous autres articles pouvant avoir un rapport avec les objets susdits, et exercer le négoce de pharmaciens en gros;

Acquérir et continuer le commerce exercé par la société Duquette & Vermette, ou par Antonio Vermette, ou les deux commerces, en faisant l'acquisition en tout ou en partie des biens mobiliers et immobiliers appartenant à cette société, y compris l'achalandage et marques de commerce, le stock, les marchandises, les livres, contrats, droits, créances, valeurs et dettes actives, en se chargeant des obligations et dettes passives de ladite société, et payer le tout en actions libérées de la compagnie, ou partie en actions et partie autrement;

Exercer toutes les industries et genres de commerce nécessaires, utiles ou connexes à l'accomplissement des fins ci-dessus;

Demander, enregistrer, ou faire enregistrer au nom de la compagnie ou d'autres personnes pour la compagnie, acquérir d'autres personnes ou compagnies, en jouir et en disposer, tous droits d'auteur, brevets d'inventions, marques de com-

company or which it has the power to dispose of;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such securities and in such manner as the company may think fit;

To do all things useful or necessary or suitable for the attainment of any or several of the objects enumerated herein or which may at any time appear useful, necessary or suitable for the benefit or protection of the company, either as proprietor of any property or having any interest therein;

To do all and any business and things authorized under the Quebec Companies' Act, connected with the objects of the company and not requiring a special Act of the Legislature, under the name of "Edifice Bédard, Incorporée", with a capital-stock of nineteen thousand nine hundred dollars ($19,900.00), divided into one hundred and ninety nine (199) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of February, 1926.

C. J. SIMARD,

1348 Assistant Provincial Secretary.

"Etablissements Vermette, Incorporée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of March, 1926, incorporating: Antonio Vermette, druggist-chemist, Francis Proulx, student at Law, and Joseph Paul Vermette, public accountant, all residing in the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers, merchants or dealers, wholesale and retail, of and in any kind of goods, wares, products or provisions, merchandise, and also as general warehouse-men in any manner, and generally carry on business and deal in any products, materials and merchandise of every description, and more particularly carry on business as traders, importers, manufacturers and sellers wholesale and or retail of surgical instruments, laboratory articles, toilet articles, optical instruments and their accessories, articles to be supplied to druggists, dentists, physicians, and any other articles connected with the aforesaid objects, and carry on the business of wholesale druggists;

To acquire and continue the business actually carried on by the partnership Duquette & Vermette, or by Antonio Vermette, or both businesses, by making the acquisition in whole or in part of the movable and immovable property belonging to the said partnership, including the goodwill, trade marks, stock, merchandise, books, contracts, rights, claims, securities and assets, and by taking over the obligations and liabilities of the said partnership, and pay for the whole with paid up shares of the company, or partly with shares and partly otherwise;

To exercise any industries and kinds of business necessary, useful or germane for the accomplishment of the hereabove purposes;

To apply for, register or cause to be registered in the name of the company or of other persons for the company, to acquire from other persons or companies, enjoy and dispose thereof, any copyrights, patents of invention, trade marks, patents,

merce, patentes, licences, franchises et autres privilèges, tous secrets et autres informations qui paraîtront utiles pour les fins de la compagnie;

Construire, ériger, acheter, louer ou autrement acquérir des immeubles, fabriques, entrepôts, agences et dépôts et faire toutes choses se rapportant aux industries susdites ou aucunes d'icelles;

Empoyer en tout ou en partie, les fonds, actions, débentures, obligations ou autres valeurs de la compagnie, pour l'achat de débentures, d'actions ou autres valeurs d'autres compagnies, ou d'intérêts dans toute association ou société;

Emettre, répartir, et réémettre des actions ordinaires ou privilégiées, et non sujettes à appel de fonds, obligations, débentures ou autres valeurs de cette compagnie, en paiement de toute industrie ou commerce à acquérir par la compagnie, y compris une marge pour l'achalandage de toutes autres industries, propriétés, contrat ou droits que la compagnie pourra de temps à autre acquérir, ou, avec l'approbation des actionnaires, des services pouvant être rendus à la compagnie pour sa promotion ou autrement;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour atteindre les objets de la compagnie;

S'amalgamer ou s'associer avec toutes autres compagnies ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Placer et disposer des fonds de la compagnie non immédiatement requis, de telle manière qui pourra être déterminée de temps à autre;

Consentir et faire tous contrats jugés avantageux pour la poursuite des objets ci-dessus mentionnés, faire tous autres genres d'affaires que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en rapport avec les objets ci-dessus, qui pourront directement ou indirectement protéger, mettre en valeur ou à profit les propriétés, les entreprises ou les droits de la compagnie, sous le nom de "Etablissements Vermette, Incorporée", avec un capital total de dix-neuf mille cinq cents piastres ($19,500.00), divisé en cent quatre-vingt-quinze (195) actions de cent piastres ($100.00) chacune, actions ordinaires.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de mars 1926.

Le sous-secrétaire de la province,

1349 C.-J. SIMARD.

licenses, franchises and other privileges, any secrets and other information which may appear useful for the purposes of the company;

To construct, erect, purchase, lease or otherwise acquire immovable property, factories, warehouses, agencies and depots and do anything connected with the aforesaid industries or any of same;

To employ in whole or in part the funds, stock, debentures, bonds or other securities of the company for the purchase of debentures, stock or other securities of other companies or interests in any association or partnership;

To issue, allot and re-issue non-assessable common or preferred shares, bonds, debentures or other securities of the company, in payment for any industry or business to be acquired by the company, including a margin for the good-will of any other industries, property, contracts or rights which the company may from time to time acquire, or, with the approval of the shareholders, for services which may be rendered to the company respecting its promotion or otherwise;

To enter into agreement with any municipal, local or other authorities, which may seem advantageous in attaining the objects of the company;

To amalgamate or unite with any other companies having similar objects in whole or in part to those of this company;

To invest and dispose of the funds of the company not immediately required in such manner as may be determined from time to time;

To enter into and make any contracts deemed advantageous for the accomplishment of the objects hereinabove mentioned, to carry on any other kind of business the company may deem fit to exercise suitably in connection with the above objects which may directly or indirectly protect, turn to account or profit the property, undertakings or rights of the company, under the name of "Etablissements Vermette, Incorporée", with a total capital stock of nineteen thousand five hundred dollars ($19,500.00), divided into one hundred and ninety five (195) common shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of March, 1926.

C. J. SIMARD,

1350 Assistant Provincial Secretary.

"Harvida Lumber, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de mars, 1926, constituant en corporation: Dame Marie Côté, épouse séparée de biens par contrat de mariage de M. Jean-Baptiste Tremblay, industriel, Louis-Donat Fortin, maître de poste, et Joachin Tremblay, architecte, tous de la paroisse de Saint-Jérôme, comté du Lac Saint-Jean, ladite Dame Marie Coté dûment autorisée par son mari susnommé, pour les fins suivantes:

Exercer l'industrie d'exploitants forestiers, marchands de bois, propriétaires de scieries, et acheter, vendre, préparer pour le marché, manufacturer, importer, exporter et faire le commerce de bois de construction et autres bois de toutes sortes dans la fabrication desquels le bois de construction et autres bois sont utilisés,

"Harvida Lumber, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of March, 1926, incorporating: Dame Marie Côté, wife separated as to property by marriage contract of Jean Baptiste Tremblay, manufacturer, Louis Donat Fortin, post-master, and Joachim Tremblay, architect, all of the parish of Saint Jerôme, county of Lake Saint John, the said Dame Marie Côté, duly authorized by her said abovementioned husband for the following purposes:

To carry on the business of lumber operators, timber merchants and saw-mill proprietors and to buy, sell, prepare for market, manufacture, import, export, and deal in timber and wood of all kinds, and to manufacture and deal in articles of all kinds in the manufacture of which timber or wood is used and all articles

et de tous les articles qui peuvent être faits ou extraits du bois ou des déchets de bois;

Acquérir, louer, acheter en vertu d'aucun titre légal, exploiter et aliéner des terres, concessions forestières, immeubles, biens immobiliers, droits, scieries, manufactures et tous édifices requis pour les fins de leur industrie;

Vendre, louer ou aliéner autrement la totalité ou toute partie du commerce, de l'entreprise, des biens, obligations et franchises de la compagnie à toute autre personne ou à d'autres personnes ou à toute compagnie pour telles considérations et garanties que la compagnie croira convenables et particulièrement pour des actions, obligations ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Acheter, louer ou acquérir autrement et assumer le commerce, l'entreprise, les propriétés, l'actif, les franchises, la clientèle, les droits et les privilèges de toute personne, firme ou corporation exploitant ou formée pour exploiter toute industrie semblable à celle que cette compagnie a l'autorisation d'exploiter, et en faire le paiement totalement ou partiellement en actions, obligations ou débentures de la compagnie ou autrement et assumer le passif de toute telle personne ou corporation;

Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débentures ou autres valeurs de la compagnie ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

Tirer, faire, accepter, endosser, et émettre des billets à ordre, des lettres de change, mandats, toutes valeurs en vertu de la Loi des Banques, non prohibées aux compagnies incorporées, et autres effets négociables ou transférables;

Hypothéquer, grever ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie comme garantie de toutes obligations, débentures, actions hypothécaires ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

Faire la totalité ou aucune des choses qui sont autorisées soit seuls ou conjointement avec d'autres, ou comme facteurs ou agents, et pour toutes compagnies ou personnes ou par l'entremise de tout facteur ou agent;

Distribuer en espèces ou autrement, comme il pourra être résolu, aucun actif de la compagnie entre ses membres et particulièrement les actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie formée pour assumer la totalité ou toute partie de l'actif ou du passif de cette compagnie;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités et à l'accomplissement des fins pour lesquelles la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Harvida Lumber, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Arvidaville, comté de Chicoutimi, dans le district de Chicoutimi.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour de mars, 1926.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

1351

that can be made from or extracted from wood or the waste product of wood;

To acquire, lease, buy, under any legal title whatever, operate, dispose of all lands, timber limits, immovable property, saw-mills, manufactories and all buildings required for the purposes of their business;

To sell, lease or otherwise dispose of the whole or any part of the business, undertaking, property, liabilities and franchises of the company to any other person or persons or to any company for such consideration and security as the company may think fit, and in particular for shares, bonds or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To purchase, lease or otherwise acquire and take over the business, undertaking, property, assets, franchises, good-will, rights and privileges of any person, firm or corporation carrying on or formed for carrying on any business similar to that which this company is authorized to carry on, and to pay therefor wholly or partly in shares, bonds or debentures of the company or otherwise and to undertake the liabilities of any such person or corporation;

To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

To draw, make, accept, endorse and issue promissory notes, bills of exchange, warrants and any securities under the Bank Act, not prohibited to incorporated companies and other negotiable or transferable instruments;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue or any money borrowed for the purposes of the company;

To do all or any of the things authorized either alone or jointly with others, or as factors or agents and for any companies or persons or through any factor or agent;

To distribute in specie or otherwise, as may be resolved, any assets of the company amongst its members and particularly shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of the company;

To do all such other things as may be connected with or appropriate for the realization of the aforesaid objects and the accomplishment of the purposes for which the company is incorporated, under the name of "Harvida Lumber, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divisded into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Arvidaville, county of Chicoutimi, in the district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of March, 1926.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

1352

"Hébert Fur Farms, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de mars 1926, constituant en corporation: C.-Gaspard Hébert, ingénieur civil, J.-Rolland Cloutier, voyageur de commerce, Raymond Allard, financier, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Faire affaires comme éleveurs d'animaux à fourrures, marchands et manufacturiers de fourrures;

Exercer aucun autre commerce qui peut être convenablement exercé en rapport avec le précédent;

Acquérir la totalité ou aucune partie de l'achalandage, des droits, de la propriété et de l'actif, y compris aucune option, concession, ou choses semblables, d'aucune personne, société, association ou corporation exerçant aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer, et les payer entièrement ou partiellement en numéraire ou en obligations, ou en paiement intégral ou partiel, émettre et distribuer des parts acquittées et non sujettes à appel du capital de la présente corporation, souscrites ou non;

Après autorisation par un règlement sanctionné par le vote d'au moins les deux tiers en valeur du capital souscrit de la Cie, représenté à une assemblée générale dûment convoquée pour délibérer sur ce règlement, les directeurs pourront périodiquement:

1. Emprunter sur le crédit de la compagnie;

2. Limiter ou augmenter le montant de l'emprunt;

3. Emettre des obligations, débentures, actions-obligations ou autres valeurs de la compagnie, les engager ou les vendre aux montants et prix qui seront jugés judicieux;

4. Hypothéquer, grever ou engager la propriété foncière ou personnelle de la compagnie, ou les deux, pour garantir aucunes telles obligations, débentures, actions-obligations ou les autres valeurs, et aucune somme d'argent empruntée aux fins de la compagnie;

Rien de contenu dans la présente clause ne limitera ou restreindra le pouvoir d'emprunt par la compagnie sur lettres de change, billets promissoires consentis, tirés, acceptés ou endossés par ou pour la compagnie, sous le nom de "Hébert Fur Farms, Limited", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres ($99,000.00), divisé en neuf mille neuf cents (9,900) actions de dix piastres ($10.00) chacune, actions ordinaires.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de mars 1926.

Le sous-secrétaire de la province,

1353 C.-J. SIMARD.

"Hébert Fur Farms, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of March, 1926, incorporating: C. Gaspard Hébert, civil engineer, J. Rolland Cloutier, travelling salesman, Raymond Allard, financier, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of breeders of fur bearing animals, fur merchants and manufacturers;

To carry on any other business capable of being conveniently carried on in connection with the foregoing;

To acquire the whole or any part of the goodwill, rights, property, assets, including any options, concessions and the like, from any person, partnership, association or corporation carrying on any business which the present company is authorized to carry on, and to pay for the same wholly or partly in cash, or in bonds or in full or part payment therefor, to issue and allot fully paid up and non-assessable shares of the capital-stock of the present company, whether subscribed for or not;

If authorized by by-law sanctioned by a vote of not less than two-thirds in value of the subscribed stock of the company, represented by a general meeting called for considering the by-law, the directors may, from time to time:

1. Borrow money upon the credit of the company;

2. Limit or increase the amount to be borrowed;

3. Issue bonds, debentures, debenture-stock or other securities of the company and to pledge or sell the same for such prices and at such sums as may be deemed proper;

4. To hypothecate, mortgage or pledge the immovable or movable property of the company or both, to secure such bonds or other securities and any sums of money borrowed for the company's purposes;

The limitations and restrictions contained in this clause shall not apply to the borrowing power of the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company, under the name of "Hébert Fur Farms, Limited", with a total capital stock of ninety nine thousand dollars ($99,000.00), divided into nine thousand nine hundred (9,900) common shares of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of March, 1926.

C. J. SIMARD,

1354 Assistant Provincial Secretary.

"Hôtel Joliette, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de février 1926, constituant en corporation: Joseph-Conrad Perrault, courtier, Joseph-Asellus Chaput, comptable, Joseph-Mongin Léveillé, marchand, tous trois de la cité et du district de Joliette, pour les fins suivantes:

Exploiter, dans la ville de Joliette et ailleurs

"Hôtel Joliette, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of February, 1926, incorporating: Joseph Conrad Perrault, broker, Joseph Asellus Chaput, accountant, Joseph Mongin Léveillé, merchant, all three of the city and district of Joliette, for the following purposes:

To operate in the town of Joliette and else-

dans la province de Québec, des hôtels licenciés ou autres;

Avoir le droit de s'associer, de financer, aider et supporter d'autres hôtels;

Contracter, faire toutes sortes de contrats avec des hôtels déjà existants ou d'autres devant exister ou avec toute personne légale;

Agir comme intermédiaire, s'associer ou absorber d'autres personnes pour les fins de la présente compagnie;

Exploiter des salons de toilette et de cirage;

Avoir le droit de vendre des tabacs, pipes, cigares et cigarettes ainsi que journaux et magazines;

Faire tout ce qui a une relation directe avec un hôtel;

Avoir le droit de posséder, acheter et vendre des meubles et immeubles;

Emprunter et prêter par tous les moyens autorisés par la loi;

Avoir le droit de contracter des hypothèques, de donner des immeubles en nantissement, d'émettre des bons ou débentures et de faire tout ce qu'une compagnie incorporée sous la présente loi peut avoir le droit de faire, en rapport avec les objets de la compagnie;

Louer des meubles et des immeubles;

Ester en justice et se défendre, sous le nom de "Hôtel Joliette, Limitée", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cents piastres ($99,900.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (999) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Joliette, dans le district de Joliette.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de février 1926.

Le sous-secrétaire de la province,

1355 C.-J. SIMARD.

where in the Province of Quebec, licensed hotels or others;

To have the right to amalgamate with, finance, assist and support other hotels;

To contract, make all kinds of contracts with already existing hotels or others about to exist or with any lawful person;

To act as intermediary, amalgamate with or absorb other persons for the purposes of the present company;

To op rate toiled and shoe shining parlors;

To have the right to sell tobacco, pipes, cigars and cigarettes and also newspapers and magazines;

To do anything having a direct relation with an hotel;

To have the right to hold, purchase and sell movables and immovables;

To borrow and loan by any means authorized by law;

To have the power to contract hypothecs, to mortgage immovable property, to issue bonds or debentures and to do anything an incorporated company under the present Act may have the right to do in connection with the objects of the company;

To lease movables and immovables;

Ester en justice and defend itself, under the name of "Hôtel Joliette, Limitée", with a total capital stock of ninety nine thousand nine hundred dollars ($99,900.00), divided into nine hundred and ninety nine (999) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Joliette, in the district of Joliette.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of February, 1926.

C. J. SIMARD,

1356 Assistant Provincial Secretary.

"I. Caron, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de mars, 1926, constituant en corporation: Gérard Lemire, étudiant en droit, Cora Racicot et Alice Hébert, toutes deux sténographes, filles majeures et usant de leurs droits, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire la fabrication et le commerce de pain, biscuits, gâteaux, chocolats, confiserie, fruits, légumes et autres aliments en boîte ou en conserve;

Exercer l'industrie de meuniers, commerçants de grains et manufacturiers de leurs produits;

Acquérir et continuer le commerce exercé actuellement à Montréal, par Isidore Caron, en faisant l'acquisition, en tout ou en partie, des biens mobiliers et immobiliers lui appartenant, y compris l'achalandage et marques de commerce, les marchandises, livres, contrats, droits, créances, valeurs et dettes actives, en se chargeant des obligations et dettes passives, et payer le tout en actions libérées de la compagnie, ou partie en actions et partie autrement;

Exercer toutes les industries et genres de commerce nécessaires, utiles et connexes à l'accomplissement des fins ci-dessus;

Demander, enregistrer ou faire enregistrer au nom de la compagnie ou d'autres personnes pour la compagnie, acquérir d'autres personnes ou compagnies, en jouir et en disposer, tous droits d'auteur, brevets d'invention, marques de commerce, patentes, licences, franchises et autres

"I. Caron, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of March, 1926, incorporating: Gérard Lemire, law student, Cora Racicot and Alice Hébert, both stenographers, spinsters in the exercise of their rights, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in bread, biscuits, cakes, chocolate, confectionery, fruit, vegetables and other canned or preserved goods;

To carry on the business of millers, dealers in grain and manufacturers of its products;

To acquire and continue the business actually carried on by Isidore Caron, at Montreal, by making the acquisition in whole or in part of the movable and immovable property belonging to him, including the good-will, trade-marks, merchandise, books, contracts, rights, claims, securities and assets, and by taking over the obligations and liabilities, and pay for the whole with paid up shares of the company, or partly with shares and partly otherwise;

To exercise any industries and kinds of business necessary, useful or germane for the accomplishment of the hereabove purposes;

To apply for, register, or cause to be registered in the name of the company or of other persons for the company, to acquire from other persons or companies, enjoy and dispose thereof, any copyrights, patents of invention, trade marks, patents, licenses, franchises and other privileges,

privilèges, tous secrets et autres informations qui paraîtront utiles pour les fins de la compagnie;

Employer, en tout ou en partie, les actions, fonds, débentures, obligations ou autres valeurs de la compagnie pour l'achat de débentures ou d'actions d'autres compagnies, ou d'intérêts dans toute association ou société;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour atteindre les objets de la compagnie;

S'amalgamer ou s'associer avec toutes autres compagnies ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Consentir et faire tous contrats jugés avantageux pour la poursuite des objets ci-dessus mentionnés, faire tous autres genres d'affaires que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en rapport avec les objets ci-dessus, et qui pourront directement ou indirectement protéger, mettre en valeur ou à profit les propriétés, les entreprises ou les droits de la compagnie, sous le nom de "I. Caron, Limitée", avec un capital total de deux cent quatre-vingt-dix-neuf mille piastres ($299,000.00), divisé en deux mille neuf cent quatre-vingt-dix (2990) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de mars 1926.

Le sous-secrétaire de la province,

1357 C.-J. SIMARD.

"J.-O. Leduc, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de mars 1926, constituant en corporation: Joseph-Olitaire Leduc, marchand, Lionel Gélinas, gérant, Joseph-Ernest Lamy, instituteur, tous trois des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Acheter, fabriquer, vendre en gros et en détail tout genre de marchandises et produits quelconques; exercer tout commerce généralement et spécialement le commerce de magasins à rayons; exercer l'industrie de fabrication et de manufacture des produits et marchandises dont la compagnie fera le commerce;

Acquérir et bâtir des propriétés pour les fins de commerce, de manufactures ou d'usines;

Fabriquer, fournir, vendre, louer l'électricité et des courants électriques pour l'éclairage, le chauffage, la force motrice et pour toutes autres fins, dans le comté de Maskinongé à Saint-Paulin;

Acquérir, construire, fabriquer, maintenir, ériger et opérer tout système électrique, ouvrage, machines, poteaux, fils électriques, en se conformant à toute loi provinciale ou municipale à cet égard;

Acquérir des terrains, les bâtir et les revendre;

Acquérir, acheter toute industrie et maison de commerce appartenant à des compagnies ou à des individus faisant un commerce en tout ou en partie semblable à celui de la compagnie, avec clientèle, achalandage, actif, aux conditions fixées par le bureau de direction de la compagnie; le prix pouvant en être payé en argent ou en propriété ou en actions libérées;

Se fusionner avec d'autres compagnies ou sociétés commerciales faisant un commerce en tout ou en partie semblable à celui de la compagnie, aux conditions qui pourront être fixées par le bu-

any secrets and other information which may appear useful for the purposes of the company;

To employ in whole or in part the funds, stock, debentures, bonds or other securities of the company for the purchase of debentures or stock of other companies or interests in any association or partnership;

To enter into agreements with any municipal, local or other authorities which may seem advatageous in attaining the objects of the company;

To amalgamate or unite with any other companies having similar objects in whole or in part to those of this company;

To enter into and make any contracts deemed advantageous for the accomplishment of the objects hereinabove mentioned, to carry on any other kind of business the company may deem fit in connection with the hereabove objects and which may directly or indirectly protect, turn to account or benefit the property, undertakings or rights of the company, under the name of "I. Caron, Limitée", with a total capital stock of two hundred and ninety nine thousand dollars ($299,000.00), divided into two thousand nine hundred and ninety (2990) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of March, 1926.

C. J. SIMARD,

1358 Assistant Provincial Secretary.

"J.-O. Leduc, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of March, 1926, incorporating: Joseph Olitaire Leduc, merchant, Lionel Gélinas, manager, Joseph Ernest Lamy, teacher, all three of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To purchase, manufacture, sell, wholesale and retail, any kind of merchandise and products whatever; to carry on any business generally and particularly the business of departmental stores; to carry on the business of making and manufacturing products and merchandise which the company may deal in;

To acquire and build on property for the purposes of business, factories or workshops;

To manufacture, supply, sell, lease electricity and electric current for heat, light, power and any other purposes in the county of Maskinongé, at Saint Paulin;

To acquire, construct, manufacture, maintain, erect and operate any electric system, work, machinery, poles, electric wires, in conformity with any provincial or municipal law respecting same;

To acquire lands, build on and resell same;

To acquire, purchase any industry and business firm belonging to companies or individuals carrying on any business in whole or in part similar to that of the company, with custom, good-will, assets, on the conditions determined by the board of directors of the company, the price thereof to be paid in cash or property or paid up shares;

To amalgamate with other companies or commercial firms carrying on any business in whole or in part similar to that of the company, on the conditions that may be determined by the board

reau de direction pour continuer le commerce et l'exercice de ces industries;

Acheter, prendre à bail ou acquérir autrement, vendre ou louer ou disposer autrement de tout brevet d'invention, marque de commerce, nom de commerce, se rattachant ou applicables aux fins de la compagnie;

Entrer dans les entreprises, avoir des intérêts communs, ou faire toute entente pour le partage des profits ou autrement; avec quiconque se livre ou est sur le point de se livrer à un commerce analogue à celui que la compagnie sera autorisée à faire;

Acquérir la totalité ou aucune partie de l'achalandage d'aucun commerce de la compétence de la compagnie, et des terrains, privilèges, droits, contrats, propriétés ou effets détenus ou utilisés en rapport avec tel commerce, et sur cette acquisition assumer le passif d'aucune compagnie, association, société ou personne dont on l'aura acquis, et particulièrement acquérir le commerce de Joseph-Olitaire Leduc, exercé par lui dans le district de Montréal, et tout l'ameublement attaché audit commerce que la corporation a l'autorisation d'exercer, et assumer la totalité ou toute partie des obligations et du passif dudit Joseph-Olitaire Leduc attaché audit commerce et ameublement, et les payer au moyen d'une émission d'actions acquittées ou autrement;

Emettre et répartir des parts entièrement acquittées du capital-actions de la compagnie en paiement partiel ou total d'aucune propriété personnelle, mobilière, immobilière ou mixte, droit ou privilège que la corporation aura acheté ou acquis, ou pour services à elle rendus;

Emettre des bons, obligations, débentures, ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les prix jugés convenables, pourvu que tels bons ne soient pas d'une valeur moindre de $100.00 chacun;

Placer et appliquer les argents de la compagnie non requis d'une façon immédiate, comme il pourra être déterminé de temps à autre par ladite corporation;

Faire toutes les choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités et des objets énumérés dans les lettres patentes ou lettres patentes supplémentaires, sous le nom de "J.-O. Leduc, Limitée", avec un capital total de dix mille piastres ($10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal, P. Q.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour de mars 1926.

Le sous-secrétaire de la province,

1359 C.-J. SIMARD.

of directors, to continue the business and exercise of such industries;

To purchase, take on lease or otherwise acquire, sell or lease or otherwise dispose of any patent of invention, trade mark, trade name, connected with or applicable to the purposes of the company;

To enter into undertakings, have common interests or enter into any understanding for the sharing of profits or otherwise, with anyone carrying on or about to carry on any similar business to that which the company shall be authorized to carry on;

To acquire the whole or any part of the goodwill of any business capable of being carried on by the company, and lands, privileges, rights, contracts, property or effects held or utilized in connection with such business, and on such acquisition to take over the liabilities of any company, association, firm or person from whom such has been acquired, and particularly to acquire the business of Joseph Olitaire Leduc carried on by him in the district of Montreal, and all the equipment attached to the said business which the corporation has the authorization to exercise, and take over the whole or any part of the obligations and liabilities of the said Joseph Olitaire Leduc attached to the said business and equipment, and pay for same by the issue of paid up shares or otherwise;

To issue and allot fully paid up shares of the capital stock of the company in full or part payment for any personal, movable, immovable or mixed property, right or privilege that the corporation shall purchase or acquire or for services rendered to it;

To issue bonds, debentures, obligations or other securities of the company and to pledge or sell the same for the prices deemed fit, provided that such bonds be not for a less value than $100.00 each;

To invest and apply the money of the company not immediately required as may be determined from time to time by the said corporation;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and of the objects set out in the letters patent or supplementary letters patent, under the name of "J.-O. Leduc, Limitée", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of March, 1926.

C. J. SIMARD,

1360 Assistant Provincial Secretary.

"La Chaussure Régente, Limitée—Regent Shoe, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de mars, 1926, constituant en corporation: Jos.-A.-Alfred Morin, gérant, J.-Albert Grenier, comptable, et demoiselle Lucienne Gagnon, sténographe, tous de la cité et du district de Montréal, dans la province de Québec, pour les fins suivantes:

Manufacturer, acheter, vendre en gros et au détail des chaussures, gants, mitaines et autres objets en cuir, caoutchouc, étoffe ou autres matériels, acheter, importer, exporter, vendre

"La Chaussure Régente, Limitée—Regent Shoe, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of March, 1926, incorporating: Jos. A. Alfred Morin, manager, J. Albert Grenier, accountant, and Lucienne Gagnon, stenographer, all of the city and district of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, purchase, sell, wholesale and retail, boots and shoes, gloves, mitts and other articles made of leather, rubber, cloth or other material, buy, import, export, sell and

et commercer le cuir, caoutchouc et autres produits d'iceux et tous les articles, ingrédients ou composés d'iceux;

Faire les affaires en général de tannerie, et acheter, vendre et faire le commerce de tous produits, matériel brut s'y rapportant;

Manufacturer, acheter, vendre, louer, importer, exporter et faire le commerce de machines de toutes sortes en rapport à la manufacture de chaussures, caoutchouc, semelles, formes et toutes sortes de chaussures de cuir, caoutchouc, feutre et drap;

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et faire le commerce de toutes sortes de cirage, polissage, vernis, · attaches et autres articles de marchandises y ayant rapport;

Acquérir par achat, bail ou autrement des patentes, droits de patentes, licences, inventions, marques de commerce, noms de commerce et demandes en suspens, et de les payer en argent ou en actions complètement payées, bons ou autres garanties de la compagnie et en disposer;

Acquérir par achat, bail ou autrement des meubles et immeubles et la clientèle, franchises, droits, privilèges, contrats et actif de toutes sortes, utiles ou en rapport aux affaires de la compagnie, et de les payer en argent ou en actons payées, bons, autres garanties de la compagnie ou autrement, tel qu'il peut être convenu, et de vendre ou faire le commerce autrement avec tout ou aucune partie d'iceux, et en disposer;

Hypothéquer, garantir, vendre, louer aucun des immeubles de la compagnie ou en disposer;

Agir comme agent pour toute personne, compagnie, ou corporation, faisant en aucune manière des affaires semblables ou qui peuvent être combinées avec les affaires couvertes par les susdits objets;

Faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs et faire toutes les affaires y ayant rapport ou en aucune manière ayant rapport aux susdits objets, directement ou indirectement, ou pour l'exécution des objets pour lesquels cette compagnie est incorporée;

Acquérir l'actif et la clientèle de toutes personnes ou sociétés exerçant un négoce quelconque, de payer le prix des achats en argent ou en actions acquittées, ou partie en argent et parties en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, louer ou échanger son actif et sa clientèle à toutes personnes ou sociétés, et en retirer le prix en argent ou en actions acquittées, ou partie en argent et partie en actions acquittées, ou autres valeurs;

Emprunter de l'argent et émettre des obligations, billets promissoires ou autres preuves de dettes, et les garantir par hypothèque ou par garantie des immeubles appartenant à la compagnie;

Souscrire, détenir et payer des actions et des débentures ou autres valeurs d'une ou de plusieurs compagnies constituées en corporation;

Vendre, céder et aliéner ses franchises et quelques-uns ou la totalité des droits, privilèges et pouvoirs possédés par la compagnie, ainsi que ses entreprises ou toutes parties d'icelles à toute personne ou personnes, compagnie ou compagnies, pour tels prix et considérations et aux termes et conditions qu'elle pourra juger convenables et particulièrement pour les actions soit privilégiées ou ordinaires, les bons, obligations ou autres valeurs de telles compagnies;

Rémunérer toutes personnes ou compagnies pour services rendus ou à être rendus, en placedeal in leather, rubber and other products thereof and all articles, ingredients or compounds thereof;

To carry on a general tanning business and buy, sell and deal in any products and raw materials connected therewith;

To manufacture, buy, sell, lease, import, export and deal in machinery of all kinds connected with the manufacturing of boots and shoes, rubber, soles, lasts and any other footwear in leather, rubber, felt and cloth;

To manufacture, buy, sell, import, export, and deal in all kinds of shoe blacking, polish, varnish, fastenings and other articles of merchandise connected therewith;

To acquire by purchase, lease or otherwise patents, patent rights, licenses, inventions, trade marks, trade names and applications therefor, and to pay for the same in cash or in fully paid up shares, bonds or other securities of the company and to dispose of the same;

To acquire by purchase, lease or otherwise, movables and immovables, and the good-will, franchises, rights, privileges, contracts and assets of all kinds suitable for or incidental to the business of the company, and to pay for the same in cash or in paid up shares, bonds or other securities of the company or otherwise as may be agreed upon, and to sell or otherwise deal in and dispose of the same in whole or in part;

To hypothecate, guarantee, sell, lease or dispose of any of the immovables of the company;

To act as agent for any person, company or corporation carrying on, in any way, a similar business or a business within the scope of the objects of the company;

To do all acts, exercise all powers and carry on any business in any way incidental to the above objects either directly or indirectly or conducive to the attainment of the objects for which this company is incorporated;

To acquire the assets and good-will of any persons or partnerships carrying on any business whatever and to pay the price of such acquisition in cash or in paid up shares or partly in cash and partly in paid up shares of the company;

To sell, lease or exchange its assets and good-will to any persons or partnerships and to receive the price thereof in cash or in paid up shares or partly in cash and partly in paid up shares or other securities;

To borrow money and issue bonds, promissory notes or other evidences of indebtedness and to secure the same by hypothec or lien on the immovables belonging to the company;

To subscribe for, hold and pay shares and debentures or other securities of any incorporated company or companies;

To sell, assign and dispose of its franchises and any or all of the rights, privileges and powers possessed by the company, as well as its undertakings, or any part thereof, to any person or persons, company or companies, for such price and consideration and upon such terms and conditions as it may think proper, and in particular for the shares, whether preferred or common, bonds, debentures or other securities of such companies;

To remunerate any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing

çant ou en aidant à placer ou en garatissant le placement de tout ou d'autre partie du capital actions de la compagnie et la conduite de ses affaires;

Placer et investir le surplus de la compagnie de toute manière jugée convenable;

Faire toutes les autres choses nécessaires pour atteindre les objets ci-dessus mentionnés ou s'y rattachant de quelque manière;

Les pouvoirs accordés dans aucun paragraphes ne pourront être limités ou restreints en aucune manière par les termes d'autres paragraphes, sous le nom de "La chaussure Régente, Limitée.—Regent Shoe, Limited".

Le montant du capital-actions de la compagnie est de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en cent (100) actions communes de cent piastres ($100.00) chacune, et en cent actions privilégiées de cent piastres ($100.00) chacune;

Privilèges attachés aux actions privilégiées:

(*a*) L'action privilégiée donnera droit à un dividende fixe et cumulatif de 8% par année, payable annuellement ou semi-annuellement, selon la décision du bureau de direction;

(*b*) Les actions privilégiées seront un lien sur l'actif de la corporation ce et lien sera supérieur à aucun droit, prétention ou réclamation des actions ordinaires, ou des propriétaires d'icelles, afin que s'il y a dissolution de la corporation, ou démembrement, ou liquidation de ses affaires ou division volontaire ou forcée ou autrement du capital ou de l'actif de la corporation, ou division entre détenteurs d'actions privilégiées ou ordinaires, il soit payé aux détenteurs d'actions privilégiées, et ce avant qu'aucun paiement soit fait aux détenteurs d'actions ordinaires, le plein montant de leurs actions au pair, les dividendes impayés et passés dûs, et un montant équivalent au dividende de leurs actions, aux taux-ci-haut mentionnés, depuis la fin de la dernière période où le dividende a été déclaré, à la date de la dissolution ou autres remaniements de la corporation et pas plus;

(*c*) Le dit dividende de 8% devra être payé entièrement à même les profits nets de la corporation, et devra être cumulatif, c'est-à-dire, s'il n'est pas payé tel qu'il doit être payé annuellement ou semi-annuellement, ou bien s'il est payé en partie seulement, le montant entier du dit dividende ou la partie restant due devra être payée à même les premiers bénéfices nets accumulés et aucuns dividendes ne devront être déclarés et payés sur le stock commun de la corporation, en aucun temps, avant que le plein montant des dividendes privilégiés n'ait été payé, au taux de 8%; mais au cas où les dividendes déclarés sur actions privilégiées ne seraient pas payés lorsque dûs ou à leur échéance, et cela dû au manque de bénéfices, ledit montant de dividende ne portera aucun intérêt;

(*d*) Les porteurs desdites actions privilégiées n'auront pas le droit de vote;

(*e*) La compagnie se réserve le droit, à partir du 1er janvier 1927, de racheter en aucun temps l'une quelconque des dites actions privilégiées en remboursant au détenteur enregistré dans ses livres la valeur au pair desdites actions, tous les dividendes déclarés et accumulés.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de mars, 1926.

Le sous-secrétaire de la province,

1361 C.-J. SIMARD.

or assisting to place or guaranteeing the placing of the whole or any part of the capital stock of the company and the conduct of its business;

To place and invest the surplus of the company in any manner deemed advisable;

To do all other things necessary for the attainment of the hereinabove mentioned objects or in any manner connected therewith;

The powers granted in any paragraph shall not be limited or restricted in any manner by the terms of other paragraphs, under the name of "La Chaussure Régente, Limitée.—Regent Shoe, Limited".

The amount of the capital stock of the company is twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into one hundred (100) common shares of one hundred dollars ($100.00) each, and into one hundred preferred shares of one hundred dollars ($100.00) each:

The following privileges are attached to the preferred shares;

(*a*) The said preferred shares shall be entitled to a fixed cumulative yearly dividend of 8% payable yearly or semi-yearly, according to the board of directors;

(*b*) The preferred shares shall be a lien upon the assets of the company, and such lien shall be prior to any right, pretension or claim of the common shares or holders thereof, so that in case of any dissolution of the company, or winding up or liquidation of its business or voluntary or forced or other distribution of capital or of the assets of the company, or division between the holders of preferred or common shares, there shall be paid to the holders of preferred shares and that, before any payment is made to the holders of common shares, the full amount of their shares at par, all unpaid and outstanding dividends and a certain amount for dividend on their shares at the rate mentioned above, from the end of the last period when the last dividend was declared up to the date of the winding up or other changes of the company, and no more;

(*c*) The said dividend of 8% shall be fully paid out of the net profits of the company and shall be cumulative, that is to say that if it is not paid as determined above yearly or semi-yearly or if paid in part only, the full amount of said dividend or the part remaining due must be paid out of the first net profits accumulated and no dividend shall be declared and paid on the common stock of the company at any time, before the full amount of the preferred dividends have been paid at the rate of 8%, but in the event where the dividends declared on the preferred shares are not paid when due or at maturity, and that owing to lack of profit, the said amount of dividends shall carry no interest;

(*d*) The holders of the said preferred shares shall have no right to vote as such;

(*e*) The company reserves itself the right, from the 1st of January, 1927, to redeem at any time any whatever of the said preferred shares by paying the holders of record in its books the par value of the said shares, and all declared and accumulated dividends.

The head office of the company will be in the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of March, 1926.

C. J. SIMARD,

1362 Assistant Provincial Secretary.

"La Compagnie de Pierre à Chaux et Concassée, Limitée—The Lime and Crushed Stone Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de février 1926, constituant en corporation: Théophile Gauthier, contracteur, J.-Eugène Tremblay, entrepreneur, Lorenzo Roy, commis, Aurélien Beaudoin, comptable, Adélard Leduc, avocat, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, échanger, louer, prendre à bail et autrement faire le commerce d'exploitation de carrière et de fabrication de pierre artificielle et de chaux;

Exercer le commerce de constructeurs et entrepreneurs, et généralement transiger les affaires de construction sous toutes leurs formes;

Acheter et payer au moyen d'actions acquittées de ladite compagnie en tout ou en partie, les immeubles ou autres choses nécessaires ou utiles à l'exploitation de ladite compagnie;

Emettre, si le bureau de direction le juge à propos, des actions privilégiées et des actions ordinaires;

Grever aucune propriété immobilière que la compagnie possèdera, émettre des bons et débentures sur la garantie de telle propriété immobilière;

Vendre, louer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des propriétés ou entreprises corporatives, en considération de ce que la compagnie estimera avantageux, et spécialement pour des parts, débentures, obligations ou valeurs d'aucune autre corporation;

Acquérir, acheter ou assumer la totalité ou aucune partie des commerces, entreprises, propriété, actif, privilèges, contrats, droits, applications et obligations d'aucune compagnie, société ou personne exerçant aucun commerce que la présente corporation est autorisée à exercer, ou en possession de biens appropriés à ses fins;

Acquérir par souscription, achat, louage ou autrement, les parts, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie et les vendre, les détenir, les transporter avec ou sans garantie, ou autrement en disposer;

Emettre des parts acquittées, des débentures, obligations, bons ou autres valeurs de la compagnie en paiement total ou partiel d'aucune propriété ou d'aucun droit qu'elle acquerra, ou pour acquitter et amortir ses dettes et obligations, ou aux fins de prélever de l'argent pour aucune autre personne ou compagnie;

Faire tous arrangements avec toutes autres personnes, associations ou compagnies pour le partage des profits, l'union des intérêts, concessions réciproques ou coopération, et pour promouvoir, constituer, former et organiser des compagnies, affiliations ou associations, ou y contribuer, leur aider et y participer dans le but d'acquérir et d'augmenter les biens et responsabilités de la compagnie, ou pour y faire profiter directement les biens et les projets que la compagnie croira utiles;

Faire toutes entreprises, commerce ou affaire semblable en tout ou en partie à celle de cette compagnie, et d'acquérir des privilèges et des biens et de payer pour iceux, comptant ou par parts ou obligations de la compagnie ou autrement;

D'émettre ou de se départir du capital payé en entier, ou des parts de la compagnie, comme paiement ou partie de paiement de toutes affaires,

"LaCompagnie de Pierre à Chaux et Concassée, Limitée—The Lime and Crushed Stone Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of February, 1926, incorporating: Théophile Gauthier, J. Eugène Tremblay, contractors, Lorenzo Roy, clerk, Aurélien Beaudoin, accountant, Adélard Leduc, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

To purchase, sell, exchange, lease, take on lease and otherwise carry on the business of quarrymen and manufacture artificial stone and lime;

To carry on the business of builders and contractors and generally carry on the business of construction under any forms;

To purchase and pay for with paid up shares of the said company the whole or part of the immovables or other things necessary or useful for the operation of the said company;

To encumber any immovable property that the company may hold, issue bonds and debentures on the security of such immovable property;

To sell, lease or otherwise dispose of the whole or any part of the property or corporative undertakings for what consideration the company may deem fit, and particularly for shares, debentures, bonds or securities of any other corporation;

To acquire, purchase or take over the whole or any part of the business, undertakings, property, assets, privileges, contracts, rights, applications and obligations of any company, firm or person carrying on any business which the present corporation is authorized to carry on, or holding property suitable for its purposes;

To acquire by subscription, purchase, lease or otherwise the shares, bonds, debentures or other securities of any other company and sell, hold, transfer same with or without guarantee or otherwise dispose thereof;

To issue paid up shares, bonds, debentures, obligations or other securities of the company in full or part payment for any property or right it may acquire, or to settle and pay its debts and obligations or for the purposes of raising money for any other person and company;

To make any arrangements with any other persons, associations or companies for the sharing of profits, union of interests, reciprocal concessions or co-operation and to promote, constitute, form and organize companies, affiliations or associations or contribute thereto, assist such and participate therein with the purpose of acquiring and increasing the property and responsibilities of the company or directly benefit thereby the property and projects which the company may deem useful;

To carry on any undertakings, trade or business similar in whole or in part to that of the company and to acquire privileges and property and pay for same in cash or shares or bonds of the company or otherwise;

To issue and allot wholly paid up capital or shares of the company, as payment or part payment for any business, undertakings, property,

entreprises, propriétés, droits, pouvoirs, privilèges, baux, licences, contrats, biens mobiliers et immobiliers, parts, obligations ou primes, ou toute autre propriété ou droit que la compagnie pourra légalement acquérir dans l'exercice des pouvoirs à elle conférés par cette charte;

Faire toutes et chacune des choses que les présentes autorisent, soit seule, soit conjointement avec d'autres, soit comme facteurs ou agents pour autrui, sous le nom de "La Compagnie de Pierre à Chaux et Concassée, Limitée—The Lime and Crushed Stone Company, Limited", avec un capital de quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent cinquante piastres ($99,950.00), divisé en dix-neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (1999) actions de cinquante piastres ($50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de février 1926.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1363 ALEXANDRE DESMEULES.

"La Cie Nationale de Balais, Incorporée—The National Broom Company, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de février 1926, constituant en corporation: Adélard Langlois, industriel, Dame Anna Labrèque, épouse contractuellement séparée de biens dudit Adélard Langlois et dûment autorisée par son mari, Dame Blanche Langlois, épouse contractuellement séparée de biens de Sieur J.-Isidore Bérubé, et ici présent pour autoriser son épouse, tous de la cité de Québec, pour les fins suivantes:

Fabriquer des balais, brosses, pinceaux, objets de fantaisie et articles de même nature, et en faire le commerce;

Cultiver, produire et faire le commerce de toutes matières, ingrédients et articles de toute espèce qui entrent ou sont utiles dans leur fabrication ou qui peuvent être convenablement manufacturés par la compagnie dans l'exercice de ses pouvoirs;

Agir comme agents d'autres personnes ou compagnies dans la vente de tous ces effets, denrées et marchandises;

Acquérir et continuer le commerce exercé et l'entreprise tel qu'actuellement exploitée par la firme "La Compagnie Nationale de Balais, Enregistrée", en conséquence faire l'acquisition des biens mobiliers et immobiliers appartenant à cette dernière, y compris l'achalandage, le stock, les marchandises, les livres, contrats, droits, créances, valeurs et dettes, se charger de ses obligations et dettes passives, et payer le tout en actions libérées de la compagnie ou en argent ou partie en actions et partie en argent et partie autrement, de telle sorte que la compagnie, dès qu'elle aura fait l'acquisition de cette entreprise, soit de plein droit subrogée dans tous les droits de la "Compagnie Nationale de Balais, Enregistrée", pour le recouvrement des créances de cette dernière et pour toutes autres fins, sans qu'il soit besoin de transports, de significations ni d'enregistrements;

Exercer tout autre commerce de fabrication ou autre que la compagnie jugera susceptible d'être convenablement exercé en rapport avec le commerce ou les objets de la compagnie ou en rapport avec toute autre affaire;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir toutes

rights, powers, privileges, leases, licenses, contracts, moveable and immoveable property, shares, bonds or bonuses or any other property or right which the company may legally acquire in the exercise of the powers conferred on it by its charter;

To do all or any of the things hereby authorized either alone or jointly with others, either as factors or agents for others, under the name of "La Compagnie de Pierre à Chaux et Concassée, Limitée—The Lime and Crushed Stone Company, Limited", with a total capital stock of ninety nine thousand nine hundred and fifty dollars ($99,950.00), divided into one thousand nine hundred and ninety nine (1999) shares of fifty dollars ($50.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of February, 1926.

ALEXANDRE DESMEULES,
1364 Acting Assistant Provincial Secretary.

"La Cie Nationale de Balais, Incorporée—The National Broom Company, Inc.".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of February, 1926, incorporating: Adélard Langlois, manufacturer, Dame Anna Labrèque, wife contractually separate as to property of the said Adélard Langlois and duly authorized by her husband, Dame Blanche Langlois, wife contractually separate as to property of Sieur J. Isidore Bérubé, and hereby present to authorize his wife, all of the city of Quebec, for the following purposes:

To manufacture brooms, brushes, paint brushes, fancy articles and objects of a like nature and deal in same;

To cultivate, produce and deal in any matters, ingredients and articles of any kind that enter into or are useful in their manufacture or that may be suitably manufactured by the company in the exercise of its powers;

To act as agents for other persons or companies in the sale of any goods, wares and merchandise;

To acquire and continue the business carried on and the undertaking as actually carried on by the firm "La Compagnie Nationale de Balais, Enregistrée", and therefore make the acquisition of the moveable and immoveable property belonging to the latter, including the good-will, stock, merchandise, books, contracts, rights, credits, assets and debts, to take over its obligations and liabilities and pay for the whole with paid up shares of the company or in cash, or partly in shares and partly in cash and partly otherwise, so that the company, when it has made the acquisition of such undertaking, be of full right subrogated in all the rights of the "Compagnie Nationale de Balais, Enregistrée", for the recovery of the claims of the latter and for any other purposes without transfer, notices or registrations being necessary;

To carry on any other manufacturing or other business that the company may deem capable of being conveniently carried on in connection with the business or object of the company or in connection with any other business;

To apply for, purchase or otherwise acquire

patentes, licences, concessions et choses semblables conférant un droit limité, exclusif ou non-exclusif, l'usage de tout secret ou autre renseignement relatif à une invention ou procédé ou les faire valoir, les vendre, louer ou autrement disposer;

Emprunter sur le crédit de la compagnie, hypothéquer ou donner en garantie les biens meubles de la compagnie ou les immeubles, ou donner les deux espèces de biens pour assurer le paiement des bons, obligations ou autres valeurs que la compagnie aura le droit d'émettre et de tous emprunts de deniers faits pour les fins de la compagnie;

Acheter, louer ou autrement acquérir, posséder, vendre ou autrement aliéner des terrains, bâtiments ou autres propriétés mobilières ou immobilières ou tout intérêt en icelles, et généralement transiger sur la propriété de toute manière quelconque et la négocier;

Emettre et répartir en tout ou en partie les actions libérées du capital social, les obligations ou autres valeurs de la compagnie en payement de toutes propriétés mobilières ou immobilières et de tous les droits et intérêts acquis par la compagnie;

Promouvoir toute autre compagnie subsidiaire semblable ou quasi semblable et en devenir actionnaire;

Placer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Distribuer en espèces ou autrement tous biens de la compagnie parmi ses membres et particulièrement les actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute compagnie constituée pour prendre charge de la totalité ou d'une partie des entreprises de la compagnie;

Et en général avoir et employer tous les autres droits et pouvoirs qui peuvent être nécessaires pour les fins des affaires de la compagnie, sous le nom de "La Cie Nationale de Balais, Incorporée—The National Broom Company, Inc.", avec un capital total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de février 1926.

Le sous-secrétaire de la province,

1365 C.-J. SIMARD.

"Le Syndicat de Lévis, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de mars 1926, constituant en corporation: Alexandre Morency, marchand, L.-Barthélemi Pelletier, comptable, et J.-Georges Côté, commis, tous de la cité de Lévis, pour les fins suivantes:

Faire le commerce d'un magasin en gros, en détail et à rayons et exercer en général l'industrie de marchands; exercer tous ou chacun des commerces ou industries d'importateurs, exportateurs, manufacturiers, négociants et commerçants en gros et en détail de vêtements, nouveautés, soieries, satins, habits, tissus de toutes sortes, draps et cotonnades en général, chaussures de tous genres; exercer toutes et aucunes des industries de drapiers, marchands de fourrures, tailleurs, drapiers, merciers, bonnetiers, modistes, costumiers, chapeliers, gantiers, manufacturiers,

any patents, trade marks, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention or process or turn to account, sell, lease or otherwise dispose of same;

To borrow on the credit of the company, hypothecate or pledge the moveable or immoveable property of the company or give the two kinds of assets to secure the payment of the bonds, debentures or other securitities which the company shall have the right to issue, and for any loans of money made for the purposes of the company;

To purchase, lease or otherwise acquire, hold, possess, sell or otherwise alienate lands, buildings or other moveable or immoveable property or any interest in same and generally deal and negotiate in property in any manner whatever;

To issue and allot in whole or in part the paid up shares, bonds or other securities of the company in payment for any moveable or immoveable property and for any rights and interests acquired by the company;

To promote any other similar or quasi-similar subsidiary company and become a shareholder thereof;

To invest and deal with the monies of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To distribute, in specie or otherwise, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities of any company incorporated to take over the whole or any part of the undertakings of the company;

And in general have and employ all the other rights and powers which may be necessary for the purposes of the business of the company, under the name of "La Cie Nationale de Balais, Incorporée—The National Broom Company, Inc.", with a total capital-stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of February, 1926.

C. J. SIMARD,

1366 Assistant Provincial Secretary.

"Le Syndicat de Lévis, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of March, 1926, incorporating: Alexandre Morency, merchant, L. Barthelemi Pelletier, accountant, and J. Georges Coté, clerk, all of the city of Levis, for the following purposes:

To carry on the business of a wholesale, retail and departmental store and generally carry on the business of merchants; to carry on the trade and business of importers, exporters, manufacturers, wholesale and retail dealers and jobbers in clothing, dry goods, silks, satins, clothing, textile fabrics of all kinds, cloth and cotton goods generally boots and shoes of all kinds; to carry on all or any of the business of clothiers, furriers, tailors, drapers, haberdashers, hosiers, milliners, costumers, hatters, glovers, manufacturers, and wholesale and retail dealers in cotton and textile

et négociants en gros et en détail de cotonnades et tissus de toutes sortes, garnitures de fourrures et d'habits, soutaches, cordes, ornements, dentelles, boutons, nouveautés, articles en cuir; marchandises sèches de toutes sortes; habits et accoutrements de toutes descriptions; agir comme agents, marchands à commission ou représentants et faire commerce en général;

Exercer tous commerces ou négoces de marchandises d'aucune nature et description, accessoires aux fins ci-dessus ou pouvant se conduire conjointement avec ceux ci-dessus;

Acquérir, assumer, louer et exploiter toute corporation, compagnie, firme ou société faisant affaires dans toutes lignes se rapportant directement ou indirectement au commerce ou partie du commerce exercé par cette compagnie, avec l'actif, les marques de commerce, dessins, brevets, permis et clientèle se rapportant directement aux fins de cette compagnie, et d'une façon spéciale, acquérir et entreprendre, comme un commerce en opération, les biens, la clientèle, le passif et commerce généralement exercé et jusqu'ici exercé par Alexandre Morency, marchand, de la cité de Lévis, en tout et en partie, et mener et continuer les dites affaires et entreprises, et en même temps tout immeuble lui appartenant, s'il y a lieu, et payer pour telle acquisition le prix convenu, soit en deniers comptants ou en actions entièrement libérées du capital-actions de la compagnie constituée par les présentes ou partie en deniers comptants ou partie en actions libérées;

Acheter, revendre, accepter, prendre, détenir, vendre ou aliéner en aucune manière des actions, stocks, soit ordinaires ou privilégiés, débentures, bons et autres obligations de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables aux objets de cette compagnie, ou exerçant tout commerce pouvant être exercé de façon à profiter directement à la compagnie, et voter en vertu des actions ainsi détenues par l'entremise de l'agent ou des agents que les directeurs nommeront;

Ouvrir et exploiter des succursales, fabriques, entrepôts, magasins, échoppes, agences, comptoirs dans des magasins à rayons et toutes sortes de places d'affaires où le commerce de la compagnie peut être exercé;

Prendre des agences pour toute compagnie, corporation, société ou personne faisant affaires dans toutes lignes se rapportant directement ou indirectement aux fins de cette compagnie, et à en payer le prix convenu, soit au comptant ou en actions du capital-actions de la compagnie présentement constituée ou partie en actions acquittées;

Se fusionner à toute compagnie, société ou personne exploitant un commerce semblable en aucune manière à celui de la présente compagnie;

Emettre et répartir des parts entièrement acquittées du capital-actions de la compagnie en paiement partiel ou total d'aucune propriété personnelle, mobilière ou mixte, droit ou privilège que la corporation aura acheté ou acquis, ou pour services à elle rendus;

Exercer toute autre industrie que la compagnie croira pouvoir convenablement exercer en rapport avec son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Vendre, transporter ou autrement aliéner la totalité ou toute partie du commerce de la présente compagnie à toute corporation, société ou personne et accepter en considération

fabrics of all kinds, fur and dress trimmings, braids, cords, ornaments, laces, buttons, novelties, leather goods, dry goods of all kinds, garments and wearing apparel of every description; to act as agents, commission merchants or representatives and carry on business generally;

To carry on any business or trade in merchandise of every nature and description connected with the above purposes or capable of being conducted jointly with those hereabove;

To acquire, take over, lease and operate any corporation, company, firm or partnership carrying on business in any line connected directly or indirectly with the business or part of the business carried on by this company, together with any assets, trade-marks, designs, patents, licenses and good-will connected directly with the purposes of this company and, in a special manner, acquire and undertake as a going concern the property, good-will, liabilities and business generally carried on and until now carried on by Alexandre Morency, merchant, of the city of Levis, in whole and in part, and carry on and continue the said business and undertaking, and at the same time any immovable belonging to him, if any, and to pay for same the price agreed upon, either in cash or in fully paid up shares of the capital stock of the company hereby created, or partly in cash and partly in paid up shares;

To purchase, re-sell, accept, take, hold or sell or dispose of in any way shares, stocks, either common or preferred, debentures, bonds, and other obligations of any other company having objects similar in whole or in part to the objects of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly benefit this company, and to vote all shares so held through such agent or agents as the Directors may appoint;

To open and operate branches, manufactories, warehouses, stores, shops, agencies, counters in departmental stores, and all kinds of places of business where the business of the company may be carried on;

To take agencies for any company, corporation, partnership or person carrying on business in any line connected directly or indirectly with the business of this company; and to pay for same the price agreed upon, either in cash or in shares of the capital stock of the company hereby created, or partly in paid up shares;

To amalgamate with any company, partnership or person carrying on business similar in any way to that of the present company;

To issue and allot fully paid up shares of the capital stock of the company in full or part payment of any personal, movable, immovable or mixed property, right or privilege which the company may have bought or acquired or for services rendered to the company;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To sell, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the present company's business to any corporation, partnership or person and to accept in consideration shares, deben-

des actions, débentures, bons ou valeurs de toute autre compagnie;

Acquérir, acheter, louer, vendre, échanger, hypothéquer ou aliéner en aucune manière toute propriété immobilière ou biens-fonds nécessaires ou utiles dans l'exercice d'aucun de ses commerces;

Acquérir, acheter, louer, vendre, échanger, ou aliéner en aucune manière tout bien meuble nécessaire ou utile dans l'exercice d'aucun de ses commerces;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, payer et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats, débentures ou autres instruments négociables ou transportables;

Placer et appliquer les argents de la compagnie non requis d'une façon immédiate, comme il pourra être déterminé de temps à autre par ladite corporation;

Faire tous contrats de louage, service, cautionnement, mandat, agence et transaction, et généralement tous contrats ou conventions qu'une corporation peut faire sans aucune exception, et en rapport avec les objets de la compagnie;

Emprunter sur le crédit de la compagnie, émettre des bons, obligations et autres valeurs de la compagnie, et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables; hypothéquer, grever ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie pour assurer le paiement de tels bons, obligations ou autres valeurs ainsi émises par la compagnie;

Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets susmentionnés;

Les pouvoirs de chaque paragraphe des présentes ne seront en aucune manière limités ou restreints par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe;

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt, non compris les employés actuels et les anciens employés qui sont actionnaires de la compagnie et qui continueront de l'être après avoir quitté son emploi; et il sera défendu de faire appel au public pour la souscription de ses actions, sous le nom de "Le Syndicat de Lévis, Limitée", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres ($49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Lévis, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour de mars 1926.

Le sous-secrétaire de la province,

1367 C.-J. SIMARD.

tures, bonds or securities of any other company;

To acquire, buy, or purchase, sell, exchange, hypothecate, or dispose of in any way immovable property or real estate necessary or useful to carry out any of its business;

To acquire, purchase, lease, exchange, or alienate in any manner, any moveable property necessary or convenient in the exercise of any of its business;

To draw, make, accept, endorse, execute, pay and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, debentures or other negotiable or transferable instruments;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined by the said corporation;

To make any contracts respecting leases, services, sureties, mandates, agencies and transactions and generally all contracts and agreements which a corporation may enter into, without any exception and in connection with the objects of the company;

To borrow money upon the credit of the company, issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient; hypothecate, mortgage or pledge any moveable or immoveable property, present or future, belonging to the company to secure the payment of any such bonds, debentures, or other securities thus issued by the company;

To do all things incidental or conducive to the realization of the aforementioned objects;

The powers contained in any paragraph hereof shall not be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph;

The number of shareholders shall be limited to twenty, exclusive of the present and past employees who may be shareholders of the company, and who have continued so to be after leaving its employ and it shall be prohibited to make any appeal to the public to subscribe for its shares, under the name of "Le Syndicat de Lévis, Limitée", with a total capital stock of forty nine thousand dollars ($49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Levis, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this second day of March, 1926.

C. J. SIMARD,

1368 Assistant Provincial Secretary.

"Montreal-Biltmore Club, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de mars, 1926, constituant en corporation: Auguste Mathieu, Edward-Mortimer Macdonald, avocats, Raoul Raymond, Fernand Rainville, comptables, et Jean-Louis Tarte, étudiant, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Construire, ériger et acquérir autrement, posséder, exploiter, aménager, entretenir et gérer des hôtels, théâtres, arènes et un ou des édifices avec jardins d'été et d'hiver;

Employer des acteurs, chanteurs, musiciens,

"Montreal-Biltmore Club, Inc.".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of March, 1926, incorporating: Auguste Mathieu, Edward Mortimer Macdonald, advocates, Raoul Raymond, Fernand Rainville, accountants, and Jean Louis Tarte, student, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To construct, erect and otherwise acquire, own, operate, equip, maintain and manage hotels, theatres, arenas and summer and winter garden building or buildings;

To employ actors, singers, musicians, acroba-

acrobates, et autres artistes donnant des représentations publiques de toutes sortes et espèces;

Acheter ou acquérir autrement et donner des représentations musicales;

Faire affaires comme restaurateurs, pourvoyeurs et marchands de tabac;

Gérer et conduire des restaurants et cafés;

Pourvoir à la production et à la représentation de pièces en un acte, vaudevilles, ballets, pantomimes, concerts, et autres pièces musicales;

Louer ou affermer le dit ou les dits édifices à toute personne, firme ou compagnie pour aucune des fins sus mentionnées et aménager et exploiter des garages dans les dits édifices;

Construire, ériger et exploiter une ou des installations pour la fabrication de la glace, l'entreposage frigorifique, la génération de l'énergie électrique, chauffage et vapeur et un ou des puits artésiens en rapport avec les propriétés et droits de la compagnie, y compris l'installation, l'aménagement et l'exploitation d'un établissement pour la fabrication de la glace artificielle et de réfrigération et de machineries pour le forage de puits artésiens et vendre tout excédent de glace ou d'eau non requis par la compagnie;

Payer pour toute propriété foncière ou personnelle, droits, privilèges, permis, achalandages ou franchises nécessaires pour les fins de la compagnie au moyen d'actions entièrement libérées et non sujettes à appel de versements ou obligations de la compagnie;

Acheter et détenir des actions dans toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables aux objets de cette compagnie;

Exercer toute autre industrie qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir la totalité ou toute partie de la clientèle, des droits, des propriétés et de l'actif, y compris toute option, concession ou privilège semblables de tout individu, firme, association ou corporation et en faire le paiement total ou partiel en deniers comptants ou en obligations, ou en paiement total ou partiel, émettre et répartir des actions entièrement libérées et non sujettes à appel de versements du capital-actions de la compagnie, soit souscrites ou non;

Vendre la totalité ou toute partie des propriétés, de l'actif, des droits et entreprises ou clientèles de la compagnie, en disposer autrement, et en accepter le paiement total ou partiel en deniers comptants, obligations, titres ou autres valeurs de toute corporation ou compagnie; solliciter, acheter ou autrement acquérir des droits d'auteur, brevets, licenses, concessions et choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis en ce qui les concerne, ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour autres fins, avec aucune personne, firme ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaire que la compagnie a l'autorisation d'exercer

tes and public performers of all kinds and description;

To purchase or otherwise acquire and present musical compositions;

To carry on the business of restaurants keepers, caterers and tobacconists;

To manage and conduct restaurants and cafes;

To provide for the production and presentation of playlets, vaudeville, ballets, pantomimes, concerts and other musical entertainment;

To lease or rent the said building or buildings to any person, firm or company for any of the above purposes, and to equip and operate garages in said buildings;

To construct, erect and operate in ice, cold storage, electric light, heat, steam, artesian well, or wells, plant or plants in connection with the company's properties and objects, including the installations, equipment and operation of an artificial ice and cooling plant and artesian well plant, and to sell any surplus ice or water not required by the company;

To pay for any property, real or personal, rights, privileges, limits, good-will or franchises necessary for the purposes of the company, in and by fully paid up and non-assessable shares or bonds of the company;

To purchase and hold shares in any other company having objects similar in whole or in part to the objects of this company;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company' property or rights;

To acquire all or any part of the good-will, rights, property and assets, including any option, concession or the like of any individual, firm, association or corporation and to pay for the same wholly or partly in cash or bonds, or in payment or part payment therefor, to allot and issue, as fully paid up and non-assessable, shares of the capital stock of the company, whether subscribed for or not;

To sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, assets, rights, undertakings or good-will of the company, and to accept payment for the same wholly or in part cash, bonds, stocks or other securities in any corporation or company; to apply for, purchase or otherwise acquire any copyrights, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person, firm or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction

ou d'exploiter, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; prêter ou avancer de l'argent à telle personne, firme ou compagnie, ou clients ou autres personnes en relations d'affaires avec la compagnie, garantir leurs contrats ou autrement leur aider, souscrire, ou autrement acquérir des actions, obligations et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, émettre ou réémettre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier ou en disposer;

Accepter en paiement de toutes dettes dues à ou par la compagnie les titres, actions, obligations, débentures de toute autre compagnie ou compagnies, utiliser aucune des actions, obligations, débentures ou autres valeurs ou fonds de la compagnie pour acheter ou acquérir autrement et prendre, détenir, transporter ou vendre les actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation, et durant possession de telles actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation, exercer tous les droits et pouvoirs de propriétaires, y compris le droit de voter pour telles valeurs par l'entremise de l'agents ou des agents que les directeurs pourront nommer et distribuer telles actions, obligations, débentures ou autres valeurs ou tout actif de telle autre compagnie, en espèces, lors de toute division de bénéfices ou distribution de capital entre les actionnaires;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie, ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle, et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier, toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables et transférables;

Vendre, en disposer et transporter l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle à toute personne, firme ou compagnie et pour toute considération déterminée par un vote des deux-tiers en valeur des détenteurs d'actions ordinaires, présents en personne ou par procuration à une assemblée dûment convoquée pour prendre telle affaire en considération et particulièrement, soit pour des deniers comptants ou pour des actions, obligations, débentures ou valeurs de toute autre compagnie (soit organisée par cette compagnie ou non), dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou partie en deniers comptants et partie en telles actions, obligations, débentures ou valeurs;

Louer, acheter, construire, posséder, entretenir et modifier tous édifices ou travaux nécessaires ou convenables pour les fins de la compagnie et prendre des options sur des terrains et édifices appartenant à d'autres et exercer des options ou non, s'il y a lieu;

Prendre les moyens jugés nécesssires pour annoncer les affaires de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, catalogues, par l'achat et l'exposition

capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company; and to lend or advance money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person, firm or company, or customers or others having dealings with the company and to take or otherwise acquire shares, bonds and securities of any such company, and to sell, hold, issue or re-issue with or without guarantee, or otherwise deal with or dispose of the same;

To accept in payment of any debts due or owing to the company, the stock, shares, bonds, debentures of any other company or companies, to use any of the shares, bonds, debentures, or other securities or funds of the company to purchase or otherwise acquire and to take, hold, transfer or sell the shares, bonds, debentures, or other securities of or in any other company or corporation, and while holding such shares, bonds, debentures or other securities of any other company or corporation, to exercise all the rights and powers of ownership thereof, including the right to vote thereon through such agent or agents as the directors may appoint, and to distribute such shares, bonds, debentures or other securities or any assets of such other company in specie, upon a division of profits, or distribution of capital among the shareholders;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant or stock-in-trade;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, and other negotiable and transferable instruments;

To sell, transfer and dispose of the undertaking of the company or any part thereof, to such person, firm or company and for such consideration as may be determined by a vote of two thirds in value of the ordinary shareholders present in person or by proxy, at a meeting duly called for the purpose of considering the same, and in particular, either for cash or for shares, bonds, debentures or securities of any other company (whether promoted by this company or not), having objects altogether or in part similar to those of the company, or partly for cash or partly for such shares, bonds, debentures or securities;

To lease, purchase, construct, own, maintain and alter any buildings or works necessary or convenient for the purposes of the company, and to take options on lands and buildings belonging to others, and to exercise such options or not, as may be deemed expedient;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by catalogues, by purchase, exhi-

d'œuvres d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et revues périodiques et en accordant des prix, récompenses et dons;

Placer et attribuer les deniers qui ne sont pas immédiatement requis par la compagnie de la manière qui sera déterminée de temps à autre par la majorité absolue des administrateurs;

Rémunérer, avec l'approbation des actionnaires, toute personne, firme ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie ou toutes obligations ou autres valeurs de la compagnie, ou relativement à la formation, promotion, organisation, l'incorporation de la compagnie ou la conduite de ses opérations;

Employer des courtiers, agents à commission et agents de change lors de toute émission d'actions, obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie et pourvoir à la rémunération de telles personnes ou de toutes autres personnes qui rendent des services de toute nature quelconque à la compagnie;

Faire la totalité ou aucune des affaires autorisées par les présentes, soit seul ou conjointement avec d'autres, ou comme facteurs ou agents;

Faire toutes les autres choses qui sont nécessaires pour mener à bonne fin les objets ci-dessus ou aucun d'eux, sous le nom de "Montreal Biltmore Club, Inc.", avec un capital total de cent mille piastres ($100,000.00), divisé en mille (1,000) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de mars, 1926.

Le sous-secrétaire de la province,
1369 C.-J. SIMARD.

bition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as a majority in fact of the directors may from time to time determine;

To remunerate, with the approval of the shareholders, any person, firm or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any bonds or other securities of the company or in or about the formation, promotion, organization or incorporation of the company or conduct of its business;

To employ brokers, commission agents and underwriters upon any issue of shares, bonds, debentures or other securities of the company, and to provide for the remuneration of such persons or any other persons rendering services of any kind to the company;

To do all or any of the matters hereby authorized either alone or in conjunction with others or as factors or agents;

To do all such other things as may be necessary to the due carrying out of the above objects or any of them, under the name of "Montreal-Biltmore Club, Inc.", with a total capital stock of one hundred thousand dollars ($100,000.00), divided into one thousand (1,000) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of March, 1926.

C. J. SIMARD,
1370 Assistant Provincial Secretary.

"National House Furniture Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 3 mars 1926, constituant en corporation: Pantaléon Levesque, employé civil, Demetrius Levesque, épicier, tous deux de la cité de Montréal, et Joseph Jean, avocat, de la ville de Pointe-aux-Trembles, tous du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire tous les actes et exercer toutes les industries de fabricants, manufacturiers, marchands en gros et en détail, importateurs et exportateurs de toutes sortes d'effets, denrées et marchandises, y compris des meubles de toutes sortes, jouets de toutes sortes, instruments de musique de toutes sortes et de toutes les choses qui entrent dans l'ameublement de maisons, y compris des poêles, machines à laver, meubles rembourrés de toutes sortes, époussettes, balais, brosses, peles, douillettes, oreillers, coussins, draperies, rideaux, portières, sas à charbon, faire le commerce de plumes et exercer toutes entreprises ayant quelque rapport à ces industries;

Manufacturer, acheter, vendre, troquer, et faire le commerce de meubles de toutes sortes, boîtes, métaux et de tous articles qui servent à meubler des bureaux, écoles, voûtes, églises, salles, théâtres et de toutes les choses qui servent à l'ameublement d'édifices publics;

Etablir des magasins pour la vente en gros et en détail de tous articles et généralement exercer l'industrie de marchands;

Exploiter toute autre industrie (soit manufac-

"National House Furniture Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of March, 1926, incorporating: Pantaleon Levesque, civil employee, Demetrius Levesque, grocer, both of the city of Montreal, and Joseph Jean, lawyer, of town of Pointe aux Trembles, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To do all acts and carry on all business as makers, manufacturers, merchants, wholesale and retail, importers and exporters of all kinds of goods, ware and merchandise, including furniture of all kinds, toys of all kinds, musical instruments of all kinds and of everything which may be used to furnish houses, including stoves, washing machines, upholstering in all its forms, dusters, brooms, brushes, shovels, comforters, pillows, cushions, draperies, curtains, portieres, ash sifters; to deal in feather and to carry on any undertakings relating to such business;

To manufacture, sell, buy, trade and deal in furnitures under all forms, boxes, metal and all articles which may be used to furnish offices, schools, vaults, churches, halls, theatres, and all things respecting public buildings;

To establish store for the sale at wholesale and retail of any articles and generally to carry the business of merchants;

To carry on any other business (whether

turière ou autre) qui peut être convenablement exercée en rapport avec son industrie ou qui y est auxiliaire ou subsidiaire ou susceptible directement ou indirectement d'augmenter la valeur des propriétés ou droits de la compagnie ou de les mettre en valeur;

Acquérir par achat, concession, échange, location ou autrement et construire, ériger, exploiter, détenir, maintenir et gérer toutes fabriques, ateliers, entrepôts, dépôts, ateliers de machines, usines d'énergie et autres constructions et travaux nécessaires pour son industrie, et toutes autres propriétés mobilières et immobilières, nécessaires ou utiles pour l'exploitation d'aucune des fins de la compagnie et les louer, les vendre et en disposer;

Solliciter, obtenir, enregistrer, acheter, louer ou affermer moyennant un droit régalien ou autrement et détenir, posséder, utiliser, exploiter, vendre et céder ou aliéner autrement toutes marques de commerce, marques de fabrique et marques distinctives, droits d'auteur et droits de brevets, et toutes inventions, améliorations et procédés utilisés en rapport avec des lettres patentes de la Puissance du Canada ou d'ailleurs ou obtenus en vertu d'icelles ou autrement, et utiliser, exercer, développer, octroyer des permis en ce qui les concerne ou faire valoir autrement des marques de commerce, marques de fabrique, brevets, concessions, procédés et privilèges semblables ou aucune de ces propriétés et droits;

Emettre et répartir des actions, débentures ou autres valeurs entièrement libérées de la compagnie en paiement intégral ou partiel de toute propriété foncière ou personnelle, mobilière ou immobilière ou mixte, droits et concessions que cette compagnie peut légalement acquérir, ou, avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus ou qui seront rendus à la compagnie;

Acheter et acquérir et posséder, détenir, vendre et réémettre des actions, débentures, obligations ou autres valeurs de toute compagnie ou corporation exploitant une industrie semblable et les payer en tout ou en partie en deniers comptants, actions, obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie et garantir le paiement du capital ou le service des dividendes et intérêts de telles actions, obligations, débentures ou autres valeurs et gérer, exploiter et administrer comme gérant les propriétés, franchises, entreprises et industries de toute corporation dont aucunes des actions, obligations, débentures ou autres valeurs sont détenues par cette compagnie, pour la rémunération jugée raisonnable et appropriée;

Se joindre ou se fusionner avec toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie et acquérir par achat, location ou autrement les propriétés, franchises, entreprises, clientèles et industries d'aucune telle corporation et en assumer le passif et les payer totalement ou partiellement en deniers comptants, actions, obligations ou autres valeurs de la compagnie;

Promouvoir ou aider à promouvoir une ou des compagnies dans le but d'acquérir ou d'assumer la totalité ou toute partie des propriétés et obligations de la compagnie ou pour toute autre fin jugée directement ou indirectement susceptible de profiter à cette compagnie, et devenir actionnaire dans toute compagnie subsidiaire, similaire ou autre exploitant ou ayant pour ses objets l'exploitation de toute industrie semblable en tout ou en partie à celle de cette compagnie, et être partie à toute convention pour le partage des profits, l'union des intérêts, les risques conjoints, les concessions réciproques ou pour autres fins, avec telle personne ou compagnie, et prendre ou

manufacturing or otherwise) capable of being conveniently carried on in connection with or auxiliary or subsidiary to its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire by purchase, concession, exchange, lease or otherwise and to construct, erect, operate, hold, maintain and manage all factories, shops, storehouses, depots, machine shops, engine houses and other structures and erections necessary for its business and all other property movable and immovable, necessary or useful for the carrying on of any of the purposes of the company, and to lease, sell and dispose of the same;

To apply for, obtain, register, purchase, lease, or license on royalty or otherwise, and to hold, own, use, operate, sell or assign, or otherwise dispose of any and all trade marks, trade names, and distinctive marks, copyrights and patent rights and all inventions, improvements and processes used in connection with or secured under letters patent of the Dominion of Canada or elsewhere or otherwise, and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of or otherwise turn to account any such trade marks, trade names, patents, concessions, processes and the like, or any such property and rights;

To issue and allot fully paid up shares, debentures or other securities of the company for the payment in whole or in part of any property, real or personal, movable or immovable or mixed, rights and concessions which the company may lawfully acquire, or, with the approval of the shareholders, for services rendered or to be rendered to the company;

To purchase and acquire and to own, hold, sell and re-issue shares, debentures, bonds, and other securities of any company or corporation carrying on a similar business and to pay for the same wholly or partly in cash, shares, bonds, debentures or other securities of the company, and to guarantee the payment of the principal of or dividends and interests on such shares, bonds, debentures or other securities, and to manage, operate and carry on as a manager the property, franchise, undertaking and business of any corporation any of whose shares, bonds, debentures or other securities are held by the company, for such remuneration as may be deemed reasonable and proper;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of the company and to acquire by purchase, lease or otherwise the property, franchises, undertakings, good-will and business of any such corporation and to assume the liabilities thereof, and to pay for the same wholly or partly in cash, shares, bonds or other securities of the company;

To promote or assist in promoting any company or companies for the purpose of acquiring or taking over all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company and to become a shareholder in any company subsidiary, allied or otherwise carrying on or having for its objects the carrying on of any business similar in whole or in part to that of this company and to enter into any arrangements for sharing profits, union of interest, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities

acquérir autrement des actions et valeurs de telle compagnie et les payer totalement ou partiellement en deniers comptants, actions, obligations, ou autres valeurs de la compagnie et les détenir, vendre, réémettre avec ou sans garantie de capital, intérêt et dividendes ou les négocier autrement;

Acquérir la clientèle, les propriétés, droits et actifs et assumer tout passif de toute personne, firme ou compagnie endettées envers la compagnie ou transigeant toutes affaires semblables à celles conduites par la compagnie et particulièrement acquérir la clientèle, les propriétés, droits et actif et assumer tout passif de la firme "National Stove Manufacturing" et en faire le paiement total ou partiel en deniers comptants, actions, obligations ou autres valeurs de la compagnie ou autrement;

Vendre, louer les propriétés, droits, franchises et entreprises de la compagnie, en tout ou en partie, ou en disposer autrement, pour la considération que cette compagnie croira à propos, et particulièrement pour des actions, débentures, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Acheter, louer ou acquérir autrement et détenir en jouir et exercer la totalité ou aucune partie des propriétés, franchises, clientèles, droits, pouvoirs et privilèges détenus par toute personne, firme ou par une ou des compagnies exploitant ou formées dans le but d'exploiter toute industrie semblable en tout ou en partie à celle que cette compagnie a l'autorisation d'exploiter, soit en son propre nom ou au nom d'aucune telle personne, firme ou compagnie, et payer pour telles propriétés, franchises, clientèles, droits, pouvoirs et privilèges totalement ou partiellement en actions libérées de la compagnie, ou autrement, et assumer et se charger des obligations d'aucune telle personne, firme ou compagnie;

Faire des avances de deniers aux clients et autres personnes en relation d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats d'aucune telle personne;

Accepter en paiement de toute dette due à la compagnie des titres, actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute compagnie;

Distribuer en espèces ou autrement, selon qu'il pourra être résolu, toute partie de l'actif de la compagnie entre ses membres et particulièrement les actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie qui pourrait assumer la totalité ou toute partie de l'actif ou du passif de la compagnie;

Placer et attribuer les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis sur les valeurs et de la manière déterminées de temps à autre;

Aider en aucune manière et garantir les obligations de toute compagnie dont aucune des actions du capital-actions, obligations ou autres valeurs sont détenues par cette compagnie ou dans tous actes ou choses pour la préservation et la protection, l'amélioration ou l'augmentation d'aucunes telles actions du capital-actions, obligations ou autres valeurs et faire tous les actes et choses ayant pour but d'augmenter la valeur des propriétés d'aucune telle compagnie;

Tirer, faire, endosser, accepter, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements et autres effets négociables et transférables;

Rémunérer par des paiements en deniers comptants ou, avec l'approbation des actionnaires, en actions, obligations, ou de toute autre manière, une ou des personnes ou une ou des corporations

of such company and to pay for the same wholly or partly in cash, shares, bonds, or other securities of the company and to hold, sell, re-issue, with or without guarantee of principal, interest and dividends or otherwise deal with the same;

To acquire the good-will, property, rights and assets, and assume all the liabilities of any person, firm or company indebted to the company or transacting any business similar to that conducted by the company and especially to acquire the good-will, property, rights and assets and assume all the liabilities of "National Stove Manufacturing", and to pay for the same wholly or partly in cash, shares, bonds or other securities of the company or otherwise;

To sell, lease or otherwise dispose of the property, rights, franchises and undertakings of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures, bonds or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To purchase, lease or otherwise acquire, and to hold, exercise and enjoy all or any of the property, franchises, good-will, rights, powers and privileges held by any person or firm or by any company or companies carrying on or formed for carrying on any business similar in whole or in part to that which this company is authorized to carry on, either in its own name or in the name of any such person, firm or company, and to pay for such property, franchises, good-will, rights, powers and privileges wholly or partly in paid up shares of the company or otherwise, and to undertake and assume the liabilities of any such person, firm or company;

To make cash advances to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To accept in payment of any debt due to the company stock, shares, bonds, debentures or other securities of any company;

To distribute in species or otherwise, as may be resolved, any assets of the company amongst its members and particularly shares, bonds, debentures or other securities of any other company that may take over the whole or any part of the assets or liabilities of the company;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required upon such securities and in such manner as may from time to time be determined;

To aid in any manner and guarantee the obligations of any company any of whose shares of capital stock, bonds or other obligations are held or in any acts or things for the preservation and protection, improvements or enhancement of the value of any such shares of capital stock, bonds or other obligations, and to do any and all acts and things tending to increase the value of the property of any such company;

To draw, make, endorse, accept, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading and other negotiable and transferable instruments;

To remunerate by payment in cash, or with the approval of the shareholders, in stock, bonds or any other manner any person or persons or corporation or corporations for services rendered or to

pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie ou dans ou relativement à la formation ou l'organisation de la compagnie ou dans la conduite de ses opérations;

Faire tout ce qui est nécessaire, utile, convenable ou approprié pour l'accomplissement de l'une quelconque ou plusieurs des fins ou pour la réalisation de l'un quelconque ou plusieurs des objets énumérés dans les présentes ou accidentel aux pouvoirs décrits dans les présentes ou qui semblera en aucun temps utile ou approprié pour la protection ou le bénéfice de la corporation, soit comme détenteurs de toute propriété ou comme y étant intéressés ou autrement;

Le nombre des actionnaires de la compagnie est limité à vingt, et la compagnie n'aura pas le droit de faire appel au public pour faire souscrire ses actions, sous le nom de "National House Furniture Company, Limited", avec un capital total de quarante-cinq mille piastres ($45,000.00), divisé en quatre cent cinquante (450) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour de mars 1926.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

1371

be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of stock of the company or in or about the formation or promotion of the company or in the conduct of its business;

To do all and everything necessary, suitable, convenient or proper for the accomplishment of any one or more or the purposes, for the attainment of any one or more of the objects herein enumerated or accidental to the powers herein named or which shall at any time appear conducive or expedient for the protection or benefit of the corporation, either as holders of or interested in any property or otherwise;

The shareholders of the company shall be limited at twenty, and the company shall not have the right to make an appeal to the public for the suscription of its shares, under the name of "National House Furniture Company, Limited", with a total capital stock of forty five thousand dollars ($45,000.00), divided into four hundred and fifty (450) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this third day of March, 1926.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

1372

"Quebec Finance, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-troisième jour de février, 1926, constituant en corporation: Gaudiose Plamondon, comptable, 214 rue du Roi, Antoine Cloutier, comptable-licencié, 338, 2ème Avenue, Trefflé Auclair, commis, 7 rue Ancien Chantier, tous de Québec, dans les buts suivants:

Faire affaires comme propriétaire, possesseur, locataire ou occupant d'immeubles de rapport, magasins, entrepôts, garage, maisons, logements ou autres constructions quelconques, en acquérir, en ériger, les entretenir, les louer ou sous-louer, les vendre ou autrement aliéner, émettre pour en acquitter le prix d'acquisition en tout ou en partie, des actions acquittées ou partiellement acquittées du capital-actions de la compagnie;

Souscrire et acquérir par achat, échange ou tout autre titre légal, et posséder, soit comme propriétaire absolu ou comme garantie et collatérale ou autrement, vendre, garantir la vente, céder, transporter ou autrement disposer, faire le commerce d'obligations, bons, actions ou autres valeurs ou preuves de créances, de tout gouvernement, corporation municipale ou scolaire, fabrique, ou de toute banque ou de toute compagnie ou corporation d'utilité publique, ou compagnie ou corporation minière, manufacturière, commerciale ou industrielle;

Importer, exporter, manufacturer, vendre des marchandises, des produits et effets de toutes espèces;

Promouvoir, organiser, gérer toute corporation, compagnie ou entreprise;

Agir comme agents et courtiers en assurance;

Agir comme agents et courtiers pour l'achat, la vente, l'administration de toutes propriétés, industries et entreprises;

Solliciter, exercer, mettre à exécution et se prévaloir de tout statut, ordonnance, ordre, licence, pouvoir, autorité, concession, droit ou

---

"Quebec Finance, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of February, 1926, incorporating: Gaudiose Plamondon, accountant, 214 King Street, Antoine Cloutier, licensed accountant, 338, 2nd Avenue, Trefflé Auclair, clerk, 7 Ancien Chantier Street, all of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as proprietor, holder, tenant or occupant of apartment houses, stores, warehouses, garages, dwelling houses or other structures whatever, to acquire, erect, maintain, lease or sublet, sell or otherwise alienate same, to issue in payment of the purchase price thereof, in whole or in part, fully or partly paid up shares of the capital-stock of the company;

To subscribe for and acquire by purchase, exchange, or any other legal title and to own, either absolutely as owner, by way of collateral security or otherwise, sell, guarantee the sale of, assign, transfer, or otherwise dispose of and deal with bonds, debentures, shares or other securities or evidences of indebtedness of any government, municipal or school corporation, fabrics or of any banks or other public utility companies or corporations or of any mining, manufacturing, commercial or industrial companies or corporations;

To import, export, manufacture, sell merchandise, products and goods of every kind;

To promote, organize, manage any corporation, company or undertaking;

To act as insurance agents and brokers;

To act as agents and brokers for the purchase, sale, management of any property, business or undertaking;

To apply for, exercise, carry out and take advantage of any statute, ordinance, order, license, power, authority, concession, rights or

privilège que tout gouvernement ou tout autre pouvoir public, municipal ou autre, ou toute corporation ou compagnie peut avoir le pouvoir de mettre en vigueur, faire ou accorder, et attribuer toute partie des actions, obligations ou actif de la compagnie en paiement et règlement de frais, charges, dépenses nécessités par les affaires de cette compagnie;

Solliciter et acquérir toute patente, licence et autres privilèges semblables, accordant le droit exclusif ou limité d'en faire usage, ou toute information ou secret au sujet de toute information que la compagnie pourrait utiliser pour ses affaires ou dont l'acquisition pourrait être d'un avantage direct ou indirect à la compagnie, et utiliser, employer, développer, accorder des licences ou tirer partie des droits ou informations acquis de la manière précitée;

Acquérir, posséder, louer, vendre, échanger ou autrement aliéner les actions, obligations ou autres valeurs de toute compagnie ou corporation, et spécialement de toute corporation ou compagnie faisant des affaires en tout ou en partie semblables à celles de la présente compagnie;

Placer de l'argent de la compagnie de la façon qu'elle le jugera à propos;

Emettre et céder des actions en partie ou totalement acquittées de la compagnie, en paiement total ou partiel de toute affaire, franchise, entreprise, propriété mobilière ou immobilière, pouvoir, privilège, permis, licence, actions, obligations ou autres biens ou droits que la compagnie peut acquérir, ou en paiement total ou partiel de tous services rendus ou qui pourront être rendus à cette compagnie; émettre et céder des obligations aux mêmes fins;

Louer, vendre et autrement disposer des propriétés ou entreprise de la compagnie, en tout ou en partie, pour la considération que la compagnie jugera à propos, et notamment, pour des actions, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie;

Distribuer parmi les actionnaires de la compagnie, en nature, toute propriété de la compagnie, notamment toutes actions, obligations ou autres valeurs dans d'autres compagnies appartenant à la compagnie ou dont elle a le droit de disposer;

Placer et transiger avec les fonds dont la compagnie n'a pas un besoin immédiat, dans telles valeurs et de telle manière que la compagnie jugera à propos;

Faire toutes les choses utiles ou nécessaires ou jugées à propos pour atteindre l'un ou plusieurs des buts énumérés aux présentes ou qui pourront être en tout temps jugées utiles, nécessaires ou à propos pour le bénéfice ou la protection de la compagnie, soit comme propriétaire de tout bien, ou y ayant quelque intérêt;

Faire toutes choses et affaires permises par la Loi des compagnies de Québec, se rapportant aux objets de cette compagnie et ne requérant pas un acte spécial de la Législature, sous le nom de "Quebec Finance, Limited", avec un capital total de dix-neuf mille neuf cents piastres ($19,900.00), divisé en cent quatre-vingt-dix-neuf (199) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de février, 1926.

Le sous-secrétaire de la province,

1373 C.-J. SIMARD.

privileges which any government or any other municipal or other public power or any corporation or company may have the power to grant, make or put into force, and appropriate any part of the shares, bonds or assets of the company to the payment and settlement of the costs, charges, expenses necessitated by the business of this company;

To apply for and acquire any patent, license and other similar privileges, conferring any exclusive or limited right to use, or any information or secret as to any information which the company may utilize for its business or the acquisition of which may seem calculated to directly or indirectly benefit the company, utilize, use, develop, grant licenses in respect of or otherwise turn to account the rights or information so acquired;

To acquire, possess, lease, sell, exchange or otherwise alienate shares, bonds or other securities of any other company or corporation, and especially of any corporation or company carrying on business in whole or in part similar to that of the present company;

To invest the moneys of the company in such manner as it may think proper;

To issue and assign shares partly or fully paid up of the company, in full or part payment for any business, franchises, undertakings, movable or immovable property, powers, privileges, permits, licenses, shares, bonds or other property or rights which the company may acquire, or in full or part payment for any services rendered or to be rendered to the company; to issue and assign bonds for like purposes;

To lease, sell, and otherwise dispose of the property or undertakings of the company, in whole or in part, for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, bonds or other securities of any other company;

To distribute among the shareholders of the company, in kind, any property of the company, especially any shares, bonds or other securities of other companies belonging to the company or which it has the power to dispose of;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such securities and in such manner as the company may think fit;

To do all things useful or necesary or suitable for the attainment of any or several of the objects enumerated herein or which may at any time appear useful, necessary or suitable for the benefit or protection of the company, either as proprietor of any property or having any interest therein;

To do all and any business and things authorized under the Quebec Companies' Act, connected with the objects of the company and not requiring a special Act of the Legislature, under the name of "Quebec Finance, Limited", with a capital-stock of nineteen thousand nine hundred dollars ($19,900.00), divided into one hundred and ninety nine (199) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of February, 1926.

C. J. SIMARD,

1374 Assistant Provincial Secretary.

"Quebec National Securities, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de mars, 1926, constituant en corporation: Francis-George Bush, gérant, Herbert-William Jackson, comptable, Alexander-Gordon Yeoman, clerc avocat, William-Patrick Creagh et Harold-Eldon Reid, sténographes, tous de la cité et du district de Montréal, dans la province de Québec, pour les fins suivantes:

Faire le commerce de placement de fonds, de capitalistes, financiers, concessionnaires, courtiers et agents, et entreprendre et exercer et faire toutes sortes d'opérations financières, commerciales et autres, et exercer toutes autres affaires qui sembleraient susceptibles d'être conduites convenablement en rapport avec aucune des affaires de cette compagnie ou calculées pouvoir, directement ou indirectement, augmenter la valeur ou faciliter la réalisation de, ou rendre profitable aucune des propriétés de la compagnie;

Souscrire, conditionnellement ou non, garantir, émettre à commission ou autrement, prendre, détenir, trafiquer et convertir des valeurs, actions et valeurs de toutes sortes, et entrer en société ou faire tout arrangement pour le partage des profits, l'union des intérêts, les concessions réciproques ou la coopération, avec tout individu, société ou compagnie, et promouvoir et aider à la promotion, et constituer, former ou organiser des compagnies, des syndicats ou sociétés de toutes sortes, dans le but d'acquérir toute propriété ou entreprise et engagements de cette compagnie ou de toute autre compagnie, ou d'en favoriser directement ou indirectement les objets, ou pour toutes autres fins que la compagnie croirait avantageuses;

Placer de l'argent à intérêt sur la garantie de terrains, à bail et en franc-alleu, mines, plantations, manufactures, établissements industriels, stocks, actions, valeurs, marchandises et autre propriété, et généralement prêter et avancer de l'argent à telles personnes et sous tels termes et sujet à telles conditions qui sembleraient avantageux;

Acheter, vendre, améliorer, administrer, faire valoir, disposer et trafiquer de terrains, mines, plantations, manufactures, établissements industriels, valeurs, actions, valeurs, marchandises et autres propriétés sur la garantie desquelles toutes avances peuvent avoir été faites par la compagnie, et, en ce qui concerne les terrains, en développer les ressources en nettoyant, drainant, faisant des plantations, construisant ou améliorant, minant, vendant ou érigeant des travaux publics et autres accommodations et généralement exercer tout autre commerce, manufacturier ou autrement, qui pourrait être exercé convenablement, conjointement avec aucun des objets de la compagnie;

Emettre des débentures, actions-débentures, bons, obligations et garanties de toutes sortes, et les rédiger, les constituer et les assurer, comme il semblera convenable, avec plein pouvoir de les rendre transférables par livraison ou acte de transfert ou autrement et soit perpétuels ou limités, et soit rachetables, convertibles ou autrement, les nantir ou les garantir par acte de fiducie ou autrement sur l'entreprise de la compagnie, ou sur toute propriété et droits spécifiquement désignés, présents ou futurs, de la compagnie, com-

"Quebec National Securities, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of March, 1926, incorporating: Francis George Bush, manager, Herbert William Jackson, accountant, Alexander Gordon Yeoman, law clerk, William Patrick Creagh and Harold Eldon Reid, stenographers, all of the city and district of Montreal, in the province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as investors, capitalists, financiers, concessionaries, brokers and agents, and to undertake and carry on and execute all kinds of financial, commercial, trading and other operations and to carry on any other business which may seem to be capable of being conveniently carried on in connection with any of these objects, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or facilitate the realization of or render profitable any of the company's property;

To subscribe for, conditionally or unconditionally, to underwrite, issue on commission or otherwise, take, hold, deal in and convert stocks, shares and securities of all kinds, and to enter into partnership or into any arrangement for sharing profits, union of interests, reciprocal concessions or co-operation with any person, partnership or company, and to promote and aid in promoting and to constitute, form or organize companies, syndicates or partnerships of all kinds, for the purpose of acquiring any property or any undertaking and liabilities of this or any other company or of advancing directly or indirectly the objects thereof or for any other purpose which this company may think expedient;

To invest money at interest on the security of free-hold and lease-hold land, mines, plantations, factories, industrial establishments, stocks shares, securities, merchandise and other property, and generally to lend and advance money to such persons and upon such terms and subject to such conditions as may seem expedient;

To buy, sell, improve, manage, turn to account, dispose of and deal in land, mines, plantations, factories, industrial establishments, stocks, shares, securities, merchandise and other property on the security of which any advances shall have been made by the company, and as regards land, to develop the resources thereof by cleaning, draining, planting, building or improving, mining, selling or constructing public works and conveniences, and generally to carry on any business, manufacturing or otherwise, which can be conveniently carried on in connection with any of the company's objects;

To issue debentures, debenture stocks, bonds, obligations and securities of all kinds and to frame, constitute and secure the same as may seem expedient, with full power to make the same transferable by delivery or by instrument of transfer or otherwise, and either perpetual or terminable and either redeemable, convertible or otherwise, to charge or secure the same by trust deed or otherwise on the undertaking of the company or upon any specific property and rights, present and future, of the com-

prenant, si la chose est jugée convenable, le capital non appelé ou de toute autre manière;

Acheter ou autrement acquérir et détenir ou autrement trafiquer de propriété mobilière et immobilière, et de droits de toutes sortes, et, en particulier, de terrains, édifices, héritages, affaires ou établissements industriels et entreprises, mortgages, nantissements, contrats, concessions, franchises, annuités, brevets, licences, valeurs, polices, dettes de livres et tout intérêt dans la propriété mobilière ou immobilière, toute réclamation contre telle propriété ou contre toutes personnes ou compagnies, et des privilèges et choses en litige de toutes sortes;

Acquérir et détenir ou autrement faire le commerce de stocks, obligations, débentures, actions, certificats, ou garanties de tout gouvernement, état, dominion, autorité, souveraine ou suprême, municipale, locale, ou autrement et tous bons, actions-débentures, certificats, obligations, actions, capital ou valeurs de toute compagnie établie dans le but de construire et administrer tous chemins de fer, tramways, compagnies de gaz, aqueducs, bassins, téléphone, télégraphe, compagnie d'électricité et lumière, minière et de forge, ou toute autre entreprise industrielle;

Emprunter ou prélever des fonds par l'émission ou la vente de bons, mortgages, débentures ou actions-débentures de la compagnie, et placer les fonds ainsi prélevés dans toutes telles entreprises comme ci-dessus;

Acquérir tous tels placements comme ci-dessus par souscription originaire, soumission, participation dans des syndicats ou autrement, et totalement payés ou non, et en faire le paiement sur appel ou avant les appels ou autrement, et les garantir et les souscrire conditionnellement ou autrement, et soit en vue de placements ou pour reventes, ou autrement varier les placements de la compagnie, et généralement vendre, échanger ou autrement disposer de, trafiquer de, et rendre profitables tous les biens de la compagnie;

Faire des avances sur tels placements comme ci-dessus, faire des prêts, offrir pour souscription publique ou autrement, et aider ou aider à effectuer tels placements comme susdit, donner toute garantie relativement à tous tels placements émis par ou acquis par ou de la compagnie ou autrement; recevoir de l'argent, des documents, des valeurs pour les mettre en sûreté, pour transmission ou dépôt, à intérêt ou autrement; tirer, accepter, endosser, émettre, acheter, vendre ou autrement négocier des billets promissoires, lettres de change, lettres de crédit, mandats, coupons, certificats, lettres circulaires et autres instruments de commerce, valeurs et documents négociables ou transférables;

Offrir pour souscription publique toutes actions, ou titres ou débentures ou actions-débentures ou autres valeurs de, ou autrement établir ou promouvoir ou concourir dans l'établissement ou la promotion de toute compagnie, association, entreprise ou corps public ou privé;

Garantir le paiement des dividendes, ou intérêts, sur les mortgages, obligations, titres, actions, débentures ou autres garanties émis par, ou tout autre contrat ou obligations de toute compagnie, association, entreprise ou corps public ou privé, et généralement faire les affaires d'une compagnie de garantie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer, ou autrement acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière que la compagnie croira nécessaire ou avantageuse, et vendre, améliorer,

pany, including, if throught fit, uncalled capital or otherwise howsoever;

To purchase or otherwise acquire and hold, or otherwise deal in real and personal property and rights of all kinds and in particular lands, buildings, hereditaments, business or industrial concerns and undertakings, mortgages, charges, contracts, concessions, franchises, annuities, patents, licenses, securities, policies, book debts, and any interest in real or personal property, any claims against such property or against any person or company, any privileges and *choses* in action of all kinds;

To acquire and hold or otherwise deal with any stocks, bonds, debentures, shares, scrip or securities of any government, state, dominion, sovereign or authority supreme, municipal, local or otherwise, and any bonds, debenture stock, scrip, obligations, shares, stock or securities of any company established for the purpose of any railway, tramways, gas, water, dock, telephone, telegraph, electric lighting, mining, smelting, industrial or other undertaking;

To borrow or raise money by the issue or sale of any bonds, mortgages, debentures, or debenture stock of the company, and to invest any money so raised in any such investments as aforesaid;

To acquire any such investments as aforesaid by original subscription, tender, participation in syndicates or otherwise, and whether or not fully paid up, and to make payments thereon as called up or in advance of calls or otherwise, and to underwrite or subscribe for the same, conditionally or otherwise, and either with a view to investment or for re-sale or otherwise, and to vary the investments of the company and generally to sell, exchange or otherwise dispose of, deal with and turn to account any of the assets of the company;

To make advances upon such investments as aforesaid, to negotiate loans, to offer for public subscription or otherwise aid or assist in placing any such investments as aforesaid, to give any guarantee in relation to any such investments issued by or acquired through or from the company or otherwise, to receive money, documents, and valuables for safe custody, transmission or deposit, at interest or otherwise, to draw, accept, endorse, issue, purchase, sell and otherwise deal with promissory notes, bills of exchange, letters of credit, warrants, coupons, scrips, circular notes and other mercantile instruments and negotiable or transferable securities and documents;

To offer for public subscription any shares or stocks of or debentures or debenture stocks or other securities of or otherwise, to establish or promote or concur in establishing or promoting any company, association, undertaking or public or private body;

To guarantee the payment of dividends or interest on mortgages, bonds, stocks, shares, debentures or other securities issued by, or any other contract or obligation of any company, association, undertaking or public or private body, and generally to transact all kinds of guarantee business;

To purchase, take on lease, or in exchange, hire or otherwise acquire any real or personal property which the company may think necessary or desirable, and to sell, improve, man-

administrer, développer, louer, hypothéquer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou toute partie des biens de la compagnie;

Faire, exécuter, entreprendre, commencer, exercer, poursuivre et défendre tous contrats, agréments, négociations, procédures légales et autres, concordats, arrangements et projets, et faire tous autres actes, choses qui, en aucun temps, sembleraient convenables ou propres à la protection de la compagnie, comme détenteurs de ou intéressés dans tous placements et valeurs;

Recevoir de l'argent en dépôt, à intérêt ou autrement, et avancer et prêter de l'argent et des valeurs de toutes sortes, sous telles conditions qui pourraient être fixées;

Prendre part à l'administration, à la surveillance ou au contrôle des affaires ou opérations de toute compagnie ou entreprise, et, à cette fin, nommer et rémunérer tous directeurs, comptables ou autres experts ou agents;

Employer des experts pour faire des recherches sur et examiner les conditions, les projets, les valeurs, le caractère et les circonstances de toute maison d'affaires et de toute entreprise, et généralement, de tous biens, propriété ou droits;

Constituer toute fiducie en vue de l'émission d'actions ou valeurs à dividendes privilégiés ou différés ou toutes autres actions ou valeurs spéciales basées sur ou représentant toutes actions, tous titres ou autres biens spécifiquement attribués pour les fins de telles fiducies et déterminer et fixer et, si la chose est jugée à propos, entreprendre et exécuter telles fiducies et émettre, aliéner ou détenir toutes telles actions ou valeurs à dividendes privilégiés ou différés ou autres actions ou valeurs spéciales, pourvu toutefois que rien de contenu dans le présent paragraphe ne soit interprété comme conférant à la compagnie aucun des pouvoirs qui, d'après la loi, peuvent être exercés exclusivement par les compagnies de fidéi-commis;

Transiger ou exercer toutes sortes d'opérations d'agents et, en particulier, agir comme agents pour le placement, le prêt, le paiement, la transmission et la collection d'argent, pour le transfert de bons, débentures ou actions ou autres valeurs, et pour l'achat, la vente, l'amélioration, le développement, l'administration de propriété, comprenant des maisons d'affaires et les entreprises, et généralement transiger et se charger de toutes espèces d'affaires d'agence, que ce soient des affaires commerciales, industrielles ou des affaires financières;

Donner toute garantie, relativement aux hypothèques, obligations, débentures, actions, valeurs, certificats, prêts, placements et valeurs soit faits ou effectués ou requis par l'intermédiaire de la compagnie ou autrement, et généralement garantir ou se porter garants pour l'exécution de tous contrats ou obligations;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions acquittées, obligations ou les deux en paiement du prix d'achat;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir

age, develop, lease, mortgage, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the company's property;

To make, execute or enter into, commence, carry on, prosecute and defend all contracts, agreements, negotiations, legal and other proceedings, compromises, arrangements and schemes, and to do all other acts, matters and things which shall at any time appear conducive or expedient for the protection of the company, as holder of or interested in any investments and securities;

To receive money on deposit, at interest or otherwise, and to advance and lend money and assets of all kinds, upon such terms as may be arranged;

To take part in the management, supervision or control of the business or operations of any company or undertaking, and, for that purpose, to appoint and remunerate any directors, accountants or other experts or agents;

To employ experts to investigate and examine into the condition, prospects, value, character and circumstances of any business concerns and undertakings and generally of any assets, property or rights;

To constitute any trust with a view to the issue of preferred and deferred or any other special stocks or securities based on or representing any shares, stocks or other assets specifically appropriated for the purposes of any such trusts and to settle and regulate and, if thought fit, to undertake and execute any such trusts and to issue, dispose of or hold any such preferred, deferred or other special stocks or securities, nothing herein contained to be interpreted as conferring upon the company any power which, according to law, may be exercised exclusively by trust companies;

To transact or carry on all kinds of agency business, and in particular to act as agents for the investment, loan, payment, transmission and collection of money, for the transfer of bonds, debentures, shares or other securities, and for the purchase, sale and improvement, development and management of property, including business concerns and undertakings, and generally to transact and undertake all kinds of agency business, whether in respect of commercial, industrial or financial matters;

To give any guarantee in relation to mortgages, bonds, debentures, shares, stocks, scrip, loans, investments and securities, whether made or effected or required through the company's agency or otherwise, and generally to guarantee or become securities for the performance of any contracts and obligations;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority, or any corporation or other public body may be

d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépens nécessaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, firme, corporation ou personne;

Distribuer, en espèces ou autrement, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, les obligations, les débentures, ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Louer, vendre la totalité ou aucune partie de la propriété ou entreprise de la compagnie, ou en disposer autrement pour le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées, ou aucune d'icelles, comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres, et soit seuls, soit par ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Quebec National Securities, Limited".

Le capital-actions de la compagnie consistera en cinq mille (5,000) actions privilégiées sans droit de vote et rachetables, portant un dividende cumulatif de sept (7%) pour cent de cent piastres ($100.00) chacune et quinze mille (15,000) actions ordinaires sans valeur nominale au pair; les dites quinze mille actions sans valeur nominale au pair pourront être émises pour la considération que les administrateurs pourront déterminer. Le montant avec lequel la compagnie exercera son industrie est de cent vingt-cinq mille piastres ($125,000.00);

Les dites actions privilégiées donneront droit et seront sujettes aux droits, priorités, privilèges, limitations et conditions qui suivent, savoir:

1. Les détenteurs des dites actions privilégiées auront droit de recevoir, à même les bénéfices de la compagnie, comme premier privilège, un dividende privilégié cumulatif fixe au taux de sept pour cent (7%) par année, et pas plus, sur le capital alors versé sur les dites actions respectivement;

2. Si en aucune année, des dividendes au montant de sept pour cent (7%) sur les actions privilégiées n'ont pas été payés ou mis de côté sur les actions privilégiées, le solde sera entièrement payé ou mis de côté pour être payé, mais sans intérêt, avant le paiement ou la mise de côté de dividendes sur les actions ordinaires de la compagnie;

3. Les dites actions privilégiées prendront rang, quant au paiement de tel dividende et au remboursement du capital, avant les actions ordinaires de la compagnie, mais ne confèreront

empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have buliness relations and to guarantee the performance of contracts by any such company, firm, corporation or person;

To distribute, in specie or otherwise, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and by or in conjunction with others, under the name of "Quebec National Securities, Limited".

The capital stock of the Company shall consist of five thousand (5,000) shares of seven (7%) per cent cumulative redeemable, non-voting preferred stock of the par value of one hundred dollars, ($100.00) each, and fifteen thousand (15,000) common shares without nominal or par value; the said fifteen thousand common shares without nominal or par value may be issued for such consideration as the directors may determine. The amount with which the company will carry on business is one hundred and twenty five thousand dollars ($125,000.00).

The said preferred shares shall carry and be subject to the following rights, priorities, privileges, limitations and conditions, to wit:

1. Holders of such preferred shares shall be entitled to receive, out of the profits of the company, as a first charge, a fixed cumulative preferential dividend at the rate of seven per centum (7%) per annum and no more, on the capital for the time being paid up on such shares respectively.

2. If, in any year, dividends amounting to seven per centum (7%) of the preferred stock shall not have been paid upon or set apart fo the preferred stock, the deficiency shall be fully paid or set apart for payment, but without interest, before any dividends shall be paid upon, or set apart for the ordinary shares of the company;

3. The said preferred shares shall rank, both as regards payment of such dividend and return of capital, in priority to the ordinary shares of the company, but shall not confer any further right to

pas aucun autre droit additionnel de participation dans les bénéfices ou l'actif;

4. Le capital versé sur les dites actions privilégiées ne sera pas sujet à annulation ou réduction pour cause de pertes ou dépréciation;

5. Advenant la liquidation de la compagnie, le surplus de son actif sera attribué, premièrement, à rembourser les détenteurs des dites actions privilégiées du plein montant versé sur icelles et de tous arrérages de dividendes jusqu'au commencement de la liquidation, que ces dividendes aient été déclarés ou non; et, sujet aux dispositions sus-énoncées, le surplus de l'actif appartiendra et sera distribué entre les actionnaires ordinaires de la compagnie;

6. Par un vote du conseil d'administration, la totalité ou toute partie des actions privilégiées de la compagnie en aucun temps en cours peuvent être rappelées et retirées par la compagnie, à toute date d'échéance de dividende fixée par le Conseil d'administration, au prix de cent dix piastres ($110.00) l'action, avec en plus les dividendes jusqu'à la date du rachat de telles actions conformément à tel appel, et tous les dividendes accumulés, s'il y en a, ou achetées et retirées à tel prix ou à tout autre prix inférieur auquel les dites actions peuvent être obtenues. Au cas de rachat partiel des actions privilégiées de la compagnie en cours, la compagnie déterminera au sort les actions privilégiées qui seront rachetées. Le prix d'achat des actions ainsi rachetées sera payable au bureau de la compagnie, en la cité de Québec, ou à tous autres endroits, s'il y a lieu, fixés dans la résolution décrétant le rachat. Avis de tel rachat, fixant le jour pour lequel l'appel est fait et l'endroit ou les endroits où le prix d'achat des actions est payable, sera adressé par la poste à chaque détenteur des actions appelées dont l'adresse est inscrite dans les livres de la compagnie, à son adresse ainsi inscrite, pas moins de vingt jours avant la date du rachat des actions. Après telle date de rachat, les détenteurs des certificats d'actions ainsi appelées cesseront d'avoir droit à des dividendes futurs ou d'autres droits ou privilèges comme actionnaires en ce qui concerne leurs certificats, autre qu'au paiement des montants spécifiés ci-dessus.

7. Nul détenteur d'actions du capital-actions de cette compagnie, de quelque classe qu'elles soient, n'aura droit de souscription à toutes actions ou à toute émission de valeurs convertibles en actions, à moins que et excepté que tel droit de souscription soit accordé à tel actionnaire par le conseil d'administration, à sa discrétion.

8. Les porteurs des dites actions privilégiées n'auront pas droit de ce fait de voter à toute assemblée générale spéciale de la compagnie;

9. Les dispositions sus-énumérées relativement aux actions privilégiées ne seront pas annulées ou amendées à moins d'une autorisation par règlement de la compagnie, confirmée par le vote des détenteurs d'au moins soixante-quinze pour cent (75%) de la valeur au pair des dites actions privilégiées alors en cours, à une assemblée générale spéciale convoquée dans le but de prendre en considération telle annulation ou modification, et confirmée en plus par des lettres patentes supplémentaires.

Le nombre des actionnaires de la compagnie est limité à vingt.

Il est interdit à la compagnie de faire appel au public pour faire souscrires ses actions ou débentures.

participate in profits or assets;

4. The capital paid up on the preferred shares shall not be liable to cancellation or reduction in respect of loss or depreciation;

5. In the event of the company being wound up, the surplus assets thereof shall be applied, in the first place, in repaying to the holders of the said preferred shares the full amount paid thereon and any arrears in dividends up to the commencement of the winding up, whether declared or not; and subject as aforesaid, such surplus assets shall belong to and be divided among the ordinary shareholders of the company;

6. By vote of the Board of Directors, all or any part of the preferred stock at the time outstanding may be called and retired by the company on such date as may be fixed by such vote, at one hundred and ten dollars ($110.00) a share, together with a dividend up to the day on which the shares are to be redeemable pursuant to such call, and all accumulated dividends, if any, or purchased and retired at that or any less price at which the same can be obtained. In case less than all the outstanding preferred stock is so called, the company shall determine by lot the preferred shares to be called. The purchase price of the stock so called shall be payable at the office of the company, in the city of Quebec, or at such other places, if any, as the vote making the call shall specify. Notice of such call, stating the date for which the call is made and the place or places where the purchase price of the stock called is payable, shall be mailed to each holder of stock so called whose address is registered on the books of the company, at his address so registered, not less than twenty days prior to the day for which the call is made. After such date for redemption, the holders of the certificates for all stock so called shall cease to have any rights to future dividends or other rights or privileges as shareholders in respect of their certificates, except to the payment of the amount specified hereinabove.

7. No holders of shares of the capital stock of this company, of whatever class, shall have any right of subscription to any shares, or to any issue of securities convertible into shares, unless and except as rights of subscription thereto may be extended to any such shareholder by the Board of Directors, in its discretion;

8. The said preferred shares shall not confer upon the holders thereof any right of voting at any general or special meeting of the company;

9. The foregoing provisions respecting preference shares shall not be repealed or modified unless authorized by by-law of the company, confirmed by a vote of the holders of at least seventy five per cent (75%) in par amount of such preference shares then outstanding, at a special general meeting called for the purpose of considering such repeal or modification, and further confirmed by supplementary letters patent;

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty;

Any invitation to subscribe for any shares or debentures of the company is prohibited.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour de mars, 1926.

Le sous-secrétaire de la province,

1375 C.-J. SIMARD.

The head office of the company will be at the city of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of March, 1926.

C. J. SIMARD,

1376 Assistant Provincial Secretary.

"Schoffer's, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de mars, 1926, constituant en corporation: Lazarus Millman, avocat, Aaron Millman, marchand, et Max Getz, pharmacien, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire en gros et en détail le commerce de confections pour hommes et femmes, mercerie de toutes sortes pour hommes, habits, costumes, manteaux, jupes, blouses et sous-vêtements pour dames, habits pour enfants, soieries, broderies, fournitures pour tailleurs, dentelles, satins, cotonnades, nouveautés, fourrures, articles de modes, marchandises sèches, chaussures et marchandises en général;

Manufacturer, importer, exporter, acheter et vendre toutes les marchandises comprises dans le commerce susmentionné, ouvrir et exploiter des succursales, et établir des fabriques pour les fins susmentionnées;

Demander, acheter ou autrement acquérir toute autre industrie semblable, relativement aux pouvoirs ci-dessus, que la compagnie jugerait susceptible d'être exercée avantageusement conjointement avec aucune des industries ci-dessus;

Acquérir ou se charger, en tout ou en partie, de la propriété et des obligations de toutes personnes ou compagnies exploitant toute industrie que cette compagnie est autorisée à exploiter ou possédant de la propriété convenable pour l'avantage de la présente compagnie;

Généralement acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou vendre et acquérir autrement des propriétés mobilières ou immobilières, et tous les droits et privilèges que cette compagnie croira nécessaires pour son industrie, et particulièrement tous terrains, édifices, obligations, machinerie, outils et fonds de commerce;

Acquérir et détenir des actions dans toute autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie;

Avec l'autorisation des actionnaires, rémunérer toutes personnes ou compagnies pour services rendus, ou à être rendus en disposant ou en aidant à disposer, ou en garantissant le placement de toute quantité d'actions ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie ou dans la conduite de ses affaires;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets, lettres de crédit, lettres de change, traites, chèques, débentures, et tous autres instruments négociables et transférables;

Faire toutes choses, exercer tous pouvoirs et faire toutes affaires relativement à l'exécution des objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, sous le nom de "Schoffer's, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

"Schoffer's, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of March, 1926, incorporating: Lazarus Millman, advocate, Aaron Millman, merchant, and Max Getz, pharmacist, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To deal wholesale and retail in men's and women's ready made clothing, gent's furnishings of all kinds, ladies' suits, costumes, coats, shirts, blouses, underwear, children's wearing apparel, silks, embroidery, tailors' trimmings, lace, satins, cottons, novelties, furs, millinery, dry-goods, boots, shoes and merchandise generally;

To manufacture, import, export, buy and sell goods included in the aforesaid business, to open and operate branches and to establish factories for the above purposes;

To apply for, purchase or otherwise acquire any other similar industry relating to the above powers, which the company may judge capable of being advantageously exercised in connection with any of the above industries;

To acquire or undertake, in whole or in part, property and obligations of any persons or companies engaged in any industry which the present company is authorized to undertake, or in possession of suitable property for the benefit of the present company;

To buy in general, take on lease or in exchange, rent or otherwise sell and acquire any movable or immovable property and all rights and privileges which the company may deem necessary for its industry, and particularly all lands, buildings, obligations, machinery, tools and stock-in-trade;

To acquire and hold shares in any other company the objects of which are similar to those of the present company;

To remunerate, with the sanction of the shareholders, any persons or company for services rendered or to be rendered in disposing of or helping to dispose of or guaranteeing the disposal of any number of shares or other values of the company, or in regard to the formation or promotion of the company or the conduct of its affairs;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue notes, letters of credit, bills of exchange, drafts, checks, debentures, and other negotiable and transferable instruments;

To do all things, exercise all the powers and carry on any business incidental to the carrying on the objects wherefor the company is incorporated, under the name of "Schoffer's, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de mars, 1926.

Le sous-secrétaire de la province,

1377 C.-J. SIMARD.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of March, 1926.

C. J. SIMARD,

1378 Assistant Provincial Secretary.

"Steam Motors, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de février, 1926, constituant en corporation: Octave Thivierge, tailleur, Arthur Thivierge, marchand-épicier, et J.-Antonio Rémillard, agent, tous trois de la cité de Québec, pour les fins suivantes:

Fabriquer, manufacturer et faire le commerce des automobiles et véhicules moteurs de tous genres et leurs moteurs et accessoires; de voitures, véhicules, moteurs, engins, machines, outils, appareils et machineries de tous genres, pour l'industrie, le commerce, l'agriculture et les besoins domestiques;

Fabriquer, manufacturer et faire le commerce, sous quelque forme que ce soit, de tout ce qui peut être l'objet de la fabrication, de l'industrie et du commerce en général;

Acquérir, exploiter et disposer, à quelque titre et de quelque manière que ce soit, de tous brevets d'invention ayant rapport auxdits objets;

Construire ou faire construire toutes bâtisses et constructions quelconques, ou agir comme entrepreneur pour toutes espèces de constructions et bâtisses;

Acquérir de quelque manière que ce soit, posséder, détenir, exploiter et utiliser toutes espèces de franchises et privilèges;

Acquérir à quelque titre que ce soit, toute autre ou toutes autres industries, manufactures, ou tous autres commerces identiques à ceux que la présente compagnie est appelée à exercer, y compris l'achalandage, *good will*, et tout l'actif mobilier et immobilier, et ce, aux termes, prix et conditions qui pourront être convenus, et payer avec des actions acquittées, des débentures, des actions-obligations (debenture-stock), des obligations ou autres valeurs de la compagnie, toute telle acquisition;

Faire avec toute ou toutes autres compagnies, personnes, associations ou sociétés, tous arrangements concernant l'exploitation, l'acquisition ou le contrôle de leur industrie, manufacture ou commerce respectifs, et contrôler, soit par l'acquisition des actions, des intérêts ou autrement, toute autre ou toutes autres compagnies, associations ou sociétés;

Employer en tout ou en partie ses actions, fonds, débentures, obligations ou autres valeurs pour l'achat de débentures ou d'actions d'autres compagnies ou d'intérêts dans toute association ou société;

Acquérir par achat, sur vente privée, judiciaire, publique ou toute autre, échange, donation, dation en paiement ou de quelque manière et à quelque titre que ce soit, louer, recevoir à titre de prêt, de nantissement, de dépôt, de garantie, posséder, détenir, retenir, exploiter et occuper, à quelque titre et de quelque manière que ce soit tous droits et biens, tant corporels qu'incorporels, qu'ils soient meubles ou immeubles et sans aucune exception quelconque;

Vendre, donner à bail, nantissement, en dépôt, en garantie, en échange, en paiement, et

"Steam Motors, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of February, 1926, incorporating: Octave Thivierge, tailor, Arthur Thivierge, grocer, and J. Antonio Remillard, agent, all three of the city of Quebec, for the following purposes:

To fabricate, manufacture and deal in automobiles and motor vehicles of all kinds and their motors and accessories; carriages, vehicles, motors, engines, machinery, equipment, apparatus and machinery of every kind for industry, business, agriculture and domestic requirements;

To fabricate, manufacture and deal in, under any form whatever, anything that may be the object of manufacture, industry and trade in general;

To acquire, exploit and dispose of, under any title and in any manner whatever, all patents relating to the aforesaid objects;

To construct or cause to be constructed any buildings and constructions whatsoever, or to act as contractor for all kinds of constructions and buildings;

To acquire in any manner whatever, own and hold, exploit and utilize all kinds of franchises and privileges;

To acquire under any title whatever, any other industries, manufactories or businesses identical to those which the present company is authorized to operate, including the custom and good-will, the movable and immovable assets, and such upon the terms, prices and conditions as may be determined, and to pay for the above in paid up shares, debentures, debenture-stock, bonds or other securities of the company;

To enter into any arrangements with any other companies, persons, associations or societies, respecting the exploitation, acquisition or control of their respective industry, factory or business, and to control, either by acquiring the shares and interests or otherwise, any other company or companies, associations or societies;

To invest the whole or part of its shares, funds, debentures, bonds, or other securities in the purchase of debentures or shares of other companies or interest in any association or society;

To acquire by purchase, at private, judicial, public or any other sale, by exchange, gift, the giving in payment or in any other manner and under any title whatever, to lease, receive as loan, lien, deposit, security, own, hold, retain, exploit and occupy, under any title and in any manner whatever, any rights or property both corporeal and incorporeal, movable or immovable, and without any exception whatever;

To sell, give on lease, or as lien, deposit, security, in exchange and payment and generally

généralement aliéner, céder, transporter, ou disposer de quelque manière, à quelque titre que ce soit, des droits et biens mentionnés dans la clause précédente;

Grever de servitude et hypothéquer tous immeubles quelconques et consentir, soit comme bailleur ou preneur, tout bail emphytéotique;

Exercer tous les pouvoirs mentionnés dans les trois clauses précédentes chaque fois, aussi souvent et dans tous les cas, circonstances et conditions où la compagnie jugera qu'il est de son intérêt, utile, avantageux ou nécessaire à ses entreprises d'exercer aucun desdits pouvoirs;

Emprunter tous montants que la compagnie jugera utile ou nécessaire d'emprunter pour les fins de ses entreprises ou l'exercice d'aucun de ses pouvoirs et ce, en aucun temps et aussi souvent qu'elle le jugera à propos, et faire lesdits emprunts aux termes et conditions, et en donnant les garanties et hypothèques que la compagnie trouvera raisonnables;

Emettre, en aucun temps, et aussi souvent que la compagnie le jugera utile ou nécessaire, des actions-obligations (debenture-stock) et en disposer, pour les montants et aux termes et conditions que la compagnie croira raisonnables;

Hypothéquer, garantir ou mettre en gage par acte authentique, pour garantir le paiement des obligations, débentures et actions-obligations (debenture-stock) qu'elle est autorisée à émettre par la loi ou sa charte, les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, que la compagnie possède ou possèdera dans la province et, d'une manière générale, exercer, sous les conditions y mentionnées, tous les pouvoirs mentionnés aux articles 9 à 14 inclusivement de la loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations;

Distribuer en nature, parmi ses actionnaires, tous les biens de la compagnie, et en particulier, toutes actions ou autres valeurs d'autres corporations, corps publics ou compagnies que la compagnie peut posséder;

Emettre ou distribuer des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations, obligations-actions (debenture-stock) ou autres valeurs de la compagnie, et payer avec icelles pour tous services, toutes dettes et obligations de la compagnie;

Faire tous contrats de louage, de service, de cautionnements autres que les cautionnements qui doivent être donnés par des compagnies de garantie, de mandat, d'agence, de transaction et généralement tous contrats et conventions quelconques dont est capable une corporation sans aucune exception;

Vendre, aliéner, transporter et céder en bloc pour valable considération, qui pourra consister en actions, obligations, actions-obligations (debenture-stock) émises par d'autres compagnies, les biens, l'actif, l'entreprise et la clientèle de la compagnie comme exploitation en cours (as a going concern), sur un vote d'au moins les deux tiers en nombre et en valeur des actionnaires présents ou représentés à l'assemblée convoquée pour décider de la transaction en question, sous le nom de "Steam Motors, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de février, 1926.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,

1379 ALEXANDRE DESMEULES.

alienate, transfer, convey or in any other manner and under any title to dispose of the rights and property mentioned in the foregoing paragraph;

To charge with servitude or hypothecate any immovables whatsoever and to be a party either as lessor or lessee to any emphyteutic lease;

To exercise all the powers mentioned in the three preceding paragraphs, each time, as often and in all cases, circumstances and conditions wherein it may appear to the company to be in its interest or useful, advantageous or necessary for its undertaking to exercise any of the said powers;

To borrow any amounts which the company may think useful or necessary to borrow for the purposes of its undertaking or the carrying on of any of its powers, and that, at any time and as often as it may think proper, and to contract the said loans upon such terms and conditions and by giving such guarantees and hypothecs as the company may think fit;

To issue at any time and as often as the company may think useful or necessary, debenture-stock, and to dispose thereof, for such amounts and upon such terms and conditions as the company may think fit;

To hypothecate, mortgage or pledge by authentic deed, to guarantee the payment of the bonds, debentures and debenture-stock which it is by law or under its charter authorized to issue, the property, movable or immovable, present or future, which the company now own or may own in the Province and generally to exercise, under the conditions therein stipulated, all the powers mentioned in articles 9 to 14 inclusively of the Act containing special provisions respecting certain corporations;

To distribute in kind, among its shareholders, all the property of the company, and in particular any shares or other securities of other corporations, public bodies or companies, which the company may own;

To issue and allot paid up and non-assessable shares, bonds, debenture-stock or other securities of the company in payment of any services rendered, debts or liabilities of the company;

To make any contracts respecting leases, services, sureties other than the sureties which must be given by surety companies, mandates, agencies and transactions and generally all contracts and agreements which a corporation may enter into, without any exception;

To sell, alienate, transfer and assign *en bloc* for lawful consideration, which may consist of shares, bonds, debenture-stock issued by other companies, the property, assets, undertakings and good-will of the company as a going concern, on a vote of no less than two thirds in number and value of the shareholders present or represented at a meeting called to decide the transaction in question, under the name of "Steam Motors, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of February, 1926.

ALEXANDRE DESMEULES,

1380 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Théâtre Français, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de février 1926, constituant en corporation: Adrien Lapierre, gérant de théâtre, demeurant au numéro 2251*a* rue Waverly, Marcel Leduc, comptable, demeurant au numéro 1848 rue William David, et Louis-Joseph Cartier, comptable, demeurant au numéro 257 rue Durocher, dans la cité d'Outremont, et les deux premiers demeurant dans la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Donner des représentations théâtrales, musicales, sportives, cinématographiques;

Acheter, louer ou autrement obtenir tous immeubles, salles ou bâtisses pour les fins de telles représentations;

Agir comme agence de placements, pour opérateurs, acteurs, chanteurs, troupes et numéros de vaudeville et d'exécutants et aussi comme agents distributeurs de films pour vues animées;

Faire commerce dans toutes sortes de fournitures requises en rapport avec tous objets ci-dessus mentionnés;

Exercer la totalité ou une partie de l'industrie d'hôteliers, restaurateurs, aubergistes, tavernier, tabacconistes, conformément aux dispositions de la Loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tels commerces, telles que les affaires de propriétaires de places pour le cirage des chaussures, salons de barbiers, coiffeurs, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques;

Acquérir par achat ou autrement comme un commerce en opération tout commerce d'hôtel actuellement exploité et continuer l'exploitation, avec ses installations, fournitures, fonds de commerce, licence, clientèle, et autres biens mobiliers généralement utilisés dans l'exploitation de tel commerce et payer pour telles acquisitions, soit totalement ou en partie, en argent ou en obligations ou en actions entièrement acquittées de la présente compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie, comme un commerce en opération ou autrement, et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains, bâtisses servant ou destinés à leur exploitation, et leurs installations, meubles et autres biens en général, et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la présente compagnie;

Acheter, acquérir, détenir, vendre, céder et transporter des actions, débentures et toutes autres valeurs de toutes compagnies ou corporations engagées dans tout commerce semblable à celui de la présente compagnie, et payer pour telle acquisition soit en argent ou en actions acquittées ou obligations de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir et posséder par bail ou autre titre dans toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux fins de la compagnie et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, aliéner, louer, en tout ou en partie, toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières pour telle considération que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour des actions, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter, faire, exé-

"Théâtre Français, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of February, 1926, incorporating: Adrien Lapierre, theatre manager, domiciled at No. 2251*a*, Waverly Street, Marcel Leduc, accountant, domiciled at No. 1848 William David Street, and Louis Joseph Cartier, accountant, domiciled at No. 257, Durocher Street, in the city of Outremont, and the two first domiciled in the city of Montreal, for the following purposes:

To give theatrical, musical, sport and cinematographic performances;

To purchase, lease or otherwise obtain any immoveable property, halls or buildings for the purposes of such performances;

To act as employment agency for operators, actors, singers, troupes and vaudeville numbers and performers and also as film distributing agents for moving pictures;

To deal in any kind of supplies required in connection with any of the abovementioned objects;

To carry on the whole or any part of the business of hoter keepers, restaurateurs, innkeepers, tavern keepers, tobacconists, in conformity with the provisions of the Quebec License Law, and any other business which may be conducted in connection with the above, such as shoe shine parlors, barber shops, hair dressing parlors, billiard and pool rooms, news and magazine stands;

To acquire by purchase or otherwise as a going concern any hotel business actually carried on and continue the operation with its installation, furnishings, stock-in-trade, license, good-will and other moveable property generally utilized in the operation of such business, and pay for such acquisitions either wholly or partly in cash or bonds or fully paid up shares of the present company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise from any individual, firm or company, as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business, with or without the lands and buildings used in or destined for their exploitation, and their installations, furniture and other assets in general, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the present company;

To buy, acquire and hold and to sell, assign and transfer shares, debentures or other securities of any other company or corporation engaged in any similar business to that of the present company, and pay for such acquisition either in cash or in paid up shares or bonds of the company;

To purchase or otherwise acquire or possess, by lease or other title, any immovable property which may be deemed necessary for the purposes of the company and to pay for such acquisitions or possessions in cash or bonds or paid up stock of the company;

To sell, lease, exchange, alienate in whole or in part, all or any of its moveable or immoveable property for such consideration as the company may deem fit, and in particular for shares, debentures or other securities of any other company and borrow money on the security thereof;

To construct, maintain and exploit, do, execute

cuter et accomplir tous autres actes et choses qui pourront être jugés nécessaires ou avantageux pour l'exploitation dudit commerce de la compagnie;

Les pouvoirs spécifiés dans aucuns des paragraphes ci-dessus ne seront en aucune manière restreints ou limités par les déductions ou termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Théâtre Français, Limitée", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres ($99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions ordinaires de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de février 1926.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,

1381 ALEXANDRE DESMEULES.

and accomplish any other acts and things that may be deemed necessary or advantageous for the operation of the said business of the company;

The powers specified in any of the hereabove paragraphs shall in nowise be restricted or limited by the deductions or terms of any other paragraph, under the name of "Théâtre Français, Limitée", with a total capital stock of ninety nine thousand dollars ($99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars ($100.00) each, common stock.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of February, 1926.

ALEXANDRE DESMEULES,

1382 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Thetford Motor Sales, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de mars 1926, constituant en corporation: Reginald Crawford Stevenson, comptable licencié, Alexander Scroggie, comptable, Mary Irène Ault, sténographe, tous de Montréal, pour les fins suivantes:

Agir comme agents pour des manufacturiers de véhicules-moteurs, aéroplanes, engins à gazoline et de toutes sortes de machineries;

Acheter, vendre ou faire le commerce d'automobiles, aéroplanes, véhicules-moteurs, engins à gazoline, bateaux-moteurs et de toutes sortes de machines sortant de la manufacture ou usagées;

Exercer l'industrie de réparateurs et de manufacturiers d'automobiles, voitures d'hiver et d'été, motocyclettes, toutes sortes de véhicules-moteurs, gazoline, engins à gazoline, aéroplanes, bateaux-moteurs, de toutes sortes de machineries et tous articles qui s'y rapportent;

Exercer l'industrie d'accessoires d'automobiles et d'aéroplanes, pneus, pièces de machinerie, outils et autres articles de nature semblable;

Posséder et exploiter des stations de services pour fournir l'essence et les lubrifiants pour toutes sortes d'engins à combustion interne;

Exploiter des ateliers pour le peinturage et le vernissage de véhicules-moteurs, voitures, bateaux et aéroplanes;

Bâtir, acquérir, affermer, louer et prendre en échange des bâtiments, fabriques, ateliers, magasins et autres biens-fonds nécessaires et utiles à l'exploitation du commerce de la compagnie, et vendre, céder, louer telles propriétés ou en disposer autrement;

Acheter ou acquérir autrement, posséder, détenir, exploiter et aliéner des brevets, appareils brevetés, inventions, patentes, concessions et autres privilèges conférant tous droits exclusifs ou non-exclusifs ou limités d'utiliser tous secrets, brevets ou tous procédés ou renseignements relatifs à toute invention, et les vendre, les louer ou en disposer autrement;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement, posséder, détenir, entreprendre et exploiter la totalité ou toute partie du commerce, des propriétés ou obligations de toute personne, firme ou corporation exerçant tout commerce semblable à celui que cette compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de cette compagnie, ou toutes actions du capital-actions, obligations ou autres

"Thetford Motor Sales, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of March, 1926, incorporating: Reginald Crawford Stevenson, Chartered Accountant, Alexander Scroggie, Accountant, Mary Irene Ault, Stenographer, all of Montreal, for the following purposes:

To act as agents for manufacturers of motor vehicles, aeroplanes, gasolene engines, and all kinds of machinery;

To buy, sell and deal in automobiles, aeroplanes, motor vehicles, gasolene engines, motor-boats and all kinds of machinery, either new or second hand;

To carry on the business of repairers and or manufacturers of automobiles, waggons, sleighs, motorcycles, all kinds of motor vehicles, gasolene engines, aeroplanes, motor boats and all kinds of machinery and of all articles appertaining thereto;

To carry on the business of dealers in automobiles and aeroplane accessories, tires, machinery parts, tools and other articles of a similar nature;

To own and operate service stations for the supply of fuel and lubricants for all kinds of internal combustion engines;

To operate paint and varnish shops for motor vehicles, waggons, boats and aeroplanes;

To build, acquire, rent, lease and take in exchange buildings, factories, shops, stores or other real estate necessary or convenient to the carrying on of the company's business, and to sell, assign, lease or otherwise dispose of such property;

To purchase or otherwise acquire, own, hold, operate and dispose of patents, patent devices, inventions, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use any secret, patent or any process, or any information as to any invention, and to sell, lease or otherwise dispose of the same;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, own, hold, undertake and operate the whole or any part of the business, property or liabilities of any person, firm or corporation carrying on any business akin to the business which this company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of this company, or any shares in the capital stock, bonds or other securities in

valeurs de cette compagnie, firme ou personne, et employer les fonds de la compagnie pour en faire l'acquisition au nom de et pour cette compagnie;

Etre partie à toute convention pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints et concessions réciproques avec toute personne, firme ou corporation s'occupant ou sur le point de s'occuper de tout commerce semblable au commerce de cette compagnie, et leur aider au moyen de garantie, endossement, prêt, garantie de contrats ou autrement;

Payer pour toutes propriétés ou droits acquis par la compagnie, et, avec l'approbation des actionnaires, pour tous services rendus à la compagnie de la manière jugée convenable, et particulièrement par l'émission d'actions et valeurs de la compagnie, créditées comme entièrement ou partiellement acquittées ou autrement;

Vendre, céder, louer ou autrement aliéner les propriétés et les entreprises de la compagnie ou toute partie d'icelles pour toute considération jugée acceptable, et particulièrement, mais sans limiter l'interprétation des termes susdits, pour des actions, débentures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie;

Etre agents pour toute compagnie, société ou personne exerçant un commerce totalement ou partiellement semblable au commerce de cette compagnie;

Exploiter des garages privés ou publics pour la réparation, l'entretien et l'emmagasinage de véhicules-moteurs, voitures, aéroplanes, bateaux-moteurs, machineries et outillages de même nature;

Placer l'excédent des fonds de la compagnie dans des obligations, débentures, actions ou valeurs de toute autre compagnie, gouvernement ou municipalité et les vendre aux prix et conditions jugés convenables;

Faire la totalité ou aucune des choses susmentionnées comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et soit séparément ou conjointement avec d'autres;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie toutes actions, débentures, obligations, valeurs ou propriétés appartenant à cette compagnie, sous le nom de "Thetford Motor Sales, Limited" avec un capital total de dix mille piastres ($10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Thetford Mines, dans le district d'Arthabaska.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de mars 1926.

Le sous-secrétaire de la province,

1383 C.-J. SIMARD.

such company, firm or person, and to use the funds of this company for the acquirement of the same in the name and on behalf of this company;

To enter into any agreement as to the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure and reciprocal concession with, and to aid by guarantee, endorsement, loan, guarantee of contracts or otherwise any person, firm or corporation engaged in or about to engage in any business similar to the business of the company;

To pay for any property or rights acquired by the company and, with the approval of the shareholders, for any services rendered to the company in such manner as may be deemed expedient and in particular by the issue of the shares or securities of the company credited as fully paid up or partly paid up or otherwise;

To sell, assign, lease or otherwise dispose of the property and undertakings of the company or any part thereof, for such consideration as may be deemed expedient, and in particular, but without limiting the scope of the foregoing, for shares, debentures, bonds or securities of any other company;

To act as agents of any company, partnership or person carrying on a similar business in whole or in part to the business of the company;

To operate private or public garages for the repair, upkeep, maintenance and or storage of motor vehicles, waggons, aeroplanes, motor boats, machinery and similar appliances;

To invest the surplus funds of the company in the bonds, debentures, shares, or securities of any other company, Government or municipality and to sell the same at such price and on such terms as may be deemed expedient;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either separately or in conjunction with others;

To distribute among the shareholders of the company any shares, debentures, bonds, securities or property belonging to the company, under the name of " "Thetford Motor Sales, Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars ($20,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Thetford Mines, in the district of Arthabaska.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of March, 1926.

C. J. SIMARD,

1384 Assistant Provincial Secretary.

"Twin Lakes Mining Corporation (Libre de responsabilité personnelle)".

Avis est donné qu'en vertu de la loi des Compagnies Minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du premier jour de février, 1926, constituant en corporation: Herbert-S. Hunter, notaire public, Solomon Guttman, comptable, Dr. Frederick-C. Heney, ostéopathe, Robert Poisson, Georges-Henri Héon, avocats, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire toutes opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol

"Twin Lakes Mining Corporation (No personal liability)".

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of February, 1926, incorporating: Herbert S. Hunter, notary public, Solomon Guttman, accountant, Dr. Frederick C. Heney, osteopath, Robert Poisson, Georges Henri Héon, advocates, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purposes of extracting any minerals whatever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted,

ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit et les vendre ou autrement en disposer;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des propriétés, mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en iceux; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées se rapportant aux objets susdits;

Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone et de transmission, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 inclusivement de la loi des mines de Québec, chap. 80 des Statuts Refondus de Québec, 1925, en la manière y prescrite;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

Recevoir, détenir et disposer d'actions, obligations, débentures ou autres valeurs émises par toute compagnie minière, en paiement de minerais, terrains, marchandises ou travaux;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce que peut exercer ou faire une compagnie constituée en vertu de la loi des compagnies minières de Québec, et les payer au moyen d'actions libérées en tout ou en partie, si elle le désire, et se charger des dettes et charges y afférentes;

Faire tous les autres actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, et qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation;

Les actionnaires de la compagnie projetée n'encourront aucune responsabilité personnelle au-delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions, sous le nom de "Twin Lakes Mining Corporation (Libre de responsabilité personnelle)", avec un capital total de cinq millions ($5,000,000.00), divisé en cinq millions (5,000,000) d'actions d'une piastre ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour de février, 1926.

Le sous-secrétaire de la province,

1385 C.-J. SIMARD.

refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatever and sell or otherwise dispose thereof;

Acquire, lease, possess and alienate properties, mines, mining lands, mining rights, pre-emption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes;

Build, maintain and exploit, upon its own property or upon those under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

Exercise all the powers enumerated in articles 105 to 112 inclusive of the Quebec Mining Act, chap. 80, Revised Statutes of Quebec, 1925, in the manner therein prescribed;

Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandises, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures, or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person or company carrying on any industry or business which a company constituted under the Quebec Mining Companies Act may carry on, and pay for the same by paid up shares, in whole or in part, if it is so desired, and undertake the debts and charges appertaining thereto;

To do all such acts and operations accessory to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

The shareholders of the proposed company shall incur no personal liability in excess of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares, under the name of "Twin Lakes Mining Corporation (No personal liability), with a total capital stock of five million dollars ($5,000,000.00), divided into five million (5,000,000) shares of one dollar ($1.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal, in the province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of February, 1926.

C. J. SIMARD,

1386 Assistant Provincial Secretary.

"Union Commerciale Européenne, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de février, 1926, constituant en corporation: Oscar-A. Schwartz dit Lenoir, mécanicien, Charles Emard, A.-Séraphin Deguire, avocats, et Cécile Doucet,

"Union Commerciale Européenne, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of February, 1926, incorporating: Oscar A. Schwartz dit Lenoir, machinist, Charles Emard, A. Seraphin Deguire, advocates, and Cecile Doucet, stenographer, all of Montreal,

sténographe, tous de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire comme principal, courtier, agent de manufacturiers ou agent à commission ou consignataire, pour la distribution, la livraison, la vente ou autrement, toutes ou aucune des affaires d'importateurs, d'exportateurs, de manufacturiers industriels ou agricoles, de producteurs et de marchands en gros et en détail de marchandises, produits, denrées, effets, matières brutes et articles de toutes espèces et description, sans limitation quant à la classe des produits et des marchandises;

Acquérir, conduire et exercer le commerce de marchands généraux, de représentants, de marchands, d'agents manufacturiers, industriels ou agricoles, de facteurs ou d'agents à commission ou consignataires, agir en telle qualité pour des corporations, des firmes, des associations et industries, soit du Canada soit de l'étranger, et autrement faire le commerce de toutes sortes d'effets, de denrées, de marchandises, de produits, de matières brutes et de commodités de toutes sortes et agir comme agent pour tout individu ou corporation exerçant un commerce ou négoce d'aucune sorte et engager des sous-agents et des correspondants, ouvrir des salles d'échantillons;

Faire enregistrer et faire reconnaître la compagnie dans tous les pays étrangers et y désigner les personnes qui, d'après la loi de tels pays, représenteront la compagnie et recevront pour et en son nom signification de toutes procédures, actions et de tous autres documents;

Fabriquer, manufacturer, en tout ou en partie, et faire le commerce, sous quelque forme que ce soit, de tout ce qui peut faire l'objet de la fabrication, de l'industrie et du commerce en général;

Faire toute convention ou société relative au partage ou à la distribution de commissions, de royautés ou de bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque, ou à toutes autres fins, avec aucune personne ou compagnie, soit du Canada, soit de l'étranger, faisant quelques-unes des affaires mentionnées dans les présentes;

Acquérir la clientèle, la correspondance, les droits d'exclusivité et autres, les relations, l'installation, l'achalandage, le matériel, les échantillons et autres valeurs de tout individu, personne, agent ou entreprise faisant des affaires similaires et les payer en tout ou en partie ou en deniers comptants, ou en actions acquittées de cette compagnie ou autre, ou en valeurs de cette compagnie ou autre;

Acquérir par achat, échange, location, ou autre titre légal, des terrains bâtis ou non, nécessaires ou utiles et y ériger au besoin des bâtisses nécessaires, les vendre, les louer en tout ou en partie, les céder, les échanger, les hypothéquer, ou autrement les aliéner;

Enregistrer, acquérir, exploiter, louer et disposer à quelque titre et de quelque manière que ce soit de tout brevet, marque de commerce ou de fabrique, concessions, procédés, permis, privilèges, droits, secrets ou renseignements s'y rapportant, enregistrés ou non au Canada ou ailleurs, et autres choses de même nature conférant un droit exclusif ou non, limité, ou non, d'utiliser toute invention, secret ou autre renseignement s'y rapportant, qui sembleront susceptibles d'être utilisés pour aucune des fins de la compagnie;

Agir comme courtier en douane, courtier et agent en assurance, dans toutes leurs branches,

for the following purposes:

To carry on as principal, broker, manufacturers' agent or commission agent or consignee, for the distribution, delivery, sale or otherwise, all or any of the businesses of importers, exporters, manufacturers, traders or agriculturists, producers and merchants wholesale and retail of merchandise, products, goods, wares, raw materials and articles of every kind and description, without limitation as to the class of products and merchandise;

To acquire, conduct and carry on the business of general merchants, representatives, merchants, agents for manufacturers, traders or agriculturists, factors or commission agents or consignees, to act in such quality for corporations, firms, associations and industries, either of Canada or foreign countries, and otherwise deal in all kinds goods, wares, merchandise, products, raw materials and commodities of every kind, and act as agent for any individual or corporation carrying on a business or trade of any sort and engage sub-agents and correspondents and open sample rooms;

To have the company registered and recognized in any foreign countries and designate therein the persons who, according to the laws of such countries, shall represent the company and accept service for and on behalf of the company of any process, suit and any other documents;

To manufacture, make, in whole or in part, and deal in under any form whatever, anything that may be the object of manufacture, industry and trade in general;

To enter into any agreement or partnership as to the sharing or distribution of commissions, royalties or profits, union of interests, co-operation, joint risk, reciprocal concession or for any other purposes with any person or company, either in Canada or a foreign country, carrying on any of the businesses herein mentioned;

To acquire the good-will, correspondence, exclusive and other rights, relations, installation, custom, material, samples and other assets ofany individual, person, agent or undertaking carrying on any similar business, and pay for same in whole or in part in cash or paid up shares of the company or other, or in securities of the company or other;

To acquire by purchase, exchange, lease or other legal title improved or unimproved land necessary or useful and to erect thereon necessary buildings at need, to in whole or in part sell, lease, convey, exchange, hypothecate or otherwise alienate same;

To register, acquire, exploit, lease and dispose of, under any title and in any manner whatever, any patent, trade mark or design, concessions, processes, licenses, privileges, rights, secrets or information connected therewith, registered or not in Canada or elsewhere, and other things of a like nature conferring any exclusive or non-exclusive, limited or unlimited right to use any invention, secret or other information relating thereto, which may seem capable of being utilized for any of the purposes of the company;

To act as customs' brokers, insurance agent and broker in all their branches for the purposes

pour les fins de son commerce et de son industrie, ou celui de ses représentants, agents ou clients du Canada ou de l'étranger, au sujet de toutes marchandises ou denrées, de tous meubles, effets, colis, objets d'art, sous le contrôle ou en la possession de la compagnie ou de ses agents ou représentants, en transit, en consignation, ou en entrepôt ou en magasin ou en douane;

Payer les services rendus ou à être rendus à la compagnie après sa constitution en corporation, pour sa constitution ou antérieurement à icelle, en argent, ou en actions entièrement libérées de cette compagnie ou autre ou avec d'autres valeurs de la compagnie ou autre;

Faire toutes autres affaires commerciales, manufacturières, industrielles ou autrement, se rapportant aux objets et aux fins ci-dessus et qui apparaîtraient à la compagnie comme pouvant être exercées d'une manière profitable aux divers commerces, agences, firmes ou intéressés ci-dessus décrits et exercer tous autres pouvoirs nécessaires ou jugés recommandables à l'exercice des pouvoirs exercés par les présentes;

Tirer, faire, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de crédit, lettres de change, traites, chèques, débentures et tous autres instruments négociables et transférables, sous le nom de "Union Commerciale Européenne, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de février, 1926.

Le sous-secrétaire de la province,

1387 C.-J. SIMARD.

"W. A. Hodgins Store Co., Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de mars, 1926, constituant en corporation: William-Alexander Hodgins, Cecil-Edgar Hodgins, commerçants, Patrick-James Masson, commis, du village de Shawville, P. Q., Ralph-Theodore Hodgins, cultivateur, canton de Clarendon, P. Q., pour les fins suivantes:

Acheter et vendre des marchandises sèches, épiceries, fruits, légumes, vins, bières, liqueurs, alcools, articles de ferronnerie et de quincaillerie, huile et peinture, gazoline, vaisselle, bijouterie, jouets, ferblanterie, chaussures, meubles, bois et charbon, papier, ciment, pierre, brique, asphalte, chaux, goudron, gravier, tuyaux d'égout, tuyaux d'aqueduc, marbre et généralement toutes marchandises dont on peut faire le commerce et toutes sortes de matériaux entrant dans l'industrie du bâtiment; foin, grain, légumes et généralement toutes sortes de produits agricoles et alimentaires; fourrures vertes et préparées de toutes sortes, bétail, volailles et animaux de toutes sortes, sur pied ou abattus, et à cette fin faire affaires comme agents ou marchands;

Acheter et vendre des propriétés minières de toutes sortes, tourbières, et les exploiter, vendre les produits des dites mines ou les dites mines elles-mêmes ainsi que les tourbières et leurs produits;

Acheter et vendre des bois de toutes sortes, soit à l'état brut ou ouvré, acheter des concessions forestières ou terrains boisés, les vendre ou les exploiter ou coupant les dits bois, soit pour

of its business and industry or that of its representatives, agents or clients in Canada or any foreign country, respecting any merchandise, wares, furniture, goods, packages, objects of art, under the control or in the possession of the company or its agents or representatives, in transit, on consignment or in bond or in store or in customs;

To pay for services rendered or to be rendered to the company after its incorporation, for its incorporation or previous to same, in cash or fully paid up shares of the company or with other securities of the company or other;

To carry on any other commercial, industrial, manufacturing businesses or otherwise, relating to the herabove purposes and objects and which may appear to the company as capable of being carried on in a profitable manner for the various businesses, agencies, firms or interested parties hereabove described, and exercise any other powers necessary or deemed conducive to the exercise of the powers hereby exercised;

To draw, make, endorse, accept, execute and issue promissory notes, letters of credit, bills of exchange, drafts, cheques, debentures and any other negotiable and transferable instruments, under the name of "Union Commerciale Européenne, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred shares (200) of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of February, 1926.

C. J. SIMARD,

1388 Assistant Provincial Secretary.

"W. A. Hodgins Store Co., Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of March, 1926, incorporating: William Alexander Hodgins, Cecil Edgar Hodgins, traders, Patrick James Masson, clerk, of the village of Shawville, P. Q., Ralph Theodore Hodgins, farmer, township of Clarendon, P. Q. for the following purposes:

To buy and sell dry goods, groceries, fruit, vegetables, wine, beer, liquor, alcohol, ironware and hardware, oil and paints, gasolene, crockery, jewellery, toys, tinwares, footwear, furniture, wood and coal, papers, cement, stone, brick, asphalt, lime, tar, gravel, sewer pipes, water pipes, marble and generally all merchandise forming the object of trade and all sorts of materials entering into the building trade; hay, grain, vegetables and generally all kinds of farm produce and any food products; raw and prepared furs of every kind, cattle, poultry and animals of every kind, live or slaughtered, and to that end, to carry on business as agents or merchants;

To buy and sell mining property of every kind, peat beds and to operate the same, sell the products of the said mines or the said mines themselves and the peat beds and products thereof;

To buy and sell all wood of every kind, whether in the raw state or manufactured, buy timber limits or timber lands, sell or operate the same by cutting the said wood, either for fire-

du bois à feu ou bois de sciage ou bois à pâte, ou en manufacturant les dits bois de la manière que les dits requérants jugeront à propos afin d'en retirer le plus de profits possibles, dans l'exploitation de leur commerce ou industrie, et aussi acheter et vendre, aliéner et exploiter pour ces fins des scieries et autres moulins, ateliers, fabriques, manufactures que la compagnie croira utiles et nécessaires;

Acheter, manufacturer ou acquérir autrement et posséder, vendre et transporter ou en disposer et faire le commerce autrement et aliéner des véhicules, automobiles, bateaux, machines et machineries et instruments aratoires; faire des exploitations forestières pour la coupe, le flottage et le transport de billes et bois de construction en général sur les lacs et les rivières;

Faire affaires comme restaurateur, tailleur, boucher, fabricant de fromage et de beurre; ouvrir et exploiter des forges, garages, et magasins pour des automobiles et véhicules, ateliers de réparation pour des automobiles et autres véhicules et leurs accessoires; ouvrir, tenir et exploiter des salles de billards et de pools, salles de quilles et autres salles d'amusements, dépôts de journaux, magasins de tabac et autres dépôts; exploiter toute autre industrie, salles, dépôts et entreprises que la compagnie croira utiles et nécessaires;

Solliciter, obtenir et exploiter des permis pour le transport des malles, pour agir comme maîtres de poste et pour l'exploitation de bureaux de poste;

Acheter, affermer, prendre à bail ou acquérir autrement et posséder toutes sortes de propriétés immobilières, tels que terrains, mines et droits miniers, concessions forestières, forces hydrauliques et autres propriétés immobilières, en jouir, en faire le commerce et en disposer;

Acquérir par achat, location ou autrement et prendre ou entreprendre les commerces et affaires de toute personne ou compagnie engagées totalement ou partiellement et activement et passivement dans toutes lignes de commerces ou fabrications quelconques, pourvu que le tout soit compris parmi les pouvoirs conférés à la présente compagnie par les présentes lettres patentes;

Etre partie à toute convention pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter toute industrie ou affaires que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou qui sembleront en aucune manière susceptibles d'augmenter la valeur des propriétés ou valeurs de la compagnie, et subventionner toute telle compagnie, personne, ou personnes, garantir leurs obligations ou leur aider autrement;

Aider à l'organisation, développement et exploitation de toutes entreprises semblables à celles de la compagnie, soit au moyen de prêts, donations, souscriptions ou de toute autre manière que cette compagnie croira utile ou nécessaire;

Acquérir, détenir, louer, vendre, échanger les actions, obligations, débentures, valeurs ou parts dans toute compagnie exploitant une industrie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou en disposer autrement;

Distribuer entre les actionnaires, en espèces ou nature, les propriétés et l'actif de la compagnie et particulièrement toutes actions, obligations et valeurs de toute autre compagnie appartenant

wood or saw logs or pulpwood, or in manufacturing the said wood in such manner as the said petitioners may think fit, so as to derive the most profits possible in the carrying on of their business or industry, and also to buy and sell, alienate and operate for such purposes, sawmills and other mills, workshops, factories, manufactories which the company may think useful and necessary;

To buy, manufacture or otherwise acquire and possess, sell and convey or otherwise dispose of and alienate and deal in vehicles, automobiles, boats, machines and machineries, farm implements; to carry on lumbering operations for the cutting, driving and transporting of logs and timber generally in the lakes and rivers;

To carry on the business of restaurateur, tailor, butcher, cheese and butter maker; open and operate blacksmith's shops, garages and stores for automobiles and vehicles, repair shops for automobiles and other vehicles and accessories thereof, open, keep and operate billiard and pool rooms, bowling alleys and other amusement halls, news stands, tobacco stores and other stands; and to carry on any other business, halls, depots and undertaking which the company may think useful and necessary;

To apply for, secure and operate permits for the transportation of mails, Post Master and the operation of post office;

To buy, lease, take on lease or otherwise acquire and possess, enjoy, deal in and dispose of all sorts of immovable property, such as lands, mines or mining rights, timber limits, water-powers and other immovable property;

To acquire by purchase, lease or otherwise, take or undertake the business and affairs of any persons or companies altogether or partly, actively and passively, engaged in any lines of business or manufacture whatever, provided the whole is within the scope of the powers herein granted to the present company;

To enter into any agreements for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or which may seem in any way calculated to enhance the value of the property or securities of the company, and to subsidize, guarantee the obligations of or otherwise assist any such company, person or persons;

To assist in the promotion, development and exploitation of any undertaking similar to those of the company, either by way of loans, donations, subscriptions or in any other manner which the company may deem useful or necessary;

To acquire, hold, lease, sell, exchange or otherwise dispose of stocks, bonds, debentures, securities or shares of or in any company carrying on any business the objects of which are altogether or partly similar to those of this company;

To distribute among the shareholders, in specie or kind, any property and assets of the company and in particular any shares, bonds and securities of any other company belonging

à cette compagnie ou détenues par elle, ou dont la compagnie peut avoir le pouvoir de disposer;

Tirer, faire et accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, letrres de change, connaissements, et tous autres effets de commerce négociables et transférables;

S'unir ou se fusionner avec toute compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie susdite;

Emprunter sur le crédit de la compagnie toutes les sommes nécessaires pour les fins de son industrie et entreprise; hypothéquer, pour garantir les emprunts contractés par la compagnie, la totalité ou partie de l'actif, meubles et immeubles, dettes de livres et clientèle de la compagnie; émettre des obligations ou débentures ou nantir ou gager, selon le cas, en faveur de l'un ou plusieurs fiduciaires, la totalité ou partie des propriétés mobilières et immobilières, clientèle, crédits et actif de la compagnie;

Construire, échanger, vendre, hypothéquer, louer, donner à bail toutes propriétés mobilières ou immobilières que la compagnie croira utiles ou nécessaires;

Emettre des actions ordinaires, actions-débentures, obligations ou autres valeurs libérées de la compagnie, en paiement intégral ou partiel de toutes propriétés mobilières ou immobilières qui peuvent être acquises par la compagnie ou pour tous services rendus ou qui seront rendus à la compagnie, pour travail fait ou à être fait pour la compagnie ou en paiement ou à l'acquit des dettes et obligations dues par la compagnie pour le prélèvement de son capital ou pour toutes autres fins de la compagnie;

Faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs et faire toutes affaires connexes à la réalisation des objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation;

Les pouvoirs accordés dans aucun paragraphe des présentes ne seront pas limités ou restreints par déduction des termes de tout autre paragraphe de la présente charte, sous le nom de "W. A. Hodgins Store Co., Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres ($49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Shawville, dans le district de Pontiac, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de mars, 1926.

Le sous-secrétaire de la province,

1389 C.-J. SIMARD.

to or held by the company, or which the company may have power to dispose of;

To draw, make and accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading and any other negotiable and transferable commercial instruments;

To unite or amalgamate with any company having objects altogether or partly similar to those of the above company;

To borrow upon the credit of the company all sums necessary for the purposes of its business and undertaking; hypothecate, to secure the loans contracted by the company, all or part of the assets, movables and immovables, book debts, good-will of the company; issue bonds or debentures or mortgage or pledge, as the case may be, in favour of one or more trustees all or part of the movable and immovable property, good-will, credits and assets of the company;

To construct, exchange, sell, hypothecate, let, give on lease any movable or immovable property which the company may think useful or necessary;

To issue paid up common shares, debenture stock, bonds or other securities of the company, in full or part payment of any movable or immovable property which may be acquired by the company, or for any services rendered or to be rendered to the company; for work done or to be done for the company or in payment or satisfaction of the debts or obligations owing by the company for the raising of its capital, or for any other purposes of the company;

To do all acts, exercise all powers and carry on any business incidental to the attainment of the objects for which the company is incorporated;

The powers granted in any paragraph hereof shall not be limited or restricted by reference to the terms of any other paragraph of the present charter, under the name of "W. A. Hodgins Store Co., Limited", with a total capital stock of forty nine thousand dollars ($49,000.00) divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Shawville, in the district of Pontiac, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of March, 1926.

C. J. SIMARD,

1390 Assistant Provincial Secretary.

Lettres patentes supplémentaires

"Richard & Cie, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du troisième jour de mars 1926, changeant le nom de la compagnie "O. M. Alix & Cie, Ltée" en celui de "Richard & Cie, Limitée".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour de mars 1926.

Le sous-secrétaire de la province,

1393 C.-J. SIMARD.

Supplementary Letters Patent

"Richard & Cie, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of March, 1926, changing the name of "O. M. Alix & Cie, Ltée", to that of "Richard & Cie, Limitée".

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of March, 1926.

C. J. SIMARD,

1394 Assistant Provincial Secretary.

"L'Imprimerie d'Arthabaska, Incorporée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du troisième jour de mars, 1926, à la compagnie "L'Imprimerie d'Arthabaska, Incorporée", augmentant son capital de la somme de dix-huit mille piastres ($18,000.-00) à la somme de trente-six mille piastres ($36,-000.00), par la création de cent quatre-vingts (180) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour de mars, 1926.

Le sous-secrétaire de la province,
1391 C.-J. SIMARD.

"L'Imprimerie d'Arthabaska, Incorporée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of March, 1926, to the company "L'Imprimerie d'Arthabaska, Incorporée", increasing its capital-stock from the sum of eighteen thousand dollars ($18,000.00) to the sum of thirty six thousand dollars ($36,000.00), by the creation of one hundred and eighty (180) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of March, 1926.

C. J. SIMARD,
1392 Assistant Provincial Secretary.

Demandes à la Législature

Avis est donné que la Compagnie dite "Saint-Regis Paper Company of Canada, Limited", s'adressera à la Législature, à sa présente session, pour faire autoriser le Conseil Municipal de la paroisse de Saint-Félix du Cap-Rouge à fixer, pour une période d'années, l'évaluation des immeubles possédés ou à être possédés par la Compagnie pour les fins de son industrie, dans les limites de la dite paroisse.

Québec, 26 février, 1926.

Les procureurs de la Réquérante,
SAINT-LAURENT, GAGNÉ, DEVLIN & TASCHEREAU.
1133—10-4

Avis public est par les présentes donné que l'honorable J.-A. Tessier, avocat et conseil du roi, Edmond-M. Bourassa, contracteur, Harold-L. Clifford, ingénieur civil, François Lajoie, avocat et conseil du roi, tous de la cité des Trois-Rivières, et René Boisvert, avocat, de la cité de Québec, et autres, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à cette session, pour l'adoption d'une loi constituant en corporation les dits requérants sous le nom de "Three Rivers and Central Railway Company", et leur permettant de construire, maintenir et opérer un chemin de fer partant d'un point à ou près de la cité de Trois-Rivières, dans le district de Trois-Rivières, et se dirigeant en ligne droite en autant que possible, dans la direction nord-ouest, aux points de rencontre avec les lignes de chemin de fer connues sous le nom de Canadien National, et pour autres fins.

Trois-Rivières, le 3 mars 1926.

L'avocat des pétitionnaires,
RENE BOISVERT,
1223—10-3 111, de la Montagne.

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that the Saint Regis Paper Company of Canada, Limited, will apply to the Quebec Legislature, at its present session, for an act authorizing the Council of the parish of Saint Félix du Cap Rouge to determine, for a period of years, the valuation of the real estate held, or to be held by the Company, for the purposes of its industry, within the limits of said parish.

Quebec, February 26th., 1926.

ST LAURENT, GAGNÉ, DEVLIN & TASCHEREAU
Attorneys for Petitioner.
1134—10-4

Public notice is hereby given that the Honourable J. A. Tessier, lawyer and King's Counsel, Edmond M. Bourassa, contractor, Harold L. Clifford, civil engineer, Francois Lajoie, lawyer and King's Counsel, all of Three Rivers, and René Boisvert, lawyer of the city of Quebec, shall apply to the Legislature of this Province, at the present session, for the adoption of an Act constituting the applicants into a Corporation under the name of "The Three Rivers and Central Railway Company", and granting them the right to construct, maintain and operate a railway starting from a point at or near the city of Three Rivers, in the district of Three Rivers, and extending in the most direct feasible route to points of connection with the existing line of the Canadian National Railway, in the North West direction, and for other purposes.

Three Rivers, March 4th, 1926.

RENE BOISVERT,
1224—10-3 Attorney of the Applicants.

Département de l'Instruction Publique

No 166-26.

Québec, 5 mars 1926.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de "Lac-des-Iles", comté de Labelle, les lots Nos 42 à 62 inclusivement du rang 7; les lots Nos 50 à 63 inclusivement du rang 8; les lots Nos 39 à 53 inclusivement du rang 9; les lots Nos 42 à 53 inclusivement du rang 10; les lots Nos 42 à 56 inclusivement du rang 11, tous du canton de Dudley, et de les annexer à la municipalité scolaire de "Kiamika", même comté.

1277—11-2

Department of Public Instruction

No. 166-26.

Quebec, March 5, 1926.

Application is made to detach from the school municipality of "Lac-des-Iles", county of Labelle, the lots Nos. 42 to 62 inclusively of range 7; the lots Nos. 50 to 63 inclusively of range 8; the lots Nos. 39 to 53 inclusively of range 9; the lots Nos. 42 to 53 inclusively of range 10; the lots Nos. 42 to 56 inclusively of range 11, all of the township of Dudley, and to annex them to the school municipality of "Kiamika", same county.

1278—11-2

No 515-11.

Québec, 3 mars 1926.

Demande est faite de détacher des municipalités scolaires de Cazaville, Saint-Anicet, No 1, Saint-Anicet No 2, et de Dundee, dans le comté de Huntingdon, tout le territoire formant actuellement la paroisse canonique de Sainte-Agnès-de-Dundee, telle qu'érigée par décret canonique en date du 17 septembre 1863, et agrandie par décret en date du 26 septembre 1904—à distraire cependant de ce territoire les lots faisant actuellement partie de la municipalité scolaire de Godmanchester, qui devront continuer à faire partie de cette dernière municipalité scolaire—et d'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte, pour les catholiques seulement, sous le nom de "Sainte-Agnès-de-Dundee", même comté. 1279—11-2

No. 515-11.

Quebec, March 3, 1926.

Application is made to detach from the school municipalities of Cazaville, Saint Anicet, No. 1, Saint Anicet, No. 2 and of Dundee, in the county of Huntingdon, all the territory actually forming the canonical parish of Sainte Agnès de Dundee, as erected by canonical decree dated the 17th of September 1863, and enlarged by decree dated the 26th of September, 1904—to be deducted however from the said territory the lots actually forming part of the school municipality of Godmanchester, which shall continue to form part of the last school municipality—and to erect all this territory into a separate school municipality, for catholics only, under the name of "Sainte Agnes de Dundee", same county. 1280—11-2

Département des terres et forêts

CONDITIONS DES DIFFERENTS AFFERMAGES DE CONCESSIONS FORESTIERES ET DE FORCES HYDRAULIQUES QUI AURONT LIEU LE 27 MARS 1926.

Attendu que les affermages proposés de concessions forestières et de forces hydrauliques qui devaient avoir lieu le 13 février 1926 ont été remis à une date ultérieure.

Avis est par le présent donné que les permis d'exploitation forestière pour les mêmes concessions, situées dans les bassins des rivières Gatineau, Ottawa, Chamouchouane, Péribonca, Shipshaw et Mistassini, et pour la mise en valeur des mêmes chutes d'eau situées sur les rivières Mistassini et Mistassibi seront offerts aux enchères, le VINGT-SEPTIEME jour de MARS, 1926, à l'hôtel du gouvernement, à DIX HEURES ET DEMIE A. M., et ce conformément aux dispositions des chapitres 44, 45, 46 et 47 des S.R.P.Q. 1925 et des règlements du département des terres et forêts.

Ces différents permis seront sujets aux conditions ordinaires et, en plus, aux conditions énumérées ci-après pour chaque bloc de concessions forestières ainsi que pour le développement hydraulique proposé sur les rivières Mistassini et Mistassibi.

A.—Concession forestière dans le bassin de la branche Est de la rivière Gatineau.

1. La superficie de cette concession est approximativement de 200 milles carrés, mais elle sera finalement déterminée après l'arpentage du territoire vacant, compris dans la partie du bassin de la branche est de la rivière Gatineau, au sud du chemin de fer Transcontinental, et commençant immédiatement au nord des concessions déjà affermées et couvrant environ deux cents milles carrés, le tout tel qu'indiqué au plan deposé au Departement des Terres & For ts. C'est la superficie finalement trouvée par l'arpenteur qui servira de base pour les calculs de la prime d'adjudication ainsi que de la rente foncière.

2. Cette délimitation sera faite par un arpenteur-géomètre désigné par le ministre des terres et forêts, qui lui donnera les instructions nécessaires pour exécuter son travail; toutes les dépenses de cet arpentage sont à la charge de l'acquéreur du permis et il devra rembourser ces frais au Département aussitôt que le travail d'arpentage aura été officiellement accepté.

Department of Lands and Forests

CONDITIONS OF THE DIFFERENT LEASES OF TIMBER LIMITS AND WATER-POWERS WHICH WILL BE MADE ON THE 27th OF MARCH 1926.

Whereas the proposed leases of timber limits and water-powers which were to take place on the 13th of February 1926 have been postponed to a later date.

Notice is hereby given that lumbering permits for the same timber limits situated within the basins of Gatineau, Ottawa, Chamouchouane, Peribonca, Shipshaw and Mistassini rivers and for the development of the same water falls located on Mistassini and Mistassibi rivers will be offered at auction on the TWENTY SEVENTH day of MARCH, 1926, at the Parliament buildings, at HALF PAST TEN A. M., and this in conformity with the dispositions of chapters 44, 45, 46 and 47 of the R.S.P.Q. 1925 and of the regulations of the department of lands and forests.

These various permits are subject to the ordinary conditions and also to the different conditions mentioned hereafter for each block of timber limits as well as for the proposed hydraulic development of Mistassini and Mistassibi rivers.

A.—Timber limit in the watershed of the Eastern branch of Gatineau river.

1. The area of this timber limit is approximately 200 square miles, but it shall be finally determined according to survey of the vacant territory comprised within the part of the watershed of the Eastern branch of the Gatineau river, south of the Transcontinental railway. and beginning immediately north of the limits already leased and covering about two hundred sw.uare miles, the whole as indicated by the plan filed in the Department of Lands and Forests. The area finally determined by the surveyor shall serve as the basis for the calculations of the bonus of adjudication as well as of the ground rent.

2. The surveying shall be made by a surveyor designated by the Minister of Lands & Forests, who will give him the necessary instructions. for the execution of his work. All the expenses of this survey are at the charge of the lessee, and they will be reimbursed by him to the Department after all the work has been officially accepted.

3. La prime d'adjudication pour ce groupe de concessions forestières, fixée à $600.00 par mille carré, est payable en trois versements égaux: le premier tiers immédiatement après l'adjudication, le deuxième tiers douze mois après l'adjudication et le dernier tiers vingt-quatre mois après l'adjudication, le tout avec intérêt au taux de six (6%) pour cent par an.

4. La proportion de la rente foncière pour l'exercice financier 1925-26 est payable immédiatement après l'adjudication.

5. Le gouvernement se réserve le droit de disposer à son gré des forces hydrauliques situées dans les territoires forestiers ainsi affermés. Il se réserve le même droit pour tous les terrains nécessaires à leur exploitation et à leur développement.

6. En sus du paiement de la prime d'adjudication mentionnée dans le paragraphe "3", il y aura une enchère qui portera exclusivement sur le montant à payer en sus des droits de coupe ordinaires en vigueur, par mille pieds mesure de planche, mais chaque enchère ne devra pas être moindre de $0.10 sur l'enchère précédente ou sur la mise à prix.

7. L'inventaire des forêts ainsi affermées devra être exécuté à la satisfaction du Département dans les trente-six mois qui suivront l'affermage. Il sera entièrement aux frais de l'adjudicataire. Le plan d'aménagement devra avoir été accepté par le Lieutenant-gouverneur en conseil avant qu'aucune exploitation n'y soit faite. Toutefois le ministre des terres et forêts pourra autoriser le commencement de certaines coupes avant l'acceptation du plan d'aménagement, si de bonnes et valables raisons lui sont fournies à ce sujet. Ce plan d'aménagement doit pourvoir à la fixation de la possibilité, en telle condition que se trouve la forêt, au règlement de toute autre question qu'un tel plan comporte dans le cours ordinaire, y compris la révision même dudit plan.

8. Les concessionnaires devront limiter le chiffre de leur coupe annuelle à 80% du montant de bois dont la forêt s'accroît annuellement, afin de se créer ainsi une réserve pour parer aux accidents. Exception pourra cependant être faite dans le cas de forêts caduques, de même que dans les cas de force majeure, (tels que incendies, épidémies d'insectes, etc.) Tous les bois coupés sur ces concessions devront être manufacturés dans une usine située dans les limites de la province de Québec.

9. Chaque année, le concessionnaire devra exploiter, en autant que pratique, tous les bois brûlés, renversés ou endommagés par les insectes ou les champignons, avant les bois verts. Le volume de ces coupes spéciales sera toujours déduit du chiffre de la possibilité annuelle qu'il est autorisé à exploiter.

10. Le Ministre des Terres et Forêts pourra décider si la protection des territoires affermés ainsi que le mesurage des bois qui y seront exploités seront faits ou non par son Département. Le coût de ces deux opérations sera chargé au concessionnaire, suivant les montants qui seront déterminés de temps à autre par le Lieutenant-gouverneur en Conseil pour ces fins.

11. Toute personne désirant obtenir la mise à l'enchère de ces permis d'exploitation forestière devra déposer entre les mains du ministre des terres et forêts, une garantie au montant de $25,000, consistant soit en chèque accepté, soit en débentures de la province, en même temps qu'elle transmettra sa demande par écrit pour obtenir ladite mise à l'enchère. Toute autre personne ou compagnie désirant se porter acquéreur de ces

3. The bonus of adjudication for this group of timber limits, fixed at $600 per square mile, is payable in three equal instalments: the first third immediately after the auction, the second third twelve months after the auction, and the last third twenty-four months after the auction, with interest at the rate of six (6%) per centum per annum.

4. The ratable proportion of the ground rent for the fiscal year 1925-26 is payable immediately after auction.

5. The Government reserves the right to dispose, as it may see fit, of all the water-powers situated within the timber-limits thus leased. The same right is reserved hereby for all the land necessary for their development and exploitation.

6. In addition to the payment of the bonus of adjudication mentioned in paragraph 3, the auction shall bear exclusively on a sum to be paid over and above the ordinary stumpage dues per 1000 feet, B. M., but each bid must not be less than $0.10 over the preceding bid as well as above the upset price.

7. An inventory of the forests hereby leased must be made to the satisfaction of the Department within thirty-six months of the signing of the lease. This inventory shall be at the entire charge of the lessee. The working-plan must be accepted by the Lieutenant-Governor in Council before any logging operations are carried out. Nevertheless, the Minister of Lands and Forests may grant permission to begin certain lumbering operations before the acceptance of the working plan, if due cause be shown by the lessee. This working-plan must provide for the regulation of the timber yield, under all conditions of the forest, and for the settlement of any other question dealt with by such plans in ordinary practice, including the revision of said plan.

8. The total quantity of the lessee's cut on the areas herein leased shall not exceed 80% of the annual increment of the forest, so as to create a reserve to provide for accidents. Exception may, however, be made in the case of overmature forests and in cases of *force majeure* (such as forest fires, insect epidemics, etc.). All the timber cut on said limits must be manufactured in mills located within the limits of the Province of Quebec.

9. Each year the lessee shall, so far as practicable, exploit all windfalls and fire-killed trees as well as those affected by insects or fungi, before cutting down any green timber. The volume of these special cuttings shall be deducted from the quantity of timber he is authorized to cut yearly by the working-plan.

10. The Minister of Lands & Forests will decide if the protection of these timber-limits against forest fires as well as the scaling of the timber cut on same will be made or not by the officers of the Department. The cost of each of these operations will be charged to the account of the lessee, according to the schedule of rates adopted from time to time by the Lieutenant-Governor in Council, for these services.

11. Any person or company desiring to obtain the placing at auction of this lumbering permit must make a deposit with the Minister of Lands & Forests amounting to $25,000, consisting either in accepted cheque or in securities of the Province of Quebec, when filing their demand in writing for such lease. Any other person or company wishing to participate in this auction of lumber permit must also make, in the same manner, a deposit of

permis d'exploitation devra faire, de la même manière, un dépôt du même montant et de même nature, trois jours avant la date de l'affermage. Il est bien entendu que chaque dépôt en garantie sera confisqué si, lors de l'affermage, le requérant ne met pas une enchère, tel que mentionné dans le paragraphe "6", ou si, étant l'adjudicataire, il ne signait pas le contrat pour cette concession dans un délai de dix jours à dater de l'adjudication.

B.—Concession forestière dans le bassin de la rivière Chamouchouane.

1. La superficie totale de cette concession comprendra toute cette partie du bassin de la rivière du-Chef, affluent de la rivière Chamouchouane, qui est située sur la rive droite de la rivière du-Chef et qui est bornée comme suit: à l'est, par le lit de la rivière du-Chef, au sud par la ligne nord des concessions affermées à la Brompton Pulp & Paper Co., à l'ouest, par la ligne de faîte des bassins des rivières du-Chef et Boisvert, au nord, par la ligne de séparation entre les cantons projetés de Sarrazin et Thibodeau. Le tout tel qu'indiqué au plan déposé au Département des Terres et Forêts. La superficie de ce bloc est maintenant évaluée à deux cents milles carrés, mais elle sera déterminée finalement après l'arpentage du terrain décrit plus haut et tout excédent, quel qu'il soit, sera payé sur la même base.

2. Cette délimitation sera faite par un arpenteur-géomètre désigné par le ministre des terres et forêts, qui lui donnera les instructions nécessaires pour exécuter son travail; toutes les dépenses de cet arpentage sont à la charge de l'acquéreur du permis et il devra rembourser ces frais au Département aussitôt après que le travail d'arpentage aura été officiellement accepté.

3. La prime d'adjudication pour ce groupe de concessions forestières, fixée à $500.00 par mille carré, est payable en trois versements égaux: le premier tiers immédiatement après l'adjudication, le deuxième tiers douze mois après l'adjudication et le dernier tiers vingt-quatre mois après l'adjudication, le tout avec intérêt au taux de six (6%) pour cent par an.

4. La proportion de la rente foncière pour l'exercice financier 1925-26 est payable immédiatement après l'adjudication.

5. Le gouvernement se réserve le droit de disposer à son gré des forces hydrauliques situées dans les territoires forestiers ainsi affermés. Il se réserve le même droit pour tous les terrains nécessaires à leur exploitation et à leur développement.

6. En sus du paiement de la prime d'adjudication mentionnée dans le paragraphe "3", il y aura une enchère qui portera exclusivement sur le montant à payer en sus des droits de coupe ordinaires en vigueur, par mille pieds mesure de planche, mais chaque enchère ne devra pas être moindre de $0.10 sur l'enchère précédente ou sur la mise à prix.

7. L'inventaire des forêts ainsi affermées devra être exécuté à la satisfaction du Département dans les trente-six mois qui suivront l'affermage. Il sera entièrement aux frais de l'adjudicataire. Le plan d'aménagement devra avoir été accepté par le Lieutenant-gouverneur en conseil avant qu'aucune exploitation n'y soit faite. Toutefois le ministre des terres et forêts pourra autoriser le commencement de certaines coupes avant l'acceptation du plan d'aménagement, si de bonnes et valables raisons lui sont fournies à cet effet.

an equal amount and of the same nature, not later than three days before the date set for the auction; it being understood that each deposit is a guarantee which will be confiscated by the Crown if, at the time of the auction, the applicant does not make a bid, as mentioned in paragraph 6, or if, being the successful bidder, he does not sign the contract for this concession within ten days after the date of auction.

B.—Timber limit in the watershed of Chamouchouane river.

1. The total area of this timber limit shall comprise all that part of the watershed of the river du-Chef, tributary of the river Chamouchouane, which is situated on the right bank of river du-Chef and is bounded as follows: on the east, by the bed of the river du-Chef, on the south, by the north line of the limits leased to the Brompton Pulp & Paper Co., on the west, by the height of land of the watersheds of the rivers du-Chef and Boisvert, on the north, by the divisional line between the projected townships of Sarrazin and Thibodeau. The whole as indicated on the plan fyled in the Department of Lands and Forests. The area of the said block is now estimated at two hundred square miles, but it shall be determined finally after the survey of the land above described, and any excess, whatever it may be, shall be paid for on the same basis.

2. The surveying shall be made by a surveyor designated by the Minister of Lands and Forests, who will give him the necessary instructions for the execution of his work. All the expenses of this survey are at the charge of the lessee, and they will be reimbursed by him to the Department after all the work has been officially accepted.

3. The bonus of adjudication for this group of timber limits, fixed at $500 per square mile, is payable in three equal instalments: the first third immediately after the auction, the second third twelve months after the auction, and the last third twenty-four months after the auction, with interest at the rate of six (6%) per centum per annum.

4. The ratable proportion of the ground rent for the fiscal year 1925-26 is payable immediately after auction.

5. The Government reserves the right to dispose, as it may see fit, of all the water-powers situated within the timber limits thus leased. The same right is reserved hereby for all the land necessary for their development and exploitation.

6. In addition to the payment of the bonus of adjudication mentioned in paragraph 3, the auction shall bear exclusively on the sum to be paid over and above the ordinary stumpage dues per 1000 feet, B. M., but each bid must not be less than $0.10 over the preceding bid as well as above the upset price.

7. An inventory of the limits hereby leased must be made to the satisfaction of the Department within thirty six months of the signing of the lease. This inventory shall be at the entire charge of the lessee. The working plan must be accepted by the Lieutenant-Governor in Council before any logging operations are carried out. Nevertheless, the Minister of Lands and Forests may grant permission to begin certain lumbering operations before the acceptance of the working plan, if due cause be shown by the lessee. This

Ce plan d'aménagement doit pourvoir à la fixation de la possibilité, suivant la condition où se trouve la forêt, au règlement de toute autre question qu'un tel plan comporte dans le cours ordinaire, y compris la révision même dudit plan.

8. Les concessionnaires devront limiter le chiffre de leur coupe annuelle à 80% du montant de bois dont la forêt s'accroît annuellement, afin de se créer ainsi une réserve pour parer aux accidents. Exception pourra cependant être faite dans le cas de forêts caduques, de même que dans les cas de force majeure, (tels que incendies, épidémies d'insectes, etc.) Tous les bois coupés sur ces concessions devront être manufacturés dans une usine située dans les limites de la province de Québec.

9. Chaque année, le concessionnaire devra exploiter, en autant que pratique, tous les bois brûlés, renversés ou endommagés par les insectes ou les champignons, avant les bois verts. Le volume de ces coupes spéciales sera toujours déduit du chiffre de la possibilité annuelle qu'il est autorisé à exploiter.

10. Le Ministre des Terres et Forêts pourra décider si la protection des territoires affermés ainsi que le mesurage des bois qui seront exploités sur les concessions affermées par les présentes, seront faits ou non par son Département. Le coût de ces deux opérations sera chargé au concessionnaire, suivant les montants qui seront déterminés de temps à autre par le lieutenant-gouverneur en Conseil pour ces fins.

11. Le ministre se réserve le droit d'interdire partiellement les opérations forestières sur une zone mesurant trois chaînes de largeur de chaque côté des rivières ou des lacs importants si, d'après enquête faite par des experts qualifiés, telle action est jugée nécessaire.

12. Toute personne désirant obtenir la mise à l'enchère de ce permis d'exploitation forestière devra déposer entre les mains du ministre des terres et forêts, une garantie au montant de $25.000. consistant soit en un chèque accepté soit en débentures de la province, en même temps qu'elle transmettra sa demande par écrit pour obtenir la mise à l'enchère. Toute autre personne ou compagnie désirant se porter acquéreur de ce permis d'exploitation devra faire, de la même manière, un dépôt du même montant et de même nature trois jours avant la date de l'affermage. Il est bien entendu que chaque dépôt en garantie sera confisqué si, lors de l'affermage, le requérant ne met pas une enchère, tel que mentionné dans le paragraphe "6", ou si, étant l'heureux adjudicataire, il ne signait pas le contrat pour cette concession dans un délai de dix jours à dater de l'adjudication.

working plan must provide for the fixation of the timber yield, whatever may be the state of the forest, and for the settlement of any other question dealt with by such plans in ordinary practice, including the revision of said plan.

8. The total quantity of the lessee's cut on the areas herein leased shall not exceed 80% of the annual increment of the forest, so as to create a reserve to provide for accidents. Exception may, however, be made in the case of overmature forests and in cases of *force majeure* (such as forest fires, insect epidemics, etc.). All the timber cut on said limits must be manufactured in mills located within the limits of the Province of Quebec.

9. Each year the lessee shall, so far as practicable, exploit all windfalls and fire killed trees as well as those affected by insects or fungi, before cutting down any green timber. The volume of these special cuttings shall be deducted from the quantity of timber he is authorized to cut yearly by the working-plan.

10. The Minister of Lands and Forests will decide if the protection of these timber limits against forest fires as well as the scaling of the timber cut on same will be made or not by the officers of the Department. The cost of each of these operations will be charged to the account of the lessee, according to the schedule of rates adopted from time to time by the Lieutenant-Governor in Council, for these services.

11. The Minister reserves the right to partially restrict lumbering operations on zones measuring three chains in width on each side of important rivers and lakes, if, after investigation conducted by properly qualified experts, such action is found necessary.

12. Any person or company desiring to obtain the placing at auction of this lumbering permit must make a deposit with the Minister of Lands and Forests amounting to $25,000. consisting either in accepted cheque or in securities of the Province of Quebec, when filing their demand in writing for such lease. Any other person or company wishing to participate in this auction of lumber permit must also make, in the same manner, a deposit of an equal amount and of the same nature, not later than three days before the date set for the auction; it being understood that each deposit is a guarantee which will be confiscated by the Crown, if, at the time of the auction, the applicant does not make a bid, as mentioned in paragraph 6, or if, being the successful bidder, he does not sign the contract for this concession within ten days after the date of auction.

C.—Concessions forestières dans le bassin des rivières Péribonca et Shipshaw.

1. La superficie de l'ensemble des trois blocs de forêts à affermer est approximativement de 1,000 milles carrés, mais elle sera définitivement déterminée après l'arpentage des territoires suivants: a) Dans le cas du bloc situé aux sources des rivières Alex et Petite Péribonca, affluents de la rivière Péribonca, ainsi que de celui situé aux sources de la rivière Shipshaw, les territoires à affermer par les présentes comprennent la partie vacante du bassin supérieur de chacune de ces rivières, qui est située immédiatement au nord des concessions déjà affermées; b) quant à la rivière Manouane, autre affluent de la rivière Péribonca, le territoire à affermer comprend toute cette partie du bassin de la rivière Manouane, qui est située immédiate-

C.—Timber limits in the watersheds of Peribonca and Shipshaw rivers.

1. The aggregate area of the three blocks of forests to be leased is approximately 1,000 square miles, but it shall be definitely determined after the survey of the following territory: a) In the case of the block located at the head waters of Alex and Petite Péribonca rivers, tributaries of the Peribonca river, and of the block located at the head waters of the Shipshaw river, the territory to be hereby leased comprises the vacant part of the upper watershed of each of said rivers, which is situated immediately north of the limits already leased; b) As to the Manouane river, another tributary of the river Péribonca, the territory to be leased comprises all that part of the watershed of Manouane river which is situated immediately

ment après les concessions forestières actuellement sous licence de coupe, de même qu'à l'est du territoire octroyé comme subsides en terre et ce, en remontant de chaque côté de la rivière Manouane, à l'est jusqu'à la ligne de faîte du bassin de la rivière Bersimis et à l'ouest jusqu'à la ligne de faîte, que doit faire arpenter la "Port Alfred Pulp & Paper Corporation" comme frontières est et nord de sa concession, et ce en s'étendant vers le nord jusqu'aux environs du lac Manouane. Le tout tel qu'indiqué au plan déposé au Département des Terres & Forêts C'est la superficie finalement trouvée par l'arpenteur qui servira de base pour les calculs de la prime d'adjudication ainsi que de la rente foncière.

2. Cette délimitation sera faite par un arpenteur-géomètre désigné par le ministre des terres et forêts, qui lui donnera les instructions nécessaires pour exécuter son travail; toutes les dépenses de cet arpentage sont à la charge de l'acquéreur du permis et il devra rembourser ces frais au Département aussitôt que le travail d'arpentage aura été officiellement accepté.

3. La prime d'adjudication pour ce groupe de concessions forestières, fixée à $600.00 par mille carré, est payable en trois versements égaux: le premier tiers immédiatement après l'adjudication, le deuxième tiers douze mois après l'adjudication et le dernier tiers vingt-quatre mois après l'adjudication, le tout avec intérêt au taux de six (6%) pour cent par an.

4. La proportion de la rente foncière pour l'exercice financier 1925-26 est payable immédiatement après l'adjudication.

5. Le gouvernement se réserve le droit de disposer à son gré des forces hydrauliques situées dans les territoires forestiers ainsi affermés. Il se réserve les mêmes droits pour tous les terrains nécessaires à leur exploitation et à leur développement.

6. En sus du paiement de la prime d'adjudication mentionnée dans le paragraphe "3", il y aura une enchère qui portera exclusivement sur le montant à payer en sus des droits de coupe ordinaires en vigueur, par mille pieds mesure de planche, mais chaque enchère ne devra pas être moindre de $0.10 sur l'enchère précédente ou sur la mise à prix.

7. L'inventaire des forêts ainsi affermées devra être exécuté à la satisfaction du Département dans les trente-six mois qui suivront l'affermage. Il sera entièrement aux frais de l'adjudicataire. Le plan d'aménagement devra avoir été accepté par le Lieutenant-gouverneur en conseil avant qu'aucune exploitation n'y soit faite. Toutefois le ministre des terres et forêts pourra autoriser le commencement de certaines coupes avant l'acceptation du plan d'aménagement, si de bonnes et valables raisons lui sont fournies à cet effet. Ce plan d'aménagement doit pourvoir à la fixation de la possibilité, en telle condition que se trouve la forêt, au règlement de toute autre question qu'un tel plan comporte dans le cours ordinaire, y compris la révision même dudit plan.

8. Les concessionnaires devront limiter le chiffre de leur coupe annuelle à 80% du montant de bois dont la forêt s'accroît annuellement, afin de se créer ainsi une réserve pour parer aux accidents. Exception pourra cependant être faite dans le cas de forêts caduques, de même que dans les cas de force majeure, (tels que incendies, épidémies d'insectes, etc.) Tous les bois coupés sur ces concessions devront être manufacturés dans une usine située dans les limites de la province de Québec.

next to the timber limits actually under license, as well as to the east of the territory granted as land subsidies and such, on ascending each side, of the Manouane river, on the east to the height of land of the basin of the Bersimis river and to the west to the height of land which the Port Alfred Pulp & Paper Corporation is to have surveyed as the eastern and northern boundaries of its limits, and this going extending towards the north to the environs of lake Manouane. The whole as indicated on the plan filed in the Department of Lands & Forests. The final area determined by the surveyor shall serve as the basis for the calculations of the bonus of adjudication and also of the ground rent.

2. The surveying shall be made by a surveyor designated by the Minister of Lands and Forests, who will give him the necessary instructions. All the expenses of this survey are at the charge of the lessee, and they will be reimbursed by him to the Department after all the survey has been officially accepted.

3. The bonus of adjudication for this group of timber limits, fixed at $600 per square mile, is payable in three equal instalments: the first third immediately after the auction, the second third twelve months after the auction, and the last third twenty-four months after the auction, with interest at the rate of six (6%) per centum per annum.

4. The ratable proportion of the ground rent for the fiscal year 1925-26 is payable immediately after auction.

5. The Government reserves the right to dispose, as it may see fit, of all the water-powers situated within the timber limits thus leased. The same rights are reserved hereby for all the land necessary for their development and exploitation.

6. In addition to the payment of the bonus of adjudication mentioned in paragraph 3, the auction shall bear exclusively on a sum to be paid over and above the ordinary stumpage dues per 1000 feet, B. M., but each bid must not be less than $0.10 over the preceding bid as well as above the upset price.

7. An inventory of the limits hereby leased must be made to the satisfaction of the Department within thirty-six months of the signing of the lease. This inventory shall be at the entire charge of the lessee. The working plan must be accepted by the Lieutenant-Governor in Council before any logging operations are carried out. Nevertheless, the Minister of Lands and Forests may grant permission to begin certain lumbering operations before the acceptance of the working plan, if due cause be shown by the lessee. This working plan must provide for the regulation of the timber yield, under all conditions of the forest, and for the settlement of any other question dealt with by such plans in ordinary practice, including the revision of said plan.

8. The total quantity of the lessee's cut on the areas herein leased shall not exceed 80% of the annual increment of the forest, so as to create a reserve to provide for accidents. Exception may, however, be made in the case of overmature forests and in cases of *force majeure* (such as forest fires, insect epidemics, etc.). All the timber cut on said limits must be manufactured in mills located within the limits of the Province of Quebec.

9. Chaque année, le concessionnaire devra exploiter, en autant que pratique, tous les bois brûlés, renversés ou endommagés par les insectes ou les champignons, avant les bois verts. Le volume de ces coupes spéciales sera toujours déduit du chiffre de la possibilité annuelle qu'il est autorisé à exploiter.

10. Le Ministre des Terres et Forêts pourra décider si la protection des territoires affermés ainsi que le mesurage des bois qui y seront exploités seront faits ou non par son Département. Le coût de ces deux opérations sera chargé au concessionnaire, suivant les montants qui seront déterminés de temps à autre par le lieutenant-gouverneur en Conseil pour ces fins.

11. Le ministre se réserve le droit d'interdire partiellement les opérations forestières sur une zone mesurant trois chaînes de largeur de chaque côté des rivières ou des lacs importants si, d'après enquête faite par des experts qualifiés, telle action est jugée nécessaire.

12. Toute personne désirant obtenir la mise à l'enchère de ces permis d'exploitation forestière devra déposer entre les mains du ministre des terres et forêts, une garantie au montant de $200,000.00 consistant soit en un chèque accepté soit en débentures de la province, en même temps qu'elle transmettra sa demande par écrit pour obtenir ladite mise à l'enchère. Toute autre personne ou compagnie désirant se porter acquéreur de ces permis d'exploitation devra faire, de la même manière, un dépôt du même montant et de même nature trois jours avant la date de l'affermage. Il est bien entendu que chaque dépôt en garantie sera confisqué si, lors de l'affermage, le requérant ne met pas une enchère, tel que mentionné dans le paragraphe "6", ou si, étant l'heureux adjudicataire, il ne signait pas le contrat pour cette concession dans un délai de dix jours à dater de l'adjudication.

2202

D.—Concessions forestières, dans les bassins des rivières Gatineau et Ottawa Supérieur.

1. La superficie totale de ce groupe de concessions forestières, approximativement de dix-huit cents milles carrés, sera celle qui sera finalement déterminée par l'arpentage de tout le territoire vacant situé dans les bassins des rivières Kapitajouane, Chochocouane et Kamachigama, tributaires de l'Ottawa Supérieur, ainsi que du territoire vacant situé dans le bassin de la branche ouest de la rivière Gatineau, et ce, en remontant au nord jusqu'au chemin de fer Transcontinental, tel qu'indiqué au plan déposé au département des Terres & Forêts. C'est cette superficie finale qui servira pour les calculs de la prime d'adjudication et de la rente foncière.

2. Cette délimitation sera faite par un arpenteur-géomètre désigné par le ministre des terres et forêts, qui lui donnera les instructions nécessaires pour exécuter son travail. Toutes les dépenses de cet arpentage sont à la charge de l'acquéreur du permis et il devra rembourser ces frais au Département aussitôt que le travail d'arpentage aura été finalement accepté.

3. La prime d'adjudication pour les forêts présentement affermées est fixée d'avance à $500.00 par mille carré. Elle est payable en trois versements égaux : le premier tiers immédiatement après l'adjudication, le deuxième tiers douze mois après l'adjudication et le dernier tiers vingt-quatre mois après l'adjudication, le tout avec intérêt au taux de six (6%) pour cent par an.

9. Each year the lessee shall, so far as practicable, exploit all windfalls and fire killed trees as well as those affected by insects or fungi, before cutting down any green timber. The volume of these special cuttings shall be deducted from the quantity of timber he is authorized to cut yearly by the working-plan.

10. The Minister of Lands and Forests will decide if the protection of these timber limits against forest fires as well as the scaling of the timber cut on same will be made or not by the officers of the Department. The cost of each of these operations will be charged to the account of the lessee, according to the schedule of rates adopted from time to time by the Lieutenant-Governor in Council for these services.

11. The Minister reserves the right to partially restrict lumbering operations on zones measuring three chains in width on each side of important rivers and lakes, if, after investigation conducted by properly qualified experts, such action is found necessary.

12. Any person or company desiring to obtain the placing at auction of this lumbering permit must make a deposit with the Minister of Lands and Forests amounting to $200,000.00 consisting either in accepted cheque or in securities of the Province of Quebec when filing their demand in writing for such lease. Any other person or company wishing to participate in this auction of lumber permit must also make, in the same manner, a deposit of an equal amount and of the same nature, not later than three days before the date set for the auction; it being understood that each deposit is a guarantee which will be confiscated by the Crown if, at the time of the auction, the applicant does not make a bid, as mentioned in paragraph 6, or if being the successful bidder, he does not sign the contract for this concession within ten days after the date of auction.

2202

D.—Timber limits in the watersheds of the rivers Gatineau and Upper Ottawa.

1. The total area of this group of timber limits, approximately of eighteen hundred square miles, will be that which is finally determined by the survey of all the vacant territory situated in the watersheds of Kapitajouane, Chochocouane and Kamachigama rivers, tributaries of the Upper Ottawa, as well as of the vacant territory situated in the watershed of the Western branch of Gatineau river, and such, by ascending on the north to the Transcontinental railway, as indicated on the plan filed in the Department of Lands and Forests. This final area shall serve for the calculations of the bonus of adjudication and of the ground rent.

2. The surveying shall be made by a surveyor designated by the Minister of Lands and Forests, who will give him the necessary instructions. All the expenses of this survey are at the charge of the lessee, and they will be reimbursed by him to the Department after all the work has been officially accepted.

3. The bonus of adjudication for the timber limits hereby leased, is fixed in advance at $500 per square mile. It is payable in three equal instalments : the first third immediately after the auction, the second third twelve months after the auction, and the last third twenty-four months after the auction, with interest at the rate of six (6%) per centum per annum.

4. La proportion de la rente foncière pour l'exercice financier 1925-26 est payable immédiatement après l'adjudication.

5. Le gouvernement se réserve le droit de disposer à son gré des forces hydrauliques situées dans les territoires forestiers ainsi affermés. Il se réserve le même droit pour tous les terrains nécessaires à leur exploitation et à leur développement.

6. En sus du paiement de la prime d'adjudication mentionnée dans le paragraphe "3", il y aura une enchère qui portera exclusivement sur le montant à payer en sus des droits de coupe ordinaires en vigueur, par mille pieds mesure de planche, mais chaque enchère ne devra pas être moindre de $0.10 sur l'enchère précédente ou sur la mise à prix.

7. L'inventaire des forêts ainsi affermées devra être exécuté à la satisfaction du Département dans les vingt-quatre mois qui suivront l'affermage. Il sera entièrement aux frais de l'adjudicataire. Le plan d'aménagement devra avoir été accepté par le Lieutenant-gouverneur en conseil avant qu'aucune exploitation n'y soit faite. Toutefois le ministre des terres et forêts pourra autoriser le commencement de certaines coupes avant l'acceptation du plan d'aménagement, si de bonnes et valables raisons lui sont fournies à cet effet. Ce plan d'aménagement doit pourvoir à la fixation de la possibilité, en telle condition que se trouve la forêt, au règlement de toute autre question qu'un tel plan comporte dans le cours ordinaire, y compris la révision même dudit plan

8. Les concessionnaires devront limiter le chiffre de leur coupe annuelle à 80% du montant de bois dont la forêt s'accroît annuellement, afin de se créer ainsi une réserve pour parer aux accidents. Exception pourra cependant être faite dans le cas de forêts caduques, de même que dans les cas de force majeure, (tels que incendies, épidémies d'insectes, etc.)

9. Chaque année, le concessionnaire devra exploiter, en autant que pratique, tous les bois brûlés, renversés ou endommagés par les insectes ou les champignons, avant les bois verts. Le volume de ces coupes spéciales sera toujours déduit du chiffre de la possibilité annuelle qu'il est autorisé à exploiter.

10. Avant l'expiration des vingt-quatre mois qui suivront la signature du contrat—qui doit être signé dans les dix jours suivant l'adjudication—l'acquéreur du permis d'exploitation devra manufacturer, dans une usine encore non-construite, mais qui devra être érigée dans la province de Québec, et ce dans le bassin de la rivière Ottawa—du papier journal à raison de 450 tonnes par jour.

11. Le Ministre des Terres et Forêts pourra décider si la protection des territoires présentement affermés ainsi que le mesurage des bois qui y seront exploités seront faits ou non par son Département. Le coût de ces deux opérations sera chargé au concessionnaire, suivant les montants qui seront déterminés de temps à autre par le lieutenant-gouverneur en Conseil pour ces fins.

12. Le ministre se réserve le droit d'interdire particllement les opérations forestières sur une zone mesurant trois chaînes de largeur de chaque côté des rivières ou des lacs importants si, après enquête faite par des experts qualifiés, telle action est jugée nécessaire.

13. Toute personne désirant obtenir la mise à l'enchère de ce permis d'exploitation forestière devra déposer, entre les mains du ministre des terres et forêts, une garantie au montant de $500,000. consistant soit en un chèque accepté,

4. The ratable proportion of the ground rent for the fiscal year 1925-26 is payable immediately after auction.

5. The Government reserves the right to dispose, as it may see fit, of all the water-powers situated within the timber limits thus leased. The same right is reserved hereby for all the land necessary for their development and exploitation.

6. In addition to the payment of the bonus of adjudication mentioned in paragraph 3, the auction shall bear exclusively on a sum to be paid over and above the ordinary stumpage dues per 1000 feet, B. M., but each bid must not be less than $0.10 over the preceding bid as well as above the upset price.

7. An inventory of the limits hereby leased must be made to the satisfaction of the Department within twenty-four months of the signing of the lease. This inventory shall be at the entire charge of the lessee. The working-plan must be accepted by the Lieutenant-Governor in Council before any logging operations are carried out. Nevertheless, the Minister of Lands and Forests may grant permission to begin certain lumbering operations before the acceptance of the working plan, if due cause be shown by the lessee. This working-plan must provide for the regulation of the timber yield, under all conditions of the forest, and for the settlement of any other question dealt with by such plans in ordinary practice, including the revision of said plan.

8. The total quantity of the lessee's cut on the areas herein leased shall not exceed 80% of the annual increment of the forest, so as to create a reserve to provide for accidents. Exception may, however, be made in the case of overmature forests and in cases of *force majeure* (such as forest fires, insect epidemics, etc.).

9. Each year the lessee shall, so far as practicable, exploit all windfalls and fire-killed trees as well as those affected by insects or fungi, before cutting down any green timber. The volume of these special cuttings shall be deducted from the amount of the quantity of timber he is authorized to cut yearly by the working plan.

10. Before the expiration of twenty-four months following the signing of the contract—which must be signed within ten days following the auction—the acquirer of the lumber permit shall manufacture, in a mill to be built, but which must be erected in the Province of Quebec, and that in the watershed of the Ottawa river, newsprint at the rate of 450 tons per day.

11. The Minister of Lands and Forests will decide if the protection of these timber limits against forest fires as well as the scaling of the timber cut on same will be made or not by the officers of the Department. The cost of each of these operations will be charged to the account of the lessee, according to the schedule of rates adopted from time to time by the Lieutenant-Governor in Council for these services.

12. The Minister reserves the right to partially restrict lumbering operations on zones measuring three chains in width on each side of important rivers and lakes, if, after investigation conducted by properly qualified experts, such action is found necessary.

13. Any person or company desiring to obtain the placing at auction of this lumbering permit must make a deposit with the Minister of Lands and Forests amounting to $500,000.00 consisting either in accepted cheque or in securities of

soit en débentures de la province ou du Gouvernement fédéral, ou bien en obligations municipales acceptées par le ministre des terres et forêts, en même temps qu'elle transmettra sa demande par écrit pour obtenir ladite mise à l'enchère. Toute autre personne ou compagnie désirant se porter acquéreur de ce permis d'exploitation devra faire, de la même manière, un dépôt du même montant et de même nature, trois jours avant la date de l'affermage. Il est bien entendu que chaque dépôt en garantie sera confisqué si, lors de l'affermage, le requérant ne met pas une enchère, tel que mentionné dans le paragraphe numéro 6, ou si, étant l'heureux adjudicataire, il ne signait pas le contrat pour cette concession dans un délai de dix jours à dater de l'adjudication. Le Département des terres et forêts conservera de ce dépôt une somme égale à $300,000 à titre de garantie, jusqu'à ce que l'adjudicataire ait rempli toutes les conditions du contrat d'affermage.

14. Toutefois, si, à l'expiration du délai de vingt-quatre mois fixé plus haut, les diverses conditions du contrat d'affermage ne sont pas exécutées à la satisfaction du ministre des terres et forêts, ce dépot en garantie sera confisqué, de même que toutes les autres sommes payées pour toutes fins en rapport avec l'affermage de ces concessions forestières. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, après avis écrit de douze mois, donné par le ministre des terres et forêts, annuler la concession de la forêt ainsi que le contrat, et prendre possession et contrôle des concessions forestières ainsi que de toutes les améiorations qui auront pu y être faites, et ce sans aucun recours par le concessionnaire.

E.—Concession de forêts et de forces hydrauliques dans le bassin de la rivière Mistassini.

1. La superficie totale de cette concession, évaluée à environ 1,000 milles carrés, sera celle qui sera finalement déterminée par l'arpentage du terrain suivant: Borné à l'est, par une partie de la frontière ouest de la concession Péribonca, telle qu'elle sera établie prochainement, suivant des instructions émises par ce département; au nord, par une parallèle de latitude traversant la rivière Mistassibi à son confluent avec la rivière à Henri; au sud, par la ligne de faîte à être établie suivant instructions—du bassin supérieur des rivières Alex et Petite Péribonca, ainsi que par l'arrière-ligne nord des concessions déjà affermées dans le bassin des rivières aux Rats et Mistassibi; à l'ouest, par la ligne de faîte, entre le bassin des rivières Samaqua et aux Rats, qui devra être aussi établie suivant instructions du département. De cette superficie sera distraite la concession des bois brûlés, située à la tête de la rivière aux Rats, affermée à MM. Price Bros. & Co. Le tout tel qu'indiqué au plan déposé au Département des Terres & Forêts.

2. La délimitation de ladite concession sera faite par un arpenteur-géomètre désigné par le ministre des terres, qui lui donnera les instructions nécessaires pour son travail. Toutes les dépenses de cet arpentage sont à la charge de l'acquéreur du permis, et il devra rembourser ces frais au département aussitôt que le travail d'arpentage sera officiellement accepté;

3. La prime d'adjudication pour les forêts présentement affermées est fixée à $500.00 par mille carré et est payable en trois versements égaux: le premier tiers immédiatement après l'adjudication; le second tiers le ou avant le 27

the Province or of the Dominion Government, or in municipal securities accepted by the Minister of Lands and Forests, when filing their demand in writing for such lease. Any other person or company wishing to participate in this auction of lumber permit must also make, in the same manner, a deposit of an equal amount and of the same nature, not later than three days before the date set for the auction; it being understood that each deposit is a guarantee which will be confiscated by the Crown if, at the time of the auction, the applicant does not make a bid as mentioned in paragraph 6, or if, being the successful bidder, he does not sign the contract for this concession within ten days after the date of auction. The Department of Lands and Forests shall keep from such deposit a sum equal to $300,000.00 as security until the lessee has fulfilled all the conditions of the lease.

14. However, if, at the expiration of the delay of twenty-four months fixed above, the various conditions of the lease are not carried out to the satisfaction of the Minister of Lands and Forests, the deposit made as security shall be confiscated by the Crown as well as all other sums paid for any purposes in connection with the lease of these timber limits. The Lieutenant-Governor in Council may, after twelve months written notice given by the Minister of Lands and Forests, cancel the timber concessions as well as the contract, and take possession and control of the timber concessions as well as all the improvements made thereon, and that without any recourse by the licensee.

E.—Timber limit and water-powers in the watershed of the Mistassini river.

1. The total area of this limit, estimated at about 1,000 square miles, shall be that which is finally determined by the survey of the following land: Bounded on the east by a part of the western boundary of the Peribonca limit, as it shall shortly be established, according to instructions issued by this Department; on the north by a parallel of latitude crossing Mistassibi river at its confluence with river à Henri; on the south by the height of land, to be established according to instructions, of the upper watersheds of Alex and Petite Péribonca rivers, and also by the rear line, north of the limits already leased in the watersheds of aux Rats and Mistassibi rivers; on the west by the height of land between the watersheds of the Samaqua and aux Rats rivers, which is to be also established according to instructions of the Department.

From this area shall be deducted the burnt timber limit situated at the head of aux Rats river, leased to Messrs. Price Bros. & Co. The whole as indicated on the plan fyled in the Department of Lands & Forests.

2. The surveying shall be made by a surveyor designated by the Minister of Lands and Forests, who will give him the necessary instructions. All the expenses of this survey are at the charge of the lessee, and they will be reimbursed by him to the Department after all the work has been officially accepted;

3. The bonus of adjudication for the timber limits hereby leased is fixed at $500.00 per square mile, and is payable in three equal instalments: the first third immediately after the auction, the second third on or before the 27th of March

mars 1927 et le dernier tiers le ou avant le 27 mars, 1928, avec intérêt au taux de six (6%) pour cent par an;

4. La proportion de la rente foncière pour l'année 1925-26 est payable immédiatement après l'adjudication.

5. Le gouvernement se réserve le droit de disposer à son gré des forces hydrauliques situées dans les territoires forestiers ainsi affermés. Il se réserve le même droit pour tous les terrains nécessaires à leur exploitation et à leur développement.

6. En sus du paiement de la prime d'adjudication, il y aura une enchère qui portera sur le montant à payer en sus des droits de coupe ordinaires en vigueur, par mille pieds mesure de planche, mais chaque enchère ne devra pas être moindre de $0.10 sur l'enchère précédente ou sur la mise à prix;

7. Avant l'expiration des trois années qui suivront la signature du contrat ratifiant l'affermage (ce contrat doit être signé dans les dix jours suivant l'adjudication), l'adjudicataire devra construire et maintenir en bonne opération une usine d'une capacité minimum de 200 tonnes de pâte et papier par jour, et cette usine devra être érigée soit dans le bassin de la rivière Mistassini, soit dans un rayon de pas plus de dix milles de l'embouchure de cette rivière, et avoir aménagé les deux groupes de chutes sis en amont du confluent des rivières Mistassini et Mistassibi, plus explicitement décrits comme suit: sur la Mistassini, le lit, les îles et les forces hydrauliques, etc. compris entre le prolongement de la ligne de division entre les lots 7 et 8 du rang B, canton d'Albanel, et le prolongement de la ligne de division des lots 42 et 43 du rang XVII du canton Parent; sur la Mistassibi, le lit, les îles et les forces hydrauliques, etc., compris entre le prolongement de la ligne de division entre les lots 10 et 11, rang Mistassibi, canton de Pelletier, et le prolongement de la ligne de division entre les lots A et 1, rang Mistassibi, canton de Pelletier;

8. L'inventaire des forêts ainsi affermées devra être exécuté à la satisfaction du Département dans les trente-six mois qui suivront l'affermage. Il sera entièrement aux frais de l'adjudicataire. Le plan d'aménagement devra avoir été accepté par le Lieutenant-gouverneur en conseil avant qu'aucune exploitation n'y soit faite. Toutefois, le ministre des terres et forêts pourra autoriser le commencement de certaines coupes avant l'acceptation du plan d'aménagement, si de bonnes et valables raisons lui sont fournies à cet effet. Ce plan d'aménagement doit pourvoir à la fixation de la possibilité, suivant les conditions où se trouve la forêt, au règlement de toute autre question qu'un tel plan comporte dans le cours ordinaire, y compris la révision même dudit plan;

9. Les concessionnaires devront limiter le chiffre de leur coupe annuelle à 80% du montant de bois dont la forêt s'accroît annuellement, afin de se créer ainsi une réserve pour parer aux accidents. Exception pourra cependant être faite dans le cas de forêts caduques, de même que dans les cas de force majeure, (tels que incendies, épidémies d'insectes, etc.) ;

10. Chaque année, le concessionnaire devra exploiter, en autant que pratique, tous les bois brûlés, renversés ou endommagés par les insectes ou les champignons, avant les bois verts. Le volume de ces coupes spéciales sera toujours déduit du chiffre de la possibilité annuelle qu'il est autorisé à exploiter;

11. Le Ministre des Terres et Forêts pourra décider si la protection des territoires affermés

1927, and the last third on or before the 27th of March, 1928, with interest at the rate of 6% per annum;

4. The ratable proportion of the ground rent for the year 1925-26 is payable immediately after auction;

5. The Government reserves the right to dispose, as it may see fit, of all the water-powers situated within the timber-limits thus leased. The same right is reserved hereby for all the land necessary for their development and exploitation;

6. In addition to the payment of the bonus of adjudication, the auction shall bear on a sum to be paid over and above the ordinary stumpage dues per 1000 feet, B. M., but each bid must not be less than ten cents over the preceding bid as well as above the upset price;

7. Before the expiration of the three years following the signature of the contract ratifying the lease, (the contract must be signed within ten days following the auction), the licensee must construct and maintain in proper operation a pulp and paper mill with a minimum capacity of 200 tons per day, and such mill must be erected either in the watersheds of Mistassini river, within a radius of not more than ten miles from the mouth of the said river, and must develop the two groups of water-falls situated above the confluence of the Mistassini and Mistassibi rivers, more explicitly described as follows: on the Mistassini, the bed, islands and water-powers, etc. comprised between the prolongation of the division line between the lots 7 and 8 of range B, township of Albanel, and the prolongation of the division line of the lots 42 and 43 of range XVII of Parent township; on the Mistassibi, the bed, islands and water-powers, etc., comprised between the prolongation of the division line between the lots 10 and 11, Mistassibi range, township of Pelletier, and the prolongation of the division line between the lots A and I Mistassibi range, township of Pelletier;

8. An inventory of the forests hereby leased must be made to the satisfaction of the Department within thirty-six months of the signing of the lease. This inventory shall be at the entire charge of the lessee. The working-plan must be accepted by the Lieutenant-Governor in Council before any logging operations are carried out. Nevertheless, the Minister of Lands and Forests may grant permission to begin certain lumbering operations before the acceptance of the working plan, if due cause be shown by the lessee. This working-plan must provide for the regulation of the timber yield, under all conditions of the forest, and for the settlement of any other question dealt with by such plans in ordinary practice, including the revision of said plan;

9. The total quantity of the lessee's cut on the areas herein leased shall not exceed 80% of the annual increment of the forest, so as to create a reserve to provide for accidents. Exception may, however, be made in the case of overmature forests and in cases of *force majeure* (such as forest fires, insect epidemics, etc.);

10. Each year, the lessee shall, so far as practicable, exploit all windfalls and fire-killed trees as well as those affected by insects or fungi, before cutting down any green timber. The volume of these special cuttings shall be deducted from the quantity of timber he is authorized to cut yearly by the working-plan;

11. The Minister of Lands and Forests will decide if the protection of these timber limits

ainsi que le mesurage des bois qui seront exploités sur les concessions affermées par les présentes seront faits ou non par son Département. Le coût de ces deux opérations sera chargé au concessionnaire, suivant les montants qui seront déterminés de temps à autre par le lieutenant-gouverneur en Conseil pour ces fins;

12. Le ministre se réserve le droit d'interdire partiellement les opérations forestières sur une zone mesurant trois chaînes de largeur de chaque côté des rivières ou des lacs importants, si, d'après enquête faite par des experts qualifiés, telle action est jugée nécessaire;

13. Les forces hydrauliques affermées par les présentes sont sujettes, en plus des conditions ordinaires du Service hydraulique (formule E-3) aux conditions suivantes:

a. L'adjudicataire, à la signature du bail, devra payer au département une prime d'adjudication de $10,000.00;

b. Bail de 75 ans à compter de la signature du contrat à être apposé au plus tard dix jours après l'adjudication;

c. Loyer annuel fixe de $5,000.00 pour toute la durée du bail et payable d'avance dès sa signature;

d. Redevance annuelle supplémentaire de $0.50 par cheval vapeur portant sur toute la force aménagée d'après la puissance brute des turbines dont le minimum ne devra pas être inférieur à 10,000 chevaux-vapeur, la somme ainsi due devra être payable à commencer de la mise en marche de l'usine;

e. Le preneur devra s'engager à fournir gratuitement aux religieux du Monastère de Mistassini une force de 100 H.P. à un voltage convenable pour leur outillage, à être livrée à l'usine hydro-électrique dans le délai prescrit à l'article "8", à la condition que la ligne de transmission de l'usine au monastère sera aux frais des religieux.

f. Ladite redevance supplémentaire pourra être augmentée à l'expiration de chaque période de 10 ans, à partir de la date de la mise en marche de l'usine;

g. Ladite redevance supplémentaire sera calculée d'après la puissance maximum des turbines ou autres moteurs hydrauliques qui pourraient, de temps à autre, être installés;

h. Le preneur sera responsable de tous les dommages causés à la propriété des tiers et devra tenir le bailleur indemne de toute réclamation quelconque;

i. Le bail sera sujet de plus aux conditions ordinaires du département décrites dans la formule E-3, et dont la rédaction finale sera à la discrétion du Ministre;

14. Toute personne désirant obtenir la mise à l'enchère de ce permis d'exploitation forestière devra déposer entre les mains du ministre des terres et forêts, une garantie au montant de $200,000 consistant soit en un chèque accepté soit débentures de la province, en même temps qu'elle transmettra sa demande par écrit pour obtenir ladite mise à l'enchère. Toute autre personne ou compagnie désirant se porter acquéreur de ce permis d'exploitation devra faire, de la même manière, un dépôt du même montant et de même nature trois jours avant la date de l'affermage. Il est bien entendu que chaque dépôt en garantie sera confisqué si, lors de l'affermage, l'applicant ne met pas une enchère, tel que mentionné dans le paragraphe 6, ou si, étant l'heureux adjudicataire, il ne signait pas le contrat pour cette concession dans un délai de dix jours à dater de l'adjudication. Il sera conservé par le département des terres et forêts,

against forest fires as well as the scaling of the timber cut on same will be made or not by the officers of the Department. The cost of each of these operations will be charged to the account of the lessee, according to the schedule of rates adopted from time to time by the Lieutenant-Governor in Council for these services;

12. The Minister reserves the right to partially restrict lumbering operations on zones measuring three chains in width on each side of important rivers and lakes, if, after investigation conducted by properly qualified experts, such action is found necessary;

13. The water-powers hereby leased are subject, in addition to the ordinary conditions of the Hydraulic Service (form E-3), to the following conditions:

a. The licensee, on signing the lease, must pay a bonus of adjudication of $10,000.00 to the Department;

b. Lease of 75 years from the date of the signing of the contract which must take place not later than ten days after the auction;

c. Fixed annual rental of $5,000.00 for the duration of the lease and payable in advance on the signing of said lease;

d. Supplementary annual dues of $0.50 per horse power, bearing on the whole of the developed power according to the gross power of the turbines the minimum of which must not be less than 10,000 horse power, the sum thus due being payable from the time the mill is in operation;

e. The lessee shall be bound to supply gratuitously to the Monks of the Monastery of Mistassini 100 H. P., of electrical energy at a suitable voltage for their equipment to be delivered at the hydroelectric plant within the delay prescribed in article "8", on condition that the transmission line from the mill to the Monastery will be at the expense of the monks;

f. The said supplementary dues may be increased at the expiration of each period of 10 years from the date the mill has started to operate;

g. The said supplementary dues shall be calculated according to the maximum power of the turbines or other hydraulic motors which may, from time to time, be installed;

h. The lessee shall be liable for any damages caused to the property of third parties and must keep the lessor indemnified from any claim whatever;

i. The lease shall be moreover subject to the usual conditions of the Department described in form E-3, and whose final drawing up shall be at the discretion of the Minister;

14. Any person or company desiring to obtain the placing at auction of this lumbering permit must make a deposit with the Minister of Lands and Forests amounting to $200,000, consisting either in accepted cheque or in securities of the Province of Quebec, when filing their demand in writing for such lease. Any other person or company wishing to participate in this auction of lumber permit must also make, in the same manner, a deposit of an equal amount and of the same nature, not later than three days before the date set for the auction; it being understood that each deposit is a guarantee which will be confiscated by the Crown if, at the time of the auction, the applicant does not make a bid, as mentioned in paragraph 6, or if, being the successful bidder, he does not sign the contract for the concession within ten days after the date of auction. The Department shall keep, as security, an amount equal to 25% of the deposit of $200,000.00 made by the successful

à titre de garantie, une somme égale à 25% du dépôt de $200,000.00 fait par l'heureux adjudicataire, jusqu'au moment où celui-ci aura commencé à faire de la pâte et du papier avec le bois de ses concessions en quantité au moins égale au minimum prévu, soit 200 tonnes par jour;

15. Toutefois, si, à l'expiration du délai de trois ans fixé plus haut pour l'exécution des conditions du contrat, ou si d'autres conditions de ce contrat ne sont pas remplies, ce dépôt en garantie sera confisqué, de même que toutes les sommes payées pour toutes fins en rapport avec cet affermage de concessions forestières et de forces hydrauliques. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, après avis écrit de douze mois, donné par le ministre des terres et forêts, annuler la concession de la forêt et des chutes d'eau, ainsi que le contrat, et prendre possession et contrôle des concessions forestières et des forces hydrauliques ainsi que de toutes les améliorations qui auront pu y être faites, et ce sans aucun recours par le concessionnaire;

16. Tous les bois provenant de cette concession devront être utilisés dans l'usine mentionnée au paragraphe "7".

(Signé) HONORE MERCIER,
911—8-5 Ministre des Terres et Forêts.

bidder, until the latter shall commence to manufacture pulp and paper with the wood of his limits in quantity at least equal to the minimum provided, namely 200 tons per day;

15. However, if on the expiration of the delay of three years above fixed for the fulfilment of the conditions of the contract, or if other conditions of the contract are not fulfilled, the deposit made as security shall be confiscated and likewise any sums paid for any purposes in connection with such lease of timber-limits and water-powers. The Lieutenant-Governor in Council may, after a written notice of twelve months given by the Minister of Lands and Forests, cancel the timber and water-power concessions and the contract, and take possession and control of the timber-limits and water-powers as well as of any improvements made thereon, and such without any recourse by the lessee;

16. All the wood cut on the said timber limit must be utilised in the mill mentioned in paragraph "7".

(Signed) HONORE MERCIER,
912—8-5 Minister of Lands and Forests.

Ministère de l'agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société de patrons a été constituée dans le comté de Matane, sous le nom de "Société des Patrons de la Beurrerie de Matane", avec sa principale place d'affaires au village de Saint-Jérôme-de-Matane, dans le comté de Matane.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Le Sous-Ministre de l'Agriculture,
J.-ANTONIO GRENIER.
Québec, le 13 mars 1926. 1397

Department of Agriculture

Notice is hereby given that a society of patrons has been incorporated in the county of Matane, under the name of "Société des Patrons de la Beurrerie de Matane", with its principal place of business at the village of Saint Jérôme de Matane, in the county of Matane.

The minister of Agriculture authorizes the formation of this society.

J. ANTONIO GRENIER,
Deputy-Minister of Agriculture.
Quebec, March 13, 1926. 1398

Action en séparation de biens

Canada. Province de Québec. District de Québec. Dans la Cour Supérieure. No 621. Dame Marie-Malvina Ginchereau, épouse commune en biens de Joseph-Ulderic Pleau, de Loretteville, et duement autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Ledit Joseph-Ulderic Pleau, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 16 mars, 1926.

Québec, ce 16 mars, 1926.
Les procureurs de la demanderesse,
1419—12-5 CHAUVEAU & RIVARD.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 3367. Dame Bernadette Breton, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Clodomir Bordua, confiseur, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Clodomir Bordua, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 3ième jour de mars 1926.

Montréal, 4 mars 1926.
Le procureur de la demanderesse,
1259—11-5 ADELARD LECLERC.

Action for separation as to property

Canada. Province of Quebec. District of Quebec. In the Superior Court. No. 621. Dame Marie Malvina Ginchereau, wife common as to property of Joseph Ulderic Pleau, of Loretteville, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Joseph Ulderic Pleau, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 16th of March 1926.

Quebec, March 16, 1926.
CHAUVEAU & RIVARD,
1420—12-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3367. Mrs. Bernadette Breton, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Clodomir Bordua, confectioner, of the same place, plaintiff; vs the said Clodomir Bordua, defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the defendant in this case, on the 3rd of March, 1926.

Montreal, March 4th, 1926.
ADELARD LECLERC,
1260—11-5 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 1341.

Dame Irene Benoit, de Montréal, district de Montréal, épouse commune en biens de Lorenzo Lemaire, dûment autorisée aux fins des présentes par jugement de la Cour Supérieure, demanderesse; vs Lorenzo Lemaire, des mêmes lieux, menuisier, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingt-sixième jour de février 1926.

Le procureur de la demanderesse,
ROGER DESMARAIS.

Montréal, le 8 mars 1926. 1275—11-5

Province de Québec, district de Bedford. No 897. Georgianna Troie, épouse commune en biens du défendeur, dûment autorisée, de la cité de Granby, district de Bedford; vs Jos.-H. Bessette, marchand, du même lieu.

Une demande en séparation de biens a été faite en cette cause, le 26 février 1926.

Sweetsburg, 9 mars 1926

Le procureur de la demanderesse,
1297—11-5 ALBERT SAUVAGE.

Province de Québec, district de Chicoutimi. Cour Supérieure, No 118. Dame Maria Gagnon, de Bagotville, épouse de Ernest Gagné, journalier, ayant eu son domicile commun à Bagotville et maintenant de lieux inconnus, demanderesse; vs ledit Ernest Gagné, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 4 décembre 1925.

Chicoutimi, le 23 février 1926.

Le procureur de la demanderesse,
1131—10-5 CHS-ED. CHAYER.

Cour Supérieure, Province de Québec, district de Montréal. No 3274.

Dame Rachel Sluglith, de Montréal, épouse de Daniel Feldstein, marchand, du même lieu, avec lequel elle demeure, a formé une demande en séparation de biens contre son dit époux.

Montréal, 19 février 1926.

Le procureur de la demanderesse,
1141—10—5 HENRI PIGEON.

Cour Supérieure, district de Montréal, No 4285.

Dame Sarah Montpetit, de la Cité de Montréal, épouse de Ferdinand Léger, commis, a poursuivi son mari en séparation de biens, le 19 février 1926.

Montréal, 2 mars 1926.

Le procureur de la demanderesse,
1159—10-5 CLOVIS LAPORTE.

Province de Québec, district de Montréal. Cour Supérieure, No 2347. Dame Eva Cheshan, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Philip Saxe, des mêmes lieux, marchand, dûment autorisée à ester en justice, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, en date du 1er mars 1926, demanderesse; vs Philip Saxe, de la cité et du district de Montréal, marchand, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse, contre le défendeur en cette cause.

Montréal, le 2 mars 1926.

Le procureur de la demanderesse,
1161—10-5 A.-W. MUHLSTOCK.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1341

Dame Irène Benoit, of Montreal, district of Montreal, wife common as to property of Lorenzo Lemaire, duly authorized for these presents by judgment of the Superior Court, plaintiff; vs Lorenzo Lemaire, of the same place, joiner, defendant.

An action in separation as to property has been instituted by plaintiff against defendant, on February 26th, 1926.

ROGER DESMARAIS,
Attorney for plaintiff.

Montreal, March 8th, 1926. 1276—11-5

Province of Quebec, district of Bedford, No. 897. Georgianna Troie, duly authorized, wife common as to property of the defendant, of the city of Granby, district of Bedford; vs Jos. H. Bessette, merchant, of the same place.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 26th day of February 1926.

Sweetsburg, March 9th, 1926.

ALBERT SAUVAGE,
1298—11-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, District of Chicoutimi. Superior Court, No 118. Dame Maria Gagnon, wife of Ernest Gagné, workman, from Bagotville, and now from unknown place, plaintiff; vs the said Ernest Gagné, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 4th of December 1925.

Chicoutimi, February 23, 1926.

CHS. ED. CHAYER,
1132—10-5 Attorney for the plaintiff.

Superior Court, Province of Quebec, district of Montreal, No. 3274.

Dame Rachel Sluglith, of Montreal, wife of Daniel Feldstein, merchant, of the same place, with whom she resides, has instituted a separation as to property against her said husband.

Montreal, February 19, 1926.

HENRI PIGEON,
1142—10-5 Attorney for Plaintiff.

In the Superior Court, District of Montreal, Province of Quebec, No. 4285.

Dame Sarah Montpetit, of the City of Montreal, wife of Ferdinand Leger, clerk, has sued her husband in separation as to property on February 19, 1926.

Montreal, March 2nd, 1926.

CLOVIS LAPORTE,
1160—10-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal. Superior Court, No. 2347. Dame Eva Cheshan, of the City and District of Montreal, wife common as to property of Philip Saxe, of the same place, merchant, duly authorized to *ester en justice*, by Judgment of the Superior Court on March 1st, 1926, plaintiff; vs Philip Saxe, of the City and District of Montreal, merchant, defendant.

An action in separation as to property has this day been instituted by plaintiff against the defendant herein.

Montreal, March 2nd, 1926.

A. W. MUHLSTOCK,
1162—10-5 Attorney for plaintiff.

Province de Québec. District de Montréal. Cour Supérieure, No 5157. Rose Bachand, dûment autorisée, épouse commune en biens du défendeur, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs Onil Fournier, du même lieu, artisan, défendeur.

Une demande en séparation de biens a été faite en cette cause contre le défendeur par la demanderesse, le 22 décembre, 1925.

Montréal, 10 février, 1926.

Le procureur de la demanderesse,

857—8-5 L. CAMIRAND.

Province of Quebec. District of Montreal. Superior Court, No. 5157. Rose Bachand, duly authorized, wife common as to property of the defendant, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs Onil Fournier, of the same place, laborer, defendant.

An action for separation as to property has been made in this cause against the defendant by the plaintiff, the 22nd of December, 1925.

Montreal, February, 10, 1926.

L. CAMIRAND,

858—8-5 Attorney for plaintiff.

Province de Québec. District de Montréal. Cour Supérieure. No 2245 Dame Alexandrine Charland, épouse commune en biens de Joseph Moreau, marchand, de la cité et du district de Montréal, demanderesse; vs Le dit Joseph Moreau, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée dans cette cause le 11ième jour de février, 1926.

Montréal, ce 11ième jour de février, 1926.

Les procureurs de la demanderesse,

867—8-5 BOISSONNEAULT & BOISSONNEAULT.

Province of Quebec District of Montreal. Superior Court. No. 2245. Dame Alexandrine Charland, wife common as to property of Joseph Moreau, merchant, of the city and the district of Montreal, plaintiff; vs The said Joseph Moreau, defendant.

An action on separation as to property has been instituted in this case the 11th of February, 1926.

Montreal, the 11th of February, 1926.

BOIS ONNEAULT & BOISSONNEAULT,

868—8-5 Attorneys for the plaintiff.

Assemblée

Meeting

MONTREAL TRAMWAYS COMPANY

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

Avis est, par les présentes, donné que l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la compagnie "Montreal Tramways Company" aura lieu au bureau de la compagnie, Edifice Tramways, 78 rue Craig ouest, Montréal, à midi, lundi le 29ème jour de mars 1926, pour la réception du rapport semi-annuel se terminant le 31 décembre 1925, l'élection des directeurs et la transaction de toutes autres affaires qui peuvent légalement être soumises à ladite assemblée.

Les livres de transfert seront fermés du 9 au 28 mars, ces deux jours inclusivement.

Par ordre du bureau.

24 février 1926.

Le secrétaire,

1045—9-4 PATRICK DUBEE.

MONTREAL TRAMWAYS COMPANY.

ANNUAL GENERAL MEETING

Notice is hereby given that the Annual General Meeting of the shareholders of the Montreal Tramways Company will be held at the company's offices, Tramways Building, 78 Craig Street West, Montreal, at 12 o'clock noon, on Monday, the 29th day of March 1926, for the reception of the report for six months ended December 31st, 1925, election of directors, and the transaction of such other business as may legally come before said meeting.

The transfer books will be closed from the 9th to the 28th day of March, both days inclusive.

By order of the board.

February 24th, 1926.

PATRICK DUBEE,

1046—9-4 Secretary.

Avis divers

Miscellaneous Notices

LE COLLEGE DES MEDECINS ET CHIRURGIENS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Par ordre du Conseil de discipline, en date du 15 décembre, 1925, le docteur J.-O. Bélisle, de Trois-Rivières, ne s'étant pas conformé aux ordonnances de ce conseil, est suspendu comme médecin ayant le droit d'exercer la médecine, la chirurgie et l'obstétrique dans la province de Québec, telle suspension devant prendre effet après la quatrième publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Par ordre du Conseil de discipline,

Le régistraire du Collège des médecins et chirurgiens P. Québec.

1137—10-4 DR JOSEPH GAUVREAU.

THE COLLEGE OF PHYSICIANS AND SURGEONS OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

By order of the Council on Discipline, dated the 15th of December, 1925, Doctor J. O. Bélisle, of Three Rivers, not having complied with the orders of said Council, is suspended as a physician having the right to practice medicine, surgery and obstetrics in the Province of Quebec, such suspension to take effect after the fourth publication of the present notice in the Quebec *Official Gazette*.

By order of the Council on Discipline,

DR JOSEPH GAUVREAU,

Registrar of the College of Physicians

1138—10-4 and Surgeons P. Quebec.

LE COLLEGE DES MEDECINS ET CHIRURGIENS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Par ordre du conseil de discipline, en date du 15 décembre 1925, le docteur Alphédor Noel, demeurant au numéro 438 rue Centre, Montréal, ne s'étant pas conformé aux ordonnances de ce Conseil, est suspendu comme médecin ayant le droit d'exercer la médecine, la chirurgie et l'obstétrique, dans la province de Québec, telle suspension devant prendre effet après la quatrième publication du présent avis dans la *Gazette Officielle* de Québec.

Par ordre du Conseil de discipline,
Le régistraire du Collège des médecins et chirurgiens P. Québec,
1139—10-4 DR. JOSEPH GAUVREAU.

Avis est donné au public, conformément à l'article 7 de la loi du régime des eaux courantes, que la compagnie dite "The Donnacona Paper Company, Limited", ayant son bureau-chef pour la province de Québec, en la cité de Québec, dans le comté de Québec, se propose de demander l'autorisation de faire construire une chaussée, usine d'énergie et tous les autres travaux nécessaires pour le développement d'énergie hydro-électrique sur la rivière Jacques-Cartier, lequel cours d'eau borde, dans la paroisse de Sainte-Jeanne-de-Neuville, les lots 48 à 53 inclusivement, rang de la Rivière, et les lots 290 à 293 inclusivement, Rang des Petites-Montagnes, et dans la paroisse de Cap-Santé, les lots 2 à 16 inclusivement de la concession Grand-Bois-de-l'Ail, et dans la paroisse de Pointe-aux-Trembles, les lots 537 à 559 inclusivement, rang des Abouts.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plan et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction de ces ouvrages et les terrains qui seront affectés par le refoulement des eaux, a été transmise au ministre des terres et forêts et qu'un duplicata de ces plan et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement Portneuf, à Cap-Santé.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette Officielle* de Québec.

THE DONNACONA PAPER COMPANY, LTD.
855—8-5 Par R.-L. SEABORNE.

Avis public est par les présentes donné, conformément à l'article 7 de la Loi du Régime des Eaux Courantes, que "The Donnacona Paper Company, Limited", corporation ayant son bureau chef pour la province de Québec, en la cité de Québec, se propose de demander l'autorisation de faire construire une digue, usine et tout autre ouvrage nécessaire pour un développement hydro-électrique sur la rivière Jacques-Cartier, cours d'eau qui borde, longe et traverse, dans la paroisse de Sainte-Jeanne-de-Neuville, du lot 53, rang de la rivière, au lot 104 le Grand Cap Sa, les deux inclusivement, sur côté sud-est de la rivière Jacques-Cartier, et du lot 290, rang des Petites Montagnes, jusqu'au lot 232 Premier rang du Brûlé, sur le côté nord-ouest de la rivière Jacques-Cartier, et un canal et une ligne de tuyau, et tout autre ouvrage nécessaire pour un pouvoir et une ligne de tuyau, sur le côté sud-est de la rivière Jacques-Cartier, qui court à travers les lots 104, 103, 102, 101, 100, 99, 98, 97, 96, 95, rang Grand Cap Sa, et lots 94, 90, 66, 65, 63, 59, 58, 57, 56, 55, 54, 53, rang de la Rivière.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant

THE COLLEGE OF PHYSICIANS AND SURGEONS OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

By order of the Council on Discipline, dated the 15th of December, 1925, Doctor Alphédor Noel, residing at No. 438 Centre Street, Montreal, not having complied with the orders of said Council, is suspended as a physician having the right to practice medicine, surgery and obstetrics in the Province of Quebec, such suspension to take effect after the fourth publication of the present notice in the Quebec *Official Gazette*.

By order of the Council on Disipline,
DR. JOSEPH GAUVREAU,
Registrar of the College of Physicians and Surgeons P. Quebec.
1140—10-4

Public notice is hereby given, in accordance with section 7 of the Water Course Act, that "The Donnacona Paper Company, Limited", having its head office for the province of Quebec, in the city of Quebec, in the county of Quebec, intends to apply for authorization to have constructed a dam, power house, and all the other necessary works for a hydro-electric development on the Jacques Cartier river, which water course runs along, in the parish of Sainte Jeanne de Neuville, lots 48 to 53 inclusive, Range de la Rivière, and lots 290 to 293 inclusive, Range des Petites Montagnes, and in the parish of Cap Santé, lots 2 to 16 inclusive, concession Grand Bois de l'Ail, and in the parish of Pointe aux Trembles, lots 537 ro 559 inclusive, Range des Abouts.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications of such work, showing the site chosen for the construction thereof, and the lands which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the Registry office of the registration division of Portneuf, at Cap Santé.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the *Official Gazette*.

THE DONNACONA PAPER COMPANY, LIMITED.
856—8-5 R. L. SEABORNE.

Public notice is hereby given, in accordance with section 7 of the Water Course Act, that "The Donnacona Paper Company, Limited", having its head office for the province of Quebec, in the city of Quebec, in the county of Quebec, intends to apply for authorization to have constructed a dam, power house, and all the other necessary works for a hydro electric power development on the Jacques Cartier River which water course runs along in the parish of Sainte Jeanne de Neuville, from lot 53 Range de la Rivière, to lot 104 Le Grand Cap Sa, both inclusive, on the southeast side of the Jacques Cartier River, and from lot 290, Range des Petites Montagnes to lot 232 Premier Range du Brulé, on the northwest side of the river Jacques Cartier, and a canal and pipe line, and all the other necessary works for the power, canal and pipe line on the southeast side of the river Jacques Cartier, which runs across lots 104, 103, 102, 101, 100, 99, 98, 97, 96, 95, Range Grand Cap Sa, and lots 94, 90, 66, 65, 63, 59, 58, 57, 56, 55, 53, 54, Range de la Rivière.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications

l'emplacement choisi pour la construction de ces ouvrages et les terrains qui seront affectés par le refoulement des eaux, a été transmise au Ministre des Terres et Forêts et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement de Portneuf, au Cap-Santé.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

"THE DONNACONA PAPER COMPANY, LIMITED".

Par R.-L. SEABORNE,
923—8-8 Assistant gérant.

Avis est par les présentes donné que Myron-E. Bullard, bourgeois, Delmer-E. Hadlock, Jack Chapman, Ernest Howard et John-C. Blaney, tous demeurant à Iron Hill, dans le comté de Brome et district de Bedford, cultivateurs, après l'expiration de deux mois après la première publication de cet avis, tel que requis par la loi, s'adresseront au lieutenant-gouverneur pour faire confirmer et approuver, par un arrêté en conseil, l'acte d'achat fait par les personnes ci-dessus mentionnées, d'un certain terrain connu et désigné au cadastre officiel pour le canton de Brome, comme étant le lot numéro quatre cent trois (403) et partie du lot quatre cent deux (ptie 402), située à l'est et au sud du dit lot quatre cent trois, ayant une largeur de 168 pieds au chemin public, sur une profondeur de cent trente-deux pieds; ladite vente faite par James Mason aux pétitionnaires suscités, le premier jour du mois de décembre, 1925, et reçue par Jules Côté, notaire public, résidant à Cowansville, dans ledit district de Bedford.

Pour constituer lesdits appliquants, et leurs successeurs en office, en une corporation sous le nom de "Iron Hill Union Cemetery", avec pouvoir de conserver et détenir à perpétuité tout le lot et partie de lot ci-haut décrite et, si nécessaire, acquérir et détenir à perpétuité d'autres terrains avoisinants, n'excédant pas en tout trente-cinq arpents en superficie, pour servir comme cimetière et pour nulle autre fin.

Le tout conformément à la section XXI, articles 6821 et suivants des Statuts Refondus de la province de Québec, 1909.

Cowansville, Québec, 28 janvier 1926.

Le procureur des requérants,
641—6-8 JULES COTÉ, N. P.

of such work showing the site chosen for the construction thereof and the lands which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of Portneuf, at Cap Santé.

The application contained in the Petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the *Official Gazette*.

THE DONNACONA PAPER CO., LTD.
921—8-8 per R. L. SEABORNE.

Public notice is hereby given that Myron E. Bullard, gentleman, Delmer E. Hadlock, Jack Chapman, Ernest Howard and J. C. Blaney, all residing at Iron Hill, in the county of Brome and district of Bedford, farmers, after the expiration of two months from the first publication of this notice, will make application to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, for an order in council to approve and confirm the deed of purchase, made by the aforesaid petitioners, of a certain piece of land known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the township of Brome as lot number four hundred and three (403) and part of lot four hundred and two (Pt 402), located west and south of said lot four hundred and three, having a width, the said pieces of land, of 168 feet on the public road, by a depth of 132; the said sale was made by James Mason, of the township of Brome, farmer, to the aforesaid applicants, by deed received by Jules Côté, notary public, practising at Cowansville, the first day of the month of December, 1925.

And to constitute the aforesaid applicants, and their successors in office, in a corporation under the name of "Iron Hill Union Cemetery", with power to take over and held in perpetuity as such corporation the aforesaid described pieces of land and, if need be, to acquire and hold in perpetuity other adjoining lands, not exceeding in all thirty five arpents in superficies, to be used as burial ground and for no other purpose.

The whole in conformity with sect. XXI, articles 6821 and following of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909.

Cowansville, 28th January, 1926.

JULES COTE, N. P.,
642—6-8 Attorney for the petitioners.

Compagnie autorisée à faire des affaires

La compagnie "Lartic Mining Corporation, Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte, seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal, au numéro 205 rue Saint-Jacques.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures

Company authorized to do business

The company "Lartic Mining Corporation, Limited", has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred to the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force of the Province.

Its principal place of business, in the Province, is at No 205 Saint James Street, Montreal.

Its chief agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings institut-

exercées contre elle, est M. William-Herbert Shearer, de Montréal, du numéro 205 rue Saint-Jacques.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Québec, 9 mars, 1926. 1395

ed against it, is Mr William Herbert Shearer, of No 205 Saint James Street, Montreal.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Quebec, March 9, 1926. 1396

Failli

Canada. Province de Québec. District de Beauce. Cour Supérieure. Dans l'affaire de: J.-A. Turmel, marchand, Sainte-Marie, insolvab'e.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de l'Honorable Adolphe Stein, juge de la Cour Supérieure, en date du 13 mars, 1926, nous avons été nommés curateurs aux biens de cette faillite aux lieu et place de feu J.-P.-E. Gagnon.

Daté à Québec, ce 16 mars, 1926.

Les curateurs,
LEGENDRE & JOBIN.

LEGENDRE & JOBIN,
Successeurs de J.-P.-E. Gagnon,
Bureau: 80, rue Saint-Pierre, Québec. 1411

Insolvent

Canada. Province of Quebec. District of Beauce. Superior Court. In the matter of: J. A. Turmel, merchant, Sainte Marie de Beauce, insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Honourab'e Adolphe Stein, judge for the Superior Court, dated March 13th., 1926, we have been appointed curators to the above estate for and in place of the late J. P. E. Gagnon.

Dated at Quebec, this 16th day of March, 1926.

LEGENDRE & JOBIN,
Curators.

LEGENDRE & JOBIN,
Successors to J. P. E. Gagnon,
Office, 80 Saint Peter Street, Quebec. 1412

Liquidation—Avis de

Province de Québec, district de Montréal, No 151. *Re*: Dubois, Gosselin, Ltée, Montréal, Qué., en liquidation.

Avis est par les présentes donné qu'il a été déposé entre les mains de J.-G. Duhamel, liquidateur, domicilié au No 92 rue Notre-Dame-est, à Montréal, un acte passé devant le notaire W. Deschênes, le 16 février 1926, entre Dubois, Gosselin, Limitée, en liquidation, agissant par J.-G Duhamel, ès-qualité, et A. Labrecque, de la cité de Montréal étant une vente pour la somme de $23,421.37, par ledit J.-G. Duhamel, ès-qualité, agissant pour Dubois, Gosselin, Limitée, en liquidation, audit A. Labrecque, sujet aux formalités et conditions mentionnés aux articles 7552 à 7557 inclusivement des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et ainsi qu'aux termes et conditions mentionnés dans ledit acte de vente, des immeubles suivants:

DESCRIPTION

Immeuble avec bâtisses et manufacture situés dans la cité de Montréal, coin Rouen et Viau, Maisonneuve, connu et désigné comme les numéros 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649 et 650 de la subdivision officielle du lot originaire numéro 1 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, avec leur contenu cloué ou vissé consistant en machineries, accessoires, ameublement, etc., tel que liste annexée audit acte de vente.

Lesdits immeubles avec les constructions et bâtisses érigées et les machineries s'y trouvant à perpétuelle demeure, et les outillages, accessoires et ameublement qui ont servi à l'exploitation d'une manufacture de portes et châssis, le tout ayant été en la possession de 1o La Banque Nationale, 2o Dubois, Gosselin, Ltée, tous comme propriétaires depuis les trois dernières années, tel que par le certificat de recherches de Jacques-Cartier et Hochelaga, déposé à mon bureau avec ledit acte de vente.

Winding up Notice

Province of Quebec, district of Montreal. No. 151. *Re*: "Dubois, Gosselin, Ltée", Montreal, Que., in liquidation.

Notice is hereby given that there has been deposited in the hands of J. G. Duhamel, liquidator, domiciled at No. 92, Notre Dame Street east, Montreal, a deed passed before W. Deschênes, notary, the 16th of February, 1926, between "Dubois, Gosselin, Limitée", in liquidation, acting by J. G. Duhamel, *ès-qualité*, and A. Labrecque, of the city of Montreal, being a sale for the sum of $23.421.37, by the said J. G. Duhamel, *ès qualité*, acting for "Dubois, Gosselin, Limitée", in liquidation, to the said A. Labrecque, subject to the formalities and conditions mentioned in articles 7552 to 7557 inclusively of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and also to the terms and conditions mentioned in the said deed of sale, of the following immoveables:

DESCRIPTION.

An immoveable with buildings and factory, situate in the city of Montreal, corner of Rouen and Viau, Maisonneuve, known and designated under numbers 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649 and 650 of the official subdivision of original lot number 1, on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga—with their contents nailed or screwed, consisting of machinery, accessories, furniture, etc., as per list annexed to the said deed of sale.

The said immoveables with the constructions and buildings erected and the machinery permanently fixed therein, equipment, accessories and furniture which were used for the exploitation of a sash and door factory, the whole having been in the possession 1st of "La Banque Nationale", 2o "Dubois, Gosselin, Ltée", all as proprietors for the three last years, as per the search certificate of Jacques Cartier and Hochelaga, deposited at my office with the said deed of sale.

Que les créanciers de la compagnie en liquidation ainsi que les personnes ayant des droits hypothécaires ou immobiliers sur l'immeuble vendu et voulant surenchérir sur le prix d'achat, sont avertis d'avoir à offrir suivant la Loi leurs surenchères dans les quinze jours qui suivront la dernière insertion de cet avis, laquelle dernière insertion aura lieu le 20 mars 1926.

Les surenchères seront reçues jusqu'au 6 avril 1926 inclusivement.

Le liquidateur,
J.-G. DUHAMEL.

Suite 96, "La Sauvegarde",
Bureau: 92 rue Notre-Dame-est,
Montréal, Qué. 925—8-5

That the creditors of the company in liquidation and any persons having hypothecary or real rights upon the immoveable sold and wishing to offer an increase over the purchase price, are notified to make their bids according to law within fifteen days following the last insertion of this notice, which latter insertion will be made the 20th March, 1926.

The outbids will be received until the 6th of April, 1926, inclusively.

J. G. DUHAMEL,
Liquidator.

Suite 96, "La Sauvegarde",
Office: 92, Notre Dame Street east,
Montreal, Que. 926—8-5

Minutes de notaire

Québec, le 3 mars 1926.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du code du notariat, qu'une requête a été présentée au Lieutenant-Gouverneur en conseil par M. Rosaire Dussault, notaire, résidant et pratiquant à Saint-Césaire, comté de Rouville, district de Saint-Hyacinthe, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Pierre Dussault, en son vivant, notaire, du même lieu.

Le sous-secrétaire de la province,
1215—10-5 C.-J. SIMARD.

Québec, le 10 mars 1926.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du code du notariat qu'une requête a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil par M. Armand Bélanger, notaire, de la cité de Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Léandre Bélanger, en son vivant notaire, du même lieu.

Le sous-secrétaire de la province,
1339—11-5 C.-J. SIMARD.

Notarial Minutes

Quebec, March 3, 1926.

Notice is hereby given that, in accordance with the provisions of the Notarial Code, application has been made to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Rosaire Dussault, notary, residing and practising at Saint Césaire, county of Rouville, district of Saint Hyacinthe, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Pierre Dussault, in his lifetime, notary, of the same place.

C. J. SIMARD,
1216—10-5 Assistant Provincial Secretary.

Quebec, March 10, 1926.

Notice is hereby given that in accordance with the provisions of the Notarial Code, application has been made to the Lieutenant-Governor in Council by Mr. Armand Bélanger, notary, of the city of Montreal, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of the late Léandre Bélanger, in his lifetime, notary, of the same place.

C. J. SIMARD,
1340—11-5 Assistant Provincial Secretary.

Ordre de Cour

Province de Québec, district d'Iberville, Cour de magistrat, No 707.

The Renfrew Machinery Co., Ltd., demanderesse; vs Donat Kéroack, défendeur; et J.-E. Boivin, tiers-saisi.

Le quatrième jour de mars, mil neuf cent ving-six.

Sur ordre de l'Honorable J.-H. Lemay, magistrat de district, donné ce jour, vu l'allégation de l'insolvabilité dudit Donat Kéroack, de la paroisse de Saint-Alexandre, dans le district d'Iberville, défendeur, les créanciers dudit défendeur qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause au bureau du greffier de la Cour de Magistrat pour ce district, à Saint-Jean, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*, conformément aux articles 673 et 674 du code de procédure civile.

Le G. C. M.,
1273—11-2 L'ECUYER & BELANGER.

Rule of Court

Province of Quebec, district of Iberville, Magistrate's Court, No. 707.

The Renfrew Machinery Co., Ltd, plaintiff; vs Donat Keroack, defendant, and J. E. Boivin, garnishee.

The fourth day of March, one thousand nine hundred and twenty six.

By order of the Honorable J. H. Lemay, district magistrate, given this day, seeing the allegation of insolvency of the said Donat Kéroack, of the parish of Saint Alexandre, in the district of Iberville, defendant, the creditors of the said defendant who have not yet filed their claims are now called upon to file them in this cause at the office of the clerk of the Magistrate's Court for said district, at Saint John's, within fifteen days of the date of the first insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, pursuant to articles 673 and 674 of the Code of Civil Procedure.

L'ECUYER & BELANGER,
1274—11-2 C. M. C.

Ratification de titres

RATIFICATION DE TITRE
EN VERTU DE LA LOI DES LIQUIDATIONS.

Province de Québec. District de Montréal. No 145. Dans l'affaire de: Fonderie Frontenac, Ltée., en liquidation.

Avis est par les présentes donné qu'il a été déposé chez Hermas Perras, liquidateur, du bureau de Prévost & Perras, 50 rue Notre-Dame Ouest, en la cité de Montréal, un certain acte de vente passé devant Georges Coutu, N.P., le 24 février, 1926, sous le numéro 5650 des minutes dudit notaire, de la part de la Fonderie Frontenac, Limitée, en liquidation, à Monsieur Narcisse Desrochers, dans lequel acte de vente la propriété transportée est décrite comme suit, savoir:

Trois lots de terre situés en la dite cité de Montréal, quartier Mercier, connus et désignés comme étant les lots Nos deux cent douze, deux cent treize et deux cent quatorze, subdivisions officielles du lot originaire No trois cent quatre-vingt-dix (Nos 390-212-213 et 214), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe; bornés en front par la rue Lepailleur, et mesurant, le dit lot No deux cent douze, quarante pieds de largeur par une profondeur de soixante-quatorze pieds et un pouce, ledit lot No deux cent treize, quarante pieds de largeur par une profondeur de soixante-quatorze pieds et un pouce dans une ligne et soixante-quatorze pieds dans l'autre ligne, et le lot No deux cent quatorze, quarante-sept pieds de largeur en front par trente-sept pieds de largeur à sa profondeur, par soixante-quatorze pieds de profondeur dans sa ligne sud-est; le tout mesure anglaise, plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées, servant de fonderie, et tout ce qui y est attaché à fer et à clou, et étant immeuble par destination.

Ainsi que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées aux dits immeubles.

Et de plus prenez avis que le certificat du régistrateur sur la dite propriété a aussi été déposé au bureau du liquidateur;

Que la propriété ci-haut décrite a été détenue et possédée par la Fonderie Frontenac, compagnie enregistrée depuis le 12 juin 1922, et la Fonderie Frontenac, Limitée, depuis le 10 janvier, 1925;

Que les dits actes de vente et certificat du régistrateur ont ainsi été déposés en conformité avec les prescriptions des articles 7552 et suivants des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et que le présent avis est publié en conformité avec les dispositions des dits articles et afin de donner à la dite vente l'effet d'une vente faite par le shérif.

Daté à Montréal, ce 8ème jour de mars, 1926.

Le liquidateur,
HERMAS PERRAS.

Bureau de PRÉVOST & PERRAS,
50 Notre-Dame Ouest, Montréal. 1413—12-4

Confirmation of titles

CONFIRMATION OF TITLE
UNDER THE WINDING UP ACT

Province of Quebec. District of Montreal. No. 145. In the matter of "Fonderie Frontenac, Ltée". In liquidation.

Notice is hereby given that there has been deposited with Hermas Perras, liquidator, of the office of Prevost & Perras, 50 Notre Dame Street West, in the city of Montreal, a certain deed of sale executed before Georges Coutu, N. P., the 24th of February, 1926, under the number 5650 of the minutes of the said notary, on the part of the "Fonderie Frontenac, Limitée", in liquidation, to Mr Narcisse Desrochers, in which deed of sale the property transferred is described as follows, to wit:

Three lots of land situate in the said city of Montreal, Mercier ward, known and designated as being lots numbers two hundred and twelve, two hundred and thirteen and two hundred and fourteen, official subdivisions of primitive lot number three hundred and ninety (Nos. 390-212-213 and 214), on the official plan and book of reference of the parish of Longue Pointe; bounded in front by Lepailleur Street, and measuring, the said lot number two hundred and twelve, forty feet in width by a depth of seventy feet and one inch, the said lot number two hundred and thirteen, forty feet in width by a depth of seventy four feet and one inch in one line and seventy four feet in the other line, and the lot number two hundred and fourteen, forty seven feet in width in front by thirty seven feet in width at its depth by seventy four feet in depth in its southeast line; the whole English measure, more or less—with the buildings thereon erected, serving as a foundry, and everything that is attached thereto with iron or nail, and being an immovable by destination.

As the whole is presently, with the active and passive, apparent or occult servitudes attached to the said immovables.

And moreover take notice that the registrar's certificate on the said property has also been deposited in the office of the liquidator;

That the hereabove described property has been held and owned by the "Fonderie Frontenac", a company registered since the 12th of June, 1922, and the "Fonderie Frontenac, Limitée", since the 10th January, 1925;

That the said deeds of sale and registrar's certificate have also been deposited in conformity with the provisions of articles 7552 and following of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and that the present notice is published in conformity with the provisions of the said articles and so as to give the said sale the effect of a sheriff's sale.

Dated at Montreal, this 8th day of March, 1926.

HERMAS PERRAS,
Liquidator.

Office of PREVOST & PERRAS,
50 Notre Dame West, Montreal. 1414—12-4

Soumissions

Province de Québec, municipalité scolaire de Très-Saint-Sacrement, Parc Dominion, Lachine.

Avis est par les présentes donné que des sou-

Tenders

Province of Quebec, School Municipality of Très Saint Sacrement, Dominion Park, Lachine.

Notice is hereby given that tenders will be

missions seront reçues par le soussigné pour l'achat d'une émission de débentures au montant de $30,000.00, souscrites par la Commission scolaire de Très Saint-Sacrement, du parc Dominion, dans la cité de Lachine, datées le premier de mai 1926, portant intérêt au taux de cinq et demi (5½%) pour cent l'an, et remboursables le premier mai 1956; cette émission est faite en séries de 15 coupures de $1,000.00 et 30 coupures de $500.00.

Les dites soumissions seront reçues jusqu'à mardi le 6 avril 1926, à 5 heures p. m.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté à l'ordre desdits Commissaires, au montant de 1% du chiffre de la soumission; le chèque du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée ne lui sera remis qu'après l'exécution de son contrat.

Les dites soumissions seront prises en considération à une séance publique desdits commissaires, qui sera tenue le 6 avril 1926, à 8 heures p. m., au bureau de la Commission scolaire, No 94 Deuxième Avenue, Lachine.

Toute soumission devra spécifier que les intérêts accrus seront payés en outre du prix offert.

Les dits commissaires ne s'engagent à accepter aucune des soumissions qui seront présentées.

Le secrétaire-trésorier,
EMILE DAOUST.

No 94, 2ème Avenue, Lachine.
Lachine, 12 mars, 1926. 1415

Avis public est par les présentes donné que des soumissions pour l'achat des obligations de la municipalité de la ville de Dorval, district de Montréal, émises conformément aux règlements ci-dessous, seront reçues par le soussigné, jusqu'à 7 heures P. M., le 7 avril 1926.

Règlement No 60 $16,000.00 à 5½% à 15 ans
Règlement No 94 $ 3,500.00 à 5½% à 20 ans
Règlement No 101 $15,000.00 à 5½% à 20 ans
Règlement No 105 $14,700.00 à 5½% à 20 ans

Une seule soumission pourra couvrir les trois dernières émissions.

Un chèque représentant 1% de chaque émission devra accompagner chaque soumission.

Dorval, ce 15 mars 1926.

Le secrétaire-trésorier de la ville de Dorval,
1417 HORACE MELOCHE.

---

received by the undersigned for the sale of the issue of $30,000.00 bonds of La Commission Scolaire de Très Saint-Sacrement, du Park Dominion, in the City of Lachine, dated May first 1926, bearing interest at the rate of five and a half (5½%) per cent per annum, payable on May first 1956; this issue is made in series of 15 bonds of $1,000.00 and 30 bonds of $500.00.

Said tenders will be received until Tuesday April 6th, 1926, at 5 o'clock p. m.

To each tender shall be annexed an accepted cheque to the order of the said school commissioners, representing one per cent of the amount of the tender; the cheque of the party whose tender will be accepted shall be given back to him only after fulfilment of his contract.

Said tenders will be taken into consideration at a public meeting of the said commissioners, which will be held on April the 6th, 1926, at 8 o'clock p. m., at the office of the board, No. 94 Second Avenue, Lachine.

Each tender shall specify that the accrued interest will be paid in addition with the amount of the tender.

Said commissioners do not bind themselves to accept any of the tenders.

EMILE DAOUST,
Secretary-treasurer.

No. 94, 2nd Avenue, Lachine.
Lachine, March 12th., 1926. 1416

Public notice is hereby given that tenders for the purchase of bonds of the municipality of the town of Dorval, district of Montreal, issued pursuant to the hereunder by-laws, will be received by the undersigned, until 7 o'clock P. M., the 7th of April, 1926.

By-law No. 60 $16,000.00 at 5½% at 15 years
By-law No. 94 $ 3,500.00 at 5½% at 20 years
By-law No. 101 $15,000.00 at 5½% at 20 years
By-law No. 105 $14,700.00 at 5½% at 20 years

One single tender may cover the three last issues.

A cheque representing 1% of each issue must accompany each tender.

Dorval, March 15, 1926.

HORACE MELOCHE,
1418 Secretary-treasurer of the town of Dorval.

PROVINCE DE QUEBEC.

LA CORPORATION MUNICIPALE DE SAINTE-MARIE-DE-SAYABEC, CO. MATAPEDIA.

Avis public est, par les présentes, donné que le Conseil Municipal de Sainte-Marie-de-Sayabec recevra jusqu'à 7 heures de l'après-midi, jeudi, le (15) quinzième jour d'avril mil neuf cent vingt-six, au bureau du soussigné, des soumissions écrites cachetées, portant la mention (soumission pont rivière Saint-Pierre), pour la construction, dans le courant de l'été 1926, d'un pont en fer sur la rivière Saint-Pierre, d'après plans et devis, lesquels sont visibles à toutes heures du jour, au bureau du dit conseil, chez le secrétaire-trésorier J.-Alphonse Ross, et au ministère des travaux publics et du travail, hôtel du parlement, Québec, aux heures ordinaires de ce bureau.

Toute soummission devra être accompagnée d'un chèque accepté par une banque à charte du

---

PROVINCE OF QUEBEC.

THE MUNICIPAL CORPORATION OF SAINTE MARIE DE SAYABEC, CO. MATAPEDIA.

Public notice is hereby given that the Municipal Council of Sainte Marie de Sayabec will receive up till 7 o'clock in the afternoon of Thursday, the fifteenth (15) day of April, one thousand nine hundred and twenty six, at the office of the undersigned, sealed written tenders, marked (tender river Saint Pierre bridge) for the construction, during the course of the summer of 1926, of an iron bridge over the river Saint Pierre, according to plans and specifications which are visible at any time of day at the office of the said Council, with the secretary-treasurer J. Alphonse Ross, and at the Department of Public Works and Labor, Parliament Buildings, Quebec, at the usual hours of such office.

Every tender must be accompanied by an accepted cheque on a chartered bank of Canada,

Canada et devra être de (10%) dix pour cent du montant de la dite soumission.

Le conseil ne s'engage nullement à accepter la plus basse ni aucune autre soumission.

Donné à Sainte-Marie-de-Sayabec, ce 2 mars 1926.

Le secrétaire-trésorier,
J.-ALPHONSE ROSS.

1201—10-3

Avis est par les présentes donné que des soumissions pour l'achat de $30 000 00 d'obligations de la corporation municipale du canton LaSarre portant cinq et demi pour cent (5½%) d'intérêt, remboursables de 1927 à 1941, seront reçues par le soussigné jusqu'à 7 heures P. M. le vingt-neuvième jour de mars, 1926.

Un chèque représentant 1% de l'émission devra accompagner chaque soumission.

Le secrétaire-trésorier,
J.-A. GAGNON.

Coporation municipale du canton LaSarre.
Ce 10 mars 1926. 1331—11-2

and must be for (10%) ten per cent of the amount of the said tender.

The Council shall not be bound to accept the lowest or any of the tenders.

Given at Sainte Marie de Sayabec, this 2nd day of March, 1926.

J. ALPHONSE ROSS,
Secretary-Treasurer.

1202—10-3

Notice is hereby given that tenders for the purchase of $30 000 00 of bonds of the Corporation Municipale du canton LaSarre, bearing five and a half per cent (5½%) interest, redeemable from 1927 to 1941, shall be received by the undersigned until 7 o'clock P. M. the twenty ninth day of March, 1926.

A cheque representing 1% of the issue must accompany every tender.

J. A. GAGNON,
Secretary treasurer.

Corporation Municipale du Canton LaSarre, this March 10, 1926. 1332—11-2

Vente d'effets non réclamés

A CEUX QUI LES PRÉSENTES VERRONT:—

Avis est par les présentes donné que tous les articles reçus avant le vingt-huitième jour de février 1925, et qui demeurent non réclamés ou autrement dans les bureaux de la Canadian National Express, et de l'American Railway Express Company, à différents endroits dans les provinces d'Ontario, Québec, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Ecosse, et de l'Ile du Prince Edouard, seront vendus par encan public, au plus haut enchérisseur, par l'encanteur de la compagnie "Walter M. Kearns", 346 rue Université, Montréal, Québec, à dix heures de l'avant-midi, mardi, le onzième jour de mai 1926, à moins que les dits articles ne soient réclamés avant cette date et que tous les frais sur iceux soient acquittés.

Daté à Montréal, Québec, ce premier jour de mars 1926.

Le gérant général,
CANADIAN NATIONAL EXPRESS,
W.-C. MUIR.

Montréal, Québec. 1129—10-6

Sale of unclaimed freight

TO WHOM IT MAY CONCERN:—

Notice is hereby given that all goods received previous to the twenty-eighth of February, A. D., 1925, and still remaining unclaimed or otherwise in the offices of the Canadian National Express and the American Railway Express Company, at different points in the Provinces of Ontario, Quebec, New Brunswick, Nova Scotia, and Prince Edward Island, will be sold by public auction to the highest bidder, by the company's auctioneer, Walter M. Kearns, 346 University Street, Montreal, Quebec, at ten o'clock in the forenoon, on Tuesday, the eleventh day of May, A. D. 1926, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Dated at Montreal, Quebec, this first day of March, 1926.

W. C. MUIR,
General Manager,
CANADIAN NATIONAL EXPRESS,
Montreal, Que.

1130—10-6

Ventes—Loi de faillite

Dans l'affaire de : Alphonse Simard, Enrg., entrepreneur menuisier, 3, rue LaSarre, Québec, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL, 1926, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu à mon bureau, 267, rue Saint-Paul, édifice Lachance, Québec, par encan public, l'actif en cette affaire, comme suit:

Item A.—Les droits que peut posséder le failli sur un lot de terrain ou emplacement portant le numéro 105-A cent cinq-A des subdivisions du lot originaire 435, quatre cent trente-cinq, (435-105-A), du cadastre de Saint-Roch Nord de Québec, mesurant en moyenne trente-six pieds de front sur une profondeur de quatre-vingt-seize pieds, mesure anglaise et ainsi borné: au nord-ouest par le lot No 106, cent six, au nord-est par le lot No 51, cinquante et un, au

Sales—Bankruptcy Act

In the matter of Alphonse Simard, Enrg., master-joiner, 3 LaSarre Street, Quebec, authorized assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the TWENTY SECOND day of APRIL, 1926, at ELEVEN o'clock in the forenoon, will be sold at my office 267 Saint Paul Street, Lachance building, Quebec, by public auction, the following assets in this matter, to wit:

Item A. The rights that the insolvent may own on a lot of land or emplacement bearing the number 105-A one hundred and five A of the subdivision of primitive lot 435 four hundred and thirty five (435-105-A) of the cadastre of Saint Roch Nord de Québec, measuring at an average thirty six feet in front by a depth of ninety six feet, English measure, and thus bounded: on the northwest by lot No. 106, one hundred and six, on the northeast by lot No. 51, fifty one, on

sud-ouest par la ruelle située à l'arrière dudit lot, subdivision 56, cinquante-six, et au sud-est par l'avenue de Monument—avec constructions et dépendances y dessus érigées et évalué à $4,000.00.

La vente de cet immeuble est faite conformément aux articles 716 et 717 sept cent seize et sept cent dix-sept du C. P. C. et aussi à l'article 20, vingt, paragraphe 4, quatre, de l'A. B. C. de la loi de Faillite et équivaut à la vente au shérif.

L'immeuble peut être visible en aucun temps en s'adressant sur les lieux; les titres, certificats, sont visibles à mon bureau.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Le syndic autorisé,
J.-ART. GAGNON.

Québec, le 5 mars, 1926.
Bureau: 267, rue Saint-Paul,
Edifice Lachance, Québec,
En face de la Gare Carré Parent,
1421—12-2 L.-J.-A. Demers & Cie, encanteurs.

Cause No 502-F.

Dans l'affaire de Germain Leclerc, cédant autorisé; et LaRue, Trudel & Picher, syndics autorisés.

Avis est donné que VENDREDI, le VINGT-TROISIEME jour d'AVRIL, mil neuf cent vingt-six, à ONZE heures de l'avant-midi, seront vendus à l'enchère publique, au bureau de LaRue, Trudel & Picher, édifice de la Banque Canadienne Nationale, 71 rue Saint-Pierre, Québec:

1. Toute cette partie du lot numéro quarante et un-E du cadastre officiel pour le premier rang du canton Christie, mesurant environ trois arpents et demi en superficie; bornée au nord par le fleuve Saint-Laurent, à l'est par le lot numéro quarante-deux-C, au sud par le chemin royal et à l'ouest par la rivière à la Martre—avec un quai et les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Cette partie du lot numéro quarante-deux-C du même cadastre officiel, occupée comme cour à bois et clôture; bornée en front dans la ligne sud par le chemin royal, le long duquel elle mesure environ deux arpents, en arrière dans la ligne nord par le fleuve Saint-Laurent, le long duquel elle mesure deux arpents environ, d'un côté dans la ligne ouest, où elle mesure environ cinquante-huit pieds, par le lot numéro quarante et un-D et par l'emplacement de la commission scolaire, et dans la ligne est, où elle mesure environ soixante-cinq pieds, par le lot numéro quarante-deux-D appartenant à Monsieur Adrien Marin; sujet à un droit de passage en faveur de Monsieur Joseph Gasse.

3. Cette partie du dit lot numéro quarante et un-E, bornée en front au nord par le chemin royal, le long duquel elle mesure environ deux cent soixante-dix pieds, au nord-ouest par la rivière à la Martre, le long de laquelle elle mesure environ soixante-dix pieds, à l'ouest par le chemin du deuxième rang, le long duquel elle mesure environ quatre cent dix pieds, de là s'étendant vers l'est et longeant la propriété du Révérend Joseph Chenard sur cent vingt pieds (y compris la route), de là s'étendant vers le nord et longeant la propriété du Révérend Chenard sur une distance de cent quarante-cinq pieds, puis longeant la propriété de Télesphore Caron, sur une longueur vers le nord de soixante-huit pieds et vers le nord-est sur une longueur de cent quarante-cinq pieds et vers l'est sur une longueur de soixante-seize

the southwest by the lane situate at the rear of the said lot, subdivision 56, fifty six, and on the southeast by Monument Avenue — with structures and dependencies erected thereon and valued at $4,000.00.

This sale of this immovable made pursuant to articles 716 and 717 C.C.P., and also to the article 20, paragraph 4 A, B, C, of the Bankruptcy Act, which gives it the effect of a sheriff's sale.

This immovable may be seen at any time, by applying on the premises.

The titles and certificates may be examined at my office.

Conditions of payment: Cash.

J. ART. GAGNON,
Authorized Trustee.

Quebec, March 5, 1926.
Office: No. 267 Saint Paul Street,
Lachance Building, Quebec.
In front of Parent Square Station
1422—12-2 L. J. A. Demers & Cie, auctioneers.

Cause No. 502-F.

In the matter of Germain Leclerc, authorized assignor; and LaRue, Trudel & Picher, authorized trustees.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the TWENTY THIRD day of APRIL, one thousand nine hundred and twenty six, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction, at the office of LaRue, Trudel & Picher, La Banque Canadienne Nationale Building, 71 Saint Peter Street, Quebec:

1. All the part of lot number forty one-E on the official cadastre for the first range of the township of Christie, measuring about three arpents and a half in superficies; bounded to the north by the Saint Lawrence river, to the east by lot number forty two-C and to the south by the King's Highway and to the west by the river à la Martre—with a wharf and the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. The part of lot number forty two-C of the same official cadastre, occupied as a wood yard and fenced; bounded in front in the south line by the King's Highway, along which it measures about two arpents, in rear in the north line by the Saint Lawrence river, along which it measures about two arpents, on one side in the west line, where it measures about fifty eight feet, by lot number forty one-D and by the emplacement of the School Commission, and in the east line, where it measures about sixty five feet, by lot number forty two-D, belonging to Mr. Adrien Marin; subject to a right of way in favour of Mr. Joseph Gasse.

3. The part of said lot number forty one-E, bounded in front to the north by the King's Highway, along which it measures about two hundred and seventy feet, to the northwest by the river à la Martre, along which it measures about seventy feet, to the west by the road of the second range, along which it measures about four hundred and ten feet, thence extending to the east and running along the property of the Reverend Joseph Chenard by one hundred and twenty feet (including the road), thence extending to the north and running along the property of Reverend Chenard for a distance of one hundred and forty five feet, thence running along the property of Telesphore Caron, for a length to the north of sixty eight feet and to the northeast for a length of one hundred and forty five feet and

pieds, de là, le long de la propriété du Révérend Joseph Chenard, s'étendant vers le nord sur une distance de treize pieds, vers l'est sur une distance de soixante-huit pieds, vers le nord, le long d'une grange occupée par Henri Gagnon, sur une distance de vingt-cinq pieds, vers l'est le long de cette grange sur une distance de onze pieds, et vers le nord jusqu'au chemin royal sur une distance de cinquante pieds; sujet, en faveur de Télesphore Caron, à un droit de passage de seize pieds de largeur pour communiquer à la route du deuxième rang.

4. Un moulin à scie et autres bâtisses érigées sur le lot numéro quarante et un-D du même cadastre officiel, avec les droits sur ce lot appartenant à Monsieur Germain Leclerc, en vertu du bail consenti en sa faveur par Monsieur Hector Maloney, enregistré au bureau d'enregistrement de Sainte-Anne-des-Monts le cinq août mil neuf cent vingt et un, No 3291.

5. Un lot de terre situé sur la branche ouest de la rivière à la Martre, près de l'écluse, et faisant partie des lots numéros trente-sept-A et trente-sept-B (37a et 37b) du cadastre officiel pour le premier rang du canton Christie, comté de Gaspé, avec en plus tous les terrains nécessaires pour la construction et l'entretien d'écluses et de moulins construits ou à être construits plus tard—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, avec droit de passage sur le lot primitif numéro trente-huit—avec le moulin et autres bâtisses y érigées, circonstances et dépendances, l'outillage, la machinerie et le matériel et toute propriété immobilière par destination y attachée ou incorporée, y compris le quai et la cour à bois, l'outillage de la forge et l'outillage de la limerie.

6. Les droits de Germain Leclerc, cédant autorisé, dans les lots numéros (28, 30, 32, 35, 39a, 39b et 40) vingt-huit, trente, trente-deux, trente-cinq, trente-neuf-A, trente-neuf-B et quarante du cadastre officiel pour le deuxième rang du canton Christie, dans le comté de Gaspé—circonstances et dépendances.

7. Les droits de Germain Leclerc, cédant autorisé, dans: Un terrain situé sur le premier rang de la paroisse de Sainte-Anne-des-Monts, contenant soixante pieds de front sur cent cinquante pieds de profondeur; borné au nord, au chemin public, au sud au bout de la profondeur, à l'est, aux terrains de la prison, vers l'ouest à Jack Lever, maintenant connu et désigné sous le numéro dix-neuf-B (19-B) du cadastre officiel, fief Sainte-Anne-des-Monts Notre-Dame, premier rang, paroisse Sainte-Anne.

8. Les droits de Germain Leclerc, cédant autorisé, dans: un autre emplacement, contenant soixante pieds de front sur toute la profondeur qu'il y a entre le chemin et le fleuve Saint-Laurent, soit environ cinquante pieds; borné en front, vers le sud, au chemin public, vers l'est à Ethelbert Thibault, vers l'ouest à un terrain appartenant audit Germain Leclerc et vers le nord au fleuve Saint-Laurent—avec bâtisses, maintenant connu et désigné sous le numéro dix-neuf-C (19c) au dit cadastre.

9. Les droits de Germain Leclerc, cédant autorisé, dans: cette partie du lot numéro dix-neuf-A (19a) du cadastre officiel du fief Sainte-Anne-des-Monts Notre-Dame, Co. Gaspé, mesurant environ six cent dix-neuf pieds de longueur du nord au sud par environ cent pieds de largeur de l'ouest à l'est; bornée en front à l'ouest par une rue projetée (rue Jean-Baptiste), en arrière à l'est par le lot numéro dix-huit-A (18a), d'un côté au nord par l emplacement de Monsieur

to the east for a length of seventy six feet, thence, along the property of the Reverend Joseph Chenard, extending to the north for a distance of thirteen feet, to the east for a distance of sixty eight feet, to the north, along a barn occupied by Henri Gagnon, for a distance of twenty five feet, to the east along the said barn for a distance of eleven feet, and to the north up to the King's Highway for a distance of fifty feet; subject, in favour of Telesphore Caron, to a right of way of sixteen feet in width to communicate with the road of the second range.

4. A saw-mill and other buildings erected on lot number forty one-D of the same official cadastre, with the rights on the said lot belonging to Mr. Germain Leclerc, in virtue of a lease executed in his favour by Mr. Hector Maloney, registered at the Registry office of Sainte Anne des Monts, the fifth of August, one thousand nine hundred and twenty one, No. 3291.

5. A lot of land situate on the west branch of the river à la Martre, near the dam, and forming part of lots numbers thirty seven-A and thirty seven-B (37a and 37b) of the official cadastre for the first range of the township of Christie, county of Gaspé: with moreover all the lands necessary for the construction and maintenance of dams and of mills constructed or to be constructed later—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, with the right of way on the primitive lot number thirty eight—with the mill and other buildings erected thereon, circumstances and dependencies, equipment, machinery and material and any immoveable property by destination attached or incorporated thereto, including the wharf and wood yard, equipment of the forge and equipment of the filing machine.

6. The rights of Germain Leclerc, authorized assignor, in the lots numbers (28, 30, 32, 35, 39a, 39b and 40) twenty eight, thirty, thirty two, thirty five, thirty nine-A, thirty nine-B and forty, of the official cadastre for the second range of the township of Christie, in the county of Gaspé—circumstances and dependencies.

7. The rights of Germain Leclerc, authorized assignor, in: a lot of land situate in the first range of the parish of Sainte Anne des Monts, containing sixty feet in front by one hundred and fifty feet in depth; bounded to the north by the public road, to the south by the end of the depth, to the east by the lands of the gaol, to the west by Jack Lever, now known and designated under number nineteen-B (19b) of the official cadastre, fief Sainte Anne des Monts Notre Dame, first range, parish of Sainte Anne.

8. The rights of Germain Leclerc, authorized assignor, in: another emplacement, containing sixty feet in front by all the depth there is between the road and the Saint Lawrence river, being about fifty feet; bounded in front to the south, by the public road, to the east by Ethelbert Thibault, to the west by a land belonging to the said Germain Leclerc, and to the north by the Saint Lawrence river—with buildings, now known and designated under number nineteen-C (19c) on the said cadastre.

9. The rights of Germain Leclerc, authorized assignor, in: the part of lot number nineteen-A (19a) of the official cadastre of the fief Sainte Anne des Monts Notre Dame, county of Gaspé, measuring about six hundred and nineteen feet in length from north to south by about one hundred feet in width from west to east; bounded in front to the west by a projected street (Jean Baptiste Street), in rear to the east by lot number eighteen-A (18a), on one side to the north by the

Louis Levesque, c'est-à-dire à environ deux cent quarante-cinq pieds du chemin public, et au sud par la propriété de Monsieur Charles Thibault ou représentants

10. Les droits de Germain Leclerc, cédant autorisé, dans: une rue projetée (rue Jean-Baptiste), étant une partie du dit lot numéro dix-neuf-A (19a) du même cadastre, mesurant environ huit cent quatre-vingt-dix pieds du nord au sud sur environ trente pieds de l'ouest à l'est;— bornée au nord par le chemin public, au sud par la propriété de monsieur Charles Thibault ou représentants, d'un côté à l'ouest par les emplacements de MM. Thomas Gasse, Gustave Gagnon, Adolphe Dugas, Ernest Lemieux et le terrain ci-après décrit et à l'est par les emplacements de Jack Lever, Joseph Lévesque, Louis Levesque et le terrain ci-dessus décrit.

11. Les droits de Germain Leclerc, cédant autorisé dans: une partie du lot numéro dix-neuf A (19a) du même cadastre officiel, mesurant environ six cent sept pieds de longueur du nord au sud par environ soixante-quinze pieds de largeur de l'ouest à l'est; bornée au nord par l'emplacement de Monsieur Ernest Lemieux à environ deux cent quatre-vingt-quinze pieds du chemin public, au sud par la propriété de Monsieur Charles Thibault ou représentants, à l'ouest par le terrain ci-après en treizième lieu décrit et à l'est par une rue projetée (rue Jean-Baptiste).

12. Les droits de Germain Leclerc, cédant autorisé, dans: une partie du lot numéro dix-neuf-A (19a) du même cadastre officiel, mesurant environ quatre-vingt-deux pieds de largeur sur la profondeur qu'il y a entre le chemin public et le fleuve Saint-Laurent; bornée en front au sud par le chemin public, en arrière au nord par le fleuve Saint-Laurent, d'un côté à l'ouest par la propriété de Octave Levesque et à l'est par le lot numéro dix-neuf-C (19c).

13. Les droits de Germain Leclerc, cédant autorisé, dans: une partie du lot numéro vingt-a (20a) du même cadastre officiel, mesurant environ cent cinquante-neuf pieds de largeur de l'ouest à l'est, environ six cent dix pieds de longueur du nord au sud dans la ligne est et environ huit cent vingt pieds dans la ligne ouest ; bornée en front à l'ouest par une rue projetée (rue Germain), en profondeur à l'est par le terrain ci-dessus en onzième lieu décrit et aussi par les emplacements de Adolphe Dugas et Ernest Lemieux, d'un côté au nord par l'emplacement de Philéas Rioux, à environ deux cent quatre pieds du chemin public, et aussi par l emplacement de Ernest Lemieux et au sud par la propriété de Charles Thibault ou représentants.

14 Les droits de Germain Leclerc, cédant autorisé, dans: une rue projetée (rue Germain) étant une partie du lot numéro vingt-A (20a) du même cadastre officiel, mesurant vingt-six pieds de largeur de l'ouest à l'est sur environ mille cent vingt-quatre pieds de longueur du nord au sud ; bornée à l'ouest par le lot numéro vingt et un-A (21a) du même cadastre, à l'est par les emplacements de Georges Dion, Philéas Rioux et par le terrain ci-dessus décrit, au nord par le chemin public et au sud par la propriété de Charles Thibault ou représentants.

Tout ce que ci-dessus pour être vendu en bloc et sujet aux droits que peut avoir La Fonderie de Plessisville sur certaines machineries.

Cette vente est faite suivant les dispositions

emplacement of Mr. Louis Levesque, that is to say at about two hundred and forty five feet from the public road, and to the south by the property of Mr. Charles Thibault or representatives.

10. The rights of Germain Leclerc, authorized assignor, in: a projected street (Jean Baptiste Street) being a part of said lot number nineteen-A (19a) on the same cadastre, measuring about eight hundred and ninety feet from north to south by about thirty feet from west to east; bounded to the north by the public road, to the south by the property of Mr. Charles Thibault or representatives, on one side to the west by the emplacements of Messrs. Thomas Gasse, Gûstave Gagnon, Adolphe Dugas, Ernest Lemieux and the land hereafter described, and to the east by the emplacements of Jack Lever, Joseph Levesque, Louis Levesque and the land hereabove described.

11. The rights of Germain Leclerc, authorized assignor, in: a part of lot number nineteen-A (19a) of the same official cadastre, measuring about six hundred and seven feet in length from north to south by about seventy five feet in width from west to east; bounded to the north by the emplacement of Mr Ernest Lemieux, at about two hundred and ninety five feet from the public road, to the south by the property of Mr Charles Thibault or representatives, to the west by the land thirteenthly hereafter described and to the east by a projected street (Jean Baptiste Street).

12 The rights of Germain Leclerc, authorized assignor, in: a part of lot nineteen-A (19a) of the same official cadastre, measuring about eighty two feet in width by the depth threre is between the public road and the Saint Lawrence river; bounded in front to the south by the public road, in rear to the north by the Saint Lawrence river, on one side to the west by the property of Octave Levesque and to the east by lot number nineteen-C (19c)

13. The rights of Germain Lecler, authorized assignor, in: a part of lot number twenty-A (20a) of the same official cadastre, measuring about one hundred and fifty nine feet in width from west to east and about six hundred and ten feet in length from north to south in the east line and about eight hundred and twenty feet in the west line; bounded in front to the west by a projected street (Germain Street), in depth to the east by the land eleventhly hereabove described and also by the emplacements of Adolphe Dugas and Ernest Lemieux, on one side to the north by the emplacement of Phileas Rioux, at about two hundred and four feet from the public road, and also by the emplacement of Ernest Lemieux and to the south by the property of Charles Thibault or representatives.

14. The rights of Germain Leclerc, authorized assignor, in: a projected street (Germain Street) being part of lot number twenty-A (20a) of the same official cadastre, measuring twenty six feet in width from west to east by about one thousand one hundred and twenty four feet in length from north to south; bounded to the west by lot number twenty one-A (21a) of the same cadastre, to the east by the emplacements of George Dion, Phileas Rioux and by the land hereabove described, to the north by the public road, to the south by the property of Charles Thibault or representatives.

All the hereabove to be sold in block and subject to the rights that La Fonderie de Plessisville may have on certain machinery.

This sale is made pursuant to the provisions of

de l'article 20, paragaphe 4 de la loi de faillite et a les mêmes effets qu'une vente faite par le shérif

Pour conditions de vente et autres informations, s'adresser aux soussignés.

Les syndics autorisés,
LARUE, TRUDEL & PICHER.

Bureau: Edifice de la Banque Canadienne Nationale.
71, rue Saint-Pierre, Québec 1433—12-2

Dans l'affaire de John Ling & Sons, de Sainte-Elisabeth-de-Warwick, comté d'Arthabaska, commerçants de bois, cédants autorisés.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL 1926, à DIX heures de l'avant-midi, aura lieu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Elisabeth-de-Warwick, la vente des biens immeubles suivants:

A. Le quart sud-ouest du lot numéro vingt-neuf (¼ s. o. 29) du cinquième rang du canton de Warwick, connu et désigné au cadastre officiel du Canton de Warwick comme étant la moitié sud-ouest du numéro six cent cinquante-sept (½ s. o. 657), prenant au nord-est à Ovide Tardif et au sud-ouest à la grande ligne de Kingsey.

B. La moitié sud du lot vingt du cinquième rang de Warwick, connue et désignée au cadastre officiel du canton de Warwick comme étant le numéro six cent vingt-huit (628) et la moitié sud du numéro six cent vingt-neuf (p. s. 629), la séparation entre les deux moitiés du lot vingt ayant à peu près la forme d'un "Z"; à distraire du numéro six cent vingt-huit (628) la partie appartenant à William Ling ou représentants—avec bâtisses dessus construites.

'D. Une terre étant la moitié sud-est de la moitié nord-ouest et la moitié nord-ouest de la moitié sud-est du lot numéro dix-neuf du treizième rang du canton de Kingsey, suivant les plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le dit Canton; prenant du côté sud-est à Napo'éon Rivard et du côté nord-ouest à Apollinaire Côté—avec bâtisses dessus construites.

Avis est de plus donné que VENDREDI, le VINGT-TROISIEME jour d'AVRIL 1926, à DIX heures de l'avant-midi, aura lieu au bureau du syndic autorisé soussigné, rue de l'Eglise, dans la ville d'Arthabaska, la vente des biens immobiliers suivants:

C. Ces numéros quarante-trois et quarante-quatre du cadastre officiel du canton Bourdage, dans le comté de Montmagny, pour les lots du huitième rang, moins cependant la partie des dits lots vendue au chemin de fer Transcontinental.

Ces ventes sont faites conformément à l'article 20, paragraphe 4 de la loi de faillite et ont les mêmes effets que la vente par le shérif.

La vente sera faite pour les items A et B en bloc, et pour les items C et D séparément et au plus haut enchérisseur.

Conditions de la vente: Argent comptant.

Le syndic autorisé,
GUSTAVE PICHER.

Arthabaska, 16 mars 1926.
Bureau: rue de l'Eglise. 1439—12-2

---

article 20, paragraph 4 of the Bankruptcy Act and has the same effect as a sheriff's sale.

For conditions of sale and other particulars, apply to the undersigned.

LARUE, TRUDEL & PICHER,
Authorized trustees.

Office: La Banque Canadienne Nationale,
71, Saint Peter Street, Quebec. 1434—12-2

In the matter of John Ling & Sons, of Sainte Elisabeth of Warwick, county of Arthabaska, authorized assignors.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the TWENTY SECOND day of APRIL 1926, at TEN o'clock in the forenoon, shall take place at the parochial church door of Sainte Elisabeth of Warwick, the sale of the following immovable property, to wit:

A. The quarter southwest of lot number twenty nine (¼ s. w. 29) of the fifth range of the township of Warwick, known and designated on the official cadastre of the township of Warwick as being the southwest half of number six hundred and fifty seven (½ s. w. 657), abutting to the northeast to Ovide Tardif and to the southwest to the town line of Kingsey.

B. The souh half of lot twenty of the fifth range of Warwick, known and designated on the official cadastre of the township of Warwick as being number six hundred and twenty eight (628) and the south half of lot six hundred and twenty nine (p. s. 629), the separation between the two halves of lot twenty having very near the form of "Z"; to take off number six hundred and twenty-eight (628) the part of it belonging to William Ling or representatives—with the buildings thereon erected.

D. A piece of land being the southeast half of the northwest half and the northwest half of the southeast half of lot number nineteen of the thirteenth range of the township of Kingsey, according to the official cadastral plan and book of reference for the said township; abutting to the southeast side to Napoleon Rivard and on the northwest side to Apollinaire Côté—with buildings thereon erected.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the TWENTY THIRD of APRIL, 1926, at TEN o'clock in the forenoon, shall take place at the office of the undersigned authorized trustee, Church Street, in the town of Arthabaska, the sale of the fol owing immovable property, to wit:

C. Numbers forty-three and forty-four of the official cadastre for the township of Bourdage, in the County of Montmagny, of the lots of the eighth range, less that part of the said lots sold to the Transcontinental Railroad.

Those sales will be held in conformity with article 20, paragraph 4, of the Bankruptcy Act, and ss, and has the same effects as a sheriff's sale.

The titles and certificates may be examined at my office at any time.

Items A and B will be sold in bulk and items C and D separately.

Terms of sale: Cash.

GUSTAVE PICHER,
Authorized trustee.

Arthabaska, March 16, 1926.
Office: Church St. 1440—12-2

Dans l'affaire de Eugène Picard, commerçant, de la ville d'Aylmer, P. Q., cédant autorisé. Avis est par les présentes donné que SAMEDI, le VINGT-QUATRIEME jour d'AVRIL mil neuf cent vingt-six, à DIX heures de l'avant-midi, au Palais de Justice du District de Hull, au bureau du shérif, cité de Hull, les immeubles suivants seront vendus, savoir:

A. La moitié sud du lot numéro sept cent trente-deux du cadastre pour la ville d'Aylmer, aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville—avec toutes les bâtisses érigées sur cette dite moitié, circonstances et dépendances, et mesurant soixante-six pieds de front, par soixante pieds et trois pouces de profondeur et bornée comme suit: Au nord par le résidu du lot sept cent trente-deux; au sud par la rue Principale; à l'est par les lots sept cent trente-quatre et sept cent trente-trois; et à l'ouest par le lot sept cent trente et un de la ville d'Aylmer.

B. Tous les droits, titres et intérêts que le failli, Eugène Picard, a et peut avoir dans et sur la moitié nord du lot sept cent trente-deux du cadastre pour la ville d'Aylmer—avec toutes les améliorations existant sur ladite moitié, et bornée comme suit: au sud par le résidu du susdit lot sept cent trente-deux; au nord par la ligne de division entre le lot sept cent vingt et un et le lot sept cent trente-deux; à l'est par la ligne de division entre le susdit lot sept cent trente-deux et les lots sept cent trente-trois et sept cent trente-quatre, et à l'ouest par la ligne de division entre le susdit lot sept cent trente-deux et le lot sept cent trente et un de la dite ville d'Aylmer

C. Tous les droits, titres et intérêts que le failli Eugène Picard, a et peut avoir sur la moitié est du lot numéro sept cent vingt et un du cadastre pour la ville d'Aylmer—avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances, et le dit terrain borné comme suit: Au nord par la rue Charles; à l'est par la ligne de division entre le susdit lot sept cent vingt et un et le lot sept cent vingt; à l'ouest par la moitié ouest du susdit lot sept cent vingt et un, et au sud par la ligne de division entre le susdit lot sept cent vingt et un et le lot sept cent trente-deux.

Le tout pour être vendu séparément au plus haut et dernier enchérisseur. Conditions: argent comptant.

Cette vente est faite conformément à l'article 10, paragraphe 4, A, B, C, etc., de la "Loi de Faillite" et pour avoir les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Pour consulter le cahier des charges et pour toutes informations, s'adresser au soussigné.

Le syndic,
F.-ALBERT LABELLE.

165, rue Principale, Hull 1441—12-2

Dans l'affaire de R. & T. Ritchie, Limited, de la ville d'Aylmer, P. Q., cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que VENDREDI, le VINGT-TROISIEME jour d'AVRIL, 1926, à DIX heures de l'avant-midi, seront vendus au Palais de Justice du district de Hull, au bureau du shérif, cité de Hull, les immeubles suivants, savoir:

Les lots numéros 2141, 2151, 2157, 2158, 2159, 2160, 2164, 2165, des plan et livre de renvoi officiels de la ville d'Aylmer—avec toutes les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances, et la moitié est du lot numéro 2161 des plan et livre de renvoi officiels de la dite ville d'Aylmer, bornée comme suit: A l'est par la ligne de division entre le dit lot 2161 et le lot

In the matter of Eugène Picard, trader, of the town of Aylmer, P.Q., authorized assignor. Notice is hereby given that on SATURDAY, the TWENTY-FOURTH day of APRIL, 1926, at TEN o'clock in the forenoon, will be sold at the Court House of the District of Hull, in the office of the Sheriff, City of Hull, the immovable properties, namely:

A. The south half of lot number seven hundred and thirty-two of the official plan of the Town of Aylmer—with all the buildings erected on said piece of land, measuring sixty-six feet in front by sixty feet and three inches in depth, more or less, and bounded as follows: Northerly by the residue of the said lot seven hundred and thirty two, southerly by Main Street, easterly by lots numbers 734 and 733, and westerly by lot number 731 of the said Town of Aylmer.

B. All the rights, titles and interests that the estate Eugène Picard has in, on and upon the north half of lot 732 of the official plan and book of reference of the Town of Aylmer, and all the improvements existing on the said piece of land, bounded as follows: southerly by the residue of the said lot 732; northerly by the division line between lot 721 and said lot 732; easterly by the division line between said lot 732 and lots 733 and 734; and westerly by the division line between said lot 732 and lot 731 of the said Town of Aylmer.

C. All the rights, titles and interests that the estate Eugène Picard has or may have in, on and upon the east half of lot number 721 of the official plan and book of reference of the Town of Aylmer—with buildings thereon erected, and the said piece of land bounded as follows: northerly by Charles Street, easterly by the division line between said lot 721 and lot 720, westerly by the west half of said lot 721, southerly by the division line between said lot 721 and lot 732.

The whole to be sold separately to the highest and last bidder. Conditions of sale: Cash.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph 4, A, B, C, of the Bankruptcy Act, the whole to have the same effects as a sheriff's sale.

To consult the list of charges and for all other informations, apply to the undersigned.

F. ALBERT LABELLE,
Trustee.

165 Main Street, Hull, P Q. 1442—12-2

In the matter of R. & T. Ritchie, Limited, of the town of Aylmer, P. Q., authorized assignor.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the TWENTY THIRD day of APRIL, 1926, at TEN o'clock in the forenoon, will be sold at the Court House of the District of Hull, in the Office of the sheriff, city of Hull, the following immovable properties:

Lots Nos. 2141, 2151, 2157, 2158, 2159, 2160, 2164, 2165, of the official plan and book of reference of the town of Aylmer—with buildings thereon erected, and the east half of lot No. 2161 of the said official plan and book of reference of the town of Aylmer, bounded as follows: Easterly by the division line between said lot 2161 and 2162, southerly by a street, westerly by the west

2162, au sud par une rue, à l'ouest par la moitié ouest du lot susdit, 2161, et au nord par la ligne de division entre ledit lot 2161 et 2156—avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Le tout pour être vendu séparément au plus haut et dernier enchérisseur.

Conditions: Argent comptant.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe 4, A, B, C, etc., de la Loi de Faillite, et pour avoir les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Pour consulter le cahier des charges et pour toutes informations, s'adresser au soussigné.

Le syndic,
F.-ALBERT LABELLE.

165 rue Principale,
Hull, P. Q. 1443—12-2

Dans l'affaire de: Joseph Palardy, fils, Saint-Antoine-de-Verchères, Québec, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, le SEPTIEME jour d'AVRIL, 1926, à ONZE HEURES de l'avant-midi, sera vendu à l'encan public et conformément au paragraphe 4, a, b, c, et d, de l'article 20 de la Loi de faillites, à la porte de l'église de Sainte-Théodosie-de-Verchères, les immeubles suivants:

1. Le terrain situé au rang Le second Ruisseau, en la paroisse de Sainte-Théodosie, connu et désigné sous le numéro sept quatre-vingt (780) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Verchères, contenant un arpent et demi de front sur environ onze arpents de profondeur;

2. Un terrain situé au même lieu, connu et désigné sous le numéro sept cent soixante-seize (776) des susdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant environ deux arpents et soixante pieds de front sur environ deux arpents et demi de profondeur, et continuant ensuite par deux arpents de front sur environ vingt-quatre arpents de profondeur, avec la réserve du droit de passage pour Antoine Cormier, pour aller à son terrain au nord-ouest de la dite terre et sujet aussi à tous autres droits de passage ou servitudes dont peut être affecté ce terrain.

3. Un terrain situé au même lieu, connu et désigné sous le numéro sept cent quatre-vingt-deux (782) des susdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant environ un arpent et demi de front sur environ vingt arpents de profondeur.

4. Un terrain en bois debout, situé au même lieu, connu et désigné sous le numéro sept cent soixante-dix-sept (777) des susdits plan et livre de renvoi officiels, contenant un arpent et soixante pieds de front sur dix arpents de profondeur.

L'adjudication sera faite au plus haut enchérisseur, et le prix de vente sera payable comptant.

Cette vente, faite en vertu de la Loi de faillite, tel que ci-dessus, équivaut à une vente par le shérif.

Montréal, le 26 février, 1926.

Le syndic,
WILFRID DAMPHOUSSE.

Bureau: 426 Power Bldg.
Tél: plateau 1211, Montréal. 1143—10-2

Dans l'affaire de Napoléon St-Cyr, cultivateur, Saint-Tite, Qué., cédant-autorisé.

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, le SEPTIEME jour d'AVRIL 1926,

half of said lot 2161, and northerly by the division line between said lot 2161 and 2156—with improvements made thereon.

The whole to be sold separately to the highest and last bidder.

Conditions of sale: Cash.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph 4 A, B, C, etc., of the Bankruptcy Act, the whole to have the same effects as a sheriff's sale.

To consult the list of charges and for all other informations, apply to the undersigned.

F. ALBERT LABELLE,
Trustee.

165 Main Street,
Hull, P. Q. 1444—12-2

In the matter of Joseph Palardy, Jr., Saint Antoine de Verchères, Que., authorized assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the SEVENTH day of APRIL, 1926, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction and pursuant to paragraph 4, a, b, c and d, of article 20, of the Bankrutpcy Act, at the door of the church of Sainte Théodosie de Verchères, the following immovables:

1. The lot of land situate in range "Le Second Ruisseau", in the parish of Sainte Théodosie, known and designated under number seven hundred and eighty (780), on the official plan and book of reference of the parish of Verchères, containing one arpent and a half in front, by about eleven arpents in depth;

2. A lot of land situate at the same place, known and designated under number seven hundred and seventy six (776), on the aforesaid official plan and book of reference, measuring about two arpents and sixty feet in front, by about two arpents and a half in depth, and then extending for two arpents in front by about twenty four arpents in depth, with the reserve of the right of way in favour of Antoine Cormier, to communicate with his land on the northwest of the said land and subject also to all other rights of way or servitudes which may affect the said land;

3. A lot of land situate at the same place, known and designated under number seven hundred and eighty two (782), on the aforesaid official plan and book of reference, measuring about one arpent and a half in front by about twenty arpents in depth;

4. A lot of land in standing timber, situate at the same place, known and designated under number seven hundred and seventy seven (777), on the aforesaid official plan and book of reference, containing one arpent and sixty feet in front, by ten arpents in depth.

The adjudication will be made to the highest bidder and the price of sale shall be payable cash.

This sale, made under the Bankruptcy Act as hereabove, has the same effect as a sheriff's sale.

WILFRID DAMPHOUSSE,
Trustee.

Montreal, February 26, 1926.
Office: 426 Power Building.
Tel: Plateau 1211, Montreal. 1144—10-2

In the matter of Napoléon St. Cyr, farmer, Saint Tite, Que., Authorized assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the SEVENTH day of APRIL, 1926, at TEN

à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'égl'se de la paroisse de Saint-Tite, l'immeuble suivant, savoir:

Une terre située dans la paroisse de Saint-Tite, connue et désignée sous le numéro trois cent cinquante-cinq (355), sur les p'an et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Tite, contenant deux arpents de largeur sur trente-trois arpents, cinq perches et neuf pieds de profondeur, formant soixante-sept arpents et dix perches en superficie; bornée en front vers le nord-est par le chemin public, en profondeur vers le nord-ouest par la ligne limitative de la paroisse, d'un côté vers le sud-ouest par Joseph Cerva's et de l'autre côté vers le nord-est par Honora Carpentier—avec les bâtisses dessus érigées; sauf et à distraire un emp'acement vendu aux commissaires d'écoles de la paroisse de Saint-Tite, de la contenance d'un demi-arpent en superficie.

Cette vente est faite sujet aux droits de Evan-John Price ou ses ayants cause, suivant acte passé devant Me. R.-G. Beaudry, notaire, le 27 septembre 1869, enregistré au bureau d'enregistrement du Comté de Champlain, le 12 avril 1884, sous le numéro 22,964, Rég. B., Volume 33.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément aux articles 716-717 C. P. C., et artic'e 20, paragraphe 4a, b, c, de la Loi de Faillite, et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Conditions de vente: Argent comptant.

Pour plus amples rense'gnements, s'adresser à:

Le syndic.
HENRI BISSON.

Bureau: 142 rue Notre-Dame.

Trois-Rivières, 26 février 1926.

EDDIE MARTIN, Encanteur. 1145—10-2

No 273—C.S.M.

In re: J.-E. Boivin, entrepreneur, de Montréal, failli.

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, le QUATORZIEME jour d'AVRIL, 1926, à ONZE heures a. m., seront vendus, au bureau du shérif, palais de justice, à Montréal, les immeubles du failli, consistant en six logements, dans l'état où ils se trouvent actuellement, situés sur la rue Orléans, avec droit en commun dans la ruelle du même lieu, en arrière du lot No 18-298 du cadastre du village Hochelaga, et aussi avec la mitoyenneté du mur érigé sur la ligne de division des lots Nos 18-293 et 18-294, du cadastre du village Hochelaga.

Les dits immeubles décrits comme suit:

Lots Nos 294 et 295 de la subdivision officielle du lot No 18 (18-294 et 295) des plan et livre de renvoi officiels du village Hochelaga.

La vente se fera "en bloc" au plus haut et dernier enchérisseur.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe 4 de la loi de faillite.

Condition de la vente: Argent comptant.

Les syndics,
CHARETTE & LABELLE.

92, rue Notre-Dame Est.

Montréal, ce 9 mars 1926. 1333—11-2

---

o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction, at the door of the church of the parish of Saint Tite, the following immovable, to wit:

A farm situate in the parish of Saint Tite, known and designated under number three hundred and fifty five (355), on the official p'an and book of reference of the said parish of Saint Tite, containing two arpents in width by thirty three arpents and five perches and nine feet in depth, forming sixty seven arpents and ten perches in superficies; bounded in front to the northeast by the public road, in depth to the nortwest by the division line of the parish, on one side to the southwest by Joseph Cervais and on the other side to the northeast by Honora Carpentier—with the bui'dings thereon erected; save and to be deducted therefrom an emp'acement sold to the school commissioners of the parish of Saint Tite, containing one half of an arpent in superficies.

This sale is made subject to the rights of Evan John Price or his assigns, according to a deed passed before Mr. R. G. Beaudry, notary, the 27th of September, 1869, registered at the Registry Office of the county of Champlain, the 12th of April, 1884, under number 22,964, Reg. B., Volume 33.

The titles and certificates may be examined at my office, at any time.

This sale is made pursuant to artic'es 716-717 C. C. P., and article 20, paragraph 4a, b, c, of the Bankruptcy Act and has the same effect as a sheriff's sale.

Conditions of sa'e: Cash.

For further particulars, app'y to:

HENRI BISSON,
Trustee.

Office: 142 Notre Dame Street.

Three Rivers, February 26, 1926.

EDDIE MARTIN, Auctioneer. 1146—10-2

No 273—S.C.M.

In the matter of "J. E. Boivin", contractor, of Montreal, in bankruptcy.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the FOURTEENTH day of APRIL 1926, at ELEVEN o'clock in the forenoon, will be sold at the sheriff's office, Court House, Montreal, the immoveable properties, comprising six flats, situated on Orleans Street, as they now stand, with joint rights in the lane, in rear No 18-298, parish of Hochelaga, and with the right to party wall erected on the divisi n line of lots Nos. 18-293 and 18-294 parish Hochelaga.

The immoveables described as follows:

Lots Nos 294 and 295 of the subdivision of lot No. 18 (18-294 and 295) of the plan and book of reference of the parish of Hochelaga.

The sale will be made "*en bloc*" to the highest and last bidder.

This sale is made pursuant to article 20 (4) of the Bankruptcy Act.

Condition of sale: "Cash".

CHARETTE & LABELLE,
Authorized trustee.

92 Notre Dame St. East.

Montreal, this 9th March 1926. 1334—11-2

Vente par licitation

Province de Québec, district d'Arthabaska, Cour Supérieure, No 276.

Johnny Blanchet, de Kingsey Falls, journalier, demandeur; vs Georges Lemieux, de Kingsey Falls, et Faime Ramsay, de la paroisse de Saint-Paul-de-Chester, es-qualité, défendeurs.

Avis public est par le présent donné que par et en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Arthabaska, dans le district d'Arthabaska, le douze février 1926, dans une cause dans laquelle Johnny Blanchet, de Kingsey Falls, journalier, est demandeur, et Georges Lemieux, de Kingsey Falls, en sa qualité de tuteur à la personne de Léonide Lemay, Marie-Rose-Alma Lemay et Joseph-Solime Lemay, enfants mineurs de Joseph Lemay, ci-devant journalier, dudit lieu, et maintenant domicilié aux Etats-Unis d'Amérique, et Faime Ramsay, de la paroisse de Saint-Paul-de-Chester, cultivateur, en sa qualité de curateur à Maria Lemay, fille dudit Joseph Lemay, épouse mineure de Joseph Lee, de Derry, dans l'Etat du New-Hampshire, et aussi de Dame Marie-Béatrice Lemay, son épouse, toutes deux émancipées par mariage, sont défendeurs; ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir:

Un emplacement situé dans le village de Kingsey-Falls, faisant partie du lot No 6 du 12ème rang du canton de Kingsey et maintenant connu au cadastre officiel pour le village de Kingsey Falls, sous le No six-soixante-douze (6-72).

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le DOUZIEME jour d'AVRIL prochain, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, dans la cité d'Arthabaska, sujet aux charges et conditions indiquées au cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite cour, et toute opposition afin d'annuler, afin de charge, afin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe de ladite Cour au moins onze jours avant celui indiqué pour la vente et adjudication et toute opposition afin de conserver, devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses de le faire.

Arthabaska, 26 février 1926.

(Signé) MARCEAU & PICHER,
P.C.S.

(Signé) JULES POISSON,
1221—10-2 Procureur du demandeur.

Sale by licitation

Province of Quebec, district of Arthabaska, Superior Court, No. 276.

Johnny Blanchet, of Kingsey Falls, laborer, plaintiff; vs Georges Lemieux, of Kingsey Falls, and Faime Ramsay, of the parish of Saint Paul de Chester, *es-qualité*, defendants.

Public notice is hereby given that by and under virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Arthabaska, in the district of Arthabaska, the 12th of February 1926, in a cause wherein Johnny Blanchet, of Kingsey Falls, laborer, is plaintiff, and Georges Lemieux, of Kingsey Falls, in his quality of gardian of Leonide Lemay, Marie Rose Lemay and Joseph Solime Lemay, minor children of Joseph Lemay, formerly laborer, of the same place, and now domiciled in the United States of America, and Faime Ramsay, of the parish of Saint Paul de Chester, farmer, in his quality of curator to Marie Lemay, daughter of the said Joseph Lemay, minor wife of Joseph Lee, of Derry, in the State of New-Hampshire, and of Mrs Marie Béatrice Lemay, his wife, both emancipated by marriage, are defendants; ordering the licitation of certain immoveable designated as follows, to wit:

An emplacement situated in the village of Kingsey Falls, forming part of the lot No. 6 of the 12th range of the township of Kingsey, and now known and designated in the official cadastre of the village of Kingsey Falls, under number six seventy-two (6-72).

The immoveable hereabove described will be put up at auction and adjudged to the highest and last bidder, the TWELFTH day of APRIL next, sitting the Court, in the Court Room of the Court House of the town of Arthabaska; subject to charges and conditions mentioned in a list of charges filed at the office of the prothonotary of the said Court, and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw from the said licitation shall be filed at the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as above mentioned for the sale and adjudication, and all opposition for payment shall be filed within six days after adjudication; and in default by interested parties to file the said opposition within the delay prescribed in the present notice, they shall be foreclosed from so doing.

Arthabaska, February 26th, 1926.

(Signed) MARCEAU & PICHER,
P.S.C.

(Signed) JULES POISSON,
1222—10-2 Attorney for plaintiff.

VENTES PAR LE SHÉRIF
ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir: } BERNARD CHA-
No 181. } REST, demandeur;
vs FRANÇOIS-XAVIER BIRON, défendeur.

SHERIFF'S SALES
ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit: } BERNARD CHAREST,
No. 181. } plaintiff; vs FRANÇOIS XAVIER BIRON, defendant.

Comme appartenant au défendeur:

Une terre de la contenance d'environ 6 arpents de front sur la profondeur des lots, située dans le 6ème Rang du canton de Chester et connue et désignée sous les Nos 125 et 126 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Paul-de-Chester—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'égl'se paroissia'e de Saint-Paul-de-Chester, le VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL prochain (1926), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, 16 mars, 1926.
[Première publication, le 20 mars, 1926]
1399—12-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: No 287. OMER LARAMEE, demandeur; vs J.-B. GAZAILLE, défendeur, et EUSEBE-H. GAGNÉ, mis-en-cause.

Comme appartenant au mis en cause:

Une terre de la contenance d'environ cinq arpents de front sur la profondeur du lot et connue et désignée comme étant le lot No 1057 du cadastre officiel du canton de Durham—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Jeanne-d'Arc, le TRENTE-UNIEME jour de MARS prochain (1926), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, 20 février 1926. 1007—9–2
[Première publication, le 27 février 1926]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: No 24. J.-WILFRID PLANTE, demandeur; vs THEOPHILE FORCIER, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Les terrains connus et désignés comme étant les lots Nos 1257, 1258 et 1259 du cadastre officiel pour le canton de Grantham—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus, chaque lot séparément, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Eugène-de-Grantham, le PREMIER AVRIL prochain (1926), à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, 23 février 1926. 1009—9–2
[Première publication, le 27 février 1926]

As belonging to said defendant:

A piece of land containing about 6 arpents in front by the depth of the lots, situated in the 6th Range of the township of Chester and known and designated under Nos. 125 and 126 of the official plan and book of reference for the parish of Saint Paul de Chester — witih the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Paul de Chester, on the TWENTY SECOND day of APRIL next (1926), at TEN o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD,
Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, March, 16th., 1926.
[First publication, March 20, 1926]
1400—12-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: No. 287. OMER LARAMÉE, plaintiff; vs J.-B. GAZAILLE, defendant, and EUSEBE H. GAGNÉ, *mis-en-cause*:

As belonging to the *mis-en-cause*:

A piece of land containing about five arpents in front by the depth of the lot and known and designated as being the lot No. 1057 of the official plan and book of reference of the township of Durham — with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Sainte Jeanne d'Arc, on the THIRTY FIRST day of MARCH next (1926), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD,
Skeriff's office, Sheriff.
Arthabaska, February 20th, 1926. 1008—9–2
[First publication, February 27, 1926]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: No .24. J. WILFRID PLANTE, plaintiff; vs THEOPHILE FORCIER, defendant.

As belonging to said defendant:

The pieces of land known and designated as being the lots Nos. 1257, 1258 and 1259 of the official plan and book of reference for the township of Grantham—with buildings thereon erected.

To be sold, each lot separately, at the parochial church door of Saint Eugène de Grantham, on the FIRST day of APRIL next (1926), at ONE o'clock in the afternoon.

J. E. GIROUARD,
Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, February 23, 1926. 1010—9–2
[First publication, February 27, 1926]

BEAUCE

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour du magistrat.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: No 3588. LES COMMISSAIRES D'ECOLES de Saint-Evariste, demandeurs; contre JOSEPH DOYON, défendeur.

1. Le lot numéro trois (3) du cadastre officiel, pour le septième rang du canton Adstock, comté de Frontenac—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, contenant cent acres de terre en superficie, plus ou moins.

BEAUCE

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Magistrate's Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: No. 3588. THE SCHOOL COMMISSIONERS of Saint Evariste, plaintiffs; against JOSEPH DOYON, defendant.

1. The lot number three (3) of the official cadastre for the seventh range of the township of Adstock, county of Frontenac—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, containing one hundred acres of land in superficies, more or less.

2. La demie du lot numéro six, étant le numéro six-B (6-B) du cadastre officiel, pour le septième rang du canton Adstock, comté de Frontenac, contenant cinquante acres de terre en superficie, plus ou moins—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Evariste, le TRENTIEME jour de MARS prochain, 1926, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif. GUSTAVE GARANT.
Saint-Joseph, Beauce, 22 février 1926.
[Première publication, 27 février 1926]
1011—9–2

2. The half of lot number six, being number six-B (6-B) of the official cadastre for the seventh range of the township of Adstock, county of Frontenac, containing fifty acres of land in superficies, more or less—circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Evariste, the THIRTIETH day of MARCH next, 1926, at TEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,
Sheriff's office. Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, February 22, 1926.
[First publication, February 27, 1926]
1012—9–2

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Canada. Province de Québec. District de Bedford. Cour de Magistrat comté de Missisquoi.

No 635. LES COMMISSAIRES D'ECOLE DE LA MUNICIPALITE DE SAINT-ARMAND OUEST, dans le comté de Missisquoi, corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires dans la paroisse de Saint-Armand ouest, dans le dit comté, demandeurs; vs PAUL COULOMBE, de Franklin, état du Vermont, l'un des Etats-Unis d'Amérique, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur:

Ces certains lots de terre connus au plan officiel du cadastre et dans le livre de renvoi de la paroisse de Saint-Armand, ouest, district de Bedford, sous les numéros trois cent seize (316) et trois cent dix-huit (318)—avec tous les bâtiments sus-érigés.

Pour être vendus à la porte de l'égise paroissiale de la paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes de Saint-Armand, dans la paroisse de Saint-Armand ouest, district de Bedford, le VINGT-QUATRIEME jour d'AVRIL, 1926, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, C.-B. JAMESON.
Sweetsburg, Qué., le 16 mars, 1926
[Première publication, le 20 mars, 1926]
1463—12–2

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Canada. Province of Quebec. District of Bedford. Magistrate's Court County of Missisquoi.

No 635. THE SCHOOL COMMISSIONERS OF THE MUNICIPALITY OF SAINT ARMAND WEST, in the county of Missisquoi, body politic and corporate having its principal place of business in the parish of Saint Armand West, in the said county, plaintiffs; vs PAUL COULOMBE, of Franklin, State of Vermont, one of the United States of America, defendant.

As belonging to defendant:—

Those certain lots of land known upon the official cadastral plan and in the book of reference of the parish of Saint Armand West, district of Bedford, under the numbers three hundred and sixteen (316) and three hundred and eighteen (318)—with all the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Notre Dame de Lourdes de Saint Armand, in the parish of Saint Armand West, district of Bedford, on the TWENTY FOURTH day of APRIL, 1926, at TEN of the clock in the forenoon.

C. B. JAMESON,
Sheriff's office, Sheriff.
Sweetsburg, Que., March 16th., 1926.
[First publication, March, 20, 1926]
1464—12–2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Canada. Province de Québec. District de Bedford. Cour de Magistrat.

No 988. LA CORPORATION DU CANTON DE SAINTE-CECILE-DE-MILTON, corps municipal dûment constitué, étant situé dans le comté de Shefford et ayant une place d'affaires chez Edouard Hackett, dans Sainte-Cécile-de-Milton, demandeurs; vs DAME MARIE-LOUISE NARBONNE, épouse de François Graveline, de Sainte-Cécile-de-Milton, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse, et comme tuteur à Irène Narbonne, de Sainte-Cécile-de-Milton susdit; DAME PALMENA NARBONNE, épouse de Aurèle Cloutier, de Sainte-Pudentienne, dans le comté de Shefford, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse; DAME REGINA NARBONNE, épouse de Napoléon Hébert, de Fall River, dans l'état du Massachusetts, l'un des Etats-Unis d'Amérique, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse; HENRI et FRAN-

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Canada. Province of Quebec. District of Bedford. Magistrate's Court

No. 988. THE CORPORATION OF THE TOWNSHIP OF SAINTE CECILE DE MILTON, a body politic and corporate situate in the county of Shefford, and having a place of business at the house of Edouard Hackett, in Sainte Cecile de Milton, plaintiff; vs DAME MARIE LOUISE NARBONNE, wife of François Graveline, of Sainte Cecile de Milton, and the latter both personally and to authorize his said wife and as tutor to Irène Narbonne, of Sainte Cecile de Milton aforesaid; DAME PALMENA NARBONNE, wife of Aurèle Cloutier, of Sainte Pudentienne, in the county of Shefford, and the latter both personally and to authorize his said wife; DAME REGINA NARBONNE, wife of Napoleon Hebert, of Fall Fiver, in the State of Massachusetts, one of the United States of America, and the latter both personally and to authorize his said wife; HENRI and FRANÇOIS NARBONNE, of

COIS NARBONNE, de Fall River susdit, et d'une façon généra'e les HÉRITIERS de feu Jean-Baptiste Narbonne, et de son épouse, Marie-Louise Charron, décédée, autrefois de la paroisse de Sainte-Cécile-de-Milton susdit, demeurant, les dits héritiers, en des lieux inconnus, et notamment dans les Etats-Unis d'Amérique, défendeurs.

Comme appartenant aux défendeurs:

Les lots numéros onze-C (11-C) et douze-A (12-A) du cinquième rang, au plan officiel du cadastre et dans le livre de renvoi de la paroisse de Sainte-Cécile-de-Milton, district de Bedford.

Le lot numéro quinze-F (15-F) et partie du lot numéro quinze-D (15-D) du quatrième rang, au plan officiel du cadastre et dans le livre de renvoi de la dite paroisse de Sainte-Cécile-de-Milton, la dite partie de 15-D bornée au sud par Cléophas Roger, à l'est par Zéphirin Chicoine, au nord par 15-F et à l'ouest par une ligne, laquelle est la continuation de la ligne ouest du lot numéro quinze-F, et

Les vingt-cinq acres du coin nord-ouest du lot numéro onze-A (11-A) et tout le lot numéro onze-B (11-B) du quatrième rang, au plan officiel du cadastre et dans le livre de renvoi de la dite paroisse de Sainte-Cécile-de-Milton.

Tous situés dans le district de Bedford, et dans le comté de Shefford.

Pour être vendus en bloc, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Cécile-de-Milton district de Bedford, le VINGT-SIXIEME jour d'AVRIL, 1926, à ONZE heures de l'avant-midi

Le shérif,

Bureau du shérif, C.-B. JAMESON.

Sweetsburg, Qué, le 16 mars, 1926.

[Première publication, le 20 mars, 1926]

1465—12-2

Fall River aforesaid, and generally the HEIRS of the late Jean Baptiste Narbonne and his wife, Marie Louise Charron, deceased, heretofore of the parish of Sainte Cecile de Milton aforesaid, residing, the said heirs, in parts unknown and principally in the United States of America, defendants.

As belonging to defendants:

Lots numbers eleven "C" (11-C), and twelve "A" (12-A) of the fifth range of the official cadastral plan and in the book of reference of the parish of Sainte Cécile de Milton, district of Bedford.

Lot number fifteen "F" (15-F), and part of lot number fifteen "D" (15-D), of the fourth range of the official cadastral plan and in the book of reference of the said parish of Sainte Cecile de Milton, the said part of 15-D bounded on the south by Cléophas Roger, on the east by Zephirin Chicoine, on the north by 15-F and on the west by a line which is the continuation of the west line of lot number 15-F, and

The twenty-five acres of the north-east corner of lot number eleven "A" (11-A), and all of lot number eleven "B" (11-B) of the fourth range, of the official cadastral plan and in the book of reference of the said parish of Sainte Cecile de Milton.

All situated in the district of Bedford, and in the county of Shefford.

To be so'd *en bloc*, at the parochial church door of the parish of Sainte Cecile de Mi'ton, district of Bedford, on the TWENTY SIXTH day of APRIL 1926, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

C. B. JAMESON,

Sheriff's office, Sheriff.

Sweetsburg, Que., March 16th, 1926.

[First publication, March 20, 1296]

1466—12-2

HULL

Cour Supérieure.—District de Hull.

Province de Québec, No 8297. } ISAIE BRAZEAU, cultivateur, du canton de Masham, district de Hu'l, demandeur; vs WAKEFIELD AND MASHAM TELEPHONE COMPANY, corps po'itique existant en vertu de statuts provinciaux, ayant sa principa'e p'ace et son bureau d'affaires à Wakefie'd, dans le district de Hu'l, défendeur.

Tous les droits, titres, interêts, y compris les franchises et privilèges de la défenderesse dans et sur cette ligne de té'éphone, telle qu'elle est actue'lement et consistant en poteaux, fi's, boîtes et accessoires et étant dans les cantons de Hull-Est, Hu'l-Ouest, Wakefie'd, dans le village de Wakefie'd, dans 'e canton de Masham-sud, dans le district de Hull; dans les cantons de Aldfie'd-Est, Onslow, dans le district de Pontiac, la dite ligne de té'éphone s'étendant d'un certain endroit de Hu'l-Ouest appe'é Farm Point et allant dans la direction de Wakefie'd en suivant le chemin pub'ic connu comme partie de route Hull-Maniwaki et allant au vi'age de Wakefie'd en traversant les cantons de Masham-Sud, de Aldfield-Est, de Ons'ow jusqu'au village de Quyon; la ligne comprend aussi les embranchements suivants: dans le canton de Wakefie'd et Wakefield-Est, allant dans la direction de Saint-Pierre-de-Wakefield, une distance d'environ deux

HULL

Superior Court.—District of Hull.

Province of Quebec, No. 8297. } ISAIE BRAZEAU, farmer, of the township of Masham, district of Hull, p'aintiff; vs WAKEFIELD AND MASHAM TELEPHONE COMPANY, a body po'itic existing under Provincial Statutes, having its principal place and its business office at Wakefield, in the district of Hu'l, defendant.

All the rights, titles, interests, comprising the franchises and privileges of the defendant in and on the said te'ephone 'ine, as it is actua''y and consisting of po'es, wires, boxes and accessories and being in the townships of Hull-Fast, Hull-West, Wakefie'd, in the village of Wakefie'd, in the township of Masham-South, in the district of Hull; in the townships of A'dfie'd-Fast, Ons'ow, in the district of Pontiac, the said line of telephone extending from a certain p'ace at Hull-West called Farm Point and running in the direction of Wakefield following the pub'ic road known as part of Hull-Maniwaki Highway and running to the village of Wakefie'd in crossing the townships of Masham-South, of A'dfield-East, Ons'ow to the village of Quyon; the line comprises a'so the following branches: In the township of Wakefie'd and Wakefie'd-Fast, going in the direction of Saint Pierre de Wakefield, a distance of about two miles from Farm

milles à partir de Farm Point, dans le canton de Masham-Sud et suivant le chemin au nord de la rivière La Pêche et allant à Sainte-Cécile-de-Masham, à Masham Mil's, à Aldfield-Est; aussi des embranchements allant dans quatre concessions et attachés à la ligne principale à Onslow Corners; la dite ligne comprenant environ cent quarante boîtes et récepteurs, trois tableaux d'inter-communication (switchboard) et couvrant une distance d'environ quatre-vingts milles avec les embranchements, le tout tel qu'elle existe actuellement.

Pour être vendu à la porte de l'égise de Sainte-Cécile-de-Masham, le TRENTIEME jour d'AVRIL prochain, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif. I. ST-PIERRE.

Hull, 15 mars 1926.

[Première publication, 20 mars 1926]

1423—12-2

Point, in the township of Masham-South and following the road north of the river La Pêche and running to Sainte Cecile de Masham, at Masham Mills, at Aldfield-East; also branches running in four concessions and attached to the main line at Onslow Corners; the said line containing about one hundred and forty boxes and receivers, three switchboards and covering a distance of about eighty miles with branches, the whole as it actually subsists.

To be sold at the door of the church of Sainte Cécile de Masham, the THIRTIETH day of APRIL next, at ONE o'clock in the afternoon.

I. ST. PIERRE,

Sheriff's office. Sheriff.

Hull, March 15, 1926.

[First publication, March 20, 1926]

1424—12-2

IBERVILE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Saint-Jean, No 2660. } INTERNATIONAL HARVESTER CO. OF CANADA, LIMITED, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires en la cité de Montréal, district de Montréal, demandeur; contre DONAT KEROUACK, du village de Saint-Alexandre, district d'Iberville, défendeur.

Saisi comme appartenant audit défendeur:

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Alexandre (au village), comté d'Iberville, au côté sud-ouest du chemin de la Grande-Ligne, connu et désigné comme étant une partie de la frontière du lot numéro deux cent quatre-vingt-dix-sept (pt. No 297) des plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Alexandre, contenant cent pieds de front, mesure anglaise, sur environ deux cent soixante pieds de profondeur, plus ou moins; tenant devant, au chemin public, au trait carré, par le terrain de la société d'agriculture du comté d'Iberville, d'un côté au nord-ouest partie par le terrain de la commission scolaire et partie par celui de G. St. James, du côté sud-est par celui de la succession Joseph Demers—avec une maison, boutique de menuiserie et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de la paroisse de Saint-Alexandre, district d'Iberville, le TRENTIEME jour de MARS prochain (1926), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif. ARTHUR LASNIER.

Saint-Jean, 23 février 1926. 1033—9-2

[Première publication, 27 février 1926]

IBERVILE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Saint John's, No. 2660. } INTERNATIONAL HARVESTER CO. OF CANADA, LIMITED, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city of Montreal, district of Montreal, plaintiff; against DONAT KEROUACK, of the village of Saint Alexandre, district of Iberville, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

An emplacement situate in the parish of Saint Alexandre (in the village), county of Iberville, on the southwest side of the road of "La Grande-Ligne", known and designated as being a part of the border of the lot number two hundred and ninety seven (pt. No. 297) of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Alexandre, containing one hundred feet in front, English measure, by about two hundred and sixty feet in depth, more or less; bounded in front, by the public road, to the *trait carré*, by the land of the Agricultural Society of the county of Iberville, on one side to the northwest, partly by the land of the School Commission and partly by that of G. St. James, on the southeast side by that of the estate of Joseph Demers—with a house, a joiner's shop and other buildings thereon erected.

To be sold at the door of the Catholic church of the parish of Saint Alexandre, district of Iberville, the THIRTIETH day of MARCH next (1926), at TEN o'clock in the forenoon.

ARTHUR LASNIER,

Sheriff's office. Sheriff.

St. John's, February 23, 1926. 1034—9-2

[First publication, February 27, 1926]

JOLIETTE

Province de Québec. — District de Joliette. — Cour de Magistrat.

No 2084. } J.-S. DESROCHERS & AL, demandeurs; vs EUGENE BOULARD, défendeur.

Un immeuble appartenant au défendeur, sis et situé dans la paroisse de Sacré-Cœur-de-Jésus de Crabtree Mills, dans le district de Joliette,

JOLIETTE

Province of Quebec. — District of Joliette.— Magistrate's Court.

No. 2084. } J. S. DESROCHERS & AL, plaintiffs; vs EUGENE BOULARD, defendant.

An immovable belonging to the defendant, lying and situate in the parish of Sacré Cœur de Jésus de Crabtree Mills, in the district of

connu et désigné comme étant une partie du lot de terre No cent quatre-vingt-quinze (195), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Paul, mesurant, la dite partie, 45 pieds de largeur par 100 pieds de profondeur; bornée en front par le chemin de l'Église, d'un côté à Mendoza Lemire, en profondeur à Médéric Lachapelle, et d'autre côté aussi au dit Médéric Lachapelle—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sacré-Cœur-de-Jésus de Crabtree Mills, dans le district de Joliette, le MARDI, VINGTIEME jour du mois d'AVRIL 1926, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEORGE DESROCHES.
Joliette, ce 13ième jour de mars, 1926.
[Première publication, le 20 mars, 1926]
1401—12-2

Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Joliette, No 1336. } AVILA ROULEAU, notaire, de la paroisse de Saint-Barthélémi, dans le district de Joliette, demandeur; vs HENRI-AMEDEE BALTHAZARD, de Willow Bunch, Province de Saskatchewan, Canada, défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Barthélémi étant le lot numéro quatre cent soixante-treize (473) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Barthélémi.

Pour être vendue à la porte de l'église de la dite paroisse de Saint-Barthélémi, le TRENTIEME jour du mois de MARS 1926, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif.
Bureau du shérif, GEORGE DESROCHES.
Joliette, ce 20 février 1926. 1013—9-2
[Première publication, le 27 février 1926]

Joliette, known and designated as being part of the lot of land number one hundred and ninety five (195), on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint Paul, the said part measuring 45 feet in width by 100 feet in depth; bounded in front by the church road, on one side by Mendoza Lemire, in depth by Médéric Lachapelle, and on the other side also by the said Médéric Lachapelle—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the church of the parish of Sacre Cœur de Jésus de Crabtree Mills, in the district of Joliette, on TUESDAY, the TWENTIETH day of the month of APRIL, 1926, at TEN o'clock in the forenoon.

GEORGE DESROCHES,
Sheriff's office, Sheriff
Joliette, March 13, 1926.
[First publication, March 20, 1926]
1402—12-2

Superior Court.

Province of Quebec, District of Joliette, No. 1336. } AVILA ROULEAU, notary, of the parish of Saint Barthélémi, in the district of Joliette, plaintiff; vs HENRI AMEDEE BALTHAZARD, of Willow Bunch, Province of Saskatchewan, Canada, defendant.

A farm situate in the parish of Saint Barthélémi, being lot number four hundred and seventy three (473), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Barthélémi.

To be sold at the door of the church of the said parish of Saint Barthélémi, the THIRTIETH day of the month of MARCH, 1926, at ONE o'clock in the afternoon.

GEORGE DESROCHES,
Sheriff's office, Sheriff.
Joliette, February 20, 1926. 1014—9-2
[First publication, February 27, 1926]

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Montmagny, à savoir: No 8598. } ETIENNE PROVENÇAL, journalier, de Saint-Prosper-de-Dorchester, demandeur; contre PIERRE LAROCHELLE, de Sainte-Lucie-de-Beauregard, dans le comté et le district de Montmagny, défendeur.

Un emplacement contenant une acre et demie plus vingt pieds de largeur par trois (3) acres de profondeur, connu et désigné au cadastre sous les numéros trente huit-B (38-B) du rang sept (7) et trente huit-C (38-C) du rang huit (8), du canton Talon—avec maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Lucie-de-Beauregard, MERCREDI, le VINGT ET UNIEME jour du mois d'AVRIL prochain (1926), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-C. LISLOIS.
Montmagny, 15 mars, 1926.
[Première publication, le 20 mars, 1926]
1403—12-2

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Montmagny, to wit: No. 8598. } ETIENNE PROVENÇAL, laborer, of Saint Prosper de Dorchester, plaintiff; against PIERRE LAROCHELLE, of Sainte Lucie de Beauregard, in the county and district of Montmagny, defendant.

An emplacement containing one and a half acre, plus twenty feet in width by three (3) acres in depth, known and designated on the cadastre under number thirty eight-B (38-B) of range seven (7) and thirty eight-C (38-C) of range eight (8), of the township of Talon—with a house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church of Sainte Lucie de Beauregard, on WEDNESDAY, the TWENTY FIRST day of the month of APRIL next (1926), at TEN o'clock in the forenoon.

J. C. LISLOIS,
Sheriff's office, Sheriff.
Montmagny, March 15, 1926.
[First publication, March 20, 1926]
1404—12-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No 4307. } E. DAIGNEAULT, demandeur; vs A. LECLAIR, défendeur.

Les lots de terre sis en la paroisse de Contrecœur connus et désignés aux plan et livre de renvoi de ladite paroisse comme étant les lots numéros deux cent quatre-vingt-treize (293), deux cent quatre-vingt-quatorze (294); bornés en front vers le nord-ouest par le chemin public (dans la concession Brûlé)—avec les bâtisses y érigées.

Un lot situé en la paroisse de Saint-Antoine, comté de Verchères, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine sous le numéro deux cent vingt-trois (223); borné en front vers le sud-est par les numéros 217, 222 et 224, en profondeur vers le nord-ouest par la ligne limitative de la paroisse de Saint-Antoine, d'un côté au sud-ouest par les lots numéros 221 et 222 et de l'autre côté au sud-est par les lots numéros 226 et 227—avec circonstances et dépendances.

Pour être vendus, le premier paragraphe, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Contrecœur, le VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin, et le deuxième paragraphe, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Antoine, comté de Verchères, le VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL prochain, à MIDI.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, OMER LAPIERRE.

Montréal, 16 mars, 1926.

[Première publication, le 20 mars, 1926]

1425—12-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 4307. } E. DAIGNEAULT, plaintiff; vs A. LECLAIR, defendant.

The lots of land being in the parish of Contrecœur, known and designated on the plan and book of reference of the said parish as being lots numbers two hundred and ninety three (293), two hundred and ninety four (294); bounded in front towards the northwest by the public road (in the Brulé concession)—with the buildings erected thereon.

A lot situate in the parish of Saint Antoine, county of Verchères, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Antoine, under the number two hundred and twenty three (223); bounded in front towards the southeast by numbers 217, 222 and 224, in depth towards the northwest by the boundary line of the parish of Saint Antoine, on one side towards the southwest by lots numbers 221 and 222, and on the other side towards the southeast by lots numbers 226 and 227—with circumstances and dependencies.

To be sold, the first paragraph, at the parochial church door of the parish of Contrecœur, the TWENTY SECOND day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon, and the second paragraph, at the parochial church door of the parish of Saint Antoine, county of Verchères, the TWENTY SECOND day of APRIL next, at NOON.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's office, Sheriff.

Montreal, 16th March, 1926.

[First publication, March 20, 1926]

1426—12-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Montréal, à savoir: No 176. } JOSEPH - ZACHARIE DIONNE, demandeur; vs FRANÇOIS CARDIN, défendeur.

Un terrain connu et désigné comme étant une partie du lot No 153 de la subdivision officielle du lot No 80-153 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour le village incorporé d'Hochelaga; cette partie de lot mesurant deux pieds et six pouces de largeur sur soixante-quinze pieds de profondeur, mesure anglaise, et étant bornée comme suit: en front par la rue Moreau, en arrière par une ruelle, d'un côté au Nord-Ouest par le résidu de ce lot 153, et de l'autre côté au Sud-Est par le lot 154;

Un terrain connu et désigné comme étant une partie du lot No 154 de la subdivision officielle du lot No 80-154 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour le village incorporé d'Hochelaga; cette partie du lot mesurant 25 pieds de largeur par 75 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, et étant bornée comme suit: en front par la rue Moreau, en arrière par une ruelle, d'un côté au Nord-Ouest par la partie du lot ci-dessus décrite, et de l'autre côté au Sud-Est par le résidu du lot No 154. Ces deux dits lots ou parties de lots sont saisis comme faisant partie d'une seule et même exploitation et seront vendus en conséquence.

Avec droit dans la ruelle en arrière des dits lots en commun avec d'autres, et avec bâtisses et construction érigées sur les dits lots et per-

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Montreal, to wit: No. 176. } JOSEPH ZACHARIE DIONNE, plaintiff; vs FRANÇOIS CARDIN, defendant.

A lot of land known and designated as being part of No. 153 of the official subdivision of lot No. 80-153, of the official cadastral plan and book of reference for the incorporated village of Hochelaga, the part of the said lot measuring two feet and six inches in width by seventy five feet in depth, English measure, and being bounded as follows: in front by Moreau Street, in rear by a lane, on one side to the northwest by the residue of lot 153, and on the other side to the southeast by lot 154;

A lot of land known and designated as being part of lot No. 154 of the official subdivision of lot No. 80-154, on the official cadastral plan and book of reference for the incorporated village of Hochelaga, the said part of lot measuring 25 feet in width by 75 feet in depth, English measure, more or less, and being bounded as follows: in front by Moreau Street, in rear by a lane, on one side to the northwest by part of lot hereunder described and on the other side to the southeast by the residue of lot No. 154. These two said lots or parts of lots are seized as forming one single plot of land and will be sold accordingly.

With the right in the lane in rear of the said lots in common with others, and with the buildings and constructions erected on the said lots,

tant les numéros 544, 546, 548 de la rue Moreau, dans la cité de Montréal.

Un immeuble composé de deux lots connus et désignés comme étant les subdivisions officielles 16 et 17 du lot primitif 504, No 504-16 et 17, aux plan et livre de renvoi officiels du Quartier Sainte-Marie, chacun de ces lots mesurant 22 pieds de largeur sur 105 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins — avec toutes les bâtisses y érigées, portant les numéros civiques de 20 à 26 de la rue Couture, en la cité de Montréal, et aussi avec droit de passage en commun avec d'autres dans telles ruelles desservant les susdits lots.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, 16 mars, 1926.

[Première publication, le 20 mars, 1926]
1427—12-2

and bearing numbers 544, 546, 548 of Moreau Street, in the city of Montreal.

An immovable composed of two lots known and designated as being official subdivisions 16 and 17 of original lot 504, No. 504-16 and 17, on the official plan and book of reference of Saint Mary's Ward, each of these lots measuring 22 feet in width by 105 feet in depth, English measure, more or less—with all the buildings thereon erected, bearing civic numbers from 20 to 26 on Couture Street, in the city of Montreal, and also with the right of way in common with others in such lanes used for the aforesaid lots.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY SECOND day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, March 16, 1926.

[First publication, March 20, 1926]
1428—12-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No 3467. LA SOCIETE DE LA CAISSE DE RETRAITE DE LA BANQUE D'HOCHELAGA, demanderesse; vs THE BURTON BREWING COMPANY OF CANADA, LIMITED, défenderesse.

Ces certains lots de terre situés en la cité de Montréal, ayant front sur la rue De Saint-Vallier (autrefois rue Hunt y) et la rue Saint-Denis respectivement, et formant partie du lot numéro huit, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, et plus particulièrement connus au plan de subdivision dûment fait et déposé dudit lot officiel comme étant:

1. La subdivision numéro trois cent trente-cinq (No 8-335) ayant front sur la rue Saint-Denis, et

2. La subdivision numéro cinq cent quarante-huit, cinq cent quarante-neuf, cinq cent cinquante, cinq cent cinquante et un, cinq cent cinquante-deux et cinq cent cinquante-trois (Nos 8-548, 549, 550, 551, 552 et 553).

Les lots ci-dessus décrits en deuxième lieu étant contigus les uns aux autres et comme tels formant un bloc de terrain borné comme suit: en front au nord-est par ladite rue De Saint-Vallier, en arrière par une ruelle en commun, d'un côté au nord-est par le lot No 8-547, de l'autre côté au sud-est par une rue, avec le droit de se servir de ladite ruelle en arrière en commun avec d'autres—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus en bloc, comme une seule et même exploitation, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, 16 mars, 1926.

[Première publication, le 20 mars, 1926]
1429—12-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 3467. LA SOCIETE DE LA CAISSE DE RETRAITE DE LA BANQUE D'HOCHELAGA, plaintiff; vs THE BURTON BREWING COMPANY OF CANADA, LIMITED, defendant.

Those certain lots of land situate in the city of Montreal, fronting on De Saint Vallier Street, (formerly Hunt'y Street) and Saint Denis Street respectively, and forming part of the lot number eight, on the official plan and book of reference of the incorporated Village of Cote Saint Louis, and more particularly known on the subdivision plan duly made and fyled of said official lot as:

1. Subdivision number three hundred and thirty five (No. 8-335), fronting on Saint Denis Street, and

2. Subdivision number five hundred and forty eight, five hundred and forty nine, five hundred and fifty, five hundred and fifty one, five hundred and fifty two and five hundred and fifty three (Nos. 8-548, 549, 550, 551, 552 and 553).

Said lots above secondly described being contiguous to each other, and as such forming a block of land bounded as follows: in front to the North East by said De Saint Vallier Street, in rear by a lane in common, on one side to the North East by lot No. 8-547, on the other side to the South East by a street, with the right of use of the said lane in rear in common with others—with buildings thereon erected.

To be sold *en bloc*, as one single block of land, at my office, in the city of Montreal, the TWENTY SECOND day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, March 16, 1926.

[First publication, March 20, 1926]
1430—12-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No 13. ANTOINE BRUNET, demandeur; vs STANDARD STOCK TRADING CORPORATION, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, défenderesse.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 13. ANTOINE BRUNET, plaintiff; vs STANDARD STOCK TRADING CORPORATION, a body politic and corporate having its chief place of business in the city and district of Montreal, defendant.

L'emplacement ou lot de terre situé en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la subdivision deux du lot officiel numéro cinquante (50-2), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent; borné en front par la rue Durocher, en ladite cité de Montréal—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le PREMIER jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif. OMER LAPIERRE.
Montréal, 23 février 1926.

[Première publication, 27 février 1926]
1019—9-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No 417. DAME CATHERINE JORDAN, de la cité et du district de Montréal, veuve de feu Joseph-G.-C. Meagher, en son vivant des mêmes lieux, demanderesse; vs RICHARD SEYMOUR, de la cité et du district de Montréal, défendeur.

Un certain emplacement situé dans le quartier Saint-George, de ladite cité de Montréal, contenant vingt-cinq pieds, six pouces de large en front, et vingt-cinq pieds, huit pouces de large, en arrière, par cent vingt-neuf pieds, trois pouces de profondeur, comprenant:

1. Toute la subdivision numéro quatre de la subdivision officielle du lot numéro dix-sept cent trois (1703–4), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, mesurant vingt-trois pieds, dix pouces de large, en front, et vingt-quatre pieds de large en arrière par la dite profondeur de cent vingt-neuf pieds, trois pouces, et

2. Une lisière de terrain formant la partie sud-est de la subdivision numéro trois de la subdivision officielle dudit lot numéro dix-sept cent trois (1703–3) dudit plan officiel; mesurant un pied, huit pouces de large, en front et en arrière, par ladite profondeur de cent vingt-neuf pieds, trois pouces.

Toutes les mesures données ci-dessus étant d'après la mesure anglaise.

Le dit emplacement est borné en front au nord-est par la rue Bishop, en arrière au sud-ouest par une ruelle en commun, d'un côté au nord-ouest par le résidu de la dite subdivision trois, et de l'autre côté au sud-est par la subdivision cinq du dit lot officiel—avec une maison à deux étages et demi, façade en pierre et allonge, portant le numéro 238 de la dite rue Bishop, et garage, le mur de pignon nord-ouest de ladite maison est mitoyen avec la propriété adjacente du côté nord-ouest de la dite propriété.

Avec le droit de passage à pied et en voiture, en commun avec d'autres, dans la ruelle étant la subdivision vingt sur ledit plan de subdivision (1703–20), et dans la ruelle étant la subdivision six sur le plan de subdivision du lot dix-sept cent deux du dit plan officiel (1702–6) et aussi dans la ruelle composée des subdivisions sept et sept-A, sur le dit plan de subdivision mentionné en dernier lieu (1702-7, 1702-7-A), subdivision une sur ledit plan de subdivision dudit lot officiel dix-sept cent trois (1703–1) et des parties des lots numéros seize cent quatre-vingt-dix-sept, seize cent quatre-vingt-dix-huit, seize cent quatre-vingt-dix-neuf et dix-sept cent du dit plan officiel, et dans et sur la continuation de la dite ruelle mentionnée en dernier lieu aux bouts sud-

The emplacement or lot of land situate in the city of Montreal, known and designated as being subdivision two of official number fifty (50-2), on the official plan and book of reference of Saint Lawrence ward; bounded in front by Durocher Street, in the said city of Montreal—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the FIRST day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office. Sheriff.
Montreal, February 23, 1926.

[First publication, February 27, 1926]
1020—9-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 417. DAME CATHERINE JORDAN, of the city and district of Montreal, widow of the late Joseph G. C. Meagher, in his lifetime of the same place, esquire, plaintiff; vs RICHARD SEYMOUR, of the city and district of Montreal, defendant.

That certain emplacement situate in Saint George's Ward of the said city of Montreal, containing twenty five feet six inches in width in front, and twenty five feet eight inches in width in rear, by one hundred and twenty nine feet three inches in depth, comprising:

1. The whole of subdivision number four of official subdivision of lot number seventeen hundred and three (1703–4), on the official plan and book of reference of the Saint Antoine Ward, measuring twenty three feet ten inches in width in front and twenty four feet in width in rear by said depth of one hundred and twenty nine feet three inches, and

2. A strip forming the south easterly portion of subdivision number three of the official subdivision of said lot number seventeen hundred and three (1703–3), on said official plan, measuring one foot eight inches in width in front and rear by said depth of one hundred and twenty nine feet three inches.

The whole of said measurements being English measure.

The said emplacement is bounded in front to the north east by Bishop Street, in rear to the south west by a lane in common, on one side to the north west by the remainder of said subdivision three, and on the other side to the south east by subdivision five of said official lot—with a two story and attic stone front house with extension bearing number 238 of said Bishop Street, and garage, the north west gable end wall of which house if *mitoyen* with the adjoining premises on the north west side of the property.

With the right of passage on foot and with vehicles, in common with others, in and through the lane being subdivision twenty upon said subdivision plan (1703-20), in and through a lane being subdivision six upon the subdivision plan of lot seventeen hundred and two of said official plan (1702-6) and also in and through the lane composed of subdivisions seven and seven A upon said lastly mentioned subdivision plan (1702-7, 1702-7-A), subdivision one upon said subdivision plan of said official lot seventeen hundred and three (1703–1) and of parts of lots numbers sixteen hundred and ninety seven, sixteen hundred and ninety eight, sixteen hundred and ninety nine and seventeen hundred of said official plan, and in and through the con-

est et nord-ouest jusqu'à la rue Mackay, mais sans avoir le droit d'obstruer lesdites ruelles, de quelque manière que ce soit.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le PREMIER jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif.

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal le 23 février, 1926.
[Première publication, le 27 février, 1926]
1021—9-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } MONKLANDS, LIMIT-
No 1081. } ED, corporation ayant son bureau-chef en la cité et le district de Montréal, demanderesse; vs LOUIS-DONALD ROBERTSON, de la cité de Détroit, état du Michigan, l'un des Etats-Unis d'Amérique, gérant, défendeur.

Cinq lots de terre ayant front sur l'avenue Victoria, dans le quartier Mont-Royal, dans la cité de Montréal, composés de:

1. La subdivision numéro vingt-cinq du lot numéro cent cinquante et un (151-25) et la subdivision numéro deux cent soixante et un du lot numéro cent cinquante (150-261) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges.

2. La subdivision numéro vingt-six du dit lot numéro cent cinquante et un (151-26) et la subdivision numéro deux cent soixante-deux du dit lot numéro cent cinquante (150-262).

3. La subdivision numéro vingt-sept du dit lot numéro cent cinquante et un (151-27) et la subdivision numéro deux cent soixante-trois du dit lot numéro cent cinquante (150-263).

4. La subdivision numéro vingt-huit du dit lot numéro cent cinquante et un (151-28) et la subdivision numéro deux cent soixante-quatre du dit lot numéro cent cinquante (150-264).

5. La subdivision numéro vingt-neuf du dit lot numéro cent cinquante et un (151-29) et la subdivision numéro deux cent soixante-cinq du dit lot numéro cent cinquante (150-265).

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montreal, le PREMIER jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif.

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 23 février 1926. 1023—9-2
[Première publication, le 27 février 1926]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ALPHONSE VALI-
No 3025. } QUETTE, demandeur; vs ST. LOUIS PRESERVING CO., LTD, défenderesse.

Deux lots de terre dans le quartier Laurier, dans la cité de Montréal, bornés en front par l'avenue Coloniale, connus et désignés comme étant les numéros de subdivision cent vingt-deux et cent vingt-trois du lot numéro cent trente-sept (137-122 et 123), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis; chacun desdits lots contenant vingt-cinq pieds de largeur sur cent dix pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins, avec le droit de passage dans la ruelle en arrière—avec la bâtisse

tinuation of said lastly mentioned lane at the south east and north west ends thereof to Mackay Street, but without any right to encumber said lanes in any manner howsoever.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIRST day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE.

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, February 22rd. 1926.
[First publication, February 27, 1926]
1022—9-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } MONKLANDS, LIMIT-
No. 1081. } ED, a corporation with head office in the city and district of Montreal, plaintiff; vs LOUIS DONALD ROBERTSON, of the city of Detroit, state of Michigan, in the United States of America, manager, defendant.

Five lots of land fronting on Victoria Avenue, in the Mount Royal ward of the city of Montreal, composed of:

1. Subdivision number twenty five of lot number one hundred and fifty one (151-25) and subdivision number two hundred sixty one of lot number one hundred and fifty (150-261) of the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote des Neiges.

2. Subdivision number twenty-six of said lot number one hundred and fifty-one (151-26) and subdivision number two hundred and sixty two of said lot number one hundred and fifty (150-262).

3. Subdivision number twenty seven of said lot number one hundred and fifty one (151-27) and subdivision number two hundred and sixty three of said lot number one hundred and fifty (150-263).

4. Subdivision number twenty eight of said lot number one hundred and fifty one (151-28) and subdivision number two hundred and sixty four of said lot number one hundred and fifty (150-264).

5. Subdivision number twenty nine of said lot number one hundred and fifty one (151-29) and subdivision number two hundred and sixty five of said lot number one hundred and fifty (150-265).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIRST day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, February 23rd, 1926. 1024—9-2
[First publication, February 27, 1926]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } ALPHONSE VALI-
No. 3025. } QUETTE, plaintiff; vs ST. LOUIS PRESERVING CO., LTD, defendant.

Two lots of land in the Laurier ward, of the city of Montreal, fronting on Colonial Avenue, known and designated as subdivisions numbers one hundred and twenty two and one hundred and twenty three of lot number one hundred and thirty seven (137-122 and 123) of the official plan and book of reference in the incorporated village of Cote Saint Louis; each of said lots containing a width of twenty five feet by a depth of one hundred and ten feet, English measure and more or less, with the right of passage in the

dessus érigée, portant le numéro civique 969 avenue Coloniale.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le PREMIER jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif. OMER LAPIERRE

Montréal, le 23 février 1926.

[Première publication, 27 février 1926]

1025—9-2

lane in rear—with the building thereon erected bearing civic number 969 Colonial Avenue.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIRST day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's office. Sheriff.

Montreal, February 23, 1926.

[First publication, February 27, 1926]

1026—9-2

QUÉBEC

FIERI FACIAS

Cour du recorder

Québec, à savoir: } LA CITE DE QUEBEC;
No 1921. } contre GEORGIANNA DEKASTENER, épouse séparée de biens de Daniel Hunt, et ledit DANIEL HUNT, mis en cause pour autoriser sadite épouse, EVELINE DE KASTENER, épouse séparée de biens de Roméo-E. David, et ledit ROMEO-E. DAVID, mis en cause pour autoriser sadite épouse, NOEMI GABRIELLE DE KASTENER, et CHARLOTTE DE KASTENER, épouse séparée de biens de Pierre Lacoursière, et ledit PIERRE LACOURSIERE, mis en cause pour autoriser sadite épouse; tous ci-devant de notre cité de Québec, dans notre district de Québec, propriétaires conjoints.

Le lot No 2379*a* (deux mille trois cent soixante-dix-neuf-A) du cadastre officiel pour le quartier Champlain, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Champlain—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-TROISIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif.

Bureau du shérif. CLEOPHAS BLOUIN.

Québec, 17 mars 1926.

[Première publication, 20 mars 1926]

[Deuxième publication, 3 avril 1926]

1469—12-2

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } JOSEPH BELLEAU, de
No 548. } L'Ancienne-Lorette, comté de Québec; contre ARTHUR BEDARD, de Québec, qui a renoncé aux délais d'exécution.

Le lot 328 (trois cent vingt-huit) du cadastre officiel pour la paroisse de L'Ancienne-Lorette, comté de Québec, étant un terrain situé dans le rang Sainte-Anne, de ladite paroisse, mesurant environ deux arpents et six perches de front sur vingt-neuf arpents de profondeur; joignant du côté sud-est à Joseph Devarennes ou représentants, et du côté sud-ouest à Pierre Hamel ou représentants—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de L'Ancienne-Lorette, le QUINZIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif. CLEOPHAS BLOUIN.

Québec, 17 mars 1926.

[Première publication, 20 mars 1926]

[Deuxième publication, 3 avril 1926]

1467—12-2

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Recorder's Court

Quebec, to wit: } THE CITY OF QUEBEC;
No. 1921. } against GEORGIANNA DE KASTENER, wife separate as to property of Daniel Hunt, and the said DANIEL HUNT, *mis-en-cause*, to authorize his said wife EVELINE DE KASTENER, wife separate as to property of Roméo E. David, and the said ROMEO E DAVID, *mis-en-cause*, to authorize his said wife, NOEMI GABRIELLE DE KASTENER, and CHARLOTTE DE KASTENER, wife separate as to property of Pierre Lacoursière, and the said PIERRE LACOURSIERE, *mis-en-cause*, to authorize his said wife; all heretofore of our city of Quebec, in our district of Quebec, joint owners.

The lot No 2379*a* (two thousand three hundred and seventy nine-A) of the official cadastre for Champlain ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on Champlain Street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the TWENTY THIRD day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's office, Sheriff.

Quebec, March 17, 1926.

[First publication, March 20, 1926]

[Second publication, April 3, 1926]

1470—12-2

FIERI FACIAS

Quebec, to wit: } JOSEPH BELLEAU, of
No 548. } L'Ancienne-Lorette, county of Quebec; against ARTHUR BEDARD, of Quebec, who has renounced to the delays of execution.

The lot 328 (three hundred and twenty eight) of the official cadastre for the parish of L'Ancienne Lorette, county of Quebec, being a lot of land situate in Sainte Anne range, of the said parish, measuring about two arpents and six perches in front by twenty nine arpents in depth; adjoining to the southeast side Joseph Devarennes or representatives, and to the southwest Pierre Hamel or representatives—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church of L'Ancienne Lorette, the FIFTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's office. Sheriff.

Quebec, March 17, 1926.

[First publication, March 20, 1926]

[Second publication, April 3, 1926]

1468—12-2

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } FERDINAND-OMER
No 2778. } DROUIN, avocat et Conseil du Roi, et WILLIAM AMYOT; avocat, faisant affaires comme tels à Québec, en société, sous les noms de "Drouin & Amyot", contre LEONIDAS TREPANIER, comptable, de la cité de Québec.

1. Partie du lot No 686-1-C (six cent quatre-vingt-six-un-C) du cadastre officiel pour la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec, étant un emplacement situé au tré-carré; borné au nord-est par les lots désignés sous les numéros quarante-six et quarante-sept sur la subdivision du lot désigné sous le numéro six cent quatre-vingt-quatre-A, sur le plan cadastral ci-après mentionné, au sud-ouest par le chemin public, au sud-est par le lot désigné sous le numéro six cent quatre-vingt-six-2 et au nord-ouest par une partie du dit emplacement appartenant à M. Frank Byrne—circonstances et dépendances.

2. Le No 46 (quarante-six) de la subdivision du lot No. 684-A (six cent quatre-vingt-quatre-A) du cadastre officiel pour la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec, étant un emplacement situé au tré-carré—circonstances et dépendances.

3. Le lot No 47 (quarante-sept) de la subdivision du lot No 684-A (six cent quatre-vingt-quatre-A) du cadastre officiel pour la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec, étant un emplacement situé au tré-carré—avec les maisons dessus construites, circonstances et dépendances.

4. Le No 48 (quarante-huit) de la subdivision du lot No 684-A (six cent quatre-vingt-quatre-A) du cadastre officiel pour la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec, étant un emplacement situé au tré-carré—avec les maisons dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus en bloc.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Charlesbourg, le VINGT-TROISIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif. CLEOPHAS BLOUIN.

Québec, 17 mars 1926.

[Première publication, 20 mars 1926]

[Deuxième publication, 3 avril 1926]

1471—12-2

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } FERDINAND OMER
No. 2778. } DROUIN, advocate and King's Counsel, and WILLIAM AMYOT, advocate, carrying on business as such at Quebec, in partnership under the name of "Drouin & Amyot"; against LEONIDAS TREPANIER, accountant, of the city of Quebec.

1. A part of lot No. 686-1-C (six hundred and eighty six one-C) of the official cadastre for the parish of Charlesbourg, county of Quebec, being an emplacement situate at the *trait-carré*; bounded to the northeast by the lots designated under numbers forty six and forty seven by the subdivision of the lot designated under number six hundred and eighty four-A, on the cadastral plan hereafter mentioned, to the southwest by the public road, to the southeast by the lot designated under number six hundred and eighty six-2 and to the northwest by a part of the said emplacement belonging to Mr. Frank Byrne—circumstances and dependencies.

2. The No. 46 (forty six) of the subdivision of lot No. 684-A (six hundred and eighty four-A) of the official cadastre for the parish of Charlesbourg, county of Quebec, being an emplacement situate at the *trait-carré*—circumstances and dependencies.

3. The lot No. 47 (forty seven) of the subdivision of lot No. 684-A (six hundred and eighty four-A) of the official cadastre for the parish of Charlesbourg, county of Quebec, being an emplacement situate at the *trait-carré*—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

4. The lot No. 48 (forty eight) of the subdivision of lot No. 684-A (six hundred and eighty four-A) of the official cadastre for the parish of Charlesbourg, county of Quebec, being an emplacement situate at the *trait-carré*—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold in block.

To be sold at the door of the parochial church of Charlesbourg, the TWENTY THIRD day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's office. Sheriff.

Quebec, March 17, 1926.

[First publication, March 20, 1926]

[Second publication, April 3, 1926]

1472—12-2

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } L.-J.-ADJ. AMYOT,
No 173. } négociant, de la cité de Québec, ERNEST HAMEL, agent, de la cité de Québec, ADOLPHE ROUTHIER, avocat, de Chicoutimi, tous trois en leur qualité d'exécuteurs testamentaires à la succession de Dame Elizabeth alias Héloise Routhier, en son vivant, de la cité de Québec; contre DAME LOUIS PROVENCHER, de la cité de Québec, épouse séparée de biens de Joseph-Siméon Matte, comptable, de la cité de Québec, et le dit JOSEPH-SIMEON MATTE, mis en cause, pour autoriser sa dite épouse.

Le lot No 7 (sept) de la subdivision du lot No 2969 (deux mille neuf cent soixante-neuf-7) du cadastre officiel pour le quartier du Palais, maintenant quartier Champlain, de la Cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Hamel—avec la maison dessus construite et droit de passage mitoyen sur le lot No 2 (deux) de la subdivision 2969, pour communiquer à la rue Saint-Flavien, circonstances et dépendances.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } L. J. ADJ. AMYOT, mer-
No. 173. } chant, of the city of Quebec, ERNEST HAMEL, agent, of the city of Quebec, ADOLPHE ROUTHIER, advocate, of Chicoutimi, all three in their quality of testamentary executors of the estate of Dame Elizabeth alias Heloise Routhier, in her lifetime, of the city of Quebec; against DAME LOUIS PROVENCHER, of the city of Quebec, wife separate as to property of Joseph Siméon Matte, accountant, of the city of Quebec, and the said JOSEPH SIMEON MATTE, *mis-en-cause*, to authorize his said wife.

The lot No. 7 (seven) of the subdivision of lot No. 2969 (two thousand nine hundred and sixty nine-7) of the official cadastre for Palace Ward, now Champlain Ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on Hamel Street—with a house thereon erected, and the right of a party way on lot No. 2 (two) of subdivision 2969, to communicate with Saint Flavien Street, circumstances and dependencies.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le DIXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, ce 3 mars 1926. 1205—10–2
[Première publication, le 6 mars 1926]
[Deuxième publication, le 20 mars 1926]

To be sold at my office, in the city of Quebec, the TENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, March 3, 1926. 1206—10–2
[First publication, March 6, 1926]
[Second publication, March 20, 1926]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } DAME AGNES LEPA-
No 304. } GE, de la cité de Québec, veuve de feu Albert Fortier, en son vivant, du même lieu, machiniste; contre ZOEL GARNEAU de la cité de Québec.

Les subdivisions Nos 339-1 et 340-1 (trois cent trente-neuf-un et trois cent quarante—un) du cadastre officiel pour la paroisse de Beauport, comté de Québec, étant un emplacement situé en la dite paroisse de Beauport, au lieu appelé "Parc Bellevue"—avec la maison dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Beauport, le NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, ce 3 mars 1926. 1207—10–2
[Première publication, le 6 mars 1926]
[Deuxième publication, le 20 mars 1926]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } DAME AGNES LEPAGE,
No. 304. } of the city of Quebec, widow of the late Albert Fortier, in his lifetime, of the same place, machinist; against ZOEL GARNEAU, of the city of Quebec.

The subdivisions Nos. 339-1 and 340-1 (three hundred and thirty nine-one and three hundred and forty-one) of the official cadastre for the parish of Beauport, county of Quebec, being an emplacement situate in the said parish of Beauport, at the place called "Parc Bellevue"—with the house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church of Beauport, the NINTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, March 3, 1926. 1208—10–2
[First publication, March 6th, 1926]
[Second publication, March 20th, 1926]

RICHELIE U

FIERI FACIAS.

Province de Québec, } REGIS LAVIGNE,
District de Richelieu, } bourgeois, du vil-
No 7620 } lage de Saint-Guillaume, dans le district de Richelieu, demandeur; contre CHARLES-EDOUARD DANIS, de la ville de Drummondville, dans le district d'Arthaba ka, défendeur; et CHARLES-RENÉ BLAIS, dessinateur, de la cité de Sorel, district de Richelieu, curateur au délaissement, à savoir:

Une portion de terre située en la paroisse de Saint-Bonaventure-d'Upton, de la contenance d'un arpent et trois quarts de largeur sur trente-six arpents de profondeur, le tout plus ou moins; tenant d'un bout, au nord-ouest, au chemin de front, de l'autre bout au sud-est, aux terres de Saint-Majorique, d'un côté au nord-est à Odilon Forest et de l'autre côté au sud-ouest à Joseph Cotnoir—avec maison et autres bâtisses dessus construites; laquelle portion de terre est une partie du lot de terre décrit aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Bonaventure-d'Upton, comme étant le lot numéro quatre-vingt -cinq (ptie No. 85).

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Bonaventure-d'Upton, le TRENTIEME jour du mois de MARS mil neuf cent vingt-six, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,
MICHEL SAINT-GERMAIN.
Bureau du shérif,
Sorel, 23 février 1926. 1035—9–2
[Première publication, le 27 février 1926]

RICHELIEU

FIERI FACIAS

Province of Quebec } REGIS LAVIGNE,
District of Richelieu, } gentleman, of the
No 7620. } village of Saint Guillaume, in the district of Richelieu, plaintiff; against CHARLES EDOUARD DANIS, of the town of Drummondville, in the district of Arthabaska, defendant; and CHARLES RENE BLAIS, draughtsman, of the city of Sorel, district of Richelieu, curator to the surrender, to wit:

A portion of land situate in the parish of Saint Bonaventure d'Upton, containing one and three quarter arpents in width by thirty six arpents in dep h, all more or less; boundea on one end, to the northwest, by the front road, on the other end, to the southeast, by the lands of Saint Majorique on one side to the northeast by Odilon Forest, and on the other side, to he southwest by Joseph Cotnoir — with house and other buildings thereon erected; which portion of land is a part of the lot of land described on the official plan and book of reference for the parish of Saint Bonaventure d'Upton, as being lot number eighty five (pt No. 85).

To be sold at the parochial church door of Saint Bonaventure d'Upton, on the THIRTIETH day of the month of MARCH, one thousand nine hundred and twenty six, at ONE o'clock in the afternoon.

MICHEL SAINT GERMAIN,
Sheriff's office, Sheriff
Sorel, February 23, 1926. 1036—9–2
[First publication, February 27, 1926]

ROBERVAL

FIERI FACIAS

Province de Québec.—Cour Supérieure.—District de Chicoutimi.

No 9884. } MEDERIC TREMBLAY, cordonnier, de Chicoutimi Ouest, demandeur; vs JOSEPH TREMBLAY "ETIENNE", dans le rang double de Saint-Félicien, défendeur.

Le lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro vingt et un A (No 21-A), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le deuxième rang du canton Demeules — avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Félicien, MERCREDI, le VINGT ET UNIEME jour d'AVRIL prochain (1926) à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.

Roberval, le 15 mars, 1926.

[Première publication, le 20 mars, 1926]

1431—12-2

ROBERVAL

FIERI FACIAS

Province of Quebec.—District of Chicoutimi.—Superior Court.

No. 9884. } MEDERIC TREMBLAY, shoemaker, of Chicoutimi west, plaintiff; vs JOSEPH TREMBLAY "ETIENNE, in the double range of Saint Felicien, defendant.

The lot of land now known and designated under number twenty one-A (No. 21-A), on the official cadastral plan and book of reference for the second range of the township of Demeules—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Félicien, on WEDNESDAY, the TWENTY FIRST day of APRIL next (1926), at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff's office, Sheriff.

Roberval, March 15, 1926.

[First publication, March 20, 1926]

1432—12-2

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

No 164. } ALBERTA O'MARA ET GERTRUDE O'MARA, épouse séparée de biens d'Alfred St-Arnault, et ce dernier pour l'autoriser aux fins des présentes, tous de la cité de Montréal; et ROLAND O'MARA, de la ville d'East Angus, demandeurs; contre ERWIN O'MARA, de la ville d'East Angus, et BERNICE O'MARA, représentée par son tuteur Erwin O'Mara et subrogé-tuteur Charles Pageau, d'Ascot Corner, dit district, défendeurs.

Saisi comme appartenant auxdits demandeurs:

Le lot numéro douze-soixante-douze (12-72), dans le second rang du canton Westbury (ville d'East Angus), contenant trois mille cinq cent vingt-cinq (3,525) pieds en superficie, plus ou moins—et avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Louis-de-Westbury (East Angus), MARDI, le VINGTIEME jour d'AVRIL 1926, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif. C.-E. THERRIEN.

Sherbrooke, 16 mars 1926.

[Première publication, 20 mars 1926]

1473—12-2

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.— istrict of Saint Francis.

No. 164. } ALBERTA O'MARA and GERTRUDE O'MARA, wife separate as to property of Alfred St-Arnault, and the latter to authorize her for these presents, all of the city of Montreal; and ROLAND O'MARA, of the town of East Angus, plaintiffs; against ERWIN O'MARA, of the town of East-Angus; and BERNICE O'MARA, represented by her tutor Erwin O'Mara and sub-tutor Charles Pageau, of Ascot Corner, said district, defendants.

Seized as belonging to the said plaintiffs:

The lot number twelve-seventy two (12-72), in the second range of the township of Westbury (town of East-Angus), containing three thousand five hundred and twenty five feet in superficies (3,525), more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Louis de Westbury (East Angus), TUESDAY, the TWENTIETH day of APRIL, 1926, at TEN o'clock in the forenoon.

C. E. THERRIEN,

Sheriff's office. Sheriff.

Sherbrooke, March 16th, 1926.

[First publication, March 20, 1926]

1474—12-2

TERREBONNE

PROCÉDURE SOMMAIRE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada. Province de Québec. District de Terrebonne. Cour de Magistrat pour le district de Terrebonne.

No 892. } LA VILLE DE SAINT-JEROME, dit district, demanderesse; vs DELLE HERMINE AUBIN, du même lieu, défenderesse.

TERREBONNE

SUMMARY PROCEDURE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada. Province of Quebec. District of Terrebonne. Magistrate's Court for the district of Terrebonne.

No. 892. } THE TOWN OF SAINT JEROME, said district, plaintiff; vs MISS HERMINE AUBIN, of the same place, defendant.

Comme appartenant à la dite défenderesse, l'immeuble suivant, savoir:

Le lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels et faisant partie du lot (numéro 479) quatre cent soixante-dix-neuf, du cadastre de la ville de Saint-Jérôme, de forme irrégulière; borné en front par la rue Laviolette, au nord par le lot P. No 480 appartenant à Mme Joseph Plouffe, à l'est par la rivière du Nord, au sud par le lot P. 478 appartenant à Canadian Consolidated Rubber Co., Ltd—sans bâtisses.

Pour être vendu à mon bureau d'affaires, dans la ville de Saint-Jérôme, dit district, le VINGTIEME jour d'AVRIL, 1926, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
J.-W. CYR.

Bureau du shérif,
Saint-Jérôme, 11 mars 1926.

[Première publication, le 20 mars, 1926]
1405—12-2

As belonging to the said defendant, the following immovable, to wit:

The lot of land known and designated on the official plan and book of reference and forming part of lot (number 479) four hundred and seventy nine, of the cadastre of the town of Saint Jerome, of irregular figure; bounded in front by Laviolette Street, to the north by lot P. No. 480 belonging to Mrs Joseph Plouffe, to the east by the North river, to the south by lot P. 478, belonging to Canadian Consolidated Rubber Co., Ltd. —without buildings.

To be sold at my business office, in the town of Saint Jérôme, said district, the TWENTIETH day of APRIL, 1926, at TEN o'clock in the forenoon.

J. W. CYR,
Sheriff.

Sheriff's office,
Saint Jérôme, March 11, 1926.

[First publication, March 20, 1926]
1406—12-2

PROCÉDURE SOMMAIRE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada. Province de Québec. District de Terrebonne. Cour de Magistrat pour le district de Terrebonne.

No 885. LA VILLE DE SAINT-JEROME, dit district, demanderesse; vs JOSEPH CHAMBERLAIN, du même lieu, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, les immeubles suivants, savoir:

Les lots de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels sous les numéros (12-4*a* et 12-5*a*) douze, subdivision quatre *a* et douze subdivision cinq *a*, du cadastre de la ville de Saint-Jérôme.

Pour être vendus à mon bureau d'affaires, dans la ville de Saint-Jérôme, dit district, le VINGTIEME jour d'AVRIL, 1926, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
J.-W. CYR.

Bureau du shérif,
Saint-Jérôme, 11 mars, 1926

[Première publication, le 20 mars, 1926]
1407—12-2

SUMMARY PROCEDURE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada. Province of Quebec. District of Terrebonne. Magistrate's Court for the district of Terebonne.

No. 885. THE TOWN OF SAINT JEROME, said district, p'aintiff; vs JOSEPH CHAMBERLAIN, of the same place, defendant.

As belonging to the said defendant, the following immovables, to wit:

The lots of land known and designated on the official plan and book of reference under numbers (12-4*a* and 12-5*a*) twelve, subdivision four a, and twelve, subdivision five *a*, of the cadastre of the town of Saint Jerome.

To be so'd at my business office, in the town of Saint Jerome, said district, the TWENTIETH day of APRIL, 1926, at TEN o'clock in the forenoon.

J. W. CYR,
Sheriff.

Sheriff's office,
Saint Jerome, March 11, 1926.

[First publication, March 20, 1926]
1408—12-2

PROCÉDURE SOMMAIRE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada. Province de Québec. District de Terrebonne. Cour de Magistrat pour le district de Terrebonne.

No 893. LA VILLE DE SAINT-JEROME, dit district; demanderesse; vs ALPHONSE DORRIS, du même lieu, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, l'immeuble suivant, savoir:

Le lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels et faisant partie du lot No P363 du cadastre de la ville de Saint-Jérôme, dit district, mesurant cinquante pieds de front sur la rue Saint-Jovite ainsi qu'en arrière, mesure anglaise, par cent pieds de profondeur, mesure française, et borné d'un côté par Adélard Ouellette, de l'autre côté et en arrière par le reste du dit No 363, appartenant à Alexandre Villeneuve ou représentants, en avant par la rue Saint-Jovite—sans bâtisses.

Pour être vendu à mon bureau d'affaires, dans la ville de Saint-Jérôme, dit district, le VINGT-

SUMMARY PROCEDURE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada. Province of Quebec. District of Terrebonne. Magistrate's Court for the District of Terrebonne.

No. 893. THE TOWN OF SAINT JEROME, said district, p'aintiff; vs ALPHONSE DORRIS, of the same place, defendant.

As belonging to the said defendant, the following immovable, to wit:

The lot of land known and designated on the official plan and book of reference and forming part of lot number P-363 of the cadastre of the town of Saint Jerome, said district, measuring fifty feet in front on Saint Jovite Street, and also in rear, English measure, by one hundred feet in depth, French measure, and bounded on one side by Adelard Oue'lette, on the other side and in rear by the residue of the said No. 363, belonging to Alexandre Villeneuve or representatives, and in front by Saint Jovite Street —without buildings.

To be sold at my business office, in the town of Saint Jerome, said district, the TWENTIETH

IEME jour d'AVRIL, 1926, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-W. CYR.
Saint-Jérôme, 11 mars, 1926.
[Première publication, le 20 mars, 1926]
1409—12-2

day of APRIL, 1926, at TEN o'clock in the forenoon.

J. W. CYR,
Sheriff's office, Sheriff.
Saint Jerome, March 11, 1926.
[First publication, March 20, 1926]
1410—12-2

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir: No 710. } ARTHUR MARTINFAU, demandeur; vs HENRI LESSARD, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir:

1. Un emp'acement situé en la paroisse de Saint-Pau'in, dans le premier rang Beauva'lon, de la contenance de soixante-sept pieds et demi de large, sur une profondeur de cent trente-cinq pieds dans la ligne ouest et cent trente et un pieds dans la ligne côté est, le tout mesure ang'aise; pris et distrait du lot de terre connu et désigné sur le p'an et au livre de renvoi officie's du cadastre d'enregistrement du comté de Maskinongé, pour la paroisse de Saint-Pau'in, sous le numéro quarante-six (46); tenant en front au chemin de front, d'un côté vers l'ouest à l'emp'acement de Veuve Joseph Rabouin, en arrière au terrain de Dame Noé Ladouceur et de l'autre côté au terrain de Maxime Bourassa—avec les bâtisses dessus construites; à la charge par l'acquéreur de payer à Thomas Hogue ou représentants la rente de neuf piastres constituée au capital de cent cinquante piastres grevant ledit emp'acement, et dont le premier paiement se fera le premier mai prochain 1926, et d'année en année jusqu'au rachat de ladite rente de cent cinquante piastres;

2. Une terre située en la paroisse de Saint-Paulin, concession premier rang Beauva'lon, connue et désignée aux p'an et livre de renvoi officie's du cadastre d'enregistrement du comté de Maskinongé, pour la paroisse de Saint-Pau'in, sous les numéros cent onze et cent treize (Nos 111 et 113) —avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'égl'ise de la paroisse de Saint-Pau'in, dans le comté de Maskinongé, le VINGT ET UNIEME jour d'AVRIL prochain 1926, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif. PHI.-L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 15 mars 1926.
[Première publication, 20 mars 1926]
1475—12-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir: No. 788. } ONESIME MONGRAIN, demandeur; vs OVIDE PERRON, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:

Une terre située en la paroisse de Saint-Ade'phe, dans le comté de Champ'ain, connue et désignée sur les p'an et livre de renvoi officie's de la paroisse de Saint-Stanislas, sous le numéro sept cent vingt-cinq (No 725); à distraire du dit immeub'e les emplacements et terrains vendus à Hubert Côté, Emile Lefebvre, Ferdinand Auger, Ernest Lafontaine, Onésime Mongrain, Georges Lafontaine, et aussi le terrain vendu aux com-

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit: No. 710. } ARTHUR MARTINEAU, plaintiff; vs HENRI LESSARD, defendant.

As be'onging to the said defendant, to wit:

1. An emp'acement situate in the parish of Saint Pau'in, in the first range of Beauva'lon, containing sixty seven feet and a ha'f in width, by a depth of one hundred and thirty five feet in the west line and one hundred and thirty one feet in the line on the east side, the whole Eng'ish measure; to be taken and deducted from the lot of land known and designated on the official cadastral p'an and book of reference of the county of Maskinongé, for the parish of Saint Pau'in, under numb er forty six (46); bounded in front by the front road, on one side to the west by the emp'acement of widow Joseph Rabouin, in rear by the land of Dame Noé Ladouceur, and on the other side by the land of Maxime Bourassa—with the bui'dings thereon erected; subject to the charge by the purchaser to pay to Thomas Hogue, or representatives, the rent of nine dollars constituted on the capita' of one hundred and fifty do'lars encumbering the said emp'acement, and which the first payment will be made the first of May next, 1926, and from year to year until the redemption of the said rent of one hundred and fifty do'lars;

2. A farm situate in the parish of Saint Pau'in, concession, of the first range of Beauva'lon, known and designated on the official cadastral p an and book of reference of the county of Maskinongé, for the parish of Saint Paulin, under numbers one hundred and e'even and one hundred and thirteen (Nos 111 and 113)—with the bui'dings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be so'd at the door of the church of the parish of Saint Pau'in, in the county of Maskinongé, the TWENTY FIRST day of APRIL next 1926, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

PHI. L. LASSONDE,
Sheriff's office. Sheriff.
Three Rivers, March 15, 1926.
[First publication, March 20, 1926]
1476—12-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit: No. 788. } ONESIME MONGRAIN, p aintiff; vs OVIDE PERRON, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

A farm situate in the parish of Saint Adel he, in the county of Champ'ain, known and designated on the official p'an and book of reference of the parish of Saint Stanis'as, under numb er seven hundred and twenty five (No 725); to be deducted from the said immovable the emp'acements and lots of land so'd to Hubert Côté, Emile Lefebvre, Ferdinand Auger, Ernest Lafontaine, Onésime Mongrain, Georges Lafontaine, and also the

missaires du chemin de fer Transcontinental, le tout sujet aux réserves de Evan-John Price, ou représentants, suivant leurs titres.

Pour être vendue à la porte de l'égl'se de la paroisse de Saint-Adelphe, dans le comté de Champ'ain, le VINGTIFME jour d'AVRIL prochain 1926, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, PHI.-L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 15 mars, 1926.
[Première publication, le 20 mars, 1926]
1477—12-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat du comté de Champlain, district des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } ONESIME BEL-
No 305. } LEMARE, demandeur; vs DAME LAURETTE GAUTHIER ET VIR. défendeurs.

Comme appartenant à l'un desdits défendeurs Wellie Gélinas, savoir: Un quart indivis de la nue propriété des immeubles suivants:

1. Une terre à Saint-Barnabé, au village, à la concession nord-est de Saint-Joseph, contenant trois arpents de front sur environ vingt arpents et demi de profondeur; bornée en front par le chemin public, en profondeur au premier rang de l'augmentation du township de Caxton, joignant au sud aux représentants de Toussaint Désaulniers, au nord au surplus du terrain du Rév. T. Martel ou représentant—sans bâtisse;

2. Un terrain au même lieu, pour servir de chemin, de vingt-cinq pieds de large sur trois quarts d'arpent de long à partir du côté nord longeant l'emplacement de Félix Bergeron, débouchant ensuite sur le chemin public, faisant partie, les dites terre et lisière, du lot numéro deux cent soixante-trois (Pt. No 263) du cadastre hypothécaire de la paroisse de Saint-Barnabé, comté de Saint-Maurice, moins la juste moitié de la terre en premier lieu décrite, soit un arpent et demi de large sur la longueur de la terre qui a été vendue par les donateurs avec les servitudes actives et passives, droits au chemin — avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances et suivant les titres primitifs.

3. Un emplacement au même lieu, au village, contigu à la terre susdite, concession nord-est Saint-Joseph, contenant un demi-arpent de largeur sur environ trois quarts d'arpent de profondeur et de là prenant un arpent de largeur environ et s'étendant vers le nord-est jusqu'à l'emplacement du Rév. Curé Duguay, représentant Cyrille Gélinas, où ledit emplacement se termine; tenant en front au chemin public, du côté sud partie à Félix Bergeron et partie à la terre du donateur sus-désignée, et du côté nord par une rue prise sur le terrain de la Fabrique—avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances, ledit emplacement faisant partie du lot numéro deux cent soixante-trois (Pt. No 263) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre hypothécaire de la paroisse de Saint-Barnabé.

Le quart indivis desdites propriétés appartenant au défendeur Wellie Gélinas, en vertu d'un acte de donation de Dieudonné Gélinas, cultivateur, de Saint-Barnabé, et de son épouse Elzire Lacombe, audit défendeur et à Godmer Gélinas, Ephrem Gélinas et Eugène Gélinas, donataires conjoints audit acte, passé devant le notaire Louis-Joseph Dostaler, le 18 juillet 1921, et dûment

land sold to the Commissioners of the Transcontinental Railway, the whole subject to the reserves of Evan John Price, or representatives, according to tit'es.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Adelphe, in the county of Champlain, the TWENTIETH day of APRIL next, 1926, at TEN o'clock in the forenoon.

PHI. L. LASSONDE,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, March 15, 1926.
[First publication, March 20, 1926]
1478—12-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court of the county of Champlain, District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } ONESIME BELLE-
No. 305. } MARE, Plaintiff; vs DAME LAURETTE GAUTHIER ET VIR, Defendants.

As belonging to one of the said defendants, Wellie Gélinas, to wit: One undivided quarter of the vested ownership of the following immovables:

1. A farm at Saint Barnabé, in the village, on the northeast concession of Saint Joseph, containing three arpents in front by about twenty arpents and a half in depth; bounded in front by the public road, in depth by the first range of the gore of the township of Caxton, adjoining to the south the representatives of Toussaint Désaulniers, to the north the residue of the land of Rev. T. Martel or representatives—without buildings.

2. A lot of land at the same place, to be used as a road, of twenty five feet in width by three quarters of an arpent in length, beginning from the north side running along the emplacement of Félix Bergeron, then running out on to the public road, forming part, the said farm and strip of land, of lot number two hundred and sixty three (P. No. 263) of the hypothecary cadastre of the parish of Saint Barnabé, county of Saint Maurice, less the exact half of the farm firstly described, being one arpent and a half in width by the length of the land which has been sold by the donors; with the active and passive servitudes, right of way—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies and according to the original titles.

3. An emplacement at the same place, in the village, contiguous to the land aforesaid, on the northeast concession of Saint Joseph, containing one half arpent in width by about three quarters of an arpent in depth and thence being about one arpent in width and extending to the northeast up to the emplacement of Rev. Curé Duguay, representing Cyrille Gélinas, where the said emplacement ends; bounded in front by the public road, on the south side partly by Félix Bergeron and partly by the land of the donor hereabove mentioned, and on the north side by a street taken on the land of the Fabrique—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, the said emplacement forming part of lot number two hundred and sixty three (P. No 263), on the official plan and book of reference of the hypothecary cadastre of the parish of Saint Barnabé.

The undivided quarter of the said properties belonging to the defendant Wellie Gélinas, under virtue of a deed of donation of Dieudonné Gélinas farmer, of Saint Barnabé, and of his wife Elzire Lacombe, to the said defendant and to Godmer Gélinas, Ephrem Gélinas and Eugène Gélinas, joint donees in the said deed, passed before notary Louis Joseph Dostaler, the 18th of July, 1921,

enregistré, ledit acte réservant aux dits donateurs l'usufruit desdites propriétés jusqu'à la mort du dernier desdits donateurs.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Barnabé, dans le comté de Saint-Maurice, le TRENTE-UNIEME jour de MARS prochain 1926, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif. PHI.-L. LASSONDE.

Trois-Rivières, 22 février 1926. 1027—9-2

[Première publication, 27 février 1926]

and duly registered, the said deed reserving for the said donors the usufruct of the said properties until the death of the last of the said donors.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Barnabé, in the county of Saint Maurice, the THIRTY FIRST day of MARCH next, 1926, at TEN o'clock in the forenoon.

PHI. L. LASSONDE,

Sheriff's office, Sheriff.

Three Rivers, February 22, 1926. 1028—9-2

[First publication, February 27, 1926]

Département de l'Instruction publique

No 778-24

Québec, 15 mars, 1926.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Jeanne-d'Arc, comté d'Abitibi, les lots Nos 16 à 31 inclusivement des rangs 2 et 3 du canton de La Reine, et d'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Sainte-Jeanne-d'Arc, village", même comté. La partie restante de la municipalité scolaire actuelle devra être, à l'avenir, désignée sous le nom de Sainte-Jeanne d'Arc, paroisse. 1435—12-2

Department of Public Instruction

No. 778-24

Quebec, March 15, 1926.

Application is made to detach from the School Municipality of Sainte Jeanne d'Arc, county of Abitibi, the lots Nos 16 to 31 inclusively, of the ranges 2 and 3 of the township of La Reine, and to erect all this territory into a separate school municipality under the name of Sainte Jeanne d'Arc, village, same county. The remaining part of the actual school municipality shall be, in future, designated under the name of Sainte Jeanne d'Arc, parish.

1436—12-2

Département de la Voirie

Décret du lieutenant-gouverneur en conseil, No 426, 17 mars, 1926.

ROUTE MONTREAL-SHERBROOKE

A l'avenir, les chemins ci-après décrits cesseront de faire partie de la route régionale:

MONTREAL-SHERBROOKE

savoir:

DANS LE COMTE DE SHEFFORD:

Dans la cité de Granby:

Les parties du chemin Saint-Paul et du chemin de Waterloo en bas, détachées de la municipalité du canton de Granby et annexées à la cité de Granby par le statut 15 G V, ch. 98. 1461

Roads Department

Order of the Lieutenant-Governor in Council No. 426. March 17, 1926.

MONTREAL SHERBROOKE HIGHWAY

In the future, the roads hereunder described shall cease to form part of the regional highway

MONTREAL-SHERBROOKE HIGHWAY

to wit:

IN THE COUNTY OF SHEFFORD:

In the city of Granby :

The parts of the Saint Paul road and of the lower Waterloo road detached from the municipality of the township of Granby and annexed to the city of Granby by the Statute 15 G. V, ch. 98. 1462

Actions en séparation de biens

Canada. Province de Québec, District de Montmagny, devant la Cour Supérieure, No 2474. Dame Alice Guay, épouse commune en biens de Ernest Lessard, commerçant, du Lac Frontière, comté de Montmagny, duement autorisée à instituer les présentes, demanderesse; vs le dit Ernest Lessard, commerçant, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

Montmagny, ce 17 mars, 1926.

Le procureur de la demanderesse,

1453—12-5 J.-AUGUSTE GOSSELIN.

Actions for separation as to property

Canada. Province of Quebec, District of Montmagny, before the Superior Court. No. 2474. Dame Alice Guay, wife common as to property of Ernest Lessard, trader, of Lake Frontière, county of Montmagny, duly authorized for the purposes hereof, plaintiff; vs the said Ernest Lessard, trader, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted this day.

Montmagny, March 17, 1926.

J AUGUSTE GOSSELIN,

1454—12-5 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Roberval, dans la Cour supérieure, No 5031. Dame Marie Perron, épouse commune en biens de Henri Rousseau, menuisier, de Saint-Joseph-d'Alma, demanderesse; vs ledit Henri Rousseau, de Saint-Joseph-d'Alma, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur en cette cause, le huitième jour de mars 1926.

Le procureur de la demanderesse,
J.-ALFRED LAFOREST.

Roberval, le 16 mars 1926. 1455—12-5

Province of Quebec, district of Roberval, in the Superior Court, No. 5031. Dame Marie Perron, wife common as to property of Henri Rousseau, joiner, of Saint Joseph d'Alma, plaintiff; vs the said Henri Rousseau, of Saint Joseph d'Alma, defendant.

An action for separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant in this cause, the eighth day of March, 1926.

J. ALFRED LAFOREST,
Attorney for plaintiff.

Roberval, March 16, 1926. 1456—12-5

Avis divers

In re: "The Huntingville Cemetery Association", Huntingville, Qué.

Avis public est, par les présentes, donné que William-S. Hunting et autres demandant l'incorporation d'une compagnie de cimetière, sous le nom de "The Huntingville Cemetery Association", en vertu des dispositions du chapitre 206 des Statuts refondus de Québec, 1925.

La propriété en question est connue comme étant le lot numéro sept-X (7x), dans le cinquième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton Ascot, dans le district de Saint-François.

Daté ce 13 mars 1926.

Les procureurs des requérants,
1445 RUGG, MIGNAULT & HOLTHAM.

Miscellaneous Notices

In Re: "The Huntingville Cemetery Association", Huntingville, Que.

Public notice is hereby given that William S. Hunting and others, are applying for the incorporation of a Cemetery Company, under the name of "The Huntingville Cemetery Association", by and under the provisions of Chapter 206 of the Revised Statutes of Quebec, 1925.

The property in question is known as the lot number seven-X (7-X), in the Fifth Range of the Official Cadastral plan and book of reference for the township of Ascot, in the district of Saint Francis.

Dated March 13th, 1926.

RUGG, MIGNAULT & HOLTHAM,
1446 Attorneys for Petitioners.

RAPPORT d'un comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 3 mars 1926, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 4 mars 1926.

Concernant la municipalité de Lacadie, comté de Saint-Jean, P. Q.—(No 357).

L'honorable ministre des Affaires Municipales, dans un rapport en date du 3 mars 1926, expose: que le conseil municipal de la paroisse de Sainte-Marguerite-de-Blairfindie, comté de Saint-Jean, P. Q., par une lettre en date du 20 janvier 1926, demande la permission de changer le nom de la dite municipalité en celui de "municipalité de Lacadie";

Que toutes les formalités exigées par la loi ont été accomplies;

Vu le rapport du procureur général en date du 2 mars 1926;

En conséquence, l'Honorable Ministre recommande que le nom de la dite municipalité soit changé en celui de "municipalité de Lacadie", sous l'autorité des dispositions de l'article 48 du code municipal.

Certifié,
Le Greffier du Conseil Exécutif,
(Signé) A. MORISSET.

D'accord avec l'arrêté en conseil, avis est, par les présentes, donné par les soussignés, qu'après la publication de cet avis, le nom de la "municipalité de Sainte-Marguerite-de-Blairfindie", comté de Saint-Jean, P. Q., est changé à "Municipalité de Lacadie, P. Q."

Le maire,
ERNEST LEMIEUX.
Le secrétaire-trésorier,
DR P.-A. LECUYER.

Lacadie, 12 mars 1926. 1457

REPORT of a Committee of the Honourable Executive Council, dated March 3, 1926, approved by the Lieutenant-Governor, March 4, 1926.

Respecting the municipality of Lacadie, county of Saint John's, P. Q.—(No. 357).

The Honourable Minister of Municipal Affairs, in a report dated the 3rd of March, 1926, sets forth: that the municipal council of the parish of Sainte Marguerite de Blairfindie, county of Saint John's, P. Q., by letter dated the 20th of January, 1926, makes application for permission to change the name of the said municipality to that of "Municipality of Lacadie";

That all formalities required by law have been complied with;

That considering the report of the Attorney-General dated March 2nd, 1926;

Therefore, the Honourable Minister recommends that the name of the said Municipality be changed to that of "Municipality of Lacadie", under the authority of the provisions of article 48 of the Municipal Code.

Certified,
(Signed) A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

In accordance with the above order-in-council, the undersigned hereby give notice that after publication thereof, the name of the "Municipality of Sainte Marguerite de Blairfindie", county of Saint John's, P. Q., be and is changed to "Municipality of Lacadie, P. Q."

ERNEST LEMIEUX,
Mayor.
DR. P. A. LECUYER,
Secretary-Treasurer.

Lacadie, 12th March, 1926. 1458

Bureau-chef

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Cambrian Gold Mines, Limited (Libre de responsabilité personnelle)", incorporée par lettres patentes émises par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec en date du 21ème jour de janvier 1926, et ayant son bureau-chef à Montréal, a établi son bureau au No 145 rue Saint-Jacques, chambre 310.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, ce 16ème jour de mars 1926.

Le président,

1447 F.-J. HUNTER

Chief Office

Notice is hereby given that "Cambrian Gold Mines, Limited (No Personal Liability)", incorporated by Letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec and dated the 21st of January, 1926, and having its head office in Montreal, has established its office at No 145 Saint James Street, Room 310.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Montreal, this 16th day of March, 1926.

F. J. HUNTER,

1448 President

Chartes :—Abandon de

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Gareau Motor Sales, Limited", incorporée par lettres patentes émises par le lieutenant-gouverneur en Conseil, le 2ème jour d'octobre 1923, ayant vendu comme industrie active tout son actif à la compagnie "Gareau Motor Sales, Limited", incorporée par lettres patentes émises par le lieutenant-gouverneur en Conseil le 3ème jour de février 1926, s'adressera au lieutenant-gouverneur en Conseil pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, ce 16ème jour de mars 1926.

Le secrétaire,

1449 R. LAZAROVITCH.

Charters :—Surrender of

Notice is hereby given that "Gareau Motor Sales, Limited", incorporated by letters patent granted by the Lieutenant-Governor in Council, on the 2nd day of October 1923, having sold as a going concern all its assets to "Gareau Motor Sales, Limited", incorporated by letters patent granted by the Lieutenant-Governor in Council on the 3rd day of February, 1926, will make application to the Lieutenant-Governor in Council for leave to surrender its charter.

Montreal, this 16th day of March, 1926.

R. LAZAROVITCH,

1450 Secretary.

"RIVERSIDE MANUFACTURING COMPANY, LIMITED".

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Riverside Manufacturing Company, Limited", (constituée en corporation par lettres patentes émises par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, et ayant son bureau-chef en la cité des Trois-Rivières, dans la province de Québec), s'étant départie de ses biens et ayant divisé son actif proportionnellement entre ses actionnaires, et n'ayant pas de dettes et de passif, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, conformément aux dispositions de la loi des compagnies de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

RIVERSIDE MANUFACTURING COMPANY, LIMITED.

Par le secrétaire-trésorier,

1451 A. DEHAUFFE.

RIVERSIDE MANUFACTURING COMPANY, LIMITED.

Notice is hereby given that Riverside Manufacturing Company, Limited, (incorporated by Letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec and having its head office in the city of Three Rivers, in the Province of Quebec), having parted with its property and divided its assets rateably among its shareholders and having no debts or liabilities, will make application to the Lieutenant-Governor in Council of the province of Quebec, in accordance with the provisions of the Quebec Companies' Act, for leave to surrender its charter.

RIVERSIDE MANUFACTURING COMPANY, LIMITED.

A DEHAUFFE,

1452 Secretary-Treasurer.

Minutes de notaire

Québec, le 18 mars, 1926.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du code du notariat, qu'il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil en date du 17 mars, 1926, d'accorder à M. Paul-A. Blondin, notaire, de la cité de Montréal, le transfert des minutes, répertoire et index de feu Georges-Antoine Bourdeau, en son vivant, notaire, du même lieu.

Le sous-secrétaire de la province,

1481 C.-J. SIMARD.

Notarial Minutes

Quebec, March 18, 1926.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order-in-Council dated the 17th of March 1926, to grant in favour of Mr Paul A. Blondin, notary, of the city of Montreal, the transfer of the minutes, repertory and index of the late Georges Antoine Bourdeau, in his lifetime, notary, of the same place.

C J SIMARD,

1482 Assistant Provincial Secretary.

Québec, le 18 mars, 1926.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du code du notariat, qu'il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par arrêté en conseil en date du 17 mars, 1926, d'accorder à M. Joseph-Eudore Beauchamp, notaire, de la ville de L'Assomption, le transfert des minutes, répertoire et index de feu Elie Lemire, en son vivant, notaire, du même lieu.

Le sous-secrétaire de la province,
1479 C.-J SIMARD.

Quebec, March 18, 1926.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order-in-Council dated the 17th of March, 1926, to grant in favour of Mr Joseph Eudore Beauchamp notary, of the town of L'Assomption, the transfer of the minutes, repertory and index of the late Elie Lemire, in his lifetime, notary, of the same place.

C. J. SIMARD,
1480 Assistant Provincial Secretary.

Soumissions

Province de Québec.—District de Chicoutimi.

LA CORPORATION MUNICIPALE DU CANTON CHICOUTIMI

Avis public est par les présentes donné que le Conseil de la Corporation du Canton Chicoutimi recevra jusqu'à dix heures A. M. mardi, le 6 avril 1926, au bureau du soussigné, des soumissions écrites, cachetées et endossées "Soumissions pour Bons", pour l'achat de quarante-cinq mille piastres de bons de la Corporation du canton Chicoutimi, portant intérêt au taux de 5½%, émis en vertu de son règlement No 32 dûment adopté et approuvé suivant la Loi.

Ces bons sont au nombre de 126, en coupures de $100 et $500., sont rachetables en séries de un à vingt ans et sont datés du 1er mars, 1926.

Chaque soumission devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas l'intérêt accru sur les dits bons au moment de leur livraison.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% de la valeur au pair de l'émission.

Le Conseil de la Corporation du Canton Chicoutimi ne s'engage pas à accepter la plus haute ni aucune autre soumission.

Les soumissions seront considérées à une assemblée publique du Conseil de la dite Corporation, qui sera tenue à la salle publique, en la ville de Chicoutimi, au lieu ordinaire de ses séances, le 6 avril 1926, à dix heures du matin ou à un ajournement de cette séance.

Donné à Chicoutimi, ce 15ième jour de mars, 1926.

Le secrétaire-trésorier,
1437—12-2 ADOLPHE ROUTHIER.

Avis est par les présentes donné que la Ville Châteauguay demande des soumissions pour la vente de $4,500.00 d'obligations, dont quatre (4) coupures de $1,000.00, l'une, et l'autre de $500.00, numérotées consécutivement de 11 à 15 inclusivement, dont les quatre premières de $1,000.00 et la cinquième de $500.00, de la valeur totale de $4,500.00 comme susdit, datées du 1er mai 1926, échéant le 1er mai 1946, avec coupons d'intérêts à 5½% y attachés, payables semi-annuellement les premiers de mai et de novembre de chaque année au bureau principal de la Banque Canadienne Nationale, à Montréal, ou à l'agence de ladite Banque Canadienne Nationale, à Châteauguay, dans la province de Québec.

Tenders

Province of Quebec.—District of Chicoutimi.

THE CORPORATION OF THE TOWNSHIP OF CHICOUTIMI.

Public notice is hereby given that the Council of the Corporation of the Township of Chicoutimi will receive until ten o'clock A. M. Tuesday, the 6th of April, 1926, at the office of the undersigned, written tenders sealed and endorsed "Tenders for Bonds", for the purchase of forty five thousand dollars of Bonds of the Corporation of the township of Chicoutimi, bearing 5½% interest per annum, issued under the authority of its By-law No 32 duly adopted and approved of, according to law.

These bonds are of the number of 126 and of denominations of $100.00 and $500.00, are redeemable in series of one to twenty years and are dated the first of March, 1926.

Each tender must specify whether the price offered does or does not include the interest accrued on the bonds up to the time of delivery.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the par value of the issue.

The Council of the Corporation of the Township of Chicoutimi, in the town of Chicoutimi, does not bind itself to accept the highest or any other tender.

The tenders will be considered at a public sitting of the Council of the said Corporation, to be held at its municipal hall, in the town of Chicoutimi, at the ordinary place of its sessions, on the 6th of April, 1926, at ten o'clock in the forenoon, or at any adjournment of this meeting.

Given at Chicoutimi, this 15th day of March, 1926.

ADOLPHE ROUTHIER,
1438—12-2 Secretary-Treasurer.

Public notice is hereby given that the Town of Chateauguay hereby asks for tenders for the sale of $4,500.00 of bonds, in denominations of which four of one thousand dollars ($1,000.00) each, and the other of five hundred dollars ($500.00), numbered consecutively from 11 to 15 inclusively, of which the four first of $1,000.00 and the fifth of $500.00, of the total value of $4,500.00 as aforesaid, dated the first day of May 1926, maturing the first of May 1946, with interest coupons at 5½% attached thereto, payable semi-annually the first day of May and November of each year, at the head office of the Canadian National Bank, at Montreal, or at the agency of the said Canadian National Bank, at Chateauguay, in the province of Quebec.

Lesdites obligations sont émises conformément aux lois de la province de Québec, et en vertu du règlement No 37 de la ville Châteauguay, adopté par son conseil le 15ième jour de mai 1923, approuvé par les électeurs municipaux, propriétaires fonciers de la ville Châteauguay, les 15ième et 16ième jours de juin 1923, amendé par résolution de son conseil le 23 août 1923 et approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil le 13 septembre 1923, et en vertu de résolution adoptée par le conseil de la ville Châteauguay le 11ième jour de février 1926, et sont approuvées par le ministre des affaires municipales de la province de Québec.

Lesdites soumissions seront prises en considération par le conseil de la ville Châteauguay, à sa prochaine séance, laquelle sera tenue à l'hôtel de ville, à Châteauguay, le 13ième jour d'avril 1926, à 7½ heures p. m., et elles devront être accompagnées d'un chèque accepté égal à un pour cent (1%) du montant desdites obligations.

Tout chèque accompagnant une soumission non acceptée sera retourné immédiatement au signataire, et le chèque accompagnant la soumission acceptée ne sera remis qu'après l'exécution de la vente desdites débentures.

Toute soumission devra mentionner si elle comporte les intérêts accrus au moment de la livraison.

Le présent avis est donné en vertu d'une résolution du conseil de la ville Châteauguay adoptée unanimement à sa séance du 11 février, 1926.

Le maire,
ALBERT BARRETTE,
Le secrétaire-trésorier,
1459 ARTHUR LABERGE.

The said bonds have been issued in accordance with the laws of the province of Quebec and under by-law No. 37, adopted by the Council of the town of Chateauguay, the 15th day of May, 1923, approved by the municipal electors who are property owners of the Town of Chateauguay, the 15th and 16th days of June, 1923, amended by resolution of its Council the 23rd of August, 1923, and approved by the Lieutenant-Governor in Council the 13th of September, 1923, and in virtue of resolution adopted by the Council of the Town of Chateauguay the 11th day of February, 1926, and are approved by the Minister of Municipal Affairs of the Province of Quebec.

The said tenders shall be taken into consideration by the Council of the Town of Chateauguay, at its next meeting, which shall be held in the City Hall, at Chateauguay, the 13th day of April, 1926, at 7.30 o'clock P. M., and must be accompagnied by an accepted cheque equal to one per cent (1%) of the amount of the said bonds.

In the case where the tender shall not be accepted, the cheque shall be returned forthwith, and that accompanying the accepted tender shall only be returned after the execution of the sale of the said bonds.

Every tender shall specify if it includes the accrued interest at the time of delivery.

The present notice is given under a resolution of the Council of the Town of Chateauguay, unanimously adopted at its meeting of the 11th of February, 1926.

ALBERT BARRETTE,
Mayor.
ARTHUR LABERGE,
1460 Secretary-Treasurer.

Index de la Gazette Officielle de Québec. No 12

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—

Dame Bachand vs Fournier..... 1115
" Benoit vs Lemaire..... 1114
" Breton vs Bordua..... 1113
" Charland vs Moreau..... 1115
" Cheshan vs Saxe..... 1114
" Gagnon vs Gagné..... 1114
" Ginchereau vs Pleau..... 1113
" Guay vs Lessard..... 1147
" Montpetit vs Léger..... 1114
" Perron vs Rousseau..... 1148
" Sluglith vs Feldstein..... 1114
" Troie vs Bessette..... 1114

ANNONCEURS:—Avis aux..... 1059

ASSEMBLÉE:—

Montreal Tramways Company..... 1115

AVIS DIVERS:—

Bélisle, Dr J.-O., suspendu..... 1115
Iron Hill Union Cemetery..... 1117
Municipalité de Lacadie..... 1148
Noel, Dr Alphédor, suspendu..... 1116
The Donnacona Paper Co., Ltd..... 1116
The Donnacona Paper Co., Ltd..... 1116
The Huntingville Cemetery Association. 1148

Index of the Quebec Official Gazette. No 12

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dame Bachand vs Fournier..... 1115
" Benoit vs Lemaire..... 1114
" Breton vs Bordua..... 1113
" Charland vs Moreau..... 1115
" Cheshan vs Saxe..... 1114
" Gagnon vs Gagné..... 1114
" Ginchereau vs Pleau..... 1113
" Guay vs Lessard..... 1147
" Montpetit vs Léger..... 1114
" Perron vs Rousseau..... 1148
" Sluglith vs Feldstein..... 1114
" Troie vs Bessette..... 1114

ADVERTISERS:—Notice to..... 1059

MEETING:—

Montreal Tramways Company..... 1115

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Bélisle, Dr J.-O., suspended..... 1115
Iron Hill Union Cemetery..... 1117
Municipality of Lacadie..... 1148
Noel, Dr Alphédor, suspended..... 1116
The Donnacona Paper Co., Ltd..... 1116
The Donnacona Paper Co., Ltd..... 1116
The Huntingville Cemetery Association. 1148

BUREAU-CHEF:—

Cambrian Gold Mines, Ltd..... 1149

CHARTE—ABANDON DE:—

Gareau Motor Sales, Ltd..... 1149
Riverside Manufacturing Co., Ltd..... 1149

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES

Lartic Mining Corporation, Ltd..... 1117

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—

St. Regis Paper Co. of Canada, Ltd..... 1102
Three Rivers & Central Ry. Co..... 1102

DÉPARTEMENT DE L'INSTPUCTION PUBLIQUE:—

Municipalité scolaire de Kiamika..... 1102
Municipalité scolaire de Sainte-Agnès-de-Dundee..... 1103
Municipalité scolaire de Sainte-Jeanne-d'Arc..... 1147

DÉPARTEMENT DE LA VOIRIE:—

Route Montréal-Sherbrooke..... 1147

FAILLI:—

Turmel, J -A..... 1118

DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS:—

Affermage de concessions forestières et de forces hydrauliques..... 1103

LETTRES PATENTES:—

A. Cohen and Company..... 1060
Agence Générale des Pêcheurs, Ltée..... 1062
Corporation de l'Institut de Radium de l'Université de Montréal et de la province de Québec..... 1063
Edifice Bédard, Incorporée..... 1063
Etablissements Vermette, Inc..... 1065
Harvida Lumber, Ltd..... 1066
Hébert Fur Farms, Ltd..... 1068
Hôtel Joliette, Ltée..... 1068
I. Caron, Ltée..... 1069
J.-O. Leduc, Ltée..... 1070
La Chaussure Régente, Ltée—(Regent Shoe, Ltd)..... 1071
La Cie de Pierre à Chaux et Concassée, Ltée—The Lime and Crushed Stone Co., Ltd..... 1074
La Cie Nationale de Balais, Inc.—The National Broom Co., Inc..... 1075
Le Syndicat de Lévis, Ltée..... 1076
Montreal-Biltmore Club, Inc..... 1078
National House Furniture Co., Ltd..... 1081
Quebec Finance, Ltd..... 1084
Quebec National Securities, Ltd..... 1086
Schoffer's, Ltd..... 1091
Steam Motors, Ltd..... 1092
Théâtre Français, Ltée..... 1094
Thetford Motor Sales, Ltd..... 1095
Twin Lakes Mining Corporation..... 1096
Union Commerciale Européenne, Ltée.. 1097
W. A. Hodgins Store Co., Ltd..... 1099

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

L'Imprimerie d'Arthabaska, Inc..... 1102
Richard & Cie, Ltée..... 1101

CHIEF-OFFICE:—

Cambrian Gold Mines, Ltd..... 1149

CHARTER—SURRENDER OF:—

Gareau Motor Sales, Ltd..... 1149
Riverside Manufacturing Co , Ltd..... 1149

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:—

Lartic Mining Corporation, Ltd..... 1117

APPLICATIONS TO PARLIAMENT:—

St. Regis Paper Co. of Canada, Ltd..... 1102
Three Rivers & Central Ry. Co..... 1102

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

School municipality of Kiamika..... 1102
School municipality of Sainte Agnès de Dundee..... 1103
School municipality of Sainte Jeanne d'Arc..... 1147

ROADS DEPARTMENT:—

Montreal-Sherbrooke Highway..... 1147

INSOLVENT:—

Turmel, J -A..... 1118

DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS:—

Lease of timber limits and water-powers. 1103

LETTERS PATENT:—

A. Cohen and Company..... 1060
Agence Générale des Pêcheurs, Ltée..... 1062
Corporation de l'Institut de Radium de l'Université de Montréal et de la province de Québec..... 1063
Edifice Bédard, Incorporée..... 1063
Etablissements Vermette, Inc..... 1065
Harvida Lumber, Ltd..... 1066
Hébert Fur Farms, Ltd..... 1068
Hôtel Joliette, Ltée..... 1068
I. Caron, Ltée..... 1069
J.-O. Leduc, Ltée..... 1070
La Chaussure Régente, Ltée—(Regent Shoe, Ltd)..... 1071
La Cie de Pierre à Chaux et Concassée, Ltée—The Lime and Crushed Stone Co., Ltd..... 1074
La Cie Nationale de Balais, Inc.—The National Broom Co., Inc..... 1075
Le Syndicat de Lévis, Ltée..... 1076
Montreal-Biltmore Club, Inc..... 1078
National House Furniture Co., Ltd..... 1081
Quebec Finance, Ltd..... 1084
Quebec National Securities, Ltd..... 1086
Schoffer's, Ltd..... 1091
Steam Motors, Ltd..... 1092
Théâtre Français, Ltée..... 1094
Thetford Motor Sales, Ltd..... 1095
Twin Lakes Mining Corporation..... 1096
Union Commerciale Européenne, Ltée.. 1097
W. A. Hodgins Store Co., Ltd..... 1099

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

L'Imprimerie d'Arthabaska, Inc..... 1102
Richard & Cie, Ltée..... 1101

LIQUIDATION, AVIS DE:—

Dubois, Gosselin, Ltée..... 1118

MINISTERE DE L'AGRICULTURE:—

Société des Patrons de la Beurrerie de Matane..... 1113

MINUTES DE NOTAIRES:—

Beauchamp, J.-E., en faveur de..... 1150
Bélanger, Armand..... 1119
Blondin, P.-A., en faveur de..... 1149
Dussault, Rosaire..... 1119

ORDRE DE COUR:—

The Renfrew Machinery Co., Ltd vs Kéroack..... 1119

RATIFICATION DE TITRE:—

Fonderie Frontenac, Ltée..... 1120

SOUMISSIONS:—

Corporation du canton Chicoutimi..... 1150
Corporation du Canton LaSarre..... 1122
Municipalité Sainte-Marie-de-Sayabec.. 1121
Municipalité scolaire de Très St-Sacrement..... 1120
Ville de Châteauguay..... 1150
Ville de Dorval..... 1121

VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS:—

Canadian National Express Company... 1122

VENTE, LOI DE FAILLITE:—

Boivin, J.-E..... 1129
John Ling & Sons..... 1126
Leclerc, Germain..... 1123
Palardy, Joseph, fils..... 1128
Picard, Eugène..... 1127
R. & T. Ritchie, Ltd..... 1127
Simard, Alphonse..... 1122
St-Cyr, Napoléon..... 1128

VENTE PAR LICITATION:—

Blanchet vs Lemieux *et al*..... 1130

VENTES PAR LES SHERIFS :—

ARTHABASKA:—

Charest vs Biron..... 1130
Laramée vs Gazaille..... 1131
Plante vs Forcier..... 1131

BEAUCE:—

Commissaires d'écoles de Saint-Evariste vs Doyon..... 1131

BEDFORD:—

Commissaires d'écoles de la municipalité de St-Armand-ouest vs Coulombe.... 1132
Corporation du canton de Ste-Cécile-de-Milton vs Narbonne *et al*..... 1132

WINDING UP NOTICE:—

Dubois, Gosselin, Ltée..... 1118

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—

Société des Patrons de la Beurrerie de Matane..... 1113

NOTARIAL MINUTES:—

Beauchamp, J.-E., in favor of..... 1150
Bélanger, Armand..... 1119
Blondin, P.-A., in favor of..... 1149
Dussault, Rosaire..... 1119

RULE OF COURT:—

The Renfrew Machinery Co., Ltd vs Kéroack..... 1119

CONFIRMATION OF TITLE:—

Fonderie Frontenac, Ltée..... 1120

TENDERS:—

Corporation of the township Chicoutimi. 1150
Corporation of Township LaSarre..... 1122
Municipality Sainte-Marie-de-Sayabec.. 1121
School municipality of Très-St-Sacrement 1120
Town of Châteauguay..... 1150
Town of Dorval..... 1121

SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:—

Canadian National Express Company... 1122

SALE, BANKRUPTCY ACT:—

Boivin, J.-E..... 1129
John Ling & Sons..... 1126
Leclerc, Germain..... 1123
Palardy, Joseph, son..... 1128
Picard, Eugène..... 1127
R. & T. Ritchie, Ltd..... 1127
Simard, Alphonse..... 1122
St-Cyr, Napoléon..... 1128

SALE BY LICITATION:—

Blanchet vs Lemieux *et al*..... 1130

SHERIFF'S SALES :—

ARTHABASKA:—

Charest vs Biron..... 1130
Laramée vs Gazaille..... 1131
Plante vs Forcier..... 1131

BEAUCE:—

School Commissioners of Saint Evariste vs Doyon..... 1131

BEDFORD:—

School Commissioners of the municipality of Saint Armand west vs Coulombe... 1132
Corporation of the township of Sainte-Cécile de Milton vs Narbonne *et al*.... 1132

HULL:—

Brazeau vs Wakefield and Masham Telephone Co. ... 1133

IBERVILLE:—

International Harvester Co. of Canada, Ltd vs Kérouack ... 1134

JOLIETTE:—

Desrochers *et al* vs Boulard ... 1134
Rouleau vs Balthazard ... 1135

MONTMAGNY:—

Provençal vs Larochelle ... 1135

MONTRÉAL:—

Brunet vs Standard Stock Trading Corp. 1137
Daigneault vs Leclair ... 1136
Dionne vs Cardin ... 1136
Jordan vs Seymour ... 1138
La Société de la Caisse de Retraite de la Banque d'Hochelaga vs The Burton Brewing Co of Canada, Ltd ... 1137
Monkland, Ltd vs Robertson ... 1139
Valiquette vs St Louis Pres rving Co, Ltd ... 1139

QUÉBEC:—

Amyot *et al* vs Provencher *et vir* ... 1141
Belleau vs Bédard ... 1140
Cité de Québec vs De Kastener *et al* ... 1140
Drouin *et al* vs Trépanier ... 1141
Lepage vs Garneau ... 1142

RICHELIEU:—

Lavigne vs Danis ... 1142

ROBERVAL:—

Tremblay vs Tremblay ... 1143

SAINT-FRANCOIS:—

O'Mara *et al* vs O'Mara *et al* ... 1143

TERREBONNE:—

Ville de Saint-Jérôme vs Aubin ... 1143
Ville de Saint-Jérôme vs Chamberlain ... 1144
Ville de Saint-Jérôme vs Dorris ... 1144

TROIS-RIVIÈRES:—

Bellemare vs Gauthier *et vir* ... 1146
Martineau vs Lessard ... 1145
Mongrain vs Perron ... 1145

HULL:—

Brazeau vs Wakefield and Masham Telephone Co. ... 1133

IBERVILLE:—

International Harvester Co. of Canada, Ltd vs Kérouack ... 1134

JOLIETTE:—

Desrochers *et al* vs Boulard ... 1134
Rouleau vs Balthazard ... 1135

MONTMAGNY:—

Provençal vs Larochelle ... 1135

MONTREAL:—

Brunet vs Standard Stock Trading Corp. 1137
Daigneault vs Leclair ... 1136
Dionne vs Cardin ... 1136
Jordan vs Seymour ... 1138
La Société de la Caisse de Retraite de la Banque d'Hochelaga vs The Burton Brewing Co. of Canada, Ltd ... 1137
Monkland, Ltd vs Robertson ... 1139
Valiquette vs St. Louis Preserving Co., Ltd ... 1139

QUEBEC:—

Amyot *et al* vs Provencher *et vir* ... 1141
Belleau vs Bédard ... 1140
City of Quebec vs De Kastener *et al* ... 1140
Drouin *et al* vs Trépanier ... 1141
Lepage vs Garneau ... 1142

RICHELIEU:—

Lavigne vs Danis ... 1142

ROBERVAL:—

Tremblay vs Tremblay ... 1143

SAINT FRANCIS:—

O'Mara *et al* vs O'Mara *et al* ... 1143

TERREBONNE:—

Town of Saint Jérôme vs Aubin ... 1143
Town of Saint Jérôme vs Chamberlain ... 1144
Town of Saint Jérôme vs Dorris ... 1144

THREE RIVERS:—

Bellemare vs Gauthier *et vir* ... 1146
Martineau vs Lessard ... 1145
Mongrain vs Perron ... 1145

QUÉBEC:—Imprimé par LS-A. PROULX, imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi.

QUEBEC:—Printed by LS. A. PROULX, printer to His Most Excellent Majesty the King.